

Histoire de la Revolution francaise, VIII.

Adolphe Thiers

The Project Gutenberg EBook of Histoire de la Revolution francaise, VIII.
by Adolphe Thiers

This eBook is for the use of anyone anywhere at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at www.gutenberg.net

Title: Histoire de la Revolution francaise, VIII.

Author: Adolphe Thiers

Release Date: May 7, 2004 [EBook #12295]

Language: French

Character set encoding: ASCII

*** START OF THIS PROJECT GUTENBERG EBOOK HISTOIRE DE LA REVOLUTION ***

Produced by Carlo Traverso, Tonya Allen, and the Online Distributed Proofreading Team. This file was produced from images generously made available by the Bibliotheque nationale de France (BnF/Gallica) at <http://gallica.bnf.fr>.

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

PAR M.A. THIERS DE L'ACADEMIE FRANCAISE

NEUVIEME EDITION

TOME HUITIEME

MDCCCXXXIX

HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE.

DIRECTOIRE.

Livros Grátis

<http://www.livrosgratis.com.br>

Milhares de livros grátis para download.

CHAPITRE PREMIER.

NOMINATION DES CINQ DIRECTEURS.--INSTALLATION DU COUPS LEGISLATIF ET DU DIRECTOIRE.--POSITION DIFFICILE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT.--DETRESSE DES FINANCES; DISCREDIT DU PAPIER-MONNAIE.--PREMIERS TRAVAUX DU DIRECTOIRE.--PERTE DES LIGNES DE MAYENCE.--REPRISE DES HOSTILITES EN BRETAGNE ET EN VENDEE.--APPROCHE D'UNE NOUVELLE ESCADRE ANGLAISE SUR LES COTES DE L'OUEST.--PLAN DE FINANCES PROPOSE PAR LE DIRECTOIRE; NOUVEL EMPRUNT FORCE,--CONDAMNATION DE QUELQUES AGENS ROYALISTES.--LA FILLE DE LOUIS XVI EST RENDUE AUX AUTRICHIENS EN ECHANGE DES REPRESENTANS LIVRES PAR DUMOURIEZ.--SITUATION DES PARTIS A LA FIN DE 1795.--ARMISTICE CONCLU SUR LE RHIN,--OPERATIONS DE L'ARMEE D'ITALIE.--BATAILLE DE LOANO.--EXPEDITION DE L'ILE-DIEU.--DEPART DE L'ESCADRE ANGLAISE.--DERNIERS EFFORTS DE CHARETTE; MESURES DU GENERAL HOCHÉ POUR OPERER LA PACIFICATION DE LA VENDEE.--RESULTATS DE LA CAMPAGNE DE 1795.

Le 5 brumaire an IV (27 octobre 1795) était le jour fixe pour la mise en vigueur de la constitution directoriale. Ce jour-la, les deux tiers de la convention, conservés au corps législatif, devaient se réunir au tiers nouvellement élu par les assemblées électorales, se diviser en deux conseils, se constituer, et procéder ensuite à la nomination des cinq directeurs chargés du pouvoir exécutif. Pendant ces premiers instants consacrés à organiser le corps législatif et le directoire, les anciens comités de gouvernement devaient demeurer en activité, et conserver le dépôt de tous les pouvoirs. Les membres de la convention, envoyés soit aux armées, soit dans les départements, devaient continuer leur mission jusqu'à ce que l'installation du directoire leur fut notifiée.

Une grande agitation régnait dans les esprits. Les patriotes modérés et les patriotes exaltés montraient une même irritation contre le parti qui avait attaqué la convention au 13 vendémiaire; ils étaient remplis de craintes; ils s'encourageaient à s'unir, à se serrer pour résister au royalisme; ils disaient hautement qu'il ne fallait appeler au directoire et à toutes les places que des hommes engagés irrévocablement à la cause de la révolution; ils se défiaient beaucoup des députés du nouveau tiers, et recherchaient avec inquiétude leurs noms, leur vie passée, et leurs opinions connues ou présumées.

Les sectionnaires, mitraillés le 13 vendémiaire, mais traités avec la plus grande clémence après la victoire, étaient redevenus insolents. Fiers d'avoir un instant supporté le feu, ils semblaient croire que la convention, en les épargnant, avait ménagé leurs forces et reconnu tacitement la justice de leur cause. Ils se montraient partout, vantaient leurs hauts faits, débitaient dans les salons les mêmes impertinences contre la grande assemblée qui venait d'abandonner le pouvoir, et affectaient de compter beaucoup sur les députés du nouveau tiers.

Ces députés, qui devaient venir s'asseoir au milieu des vétérans de la révolution, et y représenter la nouvelle opinion qui s'était formée en France à la suite de longs orages, étaient loin de justifier toutes les défiances des républicains et toutes les espérances des contre-révolutionnaires. On comptait parmi eux quelques membres des anciennes assemblées, tels que Vaublanc, Pastoret, Dumas, Dupont (de Nemours), et l'honnête et savant Tronchet, qui avait rendu de si grands services à notre législation. On y voyait ensuite beaucoup d'hommes nouveaux, non pas de ces hommes extraordinaires qui brillent au début

des revolutions, mais quelques-uns de ces merites solides qui, dans la carriere de la politique, comme dans celle des arts, succedent au genie; et par exemple des jurisconsultes, des administrateurs, tels que Portalis, Simeon, Barbe-Marbois, Troncon-Ducoudray. En general, ces nouveaux elus, a part quelques contre-revolutionnaires signales, appartenaient a cette classe d'hommes moderes qui, n'ayant pris aucune part aux evenemens, et n'ayant pu par consequent ni mal faire ni se tromper, pretendaient aimer la revolution, mais en la separant de ce qu'ils appelaient ses crimes. Naturellement ils devaient etre assez disposes a censurer le passe; mais ils etaient deja un peu reconcilies avec la convention et la republique par leur election; car on pardonne volontiers a un ordre de choses dans lequel on a trouve place. Du reste, etrangers a Paris et a la politique, timides encore sur ce theatre nouveau, ils recherchaient, ils visitaient les membres les plus consideres de la convention nationale.

Telle etait la disposition des esprits le 5 brumaire an IV. Les membres de la convention reelus se rapprochaient, et cherchaient a concerter les nominations qui restaient a faire, afin de rester maitres du gouvernement. En vertu des celebres decrets des 5 et 13 fructidor, le nombre des deputes dans le nouveau corps legislatif devait etre de cinq cents. Si ce nombre n'etait pas complete par les reelections, les membres presens le 5 brumaire devaient se former en corps electoral pour le completer. On arreta un projet de liste au comite de salut public, dans laquelle on fit entrer beaucoup de montagnards prononces. La liste ne fut pas approuvee en entier. Cependant on n'y placa que des patriotes connus. Le 5, tous les deputes presens, reunis en une seule assemblee, se constituerent en corps electoral. D'abord ils completerent les deux tiers de conventionnels qui devaient sieger dans le corps legislatif; ensuite ils formerent une liste de tous les deputes maries et ages de plus de quarante ans, et en prirent au sort deux cent cinquante, pour composer le conseil des anciens.

Le lendemain, le conseil des cinq-cents reuni au Manege, dans l'ancienne salle de l'assemblee constituante, choisit Daunou pour president, et Rewbell, Chenier, Cambaceres et Thibaudeau, pour secretaires. Le conseil des anciens se reunit dans l'ancienne salle de la convention, appela Larevelliere-Lepaux au fauteuil, et Baudin, Lanjuinais, Breard, Charles Lacroix au bureau. Ces choix etaient convenables et prouvaient que, dans les deux conseils, la majorite etait acquise a la cause republicaine. Les conseils declarerent qu'ils etaient constitues, s'en donnerent avis reciproquement par des messages, confirmerent provisoirement les pouvoirs des deputes, et en renvoyerent la verification apres l'organisation du gouvernement.

La plus importante de toutes les elections restait a faire, c'etait celle des cinq magistrats charges du pouvoir executif. De ce choix dependaient a la fois le sort de la republique et la fortune des individus. Les cinq directeurs, en effet, ayant la nomination de tous les fonctionnaires publics, de tous les officiers des armees, pouvaient composer le gouvernement a leur gre, et le remplir d'hommes attaches ou contraires a la republique. Ils etaient maitres en outre de la destinee des individus; ils pouvaient leur ouvrir ou leur fermer la carriere des emplois publics, recompenser ou decourager les talents fideles a la cause de la revolution. L'influence qu'ils devaient exercer etait donc immense. Aussi les esprits etaient-ils singulierement preoccupes du choix qu'on allait faire.

Les conventionnels se reunirent pour se concerter sur ce choix. Leur

avis a tous fut de choisir des regicides, afin de se donner plus de garanties. Les opinions, apres avoir flote quelque temps, se reunirent en faveur de Barras, Rewbell, Sieyes, Larevelliere-Lepaux et Letourneur. Barras avait rendu de grands services en thermidor, prairial et vendemiaire; il avait ete en quelque sorte le legislateur general oppose a toutes les factions; la derniere bataille du 13 vendemiaire lui avait surtout donne une grande importance, quoique le merite des dispositions militaires de cette journee appartint au jeune Bonaparte. Rewbell, enferme a Mayence pendant le siege, et souvent appele dans les comites depuis le 9 thermidor, avait adopte l'opinion des thermidoriens, montre de l'aptitude et de l'application aux affaires, et une certaine vigueur de caractere. Sieyes etait regarde comme le premier genie speculatif de l'epoque. Larevelliere-Lepaux s'etait volontairement associe aux girondins le jour de leur proscription, etait revenu le 9 thermidor au milieu de ses collegues, et y avait combattu de tous ses moyens les deux factions qui avaient alternativement attaque la convention. Patriote doux et humain, il etait le seul girondin que la Montagne ne suspectat pas, et le seul patriote dont les contre-revolutionnaires n'osassent pas nier les vertus. Il n'avait qu'un inconvenient au dire de certaines gens: c'etait la difformite de son corps; on pretendait qu'il porterait mal le manteau directorial. Letourneur enfin, connu pour patriote, estime pour son caractere, etait un ancien officier du genie qui avait, dans les derniers temps, remplace Carnot au comite de salut public, mais qui etait loin d'en avoir les talens. Quelques conventionnels auraient voulu qu'on placat parmi les cinq directeurs l'un des generaux qui s'etaient le plus distingues a la tete des armees, comme Kleber, Moreau, Pichegru ou Hoche; mais on craignait de donner trop d'influence aux militaires, et on ne voulut en appeler aucun au pouvoir supreme. Pour rendre les choix certains, les conventionnels convinrent entre eux d'employer un moyen qui, sans etre illegal, ressemblait fort a une supercherie. D'apres la constitution, le conseil des cinq-cents devait, pour tous les choix, presenter une liste decuple de candidats au conseil des anciens. Ce dernier, sur dix candidats, en choisissait un. Pour les cinq directeurs, il fallait donc presenter cinquante candidats. Les conventionnels, qui avaient la majorite dans les cinq-cents, convinrent de placer Barras, Rewbell, Sieyes, Larevelliere-Lepaux et Letourneur en tete de la liste, et d'y ajouter ensuite quarante-cinq noms inconnus, sur lesquels il serait impossible de fixer un choix. De cette maniere, la preference etait forcee pour les cinq candidats que les conventionnels voulaient appeler au directoire.

Ce plan fut fidelement suivi; seulement un nom venant a manquer sur les quarante-cinq, on ajouta Cambaceres, qui plaisait fort au nouveau tiers et a tous les moderes. Quand la liste fut presentee aux anciens, ils parurent assez mecontents de cette maniere de forcer leur choix. Dupont (de Nemours), qui avait deja figure dans les precedentes assemblees, et qui etait un adversaire declare, sinon de la republique, au moins de la convention, Dupont (de Nemours) demanda un ajournement. "Sans doute, dit-il, les quarante-cinq individus qui completent cette liste, ne sont pas indignes de votre choix, car, dans le cas contraire, on conviendrait qu'on a voulu vous faire violence en faveur de cinq personnages. Sans doute ces noms, qui arrivent pour la premiere fois jusqu'a vous, appartiennent a des hommes d'une vertu modeste, et qui sont dignes aussi de représenter une grande republique; mais il faut du temps pour parvenir a les connaitre. Leur modestie meme, qui les a laisses caches, nous oblige a des recherches pour apprecier leur merite, et nous autorise a demander un ajournement." Les anciens, quoique mecontents de ce procede, partageaient les sentimens de la majorite des cinq-cents, et confirmerent les cinq choix qu'on avait voulu leur imposer.

Larevelliere-Lepaux, sur deux cent dix-huit votans, obtint deux cent seize voix, tant il y avait unanimite d'estime pour cet homme de bien; Letourneur en obtint cent quatre-vingt-neuf, Rewbell cent soixante-seize, Sieyes cent cinquante-six; Barras cent vingt-neuf. Ce dernier, qui etait plus homme de parti que les autres, devait exciter plus de dissentimens, et reunir moins de voix.

Ces cinq nominations causerent une grande satisfaction aux revolutionnaires, qui se voyaient assures du gouvernement. Il s'agissait de savoir si les cinq directeurs accepteraient. Il n'y avait pas de doute pour trois d'entre eux, mais il y en avait deux auxquels on connaissait peu de gout pour la puissance. Larevelliere-Lepaux, homme simple, modeste, peu propre au maniemment des affaires et des hommes, ne trouvait et ne cherchait de plaisir qu'au Jardin des Plantes, avec les freres Thouin; il etait douteux qu'on le decidat a accepter les fonctions de directeur. Sieyes, avec un esprit puissant qui pouvait tout concevoir, une affaire comme un principe, etait cependant incapable par caractere des soins du gouvernement. Peut-etre aussi, plein d'humeur contre une republique qui n'etait pas constituee a son gre, il paraissait peu dispose a en accepter la direction. Quant a Larevelliere-Lepaux, on fit valoir une consideration toute-puissante sur son coeur honnete: on lui dit que son association aux magistrats qui allaient gouverner la republique, etait utile et necessaire. Il ceda. En effet, parmi ces cinq individus, hommes d'affaires ou d'action, il fallait une vertu pure et renommee; elle s'y trouva par l'acceptation de Larevelliere-Lepaux. Quant a Sieyes, on ne put vaincre sa repugnance; il refusa, en assurant qu'il se croyait improprie au gouvernement.

Il fallut pourvoir a son remplacement. Il y avait un homme qui jouissait en Europe d'une consideration immense, c'etait Carnot. On exagerait ses services militaires, qui cependant etaient reels; on lui attribuait toutes nos victoires; et bien qu'il eut ete membre du grand comite de salut public, collegue de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon, on savait qu'il les avait combattus avec une grande energie. On voyait en lui l'union d'un grand genie militaire a un caractere stoique. La renommee de Sieyes et la sienne etaient les deux plus grandes de l'epoque. On ne pouvait mieux faire, pour la consideration du directoire, que de remplacer l'une de ces deux reputations par l'autre. Carnot fut en effet porte sur la nouvelle liste, a cote d'hommes qui rendaient sa nomination forcee. Cambaceres fut encore ajoute a la liste, qui ne renferma que huit inconnus. Les anciens cependant n'hesiterent pas a preferer Carnot; il obtint cent dix-sept voix sur deux cent treize, et devint l'un des cinq directeurs.

Ainsi Barras, Rewbell, Larevelliere-Lepaux, Letourneur et Carnot, furent les cinq magistrats charges du gouvernement de la republique. Parmi ces cinq individus, il ne se trouva aucun homme de genie, ni meme aucun homme d'une renommee imposante, excepte Carnot. Mais comment faire a la fin d'une revolution sanglante, qui, en quelques annees, avait devore plusieurs generations d'hommes de genie en tout genre? Il n'y avait plus dans les assemblees aucun orateur extraordinaire; dans la diplomatie, il n'y avait encore aucun negociateur celebre. Barthelemy seul, par les traites avec la Prusse et l'Espagne, s'etait attire une espece de consideration, mais il n'inspirait aucune confiance aux patriotes. Dans les armees, il se formait deja de grands generaux, et il s'en preparait de plus grands encore; mais il n'y avait maintenant aucune superiorite decidee, et on se defiait d'ailleurs des militaires. Il n'existait donc, comme nous venons de le dire, que deux grandes renommees, Sieyes et Carnot. Dans l'impossibilite d'avoir l'une, on avait acquis l'autre.

Barras avait de l'action; Rewbell, Letourneur, étaient des travailleurs; Larevellière-Lepaux était un homme sage et probe. Il eût été difficile, dans le moment, de composer autrement la magistrature suprême.

La situation dans laquelle ces cinq magistrats arrivaient au pouvoir était déplorable; et il fallait aux uns beaucoup de courage et de vertu, aux autres beaucoup d'ambition, pour accepter une semblable tâche. On était au lendemain d'un combat dans lequel il avait fallu appeler une faction pour en combattre une autre. Les patriotes qui venaient de verser leur sang se montraient exigeants; les sectionnaires n'avaient point cessé d'être hardis. La journée du 13 vendémiaire, en un mot, n'avait pas été une de ces victoires suivies de terreur, qui, tout en soumettant le gouvernement au joug de la faction victorieuse, le délivrent au moins de la faction vaincue. Les patriotes s'étaient relevés, les sectionnaires ne s'étaient pas soumis. Paris était rempli des intrigans de tous les partis, agité par toutes les ambitions, et livré à une affreuse misère.

Aujourd'hui, comme en prairial, les subsistances manquaient dans toutes les grandes communes; le papier-monnaie apportait le désordre dans les transactions, et laissait le gouvernement sans ressources. La convention n'ayant pas voulu céder les biens nationaux pour trois fois leur valeur de 1790, en papier, les ventes avaient été suspendues; le papier, qui ne pouvait rentrer que par les ventes, était resté en circulation, et sa dépréciation avait fait d'effrayans progrès. Vainement avait-on imaginé l'échelle de proportion pour diminuer la perte de ceux qui recevaient les assignats: cette échelle ne les réduisait qu'au cinquième, tandis qu'ils ne conservaient pas même le cent cinquantième de leur valeur primitive. L'état, ne percevant que du papier par l'impôt, était ruiné comme les particuliers. Il percevait, il est vrai, une moitié de la contribution foncière en nature, ce qui lui procurait quelques denrées pour nourrir les armées; mais souvent les moyens de transport lui manquaient, et ces denrées pourrissaient dans les magasins. Pour surcroît de dépenses, il était obligé, comme on sait, de nourrir Paris. Il livrait la ration pour un prix en assignat, qui couvrait à peine le centième des frais. Ce moyen, du reste, était le seul possible, pour fournir au moins du pain aux rentiers et aux fonctionnaires publics payés en assignats; mais cette nécessité avait porté les dépenses à un taux énorme. N'ayant que du papier pour y suffire, l'état avait émis des assignats sans mesure, et avait porté en quelques mois l'émission de 12 milliards à 29. Par les anciennes rentrées et les encaisses, la somme en circulation réelle s'élevait à 19 milliards, ce qui dépassait tous les chiffres connus en finances. Pour ne pas multiplier davantage les émissions, la commission des cinq, instituée dans les derniers jours de la convention, pour proposer des moyens extraordinaires de police et de finances, avait fait décréter en principe une contribution extraordinaire de guerre de vingt fois la contribution foncière et dix fois l'impôt des patentes, ce qui pouvait produire de 6 à 7 milliards en papier. Mais cette contribution n'était décrétée qu'en principe; en attendant on donnait aux fournisseurs des inscriptions de rentes, qu'ils recevaient à un taux ruineux. Cinq francs de rente étaient reçus pour dix francs de capital. On essayait en outre d'un emprunt volontaire à trois pour cent, qui était ruineux aussi et mal rempli.

Dans cette détresse épouvantable, les fonctionnaires publics, ne pouvant pas vivre de leurs appointemens, donnaient leur démission; les soldats quittaient les armées, qui avaient perdu un tiers de leur effectif, et revenaient dans les villes, où la faiblesse du gouvernement leur permettait de rester impunément. Ainsi, cinq armées et une capitale

immense a nourrir, avec la simple faculte d'emettre des assignats sans valeur; ces armees a recruter, le gouvernement entier a reconstituer au milieu de deux factions ennemies, telle etait la tache des cinq magistrats qui venaient d'etre appeles a l'administration supreme de la republique.

Le besoin d'ordre est si grand dans les societes humaines, qu'elles se pretent elles-memes a son retablissement, et secondent merveilleusement ceux qui se chargent du soin de les reorganiser; il serait impossible de les reorganiser si elles ne s'y pretaient pas, mais il n'en faut pas moins reconnaitre le courage et les efforts de ceux qui osent se charger de pareilles entreprises. Les cinq directeurs, en se rendant au Luxembourg, n'y trouverent pas un seul meuble. Le concierge leur preta une table boiteuse, une feuille de papier a lettre, une ecritoire, pour ecrire le premier message, qui annoncait aux deux conseils que le directoire etait constitue. Il n'y avait pas un sou en numeraire a la tresorerie. Chaque nuit on imprimait les assignats necessaires au service du lendemain, et ils sortaient tout humides des presses de la republique. La plus grande incertitude regnait sur les approvisionnements, et pendant plusieurs jours on n'avait pu distribuer que quelques onces de pain ou de riz au peuple.

La premiere demande fut une demande de fonds. D'apres la constitution nouvelle, il fallait que toute depense fut precedee d'une demande de fonds, avec allocation a chaque ministere. Les deux conseils accordaient la demande, et alors la tresorerie, qui avait ete rendue independante du directoire, comptait les fonds accordes par le decret des deux conseils. Le directoire demanda d'abord trois milliards en assignats, qu'on lui accorda, et qu'il fallut echanger sur-le-champ contre du numeraire. Etait-ce la tresorerie ou le directoire qui devait faire la negociation en numeraire? c'etait la une premiere difficulte. La tresorerie, en faisant elle-meme des marches, sortait de ses attributions de simple surveillance. On resolut cependant la difficulte en lui attribuant la negociation du papier. Les trois milliards pouvaient produire au plus vingt ou vingt-cinq millions ecus. Ainsi ils pouvaient suffire tout au plus aux premiers besoins courants. Sur-le-champ on se mit a travailler a un plan de finances, et le directoire annonca aux deux conseils qu'il le leur soumettrait sous quelques jours. En attendant il fallait faire vivre Paris, qui manquait de tout. Il n'y avait plus de systeme organise de requisition; le directoire demanda la faculte d'exiger, par voie de sommation, dans les departemens voisins de celui de la Seine, la quantite de deux cent cinquante mille quintaux de ble, a compte sur l'impot foncier payable en nature. Le directoire songea ensuite a demander une foule de lois pour la repression des desordres de toute espece, et particulierement de la desertion, qui diminuait chaque jour la force des armees. En meme temps il se mit a choisir les individus qui devaient composer l'administration. Merlin (de Douai) fut appele au ministere de la justice; on fit venir Aubert-Dubayet de l'armee des cotes de Cherbourg pour lui donner le portefeuille de la guerre; Charles Lacroix fut place aux affaires etrangeres; Faypoult aux finances; Benezech, administrateur eclaire, a l'interieur. Le directoire s'etudia ensuite a trouver, dans la multitude de solliciteurs qui l'assiegeaient, les hommes les plus capables de remplir les fonctions publiques. Il n'etait pas possible que dans cette precipitation il ne fit de tres mauvais choix. Il employa surtout beaucoup de patriotes, trop signales pour etre impartiaux et sages. Le 13 vendemiaire les avait rendus necessaires, et avait fait oublier la crainte qu'ils inspiraient. Le gouvernement entier, directeurs, ministres, agens de toute espece, fut donc forme en haine du 13 vendemiaire, et du parti qui avait provoque

cette journee. Les deputes conventionnels eux-memes ne furent pas encore rappelés de leurs missions; et pour cela le directoire n'eut qu'a ne pas leur notifier son installation; il voulait ainsi leur donner le temps d'achever leur ouvrage. Freron, envoye dans le Midi pour y reprimer les fureurs contre-revolutionnaires, put continuer sa tournée dans ces contrees malheureuses. Les cinq directeurs travaillaient sans relache, et deployaient dans ces premiers momens le meme zele qu'on avait vu deployer aux membres du grand comite de salut public, dans les jours a jamais memorables de septembre et octobre 1793.

Malheureusement, les difficultes de cette tache etaient aggravees par des defaites. La retraite a laquelle l'armee de Sambre-et-Meuse avait ete obligee donnait lieu aux bruits les plus alarmans. Par le plus vicieux de tous les plans, et la trahison de Pichegru, l'invasion projetee en Allemagne n'avait pas du tout reussi, comme on l'a vu. On avait voulu passer le Rhin sur deux points, et occuper la rive droite par deux armees. Jourdan, parti de Dusseldorf, apres avoir passe le fleuve avec beaucoup de bonheur, s'etait trouve sur la Lahn, serre entre la ligne prussienne et le Rhin, et manquant de tout dans un pays neutre, ou il ne pouvait pas vivre a discretion. Cependant cette detresse n'aurait dure que quelques jours s'il avait pu s'avancer dans le pays ennemi, et se joindre a Pichegru, qui avait trouve, par l'occupation de Manheim, un moyen si facile et si peu attendu de passer le Rhin. Jourdan aurait repare, par cette jonction, le vice du plan de campagne qui lui etait impose; mais Pichegru, qui debattait encore les conditions de sa defection avec les agens du prince de Conde, n'avait jete au-dela du Rhin qu'un corps insuffisant. Il s'obstinait a ne pas passer le fleuve avec le gros de son armee, et laissait Jourdan seul en fleche au milieu de l'Allemagne. Cette position ne pouvait pas durer. Tous ceux qui avaient la moindre notion de la guerre tremblaient pour Jourdan. Hoche, qui, tout en commandant en Bretagne, jetait un regard d'interet sur les operations des autres armees, en ecrivait a tout le monde. Jourdan fut donc oblige de se retirer et de repasser le Rhin; et il agit en cela avec une grande sagesse, et merita l'estime par la maniere dont il conduisit sa retraite.

Les ennemis de la republique triomphaient de ce mouvement retrograde, et repandaient les bruits les plus alarmans. Leurs malveillantes predictions se realiserent au moment meme de l'installation du directoire. Le vice du plan adopte par le comite de salut public consistait a diviser nos forces, a laisser ainsi a l'ennemi, qui occupait Mayence, l'avantage d'une position centrale, et a lui inspirer par la l'idee de reunir ses troupes, et d'en porter la masse entiere sur l'une ou l'autre de nos deux armees. Le general Clerfayt dut a cette situation une inspiration heureuse, et qui attestait plus de genie qu'il n'en avait montre jusqu'ici, et qu'il n'en montra aussi dans l'execution. Un corps d'environ trente mille Francais bloquait Mayence. Maitre de cette place, Clerfayt pouvait en deboucher, et accabler ce corps de blocus, avant que Jourdan et Pichegru eussent le temps d'accourir. Il saisit, en effet, l'instant convenable avec beaucoup d'a-propos. A peine Jourdan s'etait-il retire sur le Bas-Rhin, par Dusseldorf et Neuwied, que Clerfayt, laissant un detachement pour l'observer, se rendit a Mayence, et y concentra ses forces, pour deboucher subitement sur le corps de blocus. Ce corps, sous les ordres du general Schaal, s'etendait en demi-cercle autour de Mayence, et formait une ligne de pres de quatre lieues. Quoiqu'on eut mis beaucoup de soin a la fortifier, son etendue ne permettait pas de la fermer exactement. Clerfayt, qui l'avait bien observee, avait decouvert plus d'un point facilement accessible. L'extremite de cette ligne

demi-circulaire, qui devait s'appuyer sur le cours supérieur du Rhin, laissait entre les derniers retranchemens et le fleuve une vaste prairie. C'est sur ce point que Clerfayt résolut de porter son principal effort. Le 7 brumaire (29 octobre), il déboucha par Mayence avec des forces imposantes, mais point assez considérables cependant pour rendre l'opération décisive. Les militaires lui ont reproché, en effet, d'avoir laissé sur la rive droite un corps qui, employé à agir sur la rive gauche, aurait inévitablement amené la ruine d'une partie de l'armée française. Clerfayt dirigea, le long de la prairie qui remplissait l'intervalle entre le Rhin et la ligne de blocus, une colonne qui s'avancait à l'arme au bras. En même temps, une flottille de chaloupes canonnières remontait le fleuve pour seconder le mouvement de cette colonne. Il fit marcher le reste de son armée sur le front des lignes, et ordonna une attaque prompte et vigoureuse. La division française placée à l'extrémité du demi-cercle, se voyant à la fois attaquée de front, tournée par un corps qui filait le long du fleuve, et canonnée par une flottille dont les boulets arrivaient sur ses derrières, prit l'épouvante et s'enfuit en désordre. La division de Saint-Cyr, qui était placée immédiatement après celle-ci, se trouva découverte alors, et menacée d'être débordée. Heureusement l'aplomb et le coup d'œil de son général la tirèrent de péril. Il fit un changement de front en arrière, et exécuta sa retraite en bon ordre, en avertissant les autres divisions d'en faire autant. Dès cet instant, tout le demi-cercle fut abandonné; la division Saint-Cyr fit son mouvement de retraite sur l'armée du Haut-Rhin; les divisions Mengaud et Renaud, qui occupaient l'autre partie de la ligne, se trouvant séparées, se replièrent sur l'armée de Sambre-et-Meuse, dont, par bonheur, une colonne, commandée par Marceau, s'avancait dans le Hundsrück. La retraite de ces deux dernières divisions fut extrêmement difficile, et aurait pu devenir impossible, si Clerfayt, comprenant bien toute l'importance de sa belle manœuvre, eût agi avec des masses plus fortes et avec une rapidité suffisante. Il pouvait, de l'avis des militaires, après avoir rompu la ligne française, tourner rapidement les divisions qui descendaient vers le Bas-Rhin, les envelopper, et les renfermer dans le coude que le Rhin forme de Mayence à Bingen.

La manœuvre de Clerfayt n'en fut pas moins très-belle, et regardée comme la première de ce genre exécutée par les coalisés. Tandis qu'il enlevait ainsi les lignes de Mayence, Wurmser, faisant une attaque simultanée sur Pichegru, lui avait enlevé le pont du Necker, et l'avait ensuite repoussé dans les murs de Mannheim. Ainsi, les deux armées françaises ramenées au-delà du Rhin, conservant à la vérité Mannheim, Neuwied et Dusseldorf, mais séparées l'une de l'autre par Clerfayt, qui avait chassé tout ce qui bloquait Mayence, pouvaient courir de grands dangers devant un général entreprenant et audacieux. Le dernier événement les avait fort ébranlées; des fuyards avaient couru jusque dans l'intérieur, et un dénuement absolu ajoutait au découragement de la défaite. Clerfayt, heureusement, se hâta peu d'agir, et employait beaucoup plus de temps qu'il n'en aurait fallu pour concentrer toutes ses forces.

Ces tristes nouvelles, arrivées du 11 au 12 brumaire à Paris, au moment même de l'installation du directoire, contribuèrent beaucoup à augmenter les difficultés de la nouvelle organisation républicaine. D'autres événements moins dangereux en réalité, mais tout aussi graves en apparence, se passaient dans l'Ouest. Un nouveau débarquement d'émigrés menaçait la république. Après la funeste descente de Quiberon, qui ne fut tentée, comme on l'a vu, qu'avec une partie des forces préparées par le gouvernement anglais, les débris de l'expédition avaient été

transportes sur la flotte anglaise, et déposés ensuite dans la petite île d'Ouat. On avait débarqué les malheureuses familles du Morbihan qui étaient accourues au-devant de l'expédition, et le reste des régiments émigrés. Une épidémie et d'affreuses discordes régnaient sur ce petit écueil. Au bout de quelque temps, Puisaye, rappelé par tous les chouans qui avaient rompu la pacification, et qui n'attribuaient qu'aux Anglais, et non à leur ancien chef, le malheur de Quiberon, Puisaye était retourné en Bretagne, où il avait tout préparé pour un redoublement d'hostilités. Pendant l'expédition de Quiberon, les chefs de la Vendée étaient demeurés immobiles, parce que l'expédition ne se dirigeait pas chez eux, parce qu'ils avaient défendu des agents de Paris de seconder Puisaye, et enfin parce qu'ils attendaient un succès avant d'oser encore se compromettre. Charette seul était en contestation avec les autorités républicaines, au sujet de différents désordres commis dans son arrondissement, et de quelques préparatifs militaires qu'on lui reprochait de faire, et il avait presque ouvertement rompu. Il venait de recevoir, par l'intermédiaire de Paris, de nouvelles faveurs de Verone, et d'obtenir le commandement en chef des pays catholiques; ce qui était le but de tous ses vœux. Cette nouvelle dignité, en refroidissant le zèle de ses rivaux, avait singulièrement excité le sien. Il espérait une nouvelle expédition dirigée sur ses côtes; et le commodore Waren lui ayant offert les munitions restant de l'expédition de Quiberon, il n'avait plus hésité; il avait fait sur le rivage une attaque générale, replié les postes républicains, et recueilli quelques poudres et quelques fusils. Les Anglais débarquèrent en même temps sur la côte du Morbihan les malheureuses familles qu'ils avaient traînées à leur suite, et qui mouraient de faim et de misère dans l'île d'Ouat. Ainsi, la pacification était rompue et la guerre recommencée.

Depuis longtemps les trois généraux républicains, Aubert-Dubayet, Hoche et Canclaux, qui commandaient les trois armées dites de Cherbourg, de Brest et de l'Ouest, regardaient la pacification comme rompue, non-seulement dans la Bretagne, mais aussi dans la Basse-Vendée. Ils s'étaient réunis tous trois à Nantes, et n'avaient rien su résoudre. Ils se mettaient néanmoins en mesure d'accourir individuellement sur le premier point menacé. On parlait d'un nouveau débarquement; on disait, ce qui était vrai, que la division de Quiberon n'était que la première, et qu'il en arrivait encore une autre. Averti des nouveaux dangers qui menaçaient les côtes, le gouvernement français nomma Hoche au commandement de l'armée de l'Ouest. Le vainqueur de Wissembourg et de Quiberon était l'homme en effet auquel, dans ce danger pressant, était due toute la confiance nationale. Il se rendit aussitôt à Nantes pour remplacer Canclaux. Les trois armées destinées à contenir les provinces insurgées avaient été successivement renforcées par quelques détachements venus du Nord, et par plusieurs des divisions que la paix avec l'Espagne rendait disponibles. Hoche se fit autoriser à tirer de nouveaux détachements des deux armées de Brest et de Cherbourg, pour en augmenter celle de la Vendée, qu'il porta ainsi à quarante-quatre mille hommes. Il établit des postes fortement retranchés sur la Sevre Nantaise qui coule entre les deux Vendées, et qui séparait le pays de Stofflet de celui de Charette. Il avait pour but d'isoler ainsi ces deux chefs, et de les empêcher d'agir de concert. Charette avait entièrement levé le masque, et proclamé de nouveau la guerre. Stofflet, Sapinaud, Scepeaux, jaloux de voir Charette nommé généralissime, intimidés aussi par les préparatifs de Hoche, et incertains de l'arrivée des Anglais, ne bougeaient point encore. L'escadre anglaise parut enfin, d'abord dans la baie de Quiberon, et puis dans celle de l'Île-Dieu, en face de la Basse-Vendée. Elle portait deux mille hommes d'infanterie anglaise, cinq cents cavaliers tout équipés, des cadres de régiments émigrés, grand

nombre d'officiers, des armes, des munitions, des vivres, des vetemens pour une armee considerable, des fonds en especes metalliques, et enfin le prince tant attendu. Des forces plus considerables devaient suivre si l'expedition avait un commencement de succes, et si le prince prouvait son desir sincere de se mettre a la tete du parti royaliste. A peine l'expedition fut signalee sur les cotes, que tous les chefs royalistes avaient envoye des emissaires aupres du prince, pour l'assurer de leur devouement, pour reclamer l'honneur de le posseder, et concerter leurs efforts. Charette, maitre du littoral, etait le mieux place pour concourir au débarquement, et sa reputation, ainsi que le voeu de toute l'emigration, attirait l'expedition vers lui. Il envoya aussi des agens pour arreter un plan d'operations.

Hoche, pendant ce temps, faisait ses preparatifs avec son activite et sa resolution accoutumees. Il forma le projet de diriger trois colonnes, de Challans, Clisson et Sainte-Hermine, trois points places a la circonference du pays, et de les porter sur Belleville, qui etait le quartier-general de Charette. Ces trois colonnes, fortes de vingt a vingt-deux mille hommes, devaient, par leur masse, imposer a la contree, ruiner le principal etablissement de Charette, et le jeter, par une attaque brusque et vigoureuse, dans un desordre tel qu'il ne put proteger le débarquement du prince emigre. Hoche, en effet, fit partir ces trois colonnes, et les reunit a Belleville sans y trouver d'obstacles. Charette, dont il esperait rencontrer et battre le principal rassemblement, n'etait point a Belleville; il avait reuni neuf a dix mille hommes, et s'etait dirige du cote de Lucon pour porter le theatre de la guerre vers le midi du pays, et eloigner des cotes l'attention des republicains. Son plan etait bien concu, mais il manqua par l'energie qui lui fut opposee. Tandis que Hoche entrait a Belleville avec ses trois colonnes, Charette etait devant le poste de Saint-Cyr, qui couvre la route de Lucon aux Sables. Il attaqua ce poste avec toutes ses forces; deux cents republicains retranches dans une eglise y firent une resistance heroique, et donnerent a la division de Lucon, qui entendait la canonnade, le temps d'accourir a leur secours. Charette, pris en flanc, fut entierement battu, et oblige de se disperser avec son rassemblement pour rentrer dans l'interieur du Marais.

Hoche, ne trouvant pas l'ennemi devant lui, et decouvrant la veritable intention de son mouvement, ramena ses colonnes aux points d'ou elles etaient parties, et s'occupa d'etablir un camp retranche a Soullans, vers la cote, pour fondre sur le premier corps qui essaierait de débarquer. Dans cet intervalle, le prince emigre, entoure d'un nombreux conseil et des envoyes de tous les chefs bretons et vendeens, continuait de deliberer sur les plans de débarquement, et laissait a Hoche le temps de preparer ses moyens de resistance. Les voiles anglaises, demeurant en vue des cotes, ne cessaient de provoquer les craintes des republicains et les esperances des royalistes.

Ainsi, des les premiers jours de l'installation du directoire, une defaite devant Mayence, et un débarquement imminent dans la Vendee, etaient des sujets d'alarme dont les ennemis du gouvernement se servaient avec une grande perfidie pour rendre son etablissement plus difficile. Il fit expliquer ou dementir une partie des bruits qu'on repandait sur la situation des deux frontieres, et donna des eclaircissemens sur les evenemens qui venaient de se passer. On ne pouvait guere dissimuler la defaite essuyee devant les lignes de Mayence; mais le gouvernement fit repondre aux discours des alarmistes que Dusseldorf et Neuwied nous restaient encore; que Manheim etait toujours en notre pouvoir; que par consequent l'armee de Sambre-et-Meuse

avait deux têtes de pont, et l'armée du Rhin une, pour déboucher quand il leur conviendrait au-delà du Rhin; que notre situation était donc la même que celle des Autrichiens, puisque, s'ils étaient maîtres par Mayence d'agir sur les deux rives, nous l'étions nous aussi par Dusseldorf, Neuwied et Manheim. Le raisonnement était juste; mais il s'agissait de savoir si les Autrichiens, poursuivant leurs succès, ne nous enlèveraient pas bientôt Neuwied et Manheim, et ne s'établiraient pas sur la rive gauche, entre les Vosges et la Moselle. Quant à la Vendée, le gouvernement fit part des dispositions vigoureuses de Hoche, qui étaient rassurantes pour les esprits de bonne foi, mais qui n'empêchaient pas les patriotes exaltés de concevoir des craintes, et les contre-révolutionnaires d'en répandre.

Au milieu de ces dangers, le directoire redoublait d'efforts pour reorganiser le gouvernement, l'administration, et surtout les finances. Trois milliards d'assignats lui avaient été accordés, comme on a vu, et avaient produit tout au plus vingt et quelques millions en ecus. L'emprunt volontaire ouvert à trois pour cent, dans les derniers jours de la convention, venait d'être suspendu; car pour un capital en papier, l'état promettait une rente réelle, et faisait un marché ruineux. La taxe extraordinaire de guerre proposée par la commission des cinq n'avait pas encore été mise à exécution, et excitait des plaintes comme un dernier acte révolutionnaire de la convention à l'égard des contribuables. Tous les services allaient manquer. Les particuliers, remboursés d'après l'échelle de proportion, élevaient des réclamations si amères, qu'on avait été obligé de suspendre les remboursements. Les maîtres de poste, payés en assignats, annonçaient qu'ils allaient se retirer; car les secours insuffisants du gouvernement ne couvraient plus leurs pertes. Le service des postes allait manquer sous peu, c'est-à-dire que toutes les communications, même écrites, allaient cesser dans toutes les parties du territoire. Le plan des finances annoncé sous quelques jours devait donc être donné sur-le-champ. C'était la première besogne de l'état et le premier devoir du directoire. Il fut enfin communiqué à la commission des finances.

La masse des assignats circulants pouvait être évaluée à environ 20 milliards. Même en supposant les assignats encore au centième de leur valeur, et non pas au cent cinquantième, ils ne formaient pas une valeur réelle de plus de 200 millions: il est certain qu'ils ne figuraient pas pour davantage dans la circulation, et que ceux qui les possédaient ne pouvaient les faire accepter pour une valeur supérieure. On aurait pu tout à coup revenir à la réalité, ne prendre les assignats que pour ce qu'ils valaient véritablement, ne les admettre qu'au cours, soit dans les transactions entre particuliers, soit dans l'acquittement des impôts, soit dans le paiement des biens nationaux. Sur-le-champ alors, cette grande et effrayante masse de papier, cette dette énorme aurait disparu. Il restait à peu près sept milliards ecus de biens nationaux, en y comprenant ceux de la Belgique et les forêts nationales; on avait donc d'immenses ressources pour retirer ces 20 milliards, réduits à 200 millions, et pour faire face à de nouvelles dépenses. Mais cette grande et hardie détermination était difficile à prendre; elle était repoussée à la fois par les esprits scrupuleux, qui la considéraient comme une banqueroute, et par les patriotes, qui disaient qu'on voulait ruiner les assignats.

Les uns et les autres se montraient peu éclairés. Cette banqueroute, si c'en était une, était inévitable, et s'accomplit plus tard. Il s'agissait seulement d'abréger le mal, c'est-à-dire la confusion, et de rétablir l'ordre dans les valeurs, seule justice que doit l'état à tout

le monde. Sans doute, au premier aspect, c'était une banqueroute que de prendre aujourd'hui pour 1 franc, un assignat qui, en 1790, avait été émis pour 100 francs, et qui contenait alors la promesse de 100 francs en terre. D'après ce principe, il aurait donc fallu prendre les 20 milliards de papier pour 20 milliards d'écus, et les payer intégralement; mais les biens nationaux auraient à peine payé le tiers de cette somme. Dans le cas même où l'on aurait pu payer la somme intégralement, il faut se demander combien l'état avait reçu en émettant ces 20 milliards? 4 ou 5 milliards peut-être. On ne les avait pas pris pour davantage en les recevant de ses mains, et il avait déjà remboursé par les ventes une valeur égale en biens nationaux. Il y aurait donc eu la plus cruelle injustice à l'égard de l'état, c'est-à-dire de tous les contribuables, à considérer les assignats d'après leur valeur primitive. Il fallait donc consentir à ne les prendre que pour une valeur réduite: on avait même commencé à le faire, en adoptant l'échelle de proportion.

Sans doute, s'il y avait encore des individus portant les premiers assignats émis, et les ayant gardés sans les échanger une seule fois, ceux-là étaient exposés à une perte énorme; car les ayant reçus presque au pair, ils allaient essayer aujourd'hui toute la réduction. Mais c'était là une fiction tout à fait fautive. Personne n'avait gardé les assignats en dépôt, car on ne thésaurise pas le papier: tout le monde s'était hâté de les transmettre, et chacun avait essayé une portion de la perte. Tout le monde avait souffert déjà sa part de cette prétendue banqueroute, et dès lors ce n'en était plus une. La banqueroute d'un état consiste à faire supporter à quelques individus, c'est-à-dire aux créanciers, la dette qu'on ne veut pas faire supporter à tous les contribuables; or, si tout le monde avait du plus au moins souffert sa part de la dépréciation des assignats, il n'y avait pas banqueroute pour personne. On pouvait enfin donner une raison plus forte que toutes les autres. L'assignat n'eut-il baisse que dans quelques mains, et perdu de son prix que pour quelques individus, il avait passé maintenant dans les mains des spéculateurs sur le papier, et c'eût été cette classe beaucoup plus que celle des véritables lésés, qui aurait recueilli l'avantage d'une restauration insensée de valeur. Aussi Calonne avait-il écrit à Londres une brochure, où il disait avec beaucoup de sens, qu'on se trompait en croyant la France accablée par le fardeau des assignats, que ce papier-monnaie était un moyen de faire la banqueroute sans la déclarer. Il aurait dû dire, pour s'exprimer avec plus de justice, que c'était un moyen de la faire porter sur tout le monde, c'est-à-dire de la rendre nulle.

Il était donc raisonnable et juste de revenir à la réalité, et de ne prendre l'assignat que pour ce qu'il valait. Les patriotes disaient que c'était ruiner l'assignat, qui avait sauvé la révolution, et regardaient cette idée comme une conception sortie du cerveau des royalistes. Ceux qui prétendaient raisonner avec plus de lumières et de connaissance de la question, soutenaient qu'on allait faire tomber tout à coup le papier, et que la circulation ne pourrait plus se faire, faute du papier qui aurait péri, et faute des métaux qui étaient enfouis, ou qui avaient passé à l'étranger. L'avenir démentit ceux qui faisaient ce raisonnement; mais un simple calcul aurait du tout de suite les mettre sur la voie d'une opinion plus juste. En réalité, les 20 milliards d'assignats représentaient moins de 200 millions; or, d'après tous les calculs, la circulation ne pouvait pas se faire autrefois sans moins de 2 milliards, or ou argent. Si donc aujourd'hui les assignats n'entraient que pour 200 millions dans la circulation, avec quoi se faisait le reste des transactions? Il est bien évident que les métaux devaient circuler en très-grande quantité, et ils circulaient en effet, mais dans les

provinces et les campagnes, loin des yeux du gouvernement. D'ailleurs les métaux, comme toutes les marchandises, viennent toujours là où le besoin les appelle, et, en chassant le papier, ils seraient revenus, comme ils revinrent en effet quand le papier perit de lui-même.

C'était donc une double erreur, et très-enracinée dans les esprits, que de regarder la réduction de l'assignat à sa valeur réelle, comme une banqueroute et comme une destruction subite des moyens de circulation. Elle n'avait qu'un inconvénient, mais ce n'était pas celui qu'on lui reprochait, comme on va le voir bientôt. La commission des finances, gênée par les idées qui régnaient, ne put adopter qu'en partie les vrais principes de la matière. Après s'être concertée avec le directoire, elle arrêta le projet suivant.

En attendant que, par le nouveau plan, la vente des biens et la perception des impôts fissent rentrer des valeurs non pas fictives, mais réelles, il fallait se servir encore des assignats. On proposa de porter l'émission à 30 milliards, mais en s'obligeant à ne pas la porter au-delà. Au 30 nivose, la planche devait être solennellement brisée. Ainsi on rassurait le public sur la quantité des nouvelles émissions. On consacrait aux 30 milliards émis un milliard écus de biens nationaux. Par conséquent, l'assignat qui, dans la circulation, ne valait réellement que le cent cinquantième et beaucoup moins, était liquide au trentième; ce qui était un assez grand avantage fait au porteur du papier. On consacrait encore un milliard écus de terres à récompenser les soldats de la république, milliard qui leur était promis depuis long-temps. Il en restait donc cinq, sur les sept dont on pouvait disposer. Dans ces cinq se trouvaient les forêts nationales, le mobilier des émigrés et de la couronne, les maisons royales, les biens du clergé belge. On avait donc encore cinq milliards écus disponibles. Mais la difficulté consistait à disposer de cette valeur. L'assignat, en effet, avait été le moyen de la mettre en circulation d'avance, avant que les biens fussent vendus. Mais l'assignat étant supprimé, puisqu'on ne pouvait ajouter que 10 milliards aux 20 existants, somme qui, tout au plus, représentait 100 millions écus, comment réaliser d'avance la valeur des biens, et s'en servir pour les dépenses de la guerre? C'était la seule objection à faire à la liquidation du papier et à sa suppression. On imagina les cédulas hypothécaires, dont il avait été parlé l'année précédente. D'après cet ancien plan, on devait emprunter, et donner aux prêteurs des cédulas portant hypothèque spéciale sur les biens désignés. Afin de trouver à emprunter, on devait recourir à des compagnies de finances qui se chargeraient de ces cédulas. En un mot, au lieu d'un papier dont la circulation était forcée, qui n'avait qu'une hypothèque générale sur la masse des biens nationaux, et qui changeait tous les jours de valeur, on créait par les cédulas un papier volontaire, qui était hypothèque nommément sur une terre ou sur une maison, et qui ne pouvait subir d'autre changement de valeur que celui de l'objet même qu'il représentait. Ce n'était pas proprement un papier-monnaie. Il n'était pas exposé à tomber, parce qu'il n'était pas forcément introduit dans la circulation; mais on pouvait aussi ne pas trouver à le placer. En un mot, la difficulté consistant toujours, aujourd'hui comme au début de la révolution, à mettre en circulation la valeur des biens, la question était de savoir s'il valait mieux forcer la circulation de cette valeur, ou la laisser volontaire. Le premier moyen étant tout à fait épuisé, il était naturel qu'on songeât à essayer l'autre.

On convint donc qu'après avoir porté le papier à 30 milliards, qu'après avoir désigné un milliard écus de biens pour l'absorber, et réservé un

milliard ecus de biens aux soldats de la patrie, on ferait des cedules pour une somme proportionnee aux besoins publics, et qu'on traiterait de ces cedules avec des compagnies de finances. Les forets nationales ne devaient pas etre cedulees; on voulait les conserver a l'etat. Elles formaient a peu pres 2 milliards, sur les 5 milliards restant disponibles. On devait traiter avec des compagnies pour aliener seulement leur produit pendant un certain nombre d'annees.

La consequence de ce projet, fonde sur la reduction des assignats a leur valeur reelle, etait de ne plus les admettre qu'au cours dans toutes les transactions. En attendant que par la vente du milliard qui leur etait affecte, ils pussent etre retires, ils ne devaient plus etre recus par les particuliers et par l'etat qu'a leur valeur du jour. Ainsi, le desordre des transactions allait cesser, et tout paiement frauduleux devenait impossible. L'etat allait recevoir par l'impot des valeurs reelles, qui couvraient au moins les depenses ordinaires, et il n'aurait plus a payer avec les biens que les frais extraordinaires de la guerre. L'assignat ne devait etre recu au pair que dans le paiement de l'arriere des impositions, arriere qui etait considerable, et s'elevait a 13 milliards. On fournissait ainsi aux contribuables en retard un moyen aise de se liberer, a condition qu'ils le feraient tout de suite; et la somme de 30 milliards, remboursable en biens nationaux au trentieme, etait diminuee d'autant. Ce plan, adopte par les cinq-cents, apres une longue discussion en comite secret, fut aussitot porte aux anciens. Pendant que les anciens allaient le discuter, de nouvelles questions etaient soumisees aux cinq-cents, sur la maniere de rappeler sous les drapeaux les soldats qui avaient deserte a l'interieur; sur le mode de nomination des juges, officiers municipaux, et fonctionnaires de toute espece, que les assemblees electorales, agitees par les passions de vendemiaire, n'avaient pas eu le temps ou la volonte de nommer. Le directoire travaillait ainsi sans relache, et fournissait de nouveaux sujets de travail aux deux conseils.

Le plan de finances defere aux anciens reposait sur de bons principes; il presentait des ressources, car la France en avait encore d'immenses; malheureusement il ne surmontait pas la veritable difficulte, car il ne rendait pas ces ressources assez actuelles. Il est bien evident que la France, avec des impots qui pouvaient suffire a sa depense annuelle des que le papier ne rendrait plus la recette illusoire, avec 7 milliards ecus de biens nationaux pour rembourser les assignats et pourvoir aux depenses extraordinaires de la guerre, il est bien evident que la France avait des ressources. La difficulte consistait, en fondant un plan sur de bons principes, et en l'adaptant a l'avenir, de pourvoir surtout au present.

Or, les anciens ne crurent pas qu'il fallut sitot renoncer aux assignats. La faculte d'en creer encore 10 milliards presentait tout au plus une ressource de 100 millions ecus, et c'etait peu pour attendre les recettes que devait procurer le nouveau plan. D'ailleurs trouverait-on des compagnies pour traiter de l'exploitation des forets pendant vingt ou trente ans? En trouverait-on pour accepter des cedules, c'est-a-dire des assignats libres? Dans l'incertitude ou l'on etait de pouvoir se servir des biens nationaux par les nouveaux moyens, fallait-il renoncer a l'ancienne maniere de les depenser, c'est-a-dire aux assignats forces? Le conseil des anciens, qui apportait une grande severite dans l'examen des resolutions des cinq-cents, et qui en avait deja rejete plus d'une, apposa son veto sur le projet financier, et refusa de l'admettre.

Ce rejet laissa les esprits dans une grande anxiété, et on retomba dans les plus grandes incertitudes. Les contre-révolutionnaires, joyeux de ce conflit d'idées, prétendaient que les difficultés de la situation étaient insolubles, et que la république allait périr par les finances. Les hommes les plus éclairés, qui ne sont pas toujours les plus résolus, le craignaient. Les patriotes, arrivés au plus haut degré d'irritation, en voyant qu'on avait eu l'idée d'abolir les assignats, criaient qu'on voulait détruire cette dernière création révolutionnaire qui avait sauvé la France; ils demandaient que, sans tâtonner si long-temps, on rétablît le crédit des assignats par les moyens de 93, le _maximum_, les _requisitions_ et la _mort_. C'était une violence et un emportement qui rappelaient les années les plus agitées. Pour comble de malheur, les événements sur le Rhin s'étaient aggravés: Clerfayt, sans profiter en grand capitaine de la victoire, en avait cependant retiré de nouveaux avantages. Ayant appelé à lui le corps de La Tour, il avait marché sur Pichegru, l'avait attaqué sur la Pfim et sur le canal de Frankendal, et l'avait successivement repoussé jusque sous Landau. Jourdan s'était avancé sur la Nahe à travers un pays difficile, et mettait le plus noble dévouement à faire la guerre dans des montagnes épouvantables, pour dégager l'armée du Rhin; mais ses efforts ne pouvaient que diminuer l'ardeur de l'ennemi, sans réparer nos pertes.

Si donc la ligne du Rhin nous restait dans les Pays-Bas, elle était perdue à la hauteur des Vosges, et l'ennemi nous avait enlevé autour de Mayence un vaste demi-cercle.

Dans cet état de détresse, le directoire envoya une dépêche des plus pressantes au conseil des cinq-cents, et proposa une de ces résolutions extraordinaires qui avaient été prises dans les occasions décisives de la révolution. C'était un emprunt forcé de six cents millions en valeur réelle, soit numéraire, soit assignats au cours, reparté sur les classes les plus riches. C'était donner ouverture à une nouvelle suite d'actes arbitraires, comme l'emprunt forcé de Cambon sur les riches; mais, comme ce nouvel emprunt était exigible sur-le-champ, qu'il pouvait faire rentrer tous les assignats circulants, et fournir encore un surplus de trois ou quatre cents millions en numéraire, et qu'il fallait enfin trouver des ressources promptes et énergiques, on l'adopta.

Il fut décidé que les assignats seraient reçus à cent capitaux pour un: 200 millions de l'emprunt suffisaient donc pour absorber 20 milliards de papier. Tout ce qui rentrerait devait être brûlé. On espérait ainsi que le papier retiré presque entièrement se releverait, et qu'à la rigueur on pourrait en émettre encore et se servir de cette ressource. Il devait rester à percevoir, sur les 600 millions, 400 millions en numéraire, qui suffiraient aux besoins des deux premiers mois, car on évaluait à 1,500 millions les dépenses de cette année (an IV--1795, 1796).

Certains adversaires du directoire, qui, sans s'inquiéter beaucoup de l'état du pays, voulaient seulement contrarier le nouveau gouvernement à tout prix, firent les objections les plus effrayantes. Cet emprunt, disaient-ils, allait enlever tout le numéraire de la France; elle n'en aurait pas même assez pour le payer! comme si l'état, en prenant 400 millions en métal, n'allait pas les verser dans la circulation en achetant des blés, des draps, des cuirs, des fers, etc. L'état n'allait brûler que le papier. La question était de savoir si la France pouvait donner sur-le-champ 400 millions en denrées et marchandises, et brûler 200 millions en papier, qu'on appelait fastueusement 20 milliards. Elle le pouvait certainement. Le seul inconvénient était dans le mode de perception qui serait vexatoire, et qui par là deviendrait moins

productif, mais on ne savait comment faire. Arrêter les assignats à 30 milliards, c'est-à-dire ne se donner que 100 millions réels devant soi, détruire ensuite la planche, et s'en fier du sort de l'état à l'alienation du revenu des forêts et au placement des cédulas, c'est-à-dire à l'émission d'un papier volontaire, avait paru trop hardi. Dans l'incertitude de ce que feraient les volontés libres, les conseils aimèrent mieux forcer les Français à contribuer extraordinairement.

Par l'emprunt forcé, se disait-on, une partie au moins du papier rentrera; il rentrera avec une certaine quantité de numéraire; puis enfin on aura toujours la planche, qui aura acquis plus de valeur par l'absorption de la plus grande partie des assignats. On ne renonça pas pour cela aux autres ressources; on décida qu'une partie des biens serait cédulée, opération longue, car il fallait mentionner le détail de chaque bien dans les cédulas, et que l'on ferait ensuite marche avec des compagnies de finances. On décréta la mise en vente des maisons sises dans les villes, celle des terres au-dessous de trois cents arpens, et enfin celle des biens du clergé belge. On résolut aussi l'alienation de toutes les maisons ci-devant royales, excepte Fontainebleau, Versailles et Compiègne. Le mobilier des émigrés dut être aussi vendu sur-le-champ. Toutes ces ventes devaient se faire aux enchères.

On n'osa pas décréter encore la réduction des assignats au cours, ce qui aurait fait cesser le plus grand mal, celui de ruiner tous ceux qui les recevaient, les particuliers comme l'état. On craignait de les détruire tout à coup par cette mesure si simple. On décida que, dans l'emprunt forcé, ils seraient reçus à cent capitaux pour un; que dans l'arrière des contributions ils seraient reçus pour toute leur valeur, afin d'encourager l'acquittement de cet arrière, qui devait faire rentrer 13 milliards; que les remboursements des capitaux seraient toujours suspendus; mais que les rentes et les intérêts de toute espèce seraient payés à dix capitaux pour un, ce qui était encore fort onéreux pour ceux qui recevaient leur revenu à ce prix. Le paiement de l'impôt foncier et des fermages fut maintenu sur le même pied, c'est-à-dire moitié en nature, moitié en assignats. Les douanes durent être payées moitié en assignats, moitié en numéraire. On fit cette exception pour les douanes, parce qu'il y avait déjà beaucoup de numéraire aux frontières. Il y eut aussi une exception à l'égard de la Belgique. Les assignats n'y avaient pas pénétré; on décida que l'emprunt forcé, et les impôts, y seraient perçus en numéraire.

On revenait donc timidement au numéraire, et on n'osait pas trancher hardiment la difficulté, comme il arrive toujours dans ces cas-là. Ainsi, l'emprunt forcé, les biens mis en vente, l'arrière, en amenant de considérables rentrées de papier, permettaient d'en émettre encore. On pouvait compter en outre sur quelques recettes en numéraire.

Les deux déterminations les plus importantes à prendre après les lois de finances, étaient relatives à la désertion, et au mode de nomination des fonctionnaires non élus. L'une devait servir à recomposer les armées, l'autre à achever l'organisation des communes et des tribunaux.

La désertion à l'étranger, crime fort rare, fut punie de mort. On discuta vivement sur la peine à infliger à l'embauchage. Il fut, malgré l'opposition, puni comme la désertion à l'étranger. Tout congé donné aux jeunes gens de la réquisition dut expirer dans dix jours. La poursuite des jeunes gens qui avaient abandonné les drapeaux, confiée aux municipalités, était molle et sans effet; elle fut donnée à la gendarmerie. La désertion à l'intérieur était punie de détention pour la

premiere fois, et des fers pour la seconde. La grande requisition d'août 1793, qui etait la seule mesure de recrutement qu'on eut adoptee, atteignait assez d'hommes pour remplir les armees; elle avait suffi, depuis trois ans, pour les maintenir sur un pied respectable, et elle pouvait suffire encore, au moyen d'une loi nouvelle qui en assurait l'execution. Les nouvelles dispositions furent combattues par l'opposition, qui tendait naturellement a diminuer l'action du gouvernement; mais elles furent adoptees par la majorite des deux conseils.

Beaucoup d'assemblees electorales, agitees par les decrets des 5 et 13 fructidor, avaient perdu leur temps, et n'avaient point acheve la nomination des individus qui devaient composer les administrations locales et les tribunaux. Celles qui etaient situees dans les provinces de l'Ouest, ne l'avaient pas pu a cause de la guerre civile. D'autres y avaient mis de la negligence. La majorite conventionnelle, pour assurer l'homogeneite du gouvernement, et une homogeneite toute revolutionnaire, voulait que le directoire eut les nominations. Il est naturel que le gouvernement herite de tous les droits auxquels les citoyens renoncent, c'est-a-dire que l'action du gouvernement supplée a celle des individus. Ainsi, la ou les assemblees avaient outre-passe les delais constitutionnels, la ou elles n'avaient pas voulu user de leurs droits, il etait naturel que le directoire fut appele a nommer. Convoquer de nouvelles assemblees, c'etait manquer a la constitution, qui le defendait, c'etait recompenser la revolte contre les lois, c'etait enfin donner ouverture a de nouveaux troubles. Il y avait d'ailleurs des analogies dans la constitution qui devaient conduire a resoudre la question en faveur du directoire. Ainsi, il etait charge de faire les nominations dans les colonies, et de remplacer les fonctionnaires morts ou demissionnaires dans l'intervalle d'une election a l'autre. L'opposition ne manqua pas de s'elever contre cet avis. Dumolard, dans le conseil des cinq-cents, Portalis, Dupont (de Nemours), Troncon-Ducoudray, dans le conseil des anciens, soutinrent que c'etait donner une prerogative royale au directoire. Cette minorite, qui secretement penchait plutot pour la monarchie que pour la republique, changea ici de role avec la majorite republicaine, et soutint avec la derniere exageration les idees democratiques. Du reste, la discussion vive et solennelle ne fut troublee par aucun emportement. Le directoire eut les nominations, a la seule condition de faire ses choix parmi les hommes qui avaient deja ete honores des suffrages du peuple. Les principes conduisaient a cette solution; mais la politique devait la conseiller encore davantage. On evitait pour le moment de nouvelles elections, et on donnait a l'administration tout entiere, aux tribunaux et au gouvernement, une plus grande homogeneite.

Le directoire avait donc les moyens de se procurer des fonds, de recruter l'armee, d'achever l'organisation de l'administration et de la justice. Il avait la majorite dans les deux conseils. Une opposition mesuree s'elevait, il est vrai, dans les cinq-cents et aux anciens; quelques voix du nouveau tiers lui disputaient ses attributions, mais cette opposition etait decente et calme. Il semblait qu'elle respectat sa situation extraordinaire, et ses travaux courageux. Sans doute elle respectait aussi, dans ce gouvernement elu par les conventionnels et appuye par eux, la revolution toute puissante encore et profondement courroucée. Les cinq directeurs s'etaient partage la tache generale. Barras avait le personnel, et Carnot le mouvement des armees; Rewbell, les relations etrangeres; Letourneur et Larevelliere-Lepaux, l'administration interieure. Ils n'en deliberaient pas moins en commun sur toutes les mesures importantes. Ils avaient eu long-temps le

meubler le plus misérable; mais enfin ils avaient tiré du Garde-Meuble les objets nécessaires à l'ornement du Luxembourg, et ils commençaient à représenter dignement la République française. Leurs antichambres étaient remplies de solliciteurs, entre lesquels il n'était pas toujours aisé de choisir. Le directoire, fidèle à son origine et à sa nature, choisissait toujours les hommes les plus prononcés. Éclairé par la révolte du 13 vendémiaire, il s'était pourvu d'une force considérable et imposante pour garantir Paris et le siège du gouvernement d'un nouveau coup de main. Le jeune Bonaparte, qui avait figuré au 13 vendémiaire, fut chargé du commandement de cette armée, dite armée de l'intérieur. Il l'avait reorganisée en entier et placée au camp de Grenelle. Il avait réuni en un seul corps, sous le nom de légion de police, une partie des patriotes qui avaient offert leurs services au 13 vendémiaire. Ces patriotes appartenaient pour la plupart à l'ancienne gendarmerie dissoute après le 9 thermidor, laquelle n'était remplie elle-même que des anciens soldats aux gardes françaises. Bonaparte organisa ensuite la garde constitutionnelle du directoire et celle des conseils. Cette force imposante et bien dirigée était capable de tenir tout le monde en respect, et de maintenir les partis dans l'ordre.

Fermé dans sa ligne, le directoire se prononça encore davantage par une foule de mesures de détail. Il persista à ne point notifier son installation aux députés conventionnels qui étaient en mission dans les départements. Il enjoignit à tous les directeurs de spectacle de ne plus laisser chanter qu'un seul air, celui de la *«Marseillaise»*. Le *«Réveil du peuple»* fut pros crit. On trouva cette mesure puerile; il est certain qu'il y aurait eu plus de dignité à interdire toute espèce de chants; mais on voulait réveiller l'enthousiasme républicain, malheureusement un peu attiédi. Le directoire fit poursuivre quelques journaux royalistes qui avaient continué à écrire avec la même violence qu'en vendémiaire. Quoique la liberté de la presse fut illimitée, la loi de la convention contre les écrivains qui provoquaient au retour de la royauté, fournissait un moyen de répression dans les cas extrêmes. Richer-Serizy fut poursuivi; le procès fut fait à Lemaitre et à Brottier, dont les correspondances avec Verone, Londres et la Vendée, prouvaient leur qualité d'agens royalistes, et leur influence dans les troubles de vendémiaire. Lemaitre fut condamné à mort comme agent principal; Brottier fut acquitté. Il fut constaté que deux secrétaires du comité de salut public leur avaient livré des papiers importants. Les trois députés, Saladin, Lhomond et Rovere, mis en arrestation à cause du 13 vendémiaire, mais après que leur réélection avait été prononcée par l'assemblée électorale de Paris, furent réintégrés par les deux conseils, sur le motif qu'ils étaient déjà députés quand on avait procédé contre eux, et que les formes prescrites par la constitution à l'égard des députés, n'avaient pas été observées. Cormatin et les chouans saisis avec lui comme infracteurs de la pacification, furent aussi mis en jugement. Cormatin fut déporté comme ayant continué secrètement de travailler à la guerre civile; les autres furent acquittés, au grand déplaisir des patriotes, qui se plainquirent amèrement de l'indulgence des tribunaux.

La conduite du directoire à l'égard du ministre de la cour de Florence, prouva plus fortement encore la rigueur républicaine de ses sentiments. On était enfin convenu avec l'Autriche de lui rendre la fille de Louis XVI, seul reste de la famille qui avait été enfermée au Temple, à condition que les députés livrés par Dumouriez seraient remis aux avant-postes français. La princesse partit du Temple le 28 frimaire (19 décembre). Le ministre de l'intérieur alla la chercher lui-même, et la conduisit avec les plus grands égards à son hôtel, d'où elle partit,

accompagnee des personnes dont elle avait fait choix. On pourvut largement a son voyage, et elle fut ainsi acheminee vers la frontiere. Les royalistes ne manquerent pas de faire des vers et des allusions sur l'infortunee prisonniere, rendue enfin a la liberte. Le comte Carletti, ce ministre de Florence qui avait ete envoye a Paris, a cause de son attachement connu pour la France et la revolution, demanda au directoire l'autorisation de voir la princesse, en sa qualite de ministre d'une courallee. Ce ministre etait devenu suspect, sans doute a tort, a cause de l'exageration meme de son republicanisme. On ne concevait pas qu'un ministre d'un prince absolu, et surtout d'un prince autrichien, put etre aussi exagere. Le directoire, pour toute reponse, lui signifia sur-le-champ l'ordre de quitter Paris, mais declara en meme temps que cette mesure etait toute personnelle a l'envoye, et non a la cour de Florence, avec laquelle la republique francaise demeurait en relations d'amitie.

Il y avait un mois et demi tout au plus que le directoire etait institue, et deja il commencait a s'asseoir; les partis s'habituait a l'idee d'un gouvernement etabli, et, songeant moins a le renverser, s'arrangeaient pour le combattre dans les limites tracees par la constitution. Les patriotes, ne renoncant pas a leur idee favorite de club, s'etaient reunis au Pantheon; ils siegeaient deja au nombre de plus de quatre mille, et formaient une assemblee qui ressemblait fort a celle des anciens jacobins. Fideles cependant a la lettre de la constitution, ils avaient evite ce qu'elle defendait dans les reunions de citoyens, c'est-a-dire l'organisation en assemblee politique. Ainsi, ils n'avaient pas un bureau; ils ne s'etaient pas donne des brevets; les assistans n'etaient pas distingues en spectateurs et societaires; il n'existait ni correspondance ni affiliation avec d'autres societes du meme genre. A part cela, le club avait tous les caracteres de l'ancienne societe-mere, et ses passions, plus vieilles, n'en etaient que plus opiniatres.

Les sectionnaires s'etaient compose des societes plus analogues a leurs gouts et a leurs moeurs. Aujourd'hui, comme sous la convention, ils comptaient quelques royalistes secrets dans leurs rangs, mais en petit nombre; la plupart d'entre eux, par crainte ou par bon ton, etaient ennemis des terroristes et des conventionnels, qu'ils affectaient de confondre, et qu'ils etaient faches de retrouver presque tous dans le nouveau gouvernement. Il s'etait forme des societes ou on lisait les journaux, ou on s'entretenait de sujets politiques avec la politesse et le ton des salons, et ou la danse et la musique succedaient a la lecture et aux conversations. L'hiver commencait, et ces messieurs se livraient au plaisir, comme a un acte d'opposition contre le systeme revolutionnaire, systeme que personne ne voulait renouveler, car les Saint-Just, les Robespierre, les Couthon, n'etaient plus la pour nous ramener par la terreur a des moeurs impossibles.

Les deux partis avaient leurs journaux. Les patriotes avaient _le Tribun du Peuple, l'Ami du Peuple, l'Eclaireur du Peuple, l'Orateur plebeien, le Journal des Hommes Libres_; ces journaux etaient tout a fait jacobins. _La Quotidienne, l'Eclair, le Veridique, le Postillon, le Messenger, la Feuille du Jour_, passaient pour des journaux royalistes. Les patriotes, dans leur club et leurs journaux, quoique le gouvernement fut certes bien attache a la revolution, se montraient fort irrites. C'etait, il est vrai, moins contre lui que contre les evenemens, qu'ils etaient en courroux. Les revers sur le Rhin, les nouveaux mouvemens de la Vendee, l'affreuse crise financiere, etaient pour eux un motif de revenir a leurs idees favorites. Si on etait battu, si les assignats

perdaient, c'est qu'on était indulgent, c'est qu'on ne savait pas recourir aux grands moyens révolutionnaires. Le nouveau système financier surtout, qui décelait le désir d'abolir les assignats, et qui laissait entrevoir leur prochaine suppression, les avait beaucoup indisposés.

Il ne fallait pas à leurs adversaires d'autre sujet de plaintes que cette irritation même. La terreur, suivant ceux-ci, était prête à renaître. Ses partisans étaient incorrigibles; le directoire avait beau faire tout ce qu'ils désiraient, ils n'étaient pas contents, ils s'agitaient de nouveau, ils avaient rouvert l'ancienne caverne des jacobins, et ils y préparaient encore tous les crimes.

Tels étaient les travaux du gouvernement, la marche des esprits, et la situation des partis en frimaire an IV (novembre et décembre 1795).

Les opérations militaires, continuées malgré la saison, commençaient à promettre de meilleurs résultats, et à procurer à la nouvelle administration quelques dédommagements pour ses pénibles efforts. Le zèle avec lequel Jourdan s'était porté dans le Huns-Ruck à travers un pays épouvantable, et sans aucune des ressources matérielles qui auraient pu adoucir les souffrances de son armée, avait rétabli un peu nos affaires sur le Rhin. Les généraux autrichiens, dont les troupes étaient aussi fatiguées que les nôtres, se voyant exposés à une suite de combats opiniâtres, au milieu de l'hiver, proposaient un armistice, pendant lequel les armées impériale et française conserveraient leurs positions actuelles. L'armistice fut accepté, à la condition de le dénoncer dix jours avant la reprise des hostilités. La ligne qui séparait les deux armées, suivant le Rhin, depuis Dusseldorf jusqu'au-dessus du Neuwied, abandonnait le fleuve à cette hauteur, formait un demi-cercle de Bingen à Mannheim, en passant par le pied des Vosges, rejoignait le Rhin au-dessus de Mannheim, et ne le quittait plus jusqu'à Bale. Ainsi nous avions perdu tout ce demi-cercle sur la rive gauche. C'était du reste une perte qu'une simple manœuvre bien conçue pouvait réparer. Le plus grand mal était d'avoir perdu pour le moment l'ascendant de la victoire. Les armées, accablées de fatigues, entrèrent en cantonnements, et on se mit à faire tous les préparatifs nécessaires pour les mettre, au printemps prochain, en état d'ouvrir une campagne décisive.

Sur la frontière d'Italie, la saison n'interdisait pas encore tout à fait les opérations de la guerre. L'armée des Pyrénées orientales avait été transportée sur les Alpes. Il avait fallu beaucoup de temps pour faire le trajet de Perpignan à Nice, et le défaut de vivres et de souliers avait rendu la marche encore plus lente. Enfin, vers le mois de novembre, Augereau vint avec une superbe division, qui s'était illustrée déjà dans les plaines de la Catalogne. Kellermann, comme on l'a vu, avait été obligé de replier son aile droite et de renoncer à la communication immédiate avec Gènes. Il avait sa gauche sur les grandes Alpes, et son centre au col de Tende. Sa droite était placée derrière la ligne dite de Borghetto, l'une des trois que Bonaparte avait reconnues et tracées l'année précédente pour le cas d'une retraite. Dewins, tout fier de son faible succès, se reposait dans la rivière de Gènes, et faisait grand étalage de ses projets, sans en exécuter aucun. Le brave Kellermann attendait avec impatience les renforts d'Espagne, pour reprendre l'offensive et recouvrer sa communication avec Gènes. Il voulait terminer la campagne par une action éclatante, qui rendit la rivière aux Français, leur ouvrit les portes de l'Apennin et de l'Italie, et détacha le roi de Piémont de la coalition. Notre ambassadeur en Suisse, Barthélemy, ne cessait de répéter qu'une victoire

vers les Alpes maritimes nous vaudrait sur-le-champ la paix avec le Piémont, et la concession définitive de la ligne des Alpes. Le gouvernement français, d'accord avec Kellermann sur la nécessité d'attaquer, ne le fut pas sur le plan à suivre, et lui donna pour successeur Scherer, que ses succès à la bataille de l'Ourthe et en Catalogne avaient déjà fait connaître avantageusement. Scherer arriva dans le milieu de brumaire, et résolut de tenter une action décisive.

On sait que la chaîne des Alpes, devenue l'Apennin, serre la Méditerranée de très-près, d'Albenga à Gênes, et ne laisse entre la mer et la crête des montagnes que des pentes étroites et rapides, qui ont à peine trois lieues d'étendue. Du côté opposé, au contraire, c'est-à-dire vers les plaines du Po, les pentes s'abaissent doucement, sur un espace de vingt lieues. L'armée française, placée sur les pentes maritimes, était campée entre les montagnes et la mer. L'armée piémontaise, sous Colli, établie au camp retranché de Ceva, sur le revers des Alpes, gardait les portes du Piémont contre la gauche de l'armée française. L'armée autrichienne, partie sur la crête de l'Apennin, à Rocca-Barbenne, partie sur le versant maritime dans le bassin de Loano, communiquait ainsi avec Colli par sa droite, occupait par son centre le sommet des montagnes, et interceptait le littoral par sa gauche, de manière à couper nos communications avec Gênes. Une pensée s'offrait à la vue d'un pareil état de choses. Il fallait se porter en forces sur la droite et le centre de l'armée autrichienne, la chasser du sommet de l'Apennin, et lui enlever les crêtes supérieures. On la séparait ainsi de Colli, et, marchant rapidement le long de ces crêtes, on enfermait sa gauche dans le bassin de Loano, entre les montagnes et la mer. Masséna, l'un des généraux divisionnaires, avait entrevu ce plan, et l'avait proposé à Kellermann. Scherer l'entrevit aussi, et résolut de l'exécuter.

Dewins, après avoir fait quelques tentatives pendant les mois d'août et de septembre sur notre ligne de Borghetto, avait renoncé à toute attaque pour cette année. Il était malade, et s'était fait remplacer par Wallis. Les officiers ne songeaient qu'à se livrer aux plaisirs de l'hiver, à Gênes et dans les environs. Scherer, après avoir procuré à son armée quelques vivres et vingt-quatre mille paires de souliers, dont elle manquait absolument, fixa son mouvement pour le 2 frimaire (23 novembre). Il allait avec trente-six mille hommes en attaquer quarante-cinq; mais le bon choix du point d'attaque compensait l'inégalité des forces. Il chargea Augereau de pousser la gauche des ennemis dans le bassin de Loano; il ordonna à Masséna de fondre sur leur centre à Rocca-Barbenne, et de s'emparer du sommet de l'Apennin; enfin, il prescrivit à Serrurier de contenir Colli, qui formait la droite, sur le revers opposé. Augereau, tout en poussant la gauche autrichienne dans le bassin de Loano, ne devait agir que lentement; Masséna, au contraire, devait filer rapidement le long des crêtes, et tourner le bassin de Loano, pour y enfermer la gauche autrichienne; Serrurier devait tromper Colli par de fausses attaques.

Le 2 frimaire au matin (23 novembre 1795), le canon français réveilla les Autrichiens, qui s'attendaient peu à une bataille. Les officiers accoururent de Loano et de Finale se mettre à la tête de leurs troupes étonnées. Augereau attaqua avec vigueur, mais sans précipitation. Il fut arrêté par le brave Roccavina. Ce général, placé sur un mamelon, au milieu du bassin de Loano, le défendit avec opiniâtreté, et se laissa entourer par la division Augereau, refusant toujours de se rendre.

Quand il fut enveloppé, il se précipita tête baissée sur la ligne qui

l'enfermait, et rejoignit l'armée autrichienne, en passant sur le corps d'une brigade française.

Scherer, contenant l'ardeur d'Augereau, l'obligea à tirailler devant Loano, pour ne pas pousser les Autrichiens trop vite sur leur ligne de retraite. Pendant ce temps, Massena, chargé de la partie brillante du plan, franchit, avec la vigueur et l'audace qui le signalaient dans toutes les occasions, les crêtes de l'Apennin, surprit d'Argenteau qui commandait la droite des Autrichiens, le jeta dans un désordre extrême, le chassa de toutes ses positions, et vint camper le soir sur les hauteurs de Melogno, qui formaient le pourtour du bassin de Loano, et en fermaient les derrières. Serrurier, par des attaques fermes et bien calculées, avait tenu en échec Colli et toute la droite ennemie.

Le 2 au soir, on campa, par un temps affreux, sur les positions qu'on avait occupées. Le 3 au matin, Scherer continua son opération; Serrurier renforcé se mit à battre Colli plus sérieusement, afin de l'isoler tout à fait de ses alliés; Massena continua à occuper toutes les crêtes et les issues de l'Apennin; Augereau, cessant de se contenir, poussa vigoureusement les Autrichiens dont on avait intercepté les derrières. Dès cet instant, ils commencèrent leur retraite par un temps épouvantable et à travers des routes affreuses. Leur droite et leur centre fuyaient en désordre sur le revers de l'Apennin: leur gauche, enfermée entre les montagnes et la mer, se retirait péniblement le long du littoral, par la route de la Corniche. Un orage de vent et de neige empêcha de rendre la poursuite aussi active qu'elle aurait pu l'être; cependant cinq mille prisonniers, plusieurs mille morts, quarante pièces de canon, et des magasins immenses, furent le fruit de cette bataille, qui fut une des plus désastreuses pour les coalisés, depuis le commencement de la guerre, et l'une des mieux conduites par les Français, au jugement des militaires.

Le Piémont fut dans l'épouvante à cette nouvelle; l'Italie se crut envahie, et ne fut rassurée que par la saison, trop avancée alors pour que les Français donnassent suite à leurs opérations. Des magasins considérables servirent à adoucir les privations et les souffrances de l'armée. Il fallait une victoire aussi importante pour relever les esprits et affermir un gouvernement naissant. Elle fut publiée et accueillie avec une grande joie par tous les vrais patriotes.

Au même instant, les événements prenaient une tournure non moins favorable dans les provinces de l'Ouest. Hoche, ayant porté l'armée qui gardait les deux Vendées à quarante-quatre mille hommes, ayant placé des postes retranchés sur la Sèvre Nantaise, de manière à isoler Stofflet de Charette, ayant dispersé le premier rassemblement formé par ce dernier chef, et gardant au moyen d'un camp à Soullans toute la côte du Marais, était en mesure de s'opposer à un débarquement. L'escadre anglaise, qui mouillait à l'Île-Dieu, était au contraire dans une position fort triste. L'île sur laquelle l'expédition avait si maladroitement pris terre, ne présentait qu'une surface sans abri, sans ressource, et moindre de trois quarts de lieue. Les bords de l'île n'offraient aucun mouillage sûr. Les vaisseaux y étaient exposés à toutes les fureurs des vents, sur un fond de rocs qui coupait les cables, et les mettait chaque nuit dans le plus grand péril. La côte vis-à-vis, sur laquelle on se proposait de débarquer, ne présentait qu'une vaste plage, sans profondeur, où les vagues brisaient sans cesse, et où les canots, pris en travers par les lames, ne pouvaient aborder sans courir le danger d'échouer. Chaque jour augmentait les périls de l'escadre anglaise et les moyens de Hoche. Il y avait déjà plus d'un mois et demi que le

prince français était à l'Île-Dieu. Tous les envoyés des chouans et des Vendéens l'entouraient, et, mêlés à son état-major, présentaient à la fois leurs idées, et tâchaient de les faire prévaloir. Tous voulaient posséder le prince, mais tous étaient d'accord qu'il fallait débarquer au plus tôt, n'importe le point qui obtiendrait la préférence.

Il faut convenir que, grâce à ce séjour d'un mois et demi à l'Île-Dieu, en face des côtes, le débarquement était devenu difficile. Un débarquement, pas plus que le passage d'un fleuve, ne doit être précédé de longues hésitations, qui mettent l'ennemi en éveil et lui font connaître le point menacé. Il aurait fallu que, le parti d'aborder à la côte une fois pris, et tous les chefs prévenus, la descente s'opérât à l'improviste, sur un point qui permit de rester en communication avec les escadres anglaises, et sur lequel les Vendéens et les chouans pussent porter des forces considérables. Certainement, si on était descendu à la côte sans la menacer si long-temps, quarante mille royalistes de la Bretagne et de la Vendée auraient pu être réunis avant que Hoche eût le temps de remuer ses régiments. Quand on se souvient de ce qui se passa à Quiberon, de la facilité avec laquelle s'opéra le débarquement, et du temps qu'il fallut pour réunir les troupes républicaines, on comprend combien la nouvelle descente eût été facile si elle n'avait pas été précédée d'une longue croisière devant les côtes. Tandis que, dans la précédente expédition, le nom de Puisaye paralysa tous les chefs, celui du prince les aurait, dans celle-ci, ralliés tous, et aurait soulevé vingt départements. Il est vrai que les débarques auraient eu ensuite de rudes combats à livrer; qu'il leur aurait fallu courir les chances que Stofflet, Charette, couraient depuis près de trois ans, se disperser peut-être devant l'ennemi, fuir comme des partisans, se cacher dans les bois, reparaitre, se cacher encore, s'exposer enfin à être pris et fusillés. Les trônes sont à ce prix. Il n'y avait rien d'indigne à chouanner dans les bois de la Bretagne ou dans les marais et les bruyères de la Vendée. Un prince, sorti de ces retraites pour remonter sur le trône de ses pères, n'eût pas été moins glorieux que Gustave Wasa, sorti des mines de la Dalecarlie. Du reste, il est probable que la présence du prince eût réveillé assez de zèle dans les pays royalistes, pour qu'une armée nombreuse, toujours présente à ses côtes, lui permit de tenter la grande guerre. Il est probable aussi que personne autour de lui n'aurait eu assez de génie pour battre le jeune plebeien qui commandait l'armée républicaine; mais du moins on se serait fait vaincre. Il y a souvent bien des consolations dans une défaite; François Ier en trouvait de grandes dans celle de Pavie.

Si donc le débarquement était possible à l'instant où l'escadre arriva, il ne l'était pas après avoir passé un mois et demi à l'Île-Dieu. Les marins anglais déclaraient que la mer n'était bientôt plus tenable, et qu'il fallait prendre un parti; toute la côte du pays de Charette était couverte de troupes; il n'y avait quelque possibilité de débarquement qu'au-delà de la Loire, vers l'embouchure de la Vilaine, ou dans le pays de Scepeaux, ou bien encore en Bretagne, chez Puisaye. Mais les émigrés et le prince ne voulaient descendre que chez Charette, et n'avaient confiance qu'en lui. Or, la chose était impossible sur la côte de Charette. Le prince, suivant l'assertion de M. de Vauban, demanda au ministère anglais de le rappeler. Le ministère s'y refusait d'abord, ne voulant pas que les frais de son expédition fussent inutiles. Cependant il laissa au prince la liberté de prendre le parti qu'il voudrait.

Des cet instant, tous les préparatifs du départ furent faits. On rédigea de longues et inutiles instructions pour les chefs royalistes. On leur disait que des ordres supérieurs empêchaient pour le moment l'exécution

d'une descente; qu'il fallait que MM. Charette, Stofflet, Sapinaud, Scepeaux, s'entendissent pour reunir une force de vingt-cinq ou trente mille hommes au-delà de la Loire, laquelle, reunie aux Bretons, pourrait former un corps d'élite de quarante ou cinquante mille hommes, suffisant pour protéger le débarquement du prince; que le point de débarquement serait désigné dès que ces mesures préliminaires auraient été prises, et que toutes les ressources de la monarchie anglaise seraient employées à seconder les efforts des pays royalistes. A ces instructions on joignit quelques mille livres sterling pour chaque chef, quelques fusils et un peu de poudre. Ces objets furent débarqués la nuit à la côte de Bretagne. Les approvisionnements que les Anglais avaient amassés sur leurs escadres ayant été avariés, furent jetés à la mer. Il fallut y jeter aussi les 500 chevaux appartenant à la cavalerie et à l'artillerie anglaise. Ils étaient presque tous malades d'une longue navigation.

L'escadre anglaise mit à la voile le 15 novembre (26 brumaire), et laissa, en partant, les royalistes dans la consternation. On leur dit que c'étaient les Anglais qui avaient obligé le prince à repartir; ils furent indignés, et se livrèrent de nouveau à toute leur haine contre la perfidie de l'Angleterre. Le plus irrité fut Charette, et il avait quelque raison de l'être, car il était le plus compromis. Charette avait repris les armes dans l'espoir d'une grande expédition, dans l'espoir de moyens immenses qui rétablissent l'égalité des forces entre lui et les républicains; cette attente trompée, il devait ne plus entrevoir qu'une destruction infaillible et très prochaine. La menace d'une descente avait attiré sur lui toutes les forces des républicains; et, cette fois, il devait renoncer à tout espoir d'une transaction; il ne lui restait plus qu'à être impitoyablement fusillé, sans pouvoir même se plaindre d'un ennemi qui lui avait déjà si généreusement pardonné.

Il résolut de vendre chèrement sa vie, et d'employer ses derniers moments à lutter avec désespoir. Il livra plusieurs combats pour passer sur les derrières de Hoche, percer la ligne de la Sevre Nantaise, se jeter dans le pays de Stofflet, et forcer ce collègue à reprendre les armes. Il ne put y réussir, et fut ramené dans le Marais par les colonnes de Hoche. Sapinaud, qu'il avait engagé à reprendre les armes, surprit la ville de Montaigu, et voulut percer jusqu'à Chatillon; mais il fut arrêté devant cette ville, battu, et obligé de disperser son corps. La ligne de la Sevre ne put pas être emportée. Stofflet, derrière cette ligne fortifiée, fut obligé de demeurer en repos, et du reste il n'était pas tenté de reprendre les armes. Il voyait avec un secret plaisir la destruction d'un rival qu'on avait chargé de titres, et qui avait voulu le livrer aux républicains. Scepeaux, entre la Loire et la Vilaine, n'osait encore remuer. La Bretagne était désorganisée par la discorde. La division du Morbihan, commandée par George Cadoudal, s'était révoltée contre Puisaye, à l'instigation des émigrés qui entouraient le prince français, et qui avaient conservé contre lui les mêmes ressentiments. Ils auraient voulu lui enlever le commandement de la Bretagne; cependant il n'y avait que la division du Morbihan qui reconnut l'autorité du généralissime.

C'est dans cet état de choses que Hoche commença le grand ouvrage de la pacification. Ce jeune général, militaire et politique habile, vit bien que ce n'était plus par les armes qu'il fallait chercher à vaincre un ennemi insaisissable, et qu'on ne pouvait atteindre nulle part. Il avait déjà lancé plusieurs colonnes mobiles à la suite de Charette; mais des soldats pesamment armés, obligés de porter tout avec eux, et qui ne connaissaient pas le pays, ne pouvaient égaler la rapidité des paysans qui ne portaient rien que leur fusil; qui étaient assurés de trouver des

vivres partout, et qui connaissaient les moindres ravins et la dernière bruyère. En conséquence, il ordonna sur-le-champ de cesser les poursuites, et il forma un plan qui, suivi avec constance et fermeté, devait ramener la paix dans ces contrées désolées.

L'habitant de la Vendée était paysan et soldat tout à la fois. Au milieu des horreurs de la guerre civile, il n'avait pas cessé de cultiver ses champs et de soigner ses bestiaux. Son fusil était à ses côtés, caché sous la terre ou sous la paille. Au premier signal de ses chefs, il accourait, attaquait les républicains, puis disparaissait à travers les bois, retournait à ses champs, cachait de nouveau son fusil; et les républicains ne trouvaient qu'un paysan sans armes, dans lequel ils ne pouvaient nullement reconnaître un soldat ennemi. De cette manière, les Vendéens se battaient, se nourrissaient, et restaient presque insaisissables. Tandis qu'ils avaient toujours les moyens de nuire et de se recruter, les armées républicaines, qu'une administration ruinée ne pouvait plus nourrir, manquaient de tout et se trouvaient dans le plus horrible dénûment.

On ne pouvait faire sentir la guerre aux Vendéens que par des devastations; moyen qu'on avait essayé pendant la terreur, mais qui n'avait excité que des haines furieuses sans faire cesser la guerre civile.

Hoche, sans détruire le pays, imagina un moyen ingénieux de le réduire, en lui enlevant ses armes, et en prenant une partie de ses subsistances pour l'usage de l'armée républicaine. D'abord il persista dans l'établissement de quelques camps retranchés, dont les uns, situés sur la Sèvre, séparaient Charette de Stofflet, tandis que les autres couvraient Nantes, la côte et les Sables. Il forma ensuite une ligne circulaire qui s'appuyait à la Sèvre et à la Loire, et qui tendait à envelopper progressivement tout le pays. Cette ligne était composée de postes assez forts, liés entre eux par des patrouilles, de manière qu'il ne restait pas un intervalle libre, à travers lequel put passer un ennemi un peu nombreux. Ces postes étaient chargés d'occuper chaque bourg et chaque village, et de désarmer les habitants. Pour y parvenir, ils devaient s'emparer des bestiaux, qui ordinairement paissaient en commun, et des grains entassés dans les granges; ils devaient aussi arrêter les habitants les plus notables, et ne restituer les bestiaux, les grains, ni élargir les habitants pris en otage, que lorsque les paysans auraient volontairement déposé leurs armes. Or, comme les Vendéens tenaient à leurs bestiaux et à leurs grains beaucoup plus qu'aux Bourbons et à Charette, il était certain qu'ils rendraient leurs armes. Pour ne pas être induits en erreur par les paysans, qui pouvaient bien donner quelques mauvais fusils et garder les autres, les officiers chargés du désarmement devaient se faire livrer les registres d'enrôlement tenus dans chaque paroisse, et exiger autant de fusils que d'enrôlés. À défaut de ces registres, il leur était recommandé de faire le calcul de la population, et d'exiger un nombre de fusils égal au quart de la population mâle. Après avoir reçu les armes, on devait rendre fidèlement les bestiaux et les grains, sauf une partie prélevée à titre d'impôt, et déposée dans des magasins formés sur les derrières de cette ligne. Hoche avait ordonné de traiter les habitants avec une extrême douceur, de mettre une scrupuleuse exactitude à leur rendre et leurs bestiaux et leurs grains, et surtout leurs otages. Il avait particulièrement recommandé aux officiers de s'entretenir avec eux, de les bien traiter, de les envoyer même quelquefois à son quartier-général, de leur faire quelques présents en grains ou en différents objets. Il avait prescrit aussi les plus grands égards pour

les cures. Les Vendéens, disait-il, n'ont qu'un sentiment véritable, c'est l'attachement pour leurs prêtres. Ces derniers ne veulent que protection et repos; qu'on leur assure ces deux choses, qu'on y ajoute même quelques bienfaits, et les affections du pays nous seront rendues.

Cette ligne, qu'il appelait de désarmement, devait envelopper la Basse-Vendée circulairement, s'avancer peu à peu, et finir par l'embrasser tout entière. En s'avancant, elle laissait derrière elle le pays désarmé, ramené, réconcilié même avec la république. De plus, elle le protégeait contre un retour des chefs insurgés, qui, ordinairement, punissaient par des devastations la soumission à la république et la remise des armes. Deux colonnes mobiles la précédaient pour combattre ces chefs, et les saisir s'il était possible; et bientôt, en les resserrant toujours davantage, elle devait les enfermer et les prendre inévitablement. La plus grande surveillance était recommandée à tous les commandans de poste, pour se lier toujours par des patrouilles, et empêcher que les bandes armées ne pussent percer la ligne et revenir porter la guerre sur ses derrières. Quelque grande que fut la surveillance, il pouvait arriver cependant que Charette et quelques-uns des siens trompassent la vigilance des postes et franchissent la ligne de désarmement; mais, dans ce cas même, qui était possible, ils ne pouvaient passer qu'avec quelques individus, et ils allaient se retrouver dans des campagnes désarmées, rendues au repos et à la sécurité, calmées par de bons traitemens, et intimidées d'ailleurs par ce vaste réseau de troupes qui embrassait le pays. Le cas d'une révolte sur les derrières était prévu. Hoche avait ordonné qu'une des colonnes mobiles se reporterait aussitôt dans la commune insurgée, et que, pour la punir de n'avoir pas rendu toutes ses armes et d'en avoir encore fait usage, on lui enlèverait ses bestiaux et ses grains, et qu'on saisirait les principaux de ses habitans. L'effet de ces châtimens était assuré; et dispensés avec justice, ils devaient inspirer, non pas la haine, mais une salutaire crainte.

Le projet de Hoche fut aussitôt mis à exécution dans les mois de brumaire et frimaire (novembre, décembre). La ligne de désarmement, passant par Saint-Gilles, Lege, Montaigu, Chantonay, formait un demi-cercle dont l'extrémité droite s'appuyait à la mer, l'extrémité gauche à la rivière du Lay, et devait progressivement enfermer Charette dans des marais impraticables. C'était surtout par la sagesse de l'exécution qu'un plan de cette nature pouvait réussir. Hoche dirigeait ses officiers par des instructions pleines de sens et de clarté, et se multipliait pour suffire à tous les détails. Ce n'était plus seulement une guerre, c'était une grande opération politique, qui exigeait autant de prudence que de vigueur. Bientôt les habitans commencèrent à rendre leurs armes, et à se réconcilier avec les troupes républicaines. Hoche puisait dans les magasins de l'armée pour accorder quelques secours aux indigens; il voyait lui-même les habitans retenus comme otages, les faisait garder quelques jours, et les renvoyait satisfaits. Aux uns il donnait des cocardes, à d'autres des bonnets de police, quelquefois même des grains à ceux qui en manquaient pour ensemercer leurs champs. Il était en correspondance avec les cures, qui avaient une grande confiance en lui, et qui l'avertissaient de tous les secrets du pays. Il commençait ainsi à s'acquiescer une grande influence morale, véritable puissance avec laquelle il fallait terminer une guerre pareille. Pendant ce temps, les magasins formés sur les derrières de la ligne de désarmement se remplissaient de grains; de grands troupeaux de bestiaux se formaient, et l'armée commençait à vivre dans l'abondance, par le moyen si simple de l'impôt et des amendes en nature. Charette s'était caché dans les bois avec cent ou cent cinquante hommes aussi désespérés

que lui. Sapinaud, qui a son instigation avait repris les armes, demandait a les déposer une seconde fois a la simple condition d'obtenir la vie sauve. Stofflet, enferme dans l'Anjou avec son ministre Bernier, y recueillait tous les officiers qui abandonnaient Charette et Sapinaud, et tachait de s'enrichir de leurs dépouilles. Il avait a son quartier du Lavoir une espece de cour composee d'emigres et d'officiers. Il enrolait des hommes et levait des contributions, sous pretexte d'organiser les gardes territoriales. Hoche l'observait avec une grande attention, le resserrait toujours davantage par des camps retranches, et le menacait d'un desarmement prochain, au premier sujet de mecontentement. Une expedition que Hoche ordonna dans le Loroux, pays qui avait une sorte d'existence independante, sans obeir ni a la republique ni a aucun chef, frappa Stofflet d'epouvante. Hoche fit faire cette expedition pour se procurer les vins, les bles dont le Loroux abondait, et dont la ville de Nantes etait entierement depourvue. Stofflet s'effraya, et demanda une entrevue a Hoche. Il voulait protester de sa fidelite au traite, interceder pour Sapinaud et pour les chouans, se faire en quelque sorte l'intermediaire d'une nouvelle pacification, et s'assurer par ce moyen une continuation d'influence. Il voulait aussi deviner les intentions de Hoche a son egard. Hoche lui exprima les griefs de la republique; il lui signifia que, s'il donnait asile a tous les brigands, que s'il continuait a lever de l'argent et des hommes, que s'il voulait etre autre chose que le chef temporaire de la police de l'Anjou, et jouer le role de prince, il allait l'enlever sur-le-champ, et desarmer ensuite sa province. Stofflet promit la plus grande soumission, et se retira fort effraye sur son avenir.

Hoche avait, dans le moment, des difficultes bien plus grandes a surmonter. Il avait attire a son armee une partie des deux armees de Brest et de Cherbourg. Le danger imminent d'un débarquement lui avait valu ces renforts, qui avaient porte a quarante-quatre mille hommes les troupes reunies dans la Vendee. Les generaux commandant les armees de Brest et de Cherbourg reclamaient maintenant les troupes qu'ils avaient pretees, et le directoire paraissait approuver leurs reclamations. Hoche ecrivait que l'operation qu'il venait de commencer etait des plus importantes; que si on lui enlevait les troupes qu'il avait disposees en reseau autour du Marais, la soumission du pays de Charette et la destruction de ce chef qui etaient fort prochaines, allaient etre ajournees indefiniment; qu'il valait bien mieux finir ce qui etait si avance, avant de passer ailleurs, qu'il s'empresserait ensuite de rendre les troupes qu'il avait empruntees, et fournirait meme les siennes au general commandant en Bretagne, pour y appliquer les procedes dont on sentait deja l'heureux effet dans la Vendee. Le gouvernement, qui etait frappe des raisons de Hoche, et qui avait une grande confiance en lui, l'appela a Paris, avec l'intention d'approuver tous ses plans, de lui donner le commandement des trois armees de la Vendee, de Brest et de Cherbourg. Il y fut appele a la fin de frimaire pour venir concerter avec le directoire les operations qui devaient mettre fin a la plus calamiteuse de toutes les guerres.

Ainsi s'acheva la campagne de 1795. La prise de Luxembourg, le passage du Rhin, les victoires aux Pyrenees, suivies de la paix avec l'Espagne, la destruction de l'armee emigree a Quiberon, en signalerent le commencement et le milieu. La fin fut moins heureuse. Le retour des armees sur le Rhin, la perte des lignes de Mayence et d'une partie de territoire au pied des Vosges, vinrent obscurcir un moment l'eclat de nos triomphes. Mais la victoire de Loano, en nous ouvrant les portes de l'Italie, retablit la superiorite de nos armes; et les travaux de Hoche dans l'Ouest commencerent la veritable pacification de la Vendee, si

souvent et si vainement annoncee.

La coalition, reduite a l'Angleterre et a l'Autriche, a quelques princes d'Allemagne et d'Italie, etait au terme de ses efforts, et aurait demande la paix sans les dernieres victoires sur le Rhin. On fit a Clerfayt une reputation immense, et on sembla croire que la prochaine campagne s'ouvrirait au sein de nos provinces du Rhin.

Pitt, qui avait besoin de subsides, convoqua un second parlement en automne pour exiger de nouveaux sacrifices. Le peuple de Londres invoquait toujours la paix avec la meme obstination. La societe dite de correspondance s'etait assemblee en plein air, et avait vote les adresses les plus hardies et les plus menacantes contre le systeme de la guerre, et pour la reforme parlementaire. Quand le roi se rendit au parlement, sa voiture fut assaillie de coups de pierres, les glaces en furent brisees, on crut meme qu'un coup de fusil a vent avait ete tire. Pitt, traversant Londres a cheval, fut reconnu par le peuple, poursuivi jusqu'a son hotel, et couvert de boue. Fox, Sheridan, plus eloquens qu'ils n'avaient jamais ete, avaient des comptes rigoureux a demander. La Hollande conquise, les Pays-Bas incorpores a la republique francaise, leur conquete rendue definitive en quelque sorte par la prise de Luxembourg, des sommes enormes depensees dans la Vendee, et de malheureux Francais exposes inutilement a etre fusilles, etaient de graves sujets d'accusation contre l'habilete et la politique du ministere. L'expedition de Quiberon surtout excita une indignation generale. Pitt voulut s'excuser en disant que le sang anglais n'avait pas coule: "Oui, repartit Sheridan avec une energie qu'il est difficile de traduire; oui, le sang anglais n'a pas coule, mais l'honneur anglais a coule par tous les pores." Pitt, aussi impassible qu'a l'ordinaire, appela tous les evenemens de l'annee des malheurs auxquels on doit etre prepare quand on court la chance des armes; mais il fit valoir beaucoup les dernieres victoires de l'Autriche sur le Rhin; il exagera beaucoup leur importance, et les facilites qu'elles venaient de procurer pour traiter avec la France. Comme d'usage, il soutint que notre republique touchait au terme de sa puissance; qu'une banqueroute inevitable allait la jeter dans une confusion et une impuissance completes; qu'on avait gagne, en soutenant la guerre pendant une annee de plus, de reduire l'ennemi commun a l'extremite. Il promit solennellement que, si le gouvernement francais paraissait s'etablir et prendre une forme reguliere, on saisirait la premiere ouverture pour negocier. Il demanda ensuite un nouvel emprunt de trois millions sterling, et des lois repressives contre la presse et contre les societes politiques, auxquelles il attribuait les outrages faits au roi et a lui-meme. L'opposition lui repondit que les pretendues victoires sur le Rhin etaient de quelques jours; que des defaites en Italie venaient de detruire l'effet des avantages obtenus en Allemagne; que cette republique, toujours reduite aux abois, renaissait plus forte a l'ouverture de chaque campagne; que les assignats etaient depuis long-temps perdus, qu'ils avaient acheve leur service, que les ressources de la France etaient ailleurs, et que si du reste elle s'epuisait, la Grande Bretagne s'epuisait bien plus vite qu'elle; que la dette, tous les jours accrue, etait accablante, et menacait d'ecraser bientot les trois royaumes. Quant aux lois sur la presse et sur les societes politiques, Fox, dans un transport d'indignation, declara que, si elles etaient adoptees, il ne restait plus d'autre ressource au peuple anglais que la resistance, et qu'il regardait la resistance, non plus comme une question de droit, mais de prudence. Cette proclamation du droit d'insurrection excita un grand tumulte, qui se termina par l'adoption des demandes de Pitt; il obtint le nouvel emprunt, les

mesures repressives, et promit d'ouvrir au plus tot une negociation. La session du parlement fut prorogee au 2 fevrier 1796 (13 pluviöse an IV).

Pitt ne songeait point du tout a la paix. Il ne voulait faire que des demonstrations, pour satisfaire l'opinion et hater le succes de son emprunt. La possession des Pays-Bas par la France lui rendait toute idee de paix insupportable. Il se promit, en effet, de saisir un moment pour ouvrir une negociation simulee, et offrit des conditions inadmissibles.

L'Autriche, pour satisfaire l'Empire, qui reclamait la paix, avait fait faire des ouvertures par le Danemarck. Cette puissance avait demande, de la part de l'Autriche, au gouvernement francais, la formation d'un congres europeen; a quoi le gouvernement francais avait repondu avec raison, qu'un congres rendrait toute negociation impossible, parce qu'il faudrait concilier trop d'interets; que si l'Autriche voulait la paix, elle n'avait qu'a en faire la proposition directe: que la France voulait traiter individuellement avec tous ses ennemis, et s'entendre avec eux sans intermediaire. Cette reponse etait juste; car un congres compliquait la paix avec l'Autriche de la paix avec l'Angleterre et l'Empire, et la rendait impossible. Du reste, l'Autriche ne desirait pas d'autre reponse; car elle ne voulait pas negocier. Elle avait trop perdu, et ses derniers succes lui faisaient trop esperer, pour qu'elle consentit a déposer les armes. Elle tacha de rendre le courage au roi de Piemont, epouvante de la victoire de Loano, et lui promit, pour la campagne suivante, une armee nombreuse et un autre general. Les honneurs du triomphe furent decernes a Clerfayt a son entree a Vienne; sa voiture fut trainee par le peuple, et les faveurs de la cour vinrent se joindre aux demonstrations de l'enthousiasme populaire.

Ainsi s'acheva, pour toute l'Europe, la quatrieme campagne de cette guerre memorable.

CHAPITRE II.

CONTINUATION DES TRAVAUX ADMINISTRATIFS DU DIRECTOIRE.--LES PARTIS SE PRONONCENT DANS LE SEIN DU CORPS LEGISLATIF.--INSTITUTION D'UNE FETE ANNIVERSAIRE DU 21 JANVIER.--RETOUR DE L'EX-MINISTRE DE LA GUERRE BEURNONVILLE, ET DES REPRESENTANS QUINETTE, CAMUS, BANCAL, LAMARQUE ET DROUET, LIVRES A L'ENNEMI PAR DUMOURIEZ.--MECONTENTEMENT DES JACOBINS. JOURNAL DE BABOEUF.--INSTITUTION DU MINISTERE DE LA POLICE.--NOUVELLES MOEURS.--EMBARRAS FINANCIERS; CREATION DES MANDATS.--CONSPIRATION DE BABOEUF.--SITUATION MILITAIRE. PLANS DU DIRECTOIRE.--PACIFICATION DE LA VENDEE; MORT DE STOFFLET ET DE CHARETTE.

Le gouvernement republicain etait rassure et affermi par les evenemens qui venaient de terminer la campagne. La convention, en reunissant la Belgique a la France, et en la comprenant dans le territoire constitutionnel, avait impose a ses successeurs l'obligation de ne pactiser avec l'ennemi qu'a la condition de la ligne du Rhin. Il fallait de nouveaux efforts, il fallait une nouvelle campagne, plus decisive que les precedentes, pour contraindre la maison d'Autriche et d'Angleterre a consentir a notre agrandissement. Pour parvenir a ce but, le directoire travaillait avec energie a completer les armees, a retablir les finances, et a reprimer les factions.

Il mettait le plus grand soin a l'execution des lois relatives aux jeunes requisitionnaires; et les obligeait a rejoindre les armees, avec

la dernière rigueur. Il avait fait annuler tous les genres d'exceptions, et avait formé dans chaque canton des commissions de médecins, pour juger les cas d'infirmité. Une foule de jeunes gens s'étaient fourrés dans les administrations, ou ils pillaient la république, et montraient le plus mauvais esprit. Les ordres les plus sévères furent donnés pour ne souffrir dans les bureaux que des hommes qui n'appartinssent pas à la réquisition. Les finances attiraient surtout l'attention du directoire: il faisait percevoir l'emprunt forcé de 600 millions avec une extrême activité. Mais il fallait attendre les rentrées de cet emprunt, l'aliénation du produit des forêts nationales, la vente des biens de trois cents arpens, la perception des contributions arriérées, et, en attendant, il fallait pourtant suffire aux dépenses, qui malheureusement se présentaient toutes à la fois, parce que l'installation du gouvernement nouveau était l'époque à laquelle on avait ajourné toutes les liquidations, et parce que l'hiver était le moment destiné aux préparatifs de campagne. Pour devancer l'époque de toutes ces rentrées, le directoire avait été obligé d'user de la ressource qu'on avait tenu à lui laisser, celle des assignats. Mais il en avait déjà émis en un mois près de 12 ou 15 milliards, pour se procurer quelques millions en numéraire; et il était déjà arrivé au point de ne pouvoir les faire accepter nulle part. Il imagina d'émettre un papier courant et à prochaine échéance, qui représentât les rentrées de l'année, comme on fait en Angleterre avec les bons de l'échiquier, et comme nous faisons aujourd'hui avec les bons royaux. Il émit en conséquence, sous le titre de récriptions, des bons au porteur, payables à la trésorerie avec le numéraire qui allait rentrer incessamment, soit par l'emprunt forcé, qui, dans la Belgique, était exigible en numéraire, soit par les douanes, soit par suite des premiers traités conclus avec les compagnies qui se chargeraient de l'exploitation des forêts. Il émit d'abord pour 30 millions de ces récriptions, et les porta bientôt à 60, en se servant du secours des banquiers.

Les compagnies financières n'étaient plus prohibées. Il songea à les employer pour la création d'une banque qui manquait au crédit, surtout dans un moment où l'on se figurait que le numéraire était sorti tout entier de France. Il forma une compagnie, et proposa de lui abandonner une certaine quantité de biens nationaux qui servirait de capital à une banque. Cette banque devait émettre des billets, qui auraient des terres pour gage, et qui seraient payables à vue, comme tous les billets de banque. Elle devait en prêter à l'état pour une somme proportionnée à la quantité des biens donnés en gage. C'était, comme on le voit, une autre manière de tirer sur la valeur des biens nationaux; au lieu d'employer le moyen des assignats, on employait celui des billets de banque.

Le succès était peu probable; mais dans sa situation malheureuse, le gouvernement usait de tout, et avait raison de le faire. Son opération la plus méritoire fut de supprimer les rations, et de rendre les subsistances au commerce libre. On a vu quels efforts il en coûtait au gouvernement pour se charger lui-même de faire arriver les grains à Paris, et quelle dépense il en résultait pour le trésor, qui payait les grains en valeur réelle, et qui les donnait au peuple de la capitale pour des valeurs nominales. Il rentrait à peine la deux-centième partie de la dépense, et ainsi, à très-peu de chose près, la république nourrissait la population de Paris.

Le nouveau ministre de l'intérieur, Benezech, qui avait senti l'inconvénient de ce système, et qui croyait que les circonstances permettaient d'y renoncer, conseilla au directoire d'en avoir le courage. Le commerce commençait à se rétablir; les grains reparaissaient

dans la circulation; le peuple se faisait payer ses salaires en numeraire; et il pouvait des lors atteindre au prix du pain, qui, en numeraire, etait modique. En consequence, le ministre Benezech proposa au directoire de supprimer les distributions de rations, qui ne se payaient qu'en assignats, de ne les conserver qu'aux indigens, ou aux rentiers et aux fonctionnaires publics dont le revenu annuel ne s'elevait pas au-dessus de mille ecus. Excepte ces trois classes, toutes les autres devaient se pourvoir chez les boulangers par la voie du commerce libre.

Cette mesure etait hardie, et exigeait un veritable courage. Le directoire la mit sur-le-champ a execution, sans craindre les fureurs qu'elle pouvait exciter chez le peuple, et les moyens de trouble qu'elle pouvait fournir aux deux factions conjurees contre le repos de la republique.

Outre ces mesures, il en imagina d'autres qui ne devaient pas moins blesser les interets, mais qui etaient aussi necessaires. Ce qui manquait surtout aux armees, ce qui leur manque toujours apres de longues guerres, ce sont les chevaux. Le directoire demanda aux deux conseils l'autorisation de lever tous les chevaux de luxe, et de prendre, en le payant, le trentieme cheval de labour et de roulage. Le recepisse du cheval devait etre pris en paiement des impots. Cette mesure, quoique dure, etait indispensable, et fut adoptee.

Les deux conseils secondaient le directoire, et montraient le meme esprit, sauf l'opposition toujours mesuree de la minorite. Quelques discussions s'y etaient elevees sur la verification des pouvoirs, sur la loi du 3 brumaire, sur les successions des emigres, sur les pretres, sur les evenemens du Midi, et les partis avaient commence a se prononcer.

La verification des pouvoirs ayant ete renvoyee a une commission qui avait de nombreux renseignemens a prendre, relativement aux membres dont l'eligibilite pouvait etre contestee, son rapport ne put etre fait que fort tard, et apres plus de deux mois de legislature. Il donna lieu a beaucoup de contestations sur l'application de la loi du 3 brumaire. Cette loi, comme on sait, amnistiait tous les delits commis pendant la revolution, excepte les delits relatifs au 13 vendemiaire; elle excluait des fonctions publiques les parens d'emigres, et les individus qui, dans les assemblees electorales, s'etaient mis en rebellion contre les decrets des 5 et 13 fructidor. Elle avait ete le dernier acte d'energie du parti conventionnel, et elle blessait singulierement les esprits moderes, et les contre-revolutionnaires qui se cachaient derriere eux. Il fallait l'appliquer a plusieurs deputes, et notamment a un nomme Job Ayme, depute de la Drome, qui avait souleve l'assemblee electorale de son departement, et qu'on accusait d'appartenir aux compagnies de Jesus. Un membre des cinq-cents osa demander l'abrogation de la loi meme. Cette proposition fit sortir tous les partis de la reserve qu'ils avaient observee jusque-la. Une dispute, semblable a celles qui diviserent si souvent la convention, s'eleva dans les cinq-cents. Louvet, toujours fidele a la cause revolutionnaire, s'elanca a la tribune pour defendre la loi. Tallien, qui jouait un role si grand depuis le 9 thermidor, et que le defaut de consideration personnelle avait empeche d'arriver au directoire, Tallien se montra ici le constant defenseur de la revolution, et prononca un discours qui fit une grande sensation. On avait rappele les circonstances dans lesquelles la loi de brumaire fut rendue; on avait paru insinuer qu'elle etait un abus de la victoire de vendemiaire a l'egard des vaincus; on avait beaucoup parle des jacobins et de leur nouvelle audace. "Qu'on cesse de nous effrayer, s'ecria

Tallien, en parlant de terreur, en rappelant des époques toutes différentes de celles d'aujourd'hui, en nous faisant craindre leur retour. Certes, les temps sont bien changés: aux époques dont on affecte de nous entretenir, les royalistes ne levaient pas une tête audacieuse; les prêtres fanatiques, les émigrés rentrés n'étaient pas protégés; les chefs de chouans n'étaient point acquittés. Pourquoi donc comparer des circonstances qui n'ont rien de commun? Il est trop évident qu'on veut faire le procès au 13 vendémiaire, aux mesures qui ont suivi cette journée mémorable, aux hommes qui, dans ces grands périls, ont sauvé la république. Eh bien! que nos ennemis montent à cette tribune; les amis de la république nous y défendront. Ceux mêmes qui, dans ces désastreuses circonstances, ont poussé devant les canons une multitude égaree, voudraient nous reprocher les efforts qu'il nous a fallu faire pour la repousser; ils voudraient faire révoquer les mesures que le danger le plus pressant vous a forcés de prendre; mais non, ils ne réussiront pas! La loi du 3 brumaire, la plus importante de ces mesures, sera maintenue par vous, car elle est nécessaire à la constitution, et certainement vous voulez maintenir la constitution." Oui, oui, nous le voulons! s'écrièrent une foule de voix. Tallien proposa ensuite l'exclusion de Job Ayme. Plusieurs membres du nouveau tiers voulurent combattre cette exclusion. La discussion devint des plus vives; la loi du 3 brumaire fut de nouveau sanctionnée; Job Ayme fut exclu, et on continua de rechercher ceux des membres du nouveau tiers auxquels les mêmes dispositions étaient applicables.

Il fut ensuite question des émigrés, et de leurs droits à des successions non encore ouvertes. Une loi de la convention, pour empêcher que les émigrés ne recussent des secours, saisissait leurs patrimoines, et déclarait les successions auxquelles ils avaient droit, ouvertes par avance, et acquises à la république. En conséquence le séquestre avait été mis sur les biens des parents des émigrés. Une résolution fut proposée aux cinq-cents pour autoriser le partage, et le prélèvement de la part acquise aux émigrés, afin de lever le séquestre. Une opposition assez vive s'éleva dans le nouveau tiers. On voulut combattre cette mesure, qui était toute révolutionnaire, par des raisons tirées du droit ordinaire; on prétendit qu'il y avait violation de la propriété. Cependant cette résolution fut adoptée. Aux anciens, il n'en fut pas de même. Ce conseil, par l'âge de ses membres, par son rôle d'examineur suprême, avait plus de mesure que celui des cinq-cents. Il en partageait moins les passions opposées; il était moins révolutionnaire que la majorité, et beaucoup plus que la minorité. Comme tout corps intermédiaire, il avait un esprit moyen, et il rejeta la mesure, parce qu'elle entraînait l'exécution d'une loi qu'il regardait comme injuste. Les conseils décréterent ensuite que le directoire serait juge suprême des demandes en radiation de la liste des émigrés. Ils renouvelèrent toutes les lois contre les prêtres qui n'avaient pas prêté le serment, ou qui l'avaient rétracté, et contre ceux que les administrations des départements avaient condamnés à la déportation. Ils décréterent que ces prêtres seraient traités comme émigrés rentrés s'ils reparaissaient sur le territoire. Ils consentirent seulement à mettre en réclusion ceux qui étaient infirmes et qui ne pouvaient s'expatrier.

Un sujet agita beaucoup les conseils, et y provoqua une explosion. Fréron continuait sa mission dans le Midi, et y composait les administrations et les tribunaux de révolutionnaires ardents. Les membres des compagnies de Jésus, les contre-révolutionnaires de toute espèce qui avaient assassiné depuis le 9 thermidor, se voyaient à leur tour exposés à de nouvelles représailles, et jetaient les hauts cris. Le député Simeon avait déjà élevé des réclamations mesurées. Le député Jourdan

d'Aubagne, homme ardent, l'ex-girondin Isnard, eleverent, aux cinq-cents, des reclamations violentes, et remplirent plusieurs seances de leurs declamations. Les deux partis en vinrent aux mains. Jourdan et Talot se prirent de querelle dans la seance meme, et se permirent presque des voies de fait. Leurs collegues intervinrent et les separerent. On nomma une commission pour faire un rapport sur l'etat du Midi.

Ces differentes scenes porterent les partis a se prononcer davantage. La majorite etait grande dans les conseils, et tout acquise au directoire. La minorite, quoique annulee, devenait chaque jour plus hardie, et montrait ouvertement son esprit de reaction. C'etait la continuation du meme esprit qui s'etait manifeste depuis le 9 thermidor, et qui d'abord avait attaque justement les exces de la terreur, mais qui, de jour en jour plus severe et plus passionne, finissait par faire le proces a la revolution tout entiere. Quelques membres des deux tiers conventionnels votaient avec la minorite, et quelques membres du nouveau tiers avec la majorite.

Les conventionnels saisirent l'occasion qu'allait leur fournir l'anniversaire du 21 janvier, pour mettre leurs collegues suspects de royalisme a une penible epreuve. Ils proposerent une fete, pour celebrer, tous les 21 janvier, la mort du dernier roi, et ils firent decider que, ce jour, chaque membre des deux conseils et du directoire preterait serment de haine a la royaute. Cette formalite du serment, si souvent employee par les partis, n'a jamais pu etre regardee comme une garantie; elle n'a jamais ete qu'une vexation des vainqueurs, qui ont voulu se donner le plaisir de forcer les vaincus au parjure. Le projet fut adopte par les deux conseils. Les conventionnels attendaient avec impatience la seance du 1er pluviouse an IV (21 janvier), pour voir defiler a la tribune leurs collegues du nouveau tiers. Chaque conseil siegea ce jour-la avec un grand appareil. Une fete etait preparee dans Paris; le directoire et toutes les autorites devaient y assister. Quand il fallut prononcer le serment, quelques-uns des nouveaux elus parurent embarrasses. L'ex-constituant Dupont (de Nemours), qui etait membre des anciens, qui conservait dans un age avance une grande vivacite d'humeur, et montrait l'opposition la plus hardie au gouvernement actuel, Dupont (de Nemours) laissa voir quelque depot, et, en prononcant les mots, _je jure haine a la royaute_, ajouta ceux-ci, _et a toute espece de tyrannie_. C'etait une maniere de se venger, et de jurer haine au directoire sous des mots detournees. Une grande rumeur s'eleva, et on obligea Dupont (de Nemours) a s'en tenir a la formule officielle. Aux cinq cents, un nomme Andre voulut recourir aux memes expressions que Dupont (de Nemours); mais on le rappela de meme a la formule. Le president du directoire prononca un discours energique, et le gouvernement entier fit ainsi la profession de foi la plus revolutionnaire.

A cette epoque arriverent les deputes qui avaient ete echanges contre la fille de Louis XVI. C'etaient Quinette, Bancal, Camus, Lamarque, Drouet et l'ex-ministre de la guerre Beurnonville. Ils firent le rapport de leur captivite; on l'ecouta avec une vive indignation, on leur donna de justes marques d'interet, et ils prirent, au milieu de la satisfaction generale, la place que la convention leur avait assuree dans les conseils. Il avait ete decrete, en effet, qu'ils seraient de droit membres du corps legislatif.

Ainsi marchaient le gouvernement et les partis, pendant l'hiver de l'an IV (1795 a 1796).

La France, qui souhaitait un gouvernement et le rétablissement des lois, commençait à goûter le nouvel état de choses, et l'aurait même approuvé tout à fait, sans les efforts qu'on exigeait d'elle pour le salut de la république. L'exécution rigoureuse des lois sur la réquisition, l'emprunt forcé, la levée du trentième cheval, l'état misérable des rentiers payés en assignats, étaient de graves sujets de plaintes; sans tous ces motifs, elle aurait trouvé le nouveau gouvernement excellent. Il n'y a que l'élite d'une nation qui soit sensible à la gloire, à la liberté, aux idées nobles et généreuses, et qui consente à leur faire des sacrifices. La masse veut du repos, et demande à faire le moins de sacrifices possible. Il est des moments où cette masse entière se réveille, mue de passions grandes et profondes: on le vit, en 1789, quand il avait fallu conquérir la liberté, et, en 1793, quand il avait fallu la défendre. Mais, épuisée par ces efforts, la grande majorité de la France n'en voulait plus faire. Il fallait un gouvernement habile et vigoureux pour obtenir d'elle les ressources nécessaires au salut de la république. Heureusement la jeunesse, toujours prête à une vie aventurière, présentait de grandes ressources pour recruter les armées. Elle montrait d'abord beaucoup de répugnance à quitter ses foyers; mais elle cédait après quelque résistance. Transportée dans les camps, elle prenait un goût décidé pour la guerre, et y faisait des prodiges de valeur. Les contribuables, dont on exigeait des sacrifices d'argent, étaient bien plus difficiles à soumettre et à concilier au gouvernement.

Les ennemis de la révolution prenaient texte des sacrifices nouveaux imposés à la France, et déclamaient dans leurs journaux contre la réquisition, l'emprunt forcé, la levée forcée des chevaux, l'état des finances, le malheur des rentiers, et la sévère exécution des lois à l'égard des émigrés et des prêtres. Ils affectaient de considérer le gouvernement comme étant encore un gouvernement révolutionnaire, et en ayant l'arbitraire et la violence. Suivant eux, on ne pouvait pas se fier encore à lui, et se livrer avec sécurité à l'avenir. Ils s'élevaient surtout contre le projet d'une nouvelle campagne; ils prétendaient qu'on sacrifiait le repos, la fortune, la vie des citoyens, à la folie des conquêtes; et semblaient fâchés que la révolution eût l'honneur de donner la Belgique à la France. Du reste, il n'était point étonnant, disaient-ils, que le gouvernement eût un pareil esprit et de tels projets, puisque le directoire et les conseils étaient remplis des membres d'une assemblée qui s'était souillée de tous les crimes.

Les patriotes, qui, en fait de reproches et de recriminations, n'étaient jamais en demeure, trouvaient au contraire le gouvernement trop faible, et se montraient déjà tout prêts à l'accuser de condescendance pour les contre-révolutionnaires. Suivant eux, on laissait rentrer les émigrés et les prêtres; on acquittait chaque jour les conspirateurs de vendémiaire; les jeunes gens de la réquisition n'étaient pas assez sévèrement ramenés aux armées; l'emprunt forcé était perçu avec mollesse. Ils désapprouvaient surtout le système financier qu'on semblait disposé à adopter. Déjà on a vu que l'idée de supprimer les assignats les avait irrités, et qu'ils avaient demandé sur-le-champ les moyens révolutionnaires qui, en 1793, ramènerent le papier au pair. Le projet de recourir aux compagnies financières et d'établir une banque réveilla tous leurs préjugés. Le gouvernement allait, disaient-ils, se remettre dans les mains des agioteurs; il allait, en établissant une banque, ruiner les assignats, et détruire le papier-monnaie de la république, pour y substituer un papier privé, de la création des agioteurs. La suppression des rations les indigna. Rendre les subsistances au commerce libre, ne plus nourrir la ville de Paris, était une attaque à la

revolution: c'était vouloir affamer le peuple et le pousser au désespoir. Sur ce point, les journaux du royalisme semblerent d'accord avec ceux du jacobinisme, et le ministre Benezec fut accablé d'invectives par tous les partis.

Une mesure mit le comble à la colère des patriotes contre le gouvernement. La loi du 3 brumaire, en amnistiant tous les faits relatifs à la révolution, exceptait cependant les crimes particuliers, comme vols et assassinats, lesquels étaient toujours passibles de l'application des lois. Ainsi les poursuites commencées pendant les derniers temps de la convention contre les auteurs des massacres de septembre, furent continuées comme poursuites ordinaires contre l'assassinat. On jugeait en même temps les conspirateurs de vendémiaire, et ils étaient presque tous acquittés. L'instruction contre les auteurs de septembre était au contraire extrêmement rigoureuse. Les patriotes furent révoltés. Le nommé Baboeuf, jacobin forcené, déjà enfermé en prairial, et qui se trouvait libre maintenant par l'effet de la loi d'amnistie, avait commencé un journal, à l'imitation de Marat, sous le titre du *«Tribun du Peuple»*. On comprend ce que pouvait être l'imitation d'un modèle pareil. Plus violent que celui de Marat, le journal de Baboeuf n'était pas cynique, mais plat. Ce que des circonstances extraordinaires avaient provoqué, était réduit ici en système, et soutenu avec une sottise et une fureur encore inconnues. Quand des idées qui ont préoccupé les esprits touchent à leur fin, elles restent dans quelques têtes, et s'y changent en manie et en imbecillité. Baboeuf était le chef d'une secte de malades qui soutenaient que le massacre de septembre avait été incomplet, qu'il faudrait le renouveler en le rendant général, pour qu'il fut définitif. Ils prêchaient publiquement la loi agraire, ce que les hébertistes eux-mêmes n'avaient pas osé, et se servaient d'un nouveau mot, le *«bonheur commun»*, pour exprimer le but de leur système. L'expression seule caractérisait en eux le dernier terme de l'absolutisme démagogique. On frémit en lisant les pages de Baboeuf. Les esprits de bonne foi en eurent pitié; les alarmistes feignirent de croire à l'approche d'une nouvelle terreur, et il est vrai de dire que les séances de la société du Panthéon fournissaient un prétexte spécieux à leurs craintes. C'est dans le vaste local de Sainte-Geneviève que les jacobins avaient recommencé leur club, comme nous avons dit. Plus nombreux que jamais, ils étaient près de quatre mille, vociférant à la fois, bien avant dans la nuit. Insensiblement ils avaient outrepassé la constitution, et s'étaient donné tout ce qu'elle défendait, c'est-à-dire un bureau, un président et des brevets; en un mot, ils avaient repris le caractère d'une assemblée politique. Là, ils déclamaient contre les émigrés et les prêtres, les agioteurs, les sangsues du peuple, les projets de banque, la suppression des rations, l'abolition des assignats, et les procédures instruites contre les patriotes.

Le directoire, qui de jour en jour se sentait mieux établi, et redoutait moins la contre-révolution, commençait à rechercher l'approbation des esprits modérés et raisonnables. Il crut devoir sevir contre ce déchaînement de la faction jacobine. Il en avait les moyens dans la constitution et dans les lois existantes; il résolut de les employer. D'abord, il fit saisir plusieurs numéros du journal de Baboeuf, comme provoquant au renversement de la constitution; ensuite il fit fermer la société du Panthéon, et plusieurs autres formées par la jeunesse dorée, dans lesquelles on dansait et où on lisait les journaux; ces dernières étaient situées au Palais-Royal et au boulevard des Italiens, sous le titre de *«Société des Échecs, Salon des Princes, Salon des Arts»*. Elles étaient peu redoutables, et ne furent comprises dans la mesure que pour

montrer de l'impartialité. L'arrêté fut publié et exécuté le 8 ventose (27 février 1796). Une résolution demandée aux cinq-cents ajouta une condition à toutes celles que la constitution imposait déjà aux sociétés populaires: elles ne purent être composées de plus de soixante membres.

Le ministre Benezecq, accusé par les deux partis, voulut demander sa démission. Le directoire refusa de l'accepter, et lui écrivit une lettre pour le féliciter de ses services. La lettre fut publiée. Le nouveau système des subsistances fut maintenu; les indigents, les rentiers et les fonctionnaires publics qui n'avaient pas mille écus de revenu, obtinrent seuls des rations. On songea aussi aux malheureux rentiers qui étaient toujours payés en papier. Les deux conseils décrétèrent qu'ils recevraient dix capitaux pour un en assignats; augmentation bien insuffisante, car les assignats n'avaient plus que la deux-centième partie de leur valeur.

Le directoire ajouta aux mesures qu'il venait de prendre, celle de rappeler enfin les députés conventionnels en mission. Il les remplaça par des commissaires du gouvernement. Ces commissaires auprès des armées et des administrations, représentaient le directoire, et surveillaient l'exécution des lois. Ils n'avaient plus comme autrefois des pouvoirs illimités auprès des armées; mais, dans un cas pressant, ou le pouvoir du général était insuffisant, comme une réquisition de vivres ou de troupes, ils pouvaient prendre une décision d'urgence, qui était provisoirement exécutée, et soumise ensuite à l'approbation du directoire. Des plaintes s'étant élevées contre beaucoup de fonctionnaires choisis par le directoire dans le premier moment de son installation, il enjoignit à ses commissaires civils de les surveiller, de recueillir les plaintes qui s'élevaient contre eux, et de lui désigner ceux dont le remplacement serait convenable.

Pour surveiller les factions, qui, obligées maintenant de se cacher, allaient agir dans l'ombre, le directoire imagina la création d'un ministère spécial de la police.

La police est un objet important dans les temps de troubles. Les trois assemblées précédentes lui avaient consacré un comité nombreux; le directoire ne crut pas devoir la laisser parmi les attributions accessoires du ministère de l'intérieur, et proposa aux deux conseils d'ériger un ministère spécial. L'opposition prétendit que c'était une institution inquisitoriale, ce qui était vrai, et ce qui malheureusement était inhérent à un temps de factions, et surtout de factions obstinées et obligées de comploter secrètement. Le projet fut approuvé. On appela le député Cochon aux fonctions de ce nouveau ministère. Le directoire aurait voulu encore des lois sur la liberté de la presse. La constitution la déclarait illimitée, sauf les dispositions qui pourraient devenir nécessaires pour en réprimer les écarts. Les deux conseils, après une discussion solennelle, rejetèrent tout projet de loi répressive. Les rôles furent encore intervertis dans cette discussion. Les partisans de la révolution, qui devaient être partisans de la liberté illimitée, demandaient des moyens de répression; et l'opposition, dont la pensée secrète inclinait plutôt à la monarchie qu'à la république, vota pour la liberté illimitée; tant les partis sont gouvernés par leur intérêt! Du reste, la décision était sage. La presse peut être illimitée sans danger: il n'y a que la vérité de redoutable; le faux est impuissant; plus il s'exagère, plus il s'use. Il n'y a pas de gouvernement qui ait péri par le mensonge. Qu'importe qu'un Baboeuf célébrait la loi agraire, qu'une *«_Quotidienne_»* rabaisât la grandeur de la révolution, calomnieât ses héros et cherchât à relever les princes

bannis! Le gouvernement n'avait qu'à laisser declamer: huit jours d'exageration et de mensonge usent toutes les plumes des pamphletaires et des libellistes. Mais il faut bien du temps et de la philosophie a un gouvernement pour qu'il admette ces verites. Il n'était peut-etre pas temps pour la convention de les entendre. Le directoire, qui etait plus tranquille et plus assis, aurait du commencer a les comprendre et a les pratiquer.

Les dernieres mesures du directoire, telles que la cloture de la societe du Pantheon, le refus d'accepter la demission du ministre Benezech, le rappel des conventionnels en mission, le changement de certains fonctionnaires, produisirent le meilleur effet; elles rassurerent ceux qui craignaient veritablement la terreur, condamnerent au silence ceux qui affectaient de la craindre, et satisfirent les esprits sages qui voulaient que le gouvernement se placat au-dessus de tous les partis. La suite, l'activite des travaux du directoire, ne contribuerent pas moins que tout le reste a lui concilier l'estime. On commencait a esperer le repos et a supposer de la duree au regime actuel. Les cinq directeurs s'etaient entoures d'un certain appareil. Barras, homme de plaisir, faisait les honneurs du Luxembourg. C'est lui, en quelque sorte, qui representait pour ses collegues. La societe avait a peu pres le meme aspect que l'annee precedente; elle presentait un melange singulier de conditions, une grande liberte de moeurs, un gout effrene pour les plaisirs, un luxe extraordinaire. Les salons du directeur etaient pleins de generaux dont l'education et la fortune s'etaient faites en deux ans, de fournisseurs et de gens d'affaires qui s'etaient enrichis par les speculations et les rapines, d'exiles qui rentraient et cherchaient a se rattacher au gouvernement, d'hommes a grands talents, qui, commencaient a croire a la republique, desiraient y prendre place, d'intrigans enfin qui couraient apres la faveur. Des femmes de toute origine venaient deployer leurs charmes dans ces salons, et user de leur influence, dans un moment ou tout etait a demander et a obtenir. Si quelquefois les manieres manquaient de cette decence et de cette dignite dont on fait tant de cas en France, et qui sont le fruit d'une societe polie, tranquille et exclusive, il y regnait une extreme liberte d'esprit, et cette grande abondance d'idees positives que suggerent la vue et la pratique des grandes choses. Les hommes qui composaient cette societe etaient affranchis de toute espece de routine; ils ne repetaient pas d'insignifiantes traditions; ce qu'ils savaient ils l'avaient appris par leur propre experience. Ils avaient vu les plus grands evenemens de l'histoire, ils y avaient pris, ils y prenaient part encore; et il est aise de se figurer ce qu'un tel spectacle devait reveiller d'idees chez des esprits jeunes, ambitieux et pleins d'esperance. La brillait au premier rang le jeune Hoche, qui, de simple soldat aux gardes-francaises, etait devenu en une campagne general en chef, et s'etait donne en deux ans l'education la plus soignee. Beau, plein de politesse, renomme comme un des premiers capitaines de son temps, et age a peine de vingt-sept ans, il etait l'espoir des republicains, et l'idole de ces femmes eprises de la beaute, du talent et de la gloire. A cote de lui, on remarquait deja le jeune Bonaparte, qui n'avait point encore de renommee, mais dont les services a Toulon et au 13 vendemiaire etaient connus, dont le caractere et la personne etonnaient par leur singularite, et dont l'esprit etait frappant d'originalite et de vigueur. Dans cette societe, ou madame Tallien etalait sa beaute, madame Beauharnais sa grace, madame de Stael deployait tout l'eclat de son esprit, agrandi par les circonstances et la liberte.

Ces jeunes hommes appeles a dominer dans l'etat choisissaient leurs epouses, quelquefois parmi des femmes d'ancienne condition, qui se

trouvaient honorees de leur choix, quelquefois dans les familles des enrichis du temps, qui voulaient ennoblir la fortune par la reputation. Bonaparte venait d'epouser la veuve de l'infortune general Beauharnais. Chacun songeait a faire sa destinee, et la prevoyait grande. Une foule de carrieres etaient ouvertes. La guerre sur le continent, la guerre sur la mer, la tribune, les magistratures, une grande republique en un mot a defendre et a gouverner, c'etaient la de grands buts, dignes d'enflammer les esprits! Le gouvernement avait fait recemment une acquisition precieuse, celle d'un ecrivain ingenieux et profond, qui consacrait son jeune talent a concilier les esprits a la nouvelle republique. M. Benjamin Constant venait de publier une brochure intitulee: *De la Force du gouvernement*, qui avait produit une grande sensation. Il y demontrait la necessite de se rattacher a un gouvernement qui etait le seul espoir de la France et de tous les partis.

C'etait toujours le soin des finances qui occupait le plus le gouvernement. Les dernieres mesures n'etaient qu'un ajournement de la difficulte. On avait donne au gouvernement une certaine quantite de biens a vendre, la faculte d'engager les grandes forets, l'emprunt force, et on lui avait laisse la planche aux assignats comme ressource extreme. Pour devancer le produit de ces differentes ressources, il avait, comme on a vu, cree 60 millions de rescriptions, especes de bons de l'echiquier, ou de bons royaux, acquittables avec le premier numeraire qui rentrerait dans les caisses. Mais ces rescriptions n'avaient obtenu cours que tres difficilement. Les banquiers reunis pour concerter un projet de banque territoriale, fondee sur les biens nationaux, s'etaient retires en entendant les cris poussees par les patriotes contre les agioteurs et les traitans. L'emprunt force se percevait beaucoup plus lentement qu'on ne l'avait cru. La repartition portait sur des bases extremement arbitraires, puisque l'emprunt devait etre frappe sur les classes les plus aisees; chacun reclamait, et chaque part de l'emprunt a percevoir occasionnait une contestation aux percepteurs. A peine un tiers etait rentre en deux mois. Quelques millions en numeraire et quelques milliards en papier avaient ete percus. Dans l'insuffisance de cette ressource, on avait eu encore recours au moyen extreme, laisse au gouvernement pour supplere a tous les autres, la planche aux assignats. Les emissions avaient ete portees depuis les deux derniers mois, a la somme inouie de 45 milliards: 20 milliards avaient a peine fourni 100 millions, car les assignats ne valaient plus que le deux-centieme de leur titre. Decidement le public n'en voulait plus du tout, car ils n'etaient plus bons a rien. Ils ne pouvaient servir au remboursement des creances, qui etait suspendu; ils ne pouvaient solder que la moitie des fermages et de l'impot, car l'autre moitie se payait en nature; ils etaient refuses dans les marches ou recus d'apres leur valeur reduite; enfin, on ne les prenait dans la vente des biens qu'au taux meme des marches, les encheres faisant toujours monter l'offre a proportion de l'avalissement du papier. On n'en pouvait donc faire aucun emploi capable de leur donner quelque valeur. Une emission dont on ne connaissait pas le terme, faisait prevoir encore des chiffres extraordinaires qui rendraient les sommes les plus modiques. Les milliards signifiaient tout au plus des millions. Cette chute, dont nous avons parle^[1] lorsqu'on refusa d'interdire les encheres dans la vente des biens, etait realisee.

[Footnote 1: Voyez tom. VIII, page 191 et suiv.]

Les esprits dans lesquels la revolution avait laisse ses prejuges, car tous les systemes et toutes les puissances en laissent, voulaient qu'on

relevat les assignats, en affectant une grande quantite de biens a leur hypothèque, et en employant des mesures violentes pour les faire circuler. Mais il n'y a rien au monde de plus impossible a retablir que la reputation d'une monnaie: il fallait donc renoncer aux assignats.

On se demande pourquoi on n'abolissait pas tout de suite le papier-monnaie, en le reduisant a sa valeur reelle, qui etait de 20 millions au plus, et en exigeant le paiement des impots et des biens nationaux, soit en numeraire, soit en assignats au cours? Le numeraire en effet reparaissait, et avec quelque abondance, surtout dans les provinces; ainsi c'etait une veritable erreur que de craindre sa rarete; car le papier comptait pour 200 millions dans la circulation: mais une autre raison empecha de renoncer au papier-monnaie. La seule richesse, il faut le dire toujours, consistait dans les biens nationaux. Leur vente ne paraissait ni assuree ni prochaine. Ne pouvant donc attendre que leur valeur vint spontanement au tresor par les ventes, il fallait la représenter d'avance en papier, et l'emettre pour la retirer ensuite; en un mot, il fallait depenser le prix avant de l'avoir recu. Cette necessite de depenser avant d'avoir vendu fit songer a la creation d'un nouveau papier.

Les cedules, qui etaient une hypothèque speciale sur chaque bien, entraînaient de longs delais, car il fallait qu'elles portassent l'enonciation de chaque domaine; d'ailleurs elles dependaient de la volonte du preneur, et ne levaient pas la veritable difficulte. On imagina un papier qui, sous le nom de mandats, representait une valeur fixe de bien. Tout domaine devait etre delivre sans enchere et sur simple proces-verbal, pour prix en mandats, egal a celui de 1790 (vingt-deux fois le revenu). On devait creer 2 milliards 400 millions de ces mandats, et leur affecter sur-le-champ 2 milliards 400 millions de biens, estimation de 1790. Ainsi, ces mandats ne pouvaient subir d'autre variation que celle des biens eux-memes, puisqu'ils en representaient une quantite fixe. Ils ne pouvaient pas a la verite se trouver au pair de l'argent, car les biens ne valaient pas ce qu'ils valaient en 1790; mais ils devaient avoir la valeur meme des biens.

On resolut d'employer une partie de ces mandats a retirer les assignats. La planche des assignats fut brisee le 30 pluviöse an IV (19 fevrier). 45 milliards 500 millions avaient ete emis. Par les differentes rentrees, soit de l'emprunt, soit de l'arriere, la quantite circulante avait ete reduite a 36 milliards, et devait l'etre bientot a 24. Ces 24 milliards, en les reduisant au trentieme, representaient 800 millions: on decreta qu'ils seraient echanges contre 800 millions de mandats, ce qui etait une liquidation de l'assignat au trentieme de sa valeur nominale; 400 millions de mandats devaient etre emis en outre pour le service public, et les 1,200 millions restans enfermes dans la caisse a trois cles, pour en sortir par decret, au fur et a mesure des besoins.

Cette creation des mandats etait une reimpression des assignats, avec un chiffre moindre, une autre denomination, et une valeur determinee par rapport aux biens. C'etait comme si on eut cree, outre les 24 milliards devant rester en circulation, 48 autres milliards, ce qui aurait fait 72; c'etait comme si on eut decide que ces 72 milliards seraient recus en paiement des biens, pour trente fois la valeur de 1790, ce qui supposait 2 milliards 400 millions de biens affectes en hypothèque. Ainsi, le chiffre etait reduit, le rapport aux biens fixe, et le nom change.

Les mandats furent crees le 26 ventöse (16 mars). Les biens durent etre

mis sur-le-champ en vente, et delivres aux porteurs de mandats sur simple proces-verbal. La moitie du prix devait etre payee dans la premiere decade, le reste dans trois mois. Les forets nationales etaient mises a part; et les 2 milliards 400 millions de biens etaient pris sur les biens de moins de trois cents arpens. Sur-le-champ on prit les mesures que necessite l'adoption d'un papier-monnaie. Le mandat etait la monnaie de la republique, tout devait etre paye en mandats. Les creances stipulees en numeraire, les baux, les fermages, les interets des capitaux, les impots, excepte l'impot arriere, les rentes sur l'etat, les pensions, les appointemens des fonctionnaires publics, durent etre payes en mandats. Il y eut de grandes discussions sur la contribution fonciere. Ceux qui prevoiaient que les mandats pourraient tomber comme l'assignat, voulaient que, pour assurer a l'etat une rentree certaine, on continuat de payer la contribution fonciere en nature. On leur objecta les difficultes de la perception, et on decida qu'elle aurait lieu en mandats, ainsi que celle des douanes, des droits d'enregistrement, de timbre, des postes, etc. On ne s'en tint pas la; on crut devoir accompagner la creation du nouveau papier des severites ordinaires qui accompagnent l'emploi des valeurs forcees; on declara que l'or et l'argent ne seraient plus consideres comme marchandises, et qu'on ne pourrait plus vendre le papier contre l'or, ni l'or contre le papier. Apres les experiences qu'on avait faites, cette mesure etait miserable. On venait d'en prendre en meme temps une autre qui ne l'etait pas moins, et qui nuisit dans l'opinion au directoire: ce fut la cloture de la Bourse. Il aurait du savoir que la cloture d'un marche public n'empechait pas qu'il s'en etablit des milliers ailleurs.

En faisant des mandats la monnaie nouvelle, et en les mettant partout a la place du numeraire, le gouvernement commettait une erreur grave. Meme en se soutenant, le mandat ne pouvait jamais egaler le taux de l'argent. Le mandat valait, si l'on veut, autant que la terre, mais il ne pouvait valoir davantage. Or, la terre ne valait pas la moitie du prix de 1790; un bien, meme patrimonial, de 100,000 francs, ne se serait pas paye 50,000 en argent. Comment 100,000 francs en mandats en auraient-ils valu 100,000 en numeraire? Il aurait donc fallu admettre au moins cette difference. Le gouvernement devait donc, independamment de toutes les autres causes de depreciation, trouver un premier mecompte provenant de la depreciation des biens.

On etait si presse, qu'on fit circuler des promesses de mandats, en attendant que les mandats eux-memes fussent prêts a etre emis. Sur-le-champ ces promesses circulerent a une valeur tres-inferieure a leur valeur nominale. On fut extremement alarme, et on se dit que le nouveau papier, duquel on esperait tant, allait tomber comme les assignats, et laisser la republique sans aucune ressource. Cependant il y avait une cause de cette chute anticipee, et on pouvait bientot la lever. Il fallait rediger des instructions a l'usage des administrations locales, pour regler les cas extremement compliques que ferait naitre la vente des biens sur simple proces-verbal; et ce travail exigeait beaucoup de temps et retardait l'ouverture des ventes. Pendant cet intervalle, le mandat tombait, et on disait que sa valeur baisserait si rapidement, que l'etat ne voudrait pas ouvrir les ventes et abandonner les biens pour une valeur nulle; qu'il allait arriver aux mandats ce qui etait arrive aux assignats; qu'ils se reduiraient successivement a rien, et qu'alors on les recevrait en paiement des biens, non a leur valeur d'emission, mais a leur valeur reduite. Les malveillans faisaient entendre ainsi que le nouveau papier etait un leurre, que jamais les biens ne seraient alienes, et que la republique voulait se les reserver comme un gage apparent et eternel de toutes les especes de papier

qu'il lui plairait d'emettre. Cependant les ventes s'ouvrirent. Les souscriptions furent nombreuses. Le mandat de 100 fr. etait tombe a 15 fr. Il remonta successivement a 30, 40, et en quelques lieux a 88 francs. On espera donc un instant le succes de la nouvelle operation.

C'etait au milieu des factions secretement conjurees contre lui que le directoire se livrait a ces travaux. Les agens de la royauté continuaient leurs secretes menees. La mort de Lemaitre ne les avait pas disperses. Brottier, acquitte, etait devenu le chef de l'agence. Duverne de Presle, Laville-Heurnois, Despommelles, s'etaient reunis a lui, et formaient secretement le comite royal. Ces miserables brouillons n'avaient pas plus d'influence que par le passe; ils intriguaient, demandaient de l'argent a grands cris, ecrivaient de nombreuses correspondances, et promettaient merveilles. Ils etaient toujours les intermediaires entre le pretendant et la Vendee, ou ils avaient de nombreux agens. Ils persistaient dans leurs idees, et voyant l'insurrection comprimée par Hoche, et prete a expirer sous ses coups, ils se confirmaient toujours davantage dans le systeme de tout faire a Paris, meme par un mouvement de l'interieur. Ils se vantaient, comme du temps de la convention, d'etre en rapport avec plusieurs deputes du nouveau tiers, et ils pretendaient qu'il fallait temporiser, travailler l'opinion par des journaux, deconsiderer le gouvernement, et tout preparer pour que les elections de l'annee suivante amenassent un nouveau tiers de deputes entierement contre-revolutionnaires. Ils se flattaient ainsi de detruire la constitution republicaine par les moyens de la constitution meme. Ce plan etait certainement le moins chimerique, et c'est celui qui donne l'idee la plus favorable de leur intelligence.

Les patriotes de leur cote preparaient des complots, mais autrement dangereux par les moyens qu'ils avaient a leur disposition. Chasses du Pantheon, condamnes tout a fait par le gouvernement, qui s'etait separe d'eux, et qui leur retirait leurs emplois, ils s'etaient declares contre lui, et etaient devenus ses ennemis irreconciliables. Se voyant poursuivis et observes avec un grand soin, ils n'avaient plus trouve d'autre ressource que de conspirer tres-secretement, et de maniere a ce que les chefs de la conspiration restassent tout a fait inconnus. Ils s'etaient choisis quatre pour former un directoire secret de salut public; Baboeuf et Drouet etaient du nombre. Le directoire secret devait communiquer avec douze agens principaux qui ne se connaissaient pas les uns les autres, et charges d'organiser des societies de patriotes dans tous les quartiers de Paris. Ces douze agens, agissant ainsi chacun de leur cote, avaient defense de nommer les quatre membres du directoire secret; ils devaient parler et se faire obeir au nom d'une autorite mysterieuse et supreme, qui etait instituee pour diriger les efforts des patriotes vers ce qu'ils appelaient le bonheur commun. De cette maniere les fils de la conspiration etaient presque insaisissables; car, en supposant qu'on en saisit un, les autres restaient toujours inconnus. Cette organisation s'etablit, en effet, comme l'avait projete Baboeuf; des societies de patriotes existaient dans tout Paris, et, par l'intermediaire des douze agens principaux, recevaient l'impulsion d'une autorite inconnue.

Baboeuf et ses collegues cherchaient quel serait le mode employe pour operer ce qu'ils appelaient la delivrance, et a qui on remettrait l'autorite, quand on aurait egorge le directoire, disperse les conseils, et mis le peuple en possession de sa souverainete. Ils se defiaient deja beaucoup trop des provinces et de l'opinion pour courir la chance d'une election, et appeler une assemblee nouvelle. Ils voulaient tout simplement en nommer une composee de jacobins d'elite, pris dans chaque

departement. Ils devaient faire ce choix eux-memes, et completer cette assemblee en y ajoutant tous les montagnards de l'ancienne convention qui n'avaient pas ete reelus. Encore ces montagnards ne leur semblaient pas donner de suffisantes garanties, car beaucoup avaient adhere, dans les derniers temps de la convention, a ce qu'ils appelaient les mesures liberticides, et avaient meme accepte des fonctions du directoire. Cependant ils avaient fini par tomber d'accord sur l'admission dans la nouvelle assemblee de soixante-huit d'entre eux, qui passaient pour les plus purs. Cette assemblee devait s'emparer de tous les pouvoirs, jusqu'a ce que le _bonheur commun_ fut assure.

Il fallait s'entendre avec les conventionnels non reelus, dont la plupart etaient a Paris. Baboeuf et Drouet entrerent en communication avec eux. Il y eut de grandes discussions sur le choix des moyens. Les conventionnels trouvaient trop extraordinaires ceux que proposait le directoire insurrecteur. Ils voulaient le retablissement de l'ancienne convention, avec l'organisation prescrite par la constitution de 1793. Enfin on s'entendit, et l'insurrection fut preparee pour le mois de floreal (avril-mai). Les moyens dont le directoire secret se proposait d'user, etaient vraiment effrayans. D'abord il s'etait mis en correspondance avec les principales villes de France, pour que la revolution fut simultanee et semblable partout. Les patriotes devaient partir de leurs quartiers en portant des guidons sur lesquels seraient ecrits ces mots: _Liberte, Egalite, Constitution de 1793, Bonheur commun_. Quiconque resisterait au peuple souverain serait mis a mort. On devait egorger les cinq directeurs, certains membres des cinq-cents, le general de l'armee de l'interieur; on devait s'emparer du Luxembourg, de la Tresorerie, du telegraphe, des arsenaux et du depot d'artillerie de Meudon. Pour engager le peuple a se soulever et ne plus _le payer de vaines promesses_, on devait obliger tous les habitans aises de loger, heberger et nourrir chaque homme qui aurait pris part a l'insurrection. Les boulangers, les marchands de vin seraient tenus de fournir du pain et des boissons au peuple, moyennant une indemnite que leur paierait la republique, et sous peine d'etre pendus a la lanterne en cas de refus. Tout soldat qui passerait du cote de l'insurrection aurait son equipement en propriete, recevrait une somme d'argent, et aurait la faculte de retourner dans ses foyers. On esperait gagner ainsi tous ceux qui servaient a regret. Quant aux soldats de metier qui avaient pris gout a la guerre, on leur donnait a piller les maisons des royalistes. Pour tenir les armees au complet, et remplacer ceux qui rentreraient dans leurs foyers, on se proposait d'accorder aux soldats des avantages tels, qu'on ferait lever spontanement une multitude de nouveaux volontaires.

On voit quelles combinaisons terribles et insensees avaient concues ces esprits desesperes. Ils designerent Rossignol, l'ex-general de la Vendee, pour commander l'armee parisienne d'insurrection. Ils avaient pratique des intelligences dans cette legion de police qui faisait partie de l'armee de l'interieur, et toute composee de patriotes, de gendarmes des tribunaux, d'anciens gardes-francaises. Elle se mutina en effet, mais trop tot, et fut dissoute par le directoire. Le ministre de la police Cochon, qui suivait les progres de la conspiration, qui lui fut denoncee par un officier de l'armee de l'interieur qu'on avait voulu enroller, la laissa se continuer pour en saisir tous les fils. Le 20 floreal (9 mai), Baboeuf, Drouet, et les autres chefs et agens devaient se reunir rue Bleue, chez un menuisier. Des officiers de police, apostes dans les environs, saisirent les conspirateurs, et les conduisirent sur-le-champ en prison. On arreta en outre les ex-conventionnels Laignelot, Vadier, Amar, Ricard, Choudieu, le Piemontais Buonarrotti,

l'ex-membre de l'assemblée législative Antonelle, Pelletier (de Saint-Fargeau), frère de celui qui avait été assassiné. On demanda aussitôt aux deux conseils la mise en accusation de Drouet, qui était membre des cinq-cents, et on les envoya tous devant la haute cour nationale, qui n'était pas encore organisée, et qu'on se mit à organiser sur-le-champ. Baboeuf, dont la morgue égalait le fanatisme, écrivit au directoire une lettre singulière, et qui peignait le délire de son esprit. "Je suis une puissance, écrivait-il aux cinq directeurs; ne craignez donc pas de traiter avec moi d'égal à égal. Je suis le chef d'une secte formidable que vous ne détruirez pas en m'envoyant à la mort, et qui, après mon supplice, n'en sera que plus irritée et plus dangereuse. Vous n'avez qu'un seul fil de la conspiration; ce n'est rien d'avoir arrêté quelques individus; les chefs renaîtront sans cesse. Épargnez-vous de verser du sang inutile; vous n'avez pas encore fait beaucoup d'éclat, n'en faites pas davantage, traitez avec les patriotes; ils se souviennent que vous fûtes autrefois des républicains sincères; ils vous pardonneront, si vous voulez concourir avec eux au salut de la république."

Le directoire ne fit aucun cas de cette lettre extravagante, et ordonna l'instruction du procès. Cette instruction devait être longue, car on voulait procéder dans toutes les formes. Ce dernier acte de vigueur acheva de consolider le directoire dans l'opinion générale. La fin de l'hiver approchait; les factions étaient surveillées et contenues; l'administration était dirigée avec zèle et avec soin; le papier-monnaie renouvelé donnait seul des inquiétudes; il avait fourni cependant des ressources momentanées pour faire les premiers préparatifs de la campagne qui allait s'ouvrir. En effet, la saison des opérations militaires était arrivée. Le ministère anglais, toujours astucieux dans sa politique, avait tenté auprès du gouvernement français la démarche dont l'opinion publique lui faisait un devoir. Il avait chargé son agent en Suisse, Wickam, d'adresser des questions insignifiantes au ministre de France, Barthelemy. Cette ouverture, faite le 17 ventose (7 mars 1796), avait pour but de demander si la France était disposée à la paix, si elle consentirait à un congrès pour en discuter les conditions, si elle voulait faire connaître à l'avance les bases principales sur lesquelles elle était résolue à traiter. Une pareille démarche n'était qu'une vaine satisfaction donnée par Pitt à sa nation, afin d'être autorisée par un refus de la France à demander de nouveaux sacrifices. Si en effet Pitt avait été sincère, il n'aurait pas chargé de cette ouverture un agent sans pouvoirs; il n'aurait pas demandé un congrès européen, qui, par la complication des questions, ne pouvait rien terminer, et que la France d'ailleurs avait déjà refusé à l'Autriche par l'intermédiaire du Danemark; enfin il n'aurait pas demandé sur quelles bases la négociation devait s'ouvrir, puisqu'il savait que, d'après la constitution, les Pays-Bas étaient devenus partie du territoire français, et que le gouvernement actuel ne pouvait consentir à les en détacher. Le directoire, qui ne voulait pas être pris pour dupe, fit répondre à Wickam que ni la forme ni l'objet de cette démarche n'étaient de nature à faire croire à sa sincérité; que, du reste, pour démontrer ses intentions pacifiques, il consentait à faire une réponse à des questions qui n'en méritaient pas, et qu'il déclarait vouloir traiter sur les bases seules fixées par la constitution. C'était annoncer d'une manière définitive que la France ne renoncerait jamais à la Belgique. La lettre du directoire, écrite avec convenance et fermeté, fut aussitôt publiée avec celle de Wickam. C'était le premier exemple d'une diplomatie franche et ferme sans jactance.

Chacun approuva le directoire, et de part et d'autre on se prépara en

Europe a recommencer les hostilités. Pitt demanda au parlement un nouvel emprunt de 7 millions sterling, et il s'efforça d'en négocier un autre de 3 millions pour l'empereur. Il avait beaucoup travaillé auprès du roi de Prusse pour le tirer de sa neutralité et le faire rentrer dans la lutte; il lui offrit des fonds, et lui représenta qu'arrivant à la fin de la guerre, lorsque tous les partis étaient épuisés, il aurait une supériorité assurée. Le roi de Prusse, ne voulant pas retomber dans ses premières fautes, ne se laissa pas abuser et persista dans sa neutralité. Une partie de son armée, stationnée en Pologne, veillait à l'incorporation des nouvelles conquêtes; l'autre, rangée le long du Rhin, était prête à défendre la ligne de neutralité contre celle des puissances qui la violerait, et à prendre sous sa protection ceux des états de l'Empire qui réclameraient la médiation prussienne. La Russie, toujours féconde en promesses, n'envoyait pas encore de troupes, et s'occupait à organiser la part de territoire qui lui était échue en Pologne.

L'Autriche, enflée de ses succès à la fin de la campagne précédente, se préparait à la guerre avec ardeur, et se livrait aux espérances les plus presomptueuses. Le général auquel elle devait ce léger retour de fortune, avait cependant été destitué, malgré tout l'éclat de sa gloire. Clerfayt, ayant déplu au conseil aulique, fut remplacé dans le commandement de l'armée du Bas-Rhin par le jeune archiduc Charles, dont on espérait beaucoup sans cependant prévoir encore ses talents. Il avait montré dans les campagnes précédentes les qualités d'un bon officier. Wurmser commandait toujours l'armée du Haut-Rhin. Pour décider le roi de Sardaigne à continuer la guerre, on avait envoyé un renfort considérable à l'armée impériale qui se battait en Piémont; et on lui avait donné le général Beaulieu, qui s'était acquis beaucoup de réputation dans les Pays-Bas. L'Espagne, commençant à jouir de la paix, était attentive à la nouvelle lutte qui allait s'ouvrir, et, maintenant mieux éclairée sur ses véritables intérêts, faisait des vœux pour la France.

Le directoire, zélé comme un gouvernement nouveau, et jaloux d'illustrer son administration, méditait de grands projets. Il avait mis ses armées dans un état de force respectable; mais il n'avait pu que leur envoyer des hommes, sans leur fournir les approvisionnements nécessaires. Toute la Belgique avait été mise à contribution pour nourrir l'armée de Sambre-et-Meuse; des efforts extraordinaires avaient été faits pour faire vivre celle du Rhin au milieu des Vosges. Cependant on n'avait pu ni leur procurer des moyens de transport, ni remonter leur cavalerie. L'armée des Alpes avait vécu des magasins pris aux Autrichiens après la bataille de Loano; mais elle n'était ni vêtue, ni chaussée, et le pré était arriéré. La victoire de Loano était ainsi demeurée sans résultat. Les armées des provinces de l'Ouest se trouvaient, grâce aux soins de Hoche, dans un meilleur état que toutes les autres, sans être cependant pourvues de tout ce dont elles avaient besoin. Mais, malgré cette pénurie, nos armées, habituées à souffrir, à vivre d'expédients, et d'ailleurs aguerries par leurs belles campagnes, étaient disposées à de grandes choses.

Le directoire méditait, disons-nous, de vastes projets. Il voulait finir dès le printemps la guerre de la Vendée, et prendre ensuite l'offensive sur tous les points. Son but était de porter les armées du Rhin en Allemagne pour bloquer et assiéger Mayence, achever la soumission des princes de l'Empire, isoler l'Autriche, transporter le théâtre de la guerre au sein des états héréditaires, et faire vivre ses troupes aux dépens de l'ennemi dans les riches vallées du Mein et du Neckar. Quant à l'Italie, il nourrissait de plus vastes pensées encore, suggérées par le

general Bonaparte. Comme on n'avait pas profite de la victoire de Loano, il fallait, suivant ce jeune officier, en remporter une seconde, decider le roi de Piemont a la paix, ou lui enlever ses etats, franchir ensuite le Po, et venir enlever a l'Autriche le plus beau fleuron de sa couronne, la Lombardie. La etait le theatre des operations decisives; la on allait porter les coups les plus sensibles a l'Autriche, conquerir des equivalents pour payer les Pays-Bas, decider la paix, et peut-etre affranchir la belle Italie. D'ailleurs on allait nourrir et restaurer la plus pauvre de nos armees, au milieu de la contree la plus fertile de la terre.

Le directoire, s'arretant a ces idees, fit quelques changemens dans le commandement de ses armees. Jourdan conserva le commandement qu'il avait si bien merite a la tete de l'armee de Sambre-et-Meuse. Pichegru, qui avait trahi sa patrie, et dont le crime etait deja soupconne, fut remplace par Moreau, qui commandait en Hollande. On offrit a Pichegru l'ambassade en Suede, qu'il refusa. Beurnonville, venu recemment de captivite, remplace Moreau dans le commandement de l'armee francaise en Hollande. Scherer, dont on etait mecontent pour n'avoir pas su profiter de la victoire de Loano, fut remplace. On voulait un jeune homme entreprenant pour essayer une campagne hardie. Bonaparte, qui s'etait deja distingue a l'armee d'Italie, qui d'ailleurs paraissait si penetrer des avantages d'une marche au-dela des Alpes, parut l'homme le plus propre a remplacer Scherer. Il fut promu du commandement de l'armee de l'interieur a celui de l'armee d'Italie. Il partit sur-le-champ pour se rendre a Nice. Plein d'ardeur et de joie, il dit en partant, que dans un mois il serait a Milan ou a Paris. Cette ardeur paraissait temeraire; mais chez un jeune homme, et dans une entreprise hasardeuse, elle etait de bon augure.

Des changemens pareils furent operes dans les trois armees qui gardaient les provinces insurgees. Hoche, mande a Paris pour concerter avec le directoire un plan qui mit fin a la guerre civile, y avait obtenu la plus juste faveur, et recu les plus grands temoignages d'estime. Le directoire, reconnaissant la sagesse de ses plans, les avait tous approuves; et pour que personne n'en put contrarier l'execution, il avait reuni les trois armees des cotes de Cherbourg, des cotes de Brest et de l'Ouest, en une seule, sous le titre d'armee des cotes de l'Ocean, et lui en avait donne le commandement superieur. C'etait la plus grande armee de la republique, car elle s'elevait a cent mille hommes, s'etendait sur plusieurs provinces, et exigeait dans le chef une reunion de pouvoirs civils et militaires tout a fait extraordinaires. Un commandement aussi vaste etait la plus grande preuve de confiance qu'on put donner a un general. Hoche la meritait certainement. Possedant a vingt-sept ans une reunion de qualites militaires et civiles, qui deviennent souvent dangereuses a la liberte, nourrissant meme une grande ambition, il n'avait pas cette coupable audace d'esprit qui peut porter un capitaine illustre a ambitionner plus que la qualite de citoyen; il etait republicain sincere, et egalait Jourdan en patriotisme et en probite. La liberte pouvait applaudir sans crainte a ses succes, et lui souhaiter des victoires.

Hoche n'avait guere passe qu'un mois a Paris. Il etait retourne sur-le-champ dans l'Ouest, afin d'avoir acheve la pacification de la Vendee a la fin de l'hiver ou au commencement du printemps. Son plan de desarmement et de pacification fut redige en articles, et converti en arrete par le directoire. Il etait convenu, d'apres ce plan, qu'un cordon de desarmement envelopperait toutes les provinces insurgees, et les parcourrait successivement. En attendant leur complete pacification,

elles étaient soumises au régime militaire. Toutes les villes étaient déclarées en état de siège. Il était reconnu en principe que l'armée devait vivre aux dépens du pays insurgé; par conséquent Hoche était autorisé à percevoir l'impôt et l'emprunt force soit en nature, soit en espèces, comme il lui conviendrait, et à former des magasins et des caisses pour l'entretien de l'armée. Les villes auxquelles les campagnes faisaient la guerre des subsistances, en cherchant à les affamer, devaient être approvisionnées militairement par des colonnes attachées aux principales d'entre elles. Le pardon était accordé à tous les rebelles qui déposeraient leurs armes. Quant aux chefs, ceux qui seraient pris les armes à la main devaient être fusillés; ceux qui se soumettraient seraient ou détenus ou en surveillance dans des villes désignées, ou conduits hors de France. Le directoire, approuvant le projet de Hoche, qui consistait à pacifier d'abord la Vendée avant de songer à la Bretagne, l'autorisait à terminer ses opérations sur la rive gauche de la Loire, avant de ramener ses troupes sur la rive droite. Dès que la Vendée serait entièrement soumise, une ligne de désarmement devait embrasser toute la Bretagne, depuis Granville jusqu'à la Loire, et s'avancer ainsi, en parcourant la péninsule bretonne, jusqu'à l'extrémité du Finistère. C'était à Hoche à fixer le moment où ces provinces, lui paraissant soumises, seraient affranchies du régime militaire et rendues au système constitutionnel.

Hoche, arrivé à Angers vers la fin de nivose (mi-janvier), trouva ses opérations fort dérangées par son absence. Le succès de son plan, dépendant surtout de la manière dont il serait exécuté, exigeait indispensablement sa présence. Le général Willot l'avait mal suppléé. La ligne de désarmement faisait peu de progrès. Charette l'avait franchie, et avait repassé sur les derrières. Le système régulier d'approvisionnement étant mal suivi, et l'armée ayant souvent manqué du nécessaire, elle s'était livrée de nouveau à l'indiscipline, et avait commis des actes capables d'aliéner les habitants. Sapinaud, après avoir fait, comme on l'a vu, une tentative hostile sur Montaigu, avait obtenu du général Willot une paix ridicule, à laquelle Hoche ne pouvait pas consentir. Enfin Stofflet, jouant toujours le prince, et Bernier le premier ministre, se renforçaient des déserteurs qui abandonnaient Charette, et faisaient des préparatifs secrets. Les villes de Nantes et d'Angers manquaient de vivres. Les patriotes réfugiés des pays environnants s'y étaient amassés, et se livraient, dans des clubs, à des déclamations furibondes et dignes des jacobins. Enfin on répandait que Hoche n'avait été rappelé à Paris que pour perdre son commandement. Les uns le disaient destitué comme royaliste, les autres comme jacobin.

Son retour dissipa tous les bruits, et répara les maux causés par son absence. Il fit recommencer le désarmement, remplir les magasins, approvisionner les villes; il les déclara toutes en état de siège; et, autorisé des lors à y exercer la dictature militaire, il ferma les clubs jacobins formés par les réfugiés, et surtout une société connue à Nantes sous le titre de Chambre ardente. Il refusa de ratifier la paix accordée à Sapinaud; il fit occuper son pays, et lui laissa à lui la faculté de sortir de France, ou de courir les bois, sous peine d'être fusillé s'il était pris. Il fit resserrer Stofflet plus étroitement que jamais, et recommença les poursuites contre Charette. Il confia à l'adjudant-général Travot, qui joignait à une grande intrépidité toute l'activité d'un partisan, le soin de poursuivre Charette avec plusieurs colonnes d'infanterie légère et de cavalerie, de manière à ne lui laisser ni repos, ni espoir.

Charette, en effet, poursuivi jour et nuit, n'avait plus aucun moyen

d'échapper. Les habitans du Marais, desarmes, surveilles, ne pouvaient plus lui être d'aucun secours. Ils avaient livré déjà plus de sept mille fusils, quelques pièces de canon, quarante barils de poudre, et ils étaient dans l'impossibilité de reprendre les armes. L'auraient-ils pu d'ailleurs, ils ne l'auraient pas voulu, parce qu'ils se sentaient heureux du repos dont ils jouissaient, et qu'ils craignaient de s'exposer à de nouvelles devastations. Les paysans venaient dénoncer aux officiers républicains les chemins où Charette passait, les retraites où il allait reposer un instant sa tête; et quand ils pouvaient s'emparer de quelques-uns de ceux qui l'accompagnaient, ils les livraient à l'armée. Charette, à peine escorté d'une centaine de serviteurs dévoués, et suivi de quelques femmes qui servaient à ses plaisirs, ne songeait pas cependant à se rendre. Plein de défiance, il faisait quelquefois massacrer ses hôtes, quand il craignait d'en être trahi. Il fit, dit-on, mettre à mort un curé qu'il soupçonnait de l'avoir dénoncé aux républicains. Travot le rencontra plusieurs fois, lui tua une soixantaine d'hommes, plusieurs de ses officiers, et entre autres son frère. Il ne lui resta plus que quarante ou cinquante hommes.

Pendant que Hoche le faisait harceler sans relâche, et poursuivait son projet de désarmement, Stofflet se voyait avec effroi entouré de toutes parts, et sentait bien que Charette, Sapinaud, détruits, et tous les chouans soumis, on ne souffrirait pas long-temps l'espèce de principauté qu'il s'était arrogée dans le Haut-Anjou. Il pensa qu'il ne fallait pas attendre, pour agir, que tous les royalistes fussent exterminés; alléguant pour prétexte un règlement de Hoche, il leva de nouveau l'étendard de la révolte, et reprit les armes. Hoche était en ce moment sur les bords de la Loire, et il fallait se rendre dans le Calvados pour juger de ses yeux l'état de la Normandie et de la Bretagne. Il ajourna aussitôt son départ, et fit ses préparatifs pour enlever Stofflet avant que sa révolte put acquérir quelque importance. Hoche, du reste, était charmé que Stofflet lui fournit lui-même l'occasion de rompre la pacification. Cette guerre l'embarrassait peu, et lui permettait de traiter l'Anjou comme le Marais et la Bretagne. Il fit partir ses colonnes de plusieurs points à la fois, de la Loire, du Layon et de la Sevre Nantaise. Stofflet, assailli de tous les côtés, ne put tenir nulle part. Les paysans de l'Anjou étaient encore plus sensibles aux douceurs de la paix que ceux du Marais; ils n'avaient point répondu à l'appel de leur ancien chef, et l'avaient laissé commencer la guerre avec les mauvais sujets du pays et les émigrés dont son camp était rempli. Deux rassemblements qu'il avait formés furent dispersés, et lui-même se vit obligé de courir, comme Charette, à travers les bois. Mais il n'avait ni l'opiniâtreté, ni la dextérité de ce chef, et son pays n'était pas aussi heureusement disposé pour cacher une troupe de maraudeurs. Il fut livré par ses propres affidés. Attiré dans une ferme, sous prétexte d'une conférence, il fut saisi, garrotté et abandonné aux républicains. On assure que son fidèle ministre, l'abbé Bernier, prit part à cette trahison. La prise de ce chef était d'une grande importance par l'effet moral qu'elle devait produire sur ces contrées. Il fut conduit à Angers, et après avoir subi un interrogatoire, il fut fusillé le 7 ventose (26 février), en présence d'un peuple immense.

Cette nouvelle causa une joie des plus vives, et fit presager que bientôt la guerre civile finirait dans ces malheureuses contrées. Hoche, au milieu des soins si pénibles de ce genre de guerre, était abreuvé de dégoûts de toute espèce. Les royalistes l'appelaient naturellement un scélérat, un buveur de sang, quoiqu'il s'appliquât à les détruire par les voies les plus loyales; mais les patriotes eux-mêmes le tourmentaient de leurs calomnies. Les réfugiés de la Vendée et de la

Bretagne, dont il reprimait les fureurs, et dont il contrariait la paresse, en cessant de les nourrir des qu'il y avait sureté pour eux sur leurs terres, le denoncaient au directoire. Les administrations des villes qu'il mettait en état de siege, reclamaient contre l'établissement du système militaire, et le denoncaient aussi. Des communes soumises a des amendes, ou a la perception militaire de l'impôt, se plaignaient a leur tour. C'était un concert continu de plaintes et de reclamations. Hoche, dont le caractère était irritable, fut plusieurs fois poussé au desespoir, et demanda formellement sa demission. Mais le directoire la refusa, elle consola par de nouveaux témoignages d'estime et de confiance. Il lui fit un don national de deux beaux chevaux, don qui n'était pas seulement une recompense, mais un secours indispensable. Ce jeune general, qui aimait les plaisirs, qui était a la tête d'une armée de cent mille hommes, et qui disposait du revenu de plusieurs provinces, manquait cependant quelquefois du nécessaire. Ses appointemens payés en papier, se reduisaient a rien. Il manquait de chevaux, de selles, de brides, et il demandait l'autorisation de prendre, en les payant, six selles, six brides, des fers de cheval, quelques bouteilles de rhum, et quelques pains de sucre, dans les magasins laissés par les Anglais a Quiberon: exemple admirable de delicatesses, que nos generaux republicains donnerent souvent, et qui allait devenir tous les jours plus rare, a mesure que nos invasions allaient s'étendre, et que nos mœurs guerrieres allaient se corrompre par l'effet des conquêtes et des mœurs de cour!

Encouragé par le gouvernement, Hoche continua ses efforts pour finir son ouvrage dans la Vendée. La pacification complete ne dependait plus que de la prise de Charette. Ce chef, réduit aux abois, fit demander a Hoche la permission de passer en Angleterre. Hoche y consentit, d'après l'autorisation qu'il en trouvait dans l'arrete du directoire, relatif aux chefs qui feraient leur soumission. Mais Charette n'avait fait cette demande que pour obtenir un peu de repit, et il n'en voulait pas profiter. De son cote, le directoire ne voulait pas faire grace a Charette, parce qu'il pensait a que ce chef fameux serait toujours un épouvantail pour la contree. Il écrivit a Hoche de ne lui accorder aucune transaction. Mais lorsque Hoche recut ces nouveaux ordres, Charette avait déjà déclaré que sa demande n'était qu'une feinte pour obtenir quelques momens de repos, et qu'il ne voulait pas du pardon des republicains. Il s'était mis de nouveau a courir les bois.

Charette ne pouvait pas échapper plus longtemps aux republicains. Poursuivi a la fois par des colonnes d'infanterie et de cavalerie, observé par des troupes de soldats déguisés, dénoncé par les habitans, qui voulaient sauver leur pays de la devastation, traqué dans les bois comme une bête fauve, il tomba le 2 germinal (22 mars) dans une embuscade qui lui fut tendue par Travot. Arme jusqu'aux dents, et entouré de quelques braves qui s'efforçaient de le couvrir de leurs corps, il se défendit comme un lion, et tomba enfin frappé de plusieurs coups de sabre. Il ne voulut remettre son épée qu'au brave Travot, qui le traita avec tous les égards dus a un si grand courage. Il fut conduit au quartier republicain, et admis a table auprès du chef de l'état-major Hedouville. Il s'entretint avec une grande serenité, et ne montra nulle affliction du sort qui l'attendait. Traduit d'abord a Angers, il fut ensuite transporté a Nantes, pour y terminer sa vie aux memes lieux qui avaient été témoins de son triomphe. Il subit un interrogatoire auquel il répondit avec beaucoup de calme et de convenance. On le questionna sur les prétendus articles secrets du traité de La Jaunaye, et il avoua qu'il n'en existait point. Il ne chercha ni a pallier sa conduite, ni a excuser ses motifs; il avoua qu'il était serviteur de la royauté, et

qu'il avait travaillé de toutes ses forces à renverser la république. Il montra de la dignité et une grande impassibilité. Conduit au supplice au milieu d'un peuple immense, qui n'était point assez généreux pour lui pardonner les maux de la guerre civile, il conserva toute son assurance. Il était tout sanglant; il avait perdu trois doigts dans son dernier combat, et portait le bras en écharpe. Sa tête était enveloppée d'un mouchoir. Il ne voulut ni se laisser bander les yeux, ni se mettre à genoux. Resté debout, il détacha son bras de son écharpe, et donna le signal. Il tomba mort sur-le-champ. C'était le 9 germinal (29 mars.) Ainsi finit cet homme célèbre, dont l'indomptable courage causa tant de maux à son pays, et méritait de s'illustrer dans une autre carrière. Compromis par la dernière tentative de débarquement qui avait été faite sur ses côtes, il ne voulut plus reculer, et finit en désespéré. Il exhala, dit-on, un vif ressentiment contre les princes qu'il avait servis, et dont il se regardait comme abandonné.

La mort de Charette causa autant de joie que la plus belle victoire sur les Autrichiens. Sa mort décidait la fin de la guerre civile. Hoche, croyant n'avoir plus rien à faire dans la Vendée, en retira le gros de ses troupes, pour les porter au-delà de la Loire, et désarmer la Bretagne. Il y laissa néanmoins des forces suffisantes pour réprimer les brigandages isolés, qui suivent d'ordinaire les guerres civiles, et pour achever le désarmement du pays. Avant de passer en Bretagne, il eut à comprimer un mouvement de révolte qui éclata dans le voisinage de l'Anjou, vers le Berry. Ce fut l'occupation de quelques jours; il se porta ensuite avec vingt mille hommes en Bretagne, et, fidèle à son plan, l'embrassa d'un vaste cordon de la Loire à Granville. Les malheureux chouans ne pouvaient pas tenir contre un effort aussi grand et aussi bien concerté; Scepeaux, entre la Vilaine et la Loire, demanda le premier à se soumettre. Il remit un nombre considérable d'armes. À mesure qu'ils étaient refoulés vers l'Océan, les chouans devenaient plus opiniâtres. Privés de munitions, ils se battaient corps à corps, à coups de poignard et de baïonnette. Enfin on les accula tout à fait à la mer. Le Morbihan, qui depuis long-temps s'était séparé de Puisaye, rendit ses armes. Les autres divisions suivirent cet exemple les unes après les autres. Bientôt toute la Bretagne fut soumise à son tour, et Hoche n'eut plus qu'à distribuer ses cent mille hommes en une multitude de cantonnements pour surveiller le pays, et les faire vivre plus aisément. Le travail qui lui restait à faire ne consistait plus qu'en des soins d'administration et de police; il lui fallait quelques mois encore d'un gouvernement doux et habile pour calmer les haines, et rétablir la paix. Malgré les cris furieux de tous les partis, Hoche était craint, cheri, respecté dans la contrée, et les royalistes commençaient à pardonner à une république si dignement représentée. Le clergé surtout, dont il avait su capter la confiance, lui était entièrement dévoué, et le tenait exactement instruit de ce qu'il avait intérêt à connaître. Tout présageait la paix et la fin d'horribles calamités. L'Angleterre ne pouvait plus compter sur les provinces de l'Ouest pour attaquer la république dans son propre sein. Elle voyait, au contraire, dans ces pays cent mille hommes, dont cinquante mille devenaient disponibles, et pouvaient être employés à quelque entreprise fatale pour elle. Hoche, en effet, nourrissait un grand projet, qu'il réservait pour le milieu de la belle saison. Le gouvernement, charmé des services qu'il venait de rendre, et voulant le dédommager de la tâche dégoûtante qu'il avait su remplir, fit déclarer pour lui, comme pour les armées qui remportaient de grandes victoires, que l'armée de l'Océan et son chef avaient bien mérité de la patrie. Ainsi la Vendée était pacifiée dès le mois de germinal, avant qu'aucune des armées fut entrée en campagne. Le directoire pouvait se livrer sans inquiétude à ses grandes opérations,

et tirer meme des cotes de l'Ocean d'utiles renforts.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE 1796.---CONQUETE DU PIEMONTE ET DE LA LOMBARDIE PAR LE GENERAL BONAPARTE. BATAILLE DE MONTENOTTE, MILLESIMO. PASSAGE DU PONT DE LODI. ETABLISSEMENT ET POLITIQUE DES FRANCAIS EN ITALIE.---OPERATIONS MILITAIRES DANS LE NORD.---PASSAGE DU RHIN PAR LES GENERAUX JOURDAN ET MOREAU. BATAILLE DE RADSTADT ET D'ETTLINGEN.--L'ARMEE D'ITALIE PREND SES POSITIONS SUR L'ADIGE ET SUR LE DANUBE.

La cinquieme campagne de la liberte allait commencer; elle devait s'ouvrir sur les plus beaux theatres militaires de l'Europe, sur les plus varies en obstacles, en accidens, en ligues de defense ou d'attaque. C'etaient, d'une part, la grande vallee du Rhin et les deux vallees transversales du Mein et du Necker; de l'autre, les Alpes, le Po, la Lombardie. Les armees qui allaient entrer en ligne etaient les plus aguerries que jamais on eut vues sous les armes; elles etaient assez nombreuses pour remplir le terrain sur lequel elles devaient agir, mais pas assez pour rendre les combinaisons inutiles et reduire la guerre a une simple invasion. Elles etaient commandees par de jeunes generaux, libres de toute routine, affranchis de toute tradition, mais instruits cependant, et exaltes par de grands evenemens. Tout se reunissait donc pour rendre la lutte opiniatre, variee, feconde en combinaisons, et digne de l'attention des hommes.

Le projet du gouvernement francais, comme on l'a vu, etait d'envahir l'Allemagne pour faire vivre ses armees en pays ennemi, pour detacher les princes de l'Empire, investir Mayence, et menacer les Etats hereditaires. Il voulait en meme temps essayer une tentative hardie en Italie pour y nourrir ses armees et arracher cette riche contree a l'Autriche.

Deux belles armees, de soixante-dix a quatre-vingt mille hommes chacune, etaient donnees sur le Rhin a deux generaux celebres. Une trentaine de mille soldats affames etaient confies a un jeune homme inconnu, mais audacieux, pour tenter la fortune au-dela des Alpes.

Bonaparte arriva au quartier-general a Nice le 6 germinal an IV (26 mars). Tout s'y trouvait dans un etat deplorable. Les troupes y etaient reduites a la derniere misere. Sans habits, sans souliers, sans paie, quelquefois sans vivres, elles supportaient cependant leurs privations avec un rare courage. Grace a cet esprit industrieux qui caracterise le soldat francais, elles avaient organise la maraude, et descendaient alternativement et par bandes dans les campagnes de Piemont pour s'y procurer des vivres. Les chevaux manquaient absolument a l'artillerie. Pour nourrir la cavalerie, on l'avait transportee en arriere sur les bords du Rhone. Le trentieme cheval et l'emprunt force n'etaient pas encore leves dans le Midi, a cause des troubles. Bonaparte avait recu pour toute ressource deux mille louis en argent, et un million en traites, dont une partie fut protestee. Pour suppléer a tout ce qui manquait, on negociait avec le gouvernement genois, afin d'en obtenir quelques ressources. On n'avait pas encore recu de satisfaction pour l'attentat commis sur la fregate la Modeste, et en reparation de cette violation de neutralite, on demandait au senat de Genes de consentir un emprunt et de livrer aux Francais la forteresse de Gavi, qui commande la route de Genes a Milan. On exigeait aussi le rappel des familles

genoises, expulsees pour leur attachement a la France. Telle etait la situation de l'armee lorsque Bonaparte y arriva.

Elle presentait un tout autre aspect, sous le rapport des hommes. C'etaient pour la plupart des soldats accourus aux armees a l'epoque de la levee en masse, instruits, jeunes, habitues aux privations, et aguerris par des combats de geans, au milieu des Pyrenees et des Alpes. Les generaux avaient les qualites des soldats. Les principaux etaient Massena, jeune Nissard, d'un esprit inculte, mais precis et lumineux au milieu des dangers, et d'une tenacite indomptable; Augereau, ancien maitre d'armes, qu'une grande bravoure et l'art d'entraîner les soldats avaient porte aux premiers grades; Laharpe, Suisse expatrie, reunissant l'instruction au courage; Serrurier, ancien major, methodique et brave; enfin Berthier, que son activite, son exactitude a soigner les details, son savoir geographique, sa facilite a mesurer de l'oeil l'etendue d'un terrain ou la force numerique d'une colonne, rendaient eminentement propre a etre un chef d'etat-major utile et commode.

Cette armee avait ses depots en Provence; elle etait rangee le long de la chaine des Alpes; se liant par sa gauche avec celle de Kellermann, gardant le col de Tende, et se prolongeant vers l'Apennin. L'armee active s'elevait au plus a trente-six mille hommes. La division Serrurier etait a Garessio, au-dela de l'Apennin, pour surveiller les Piemontais dans leur camp retranche de Ceva. Les divisions Augereau, Massena, Laharpe, formant une masse d'environ trente mille hommes, etaient en-deca de l'Apennin.

Les Piemontais, au nombre de vingt ou vingt-deux mille hommes, sous les ordres de Colli, campaient a Geva, sur les revers des monts. Les Autrichiens, au nombre de trente-six ou trente-huit mille, s'avancaient par les routes de la Lombardie vers Genes. Beaulieu, qui les commandait, s'etait fait remarquer dans les Pays-Bas. C'etait un vieillard que distinguait une ardeur de jeune homme. L'ennemi pouvait donc opposer environ soixante mille soldats aux trente mille que Bonaparte avait a mettre en ligne; mais les Autrichiens et les Piemontais etaient peu d'accord. Suivant l'ancien plan, Colli voulait couvrir le Piemont; Beaulieu voulait se maintenir en communication avec Genes et les Anglais.

Telle etait la force respective des deux partis. Quoique Bonaparte se fut deja fait connaitre a l'armee d'Italie, on le trouvait bien jeune pour la commander. Petit, maigre, sans autre apparence que des traits romains, et un regard fixe et vif, il n'avait dans sa personne et sa vie passee rien qui put imposer aux esprits. On le recut sans beaucoup d'empressement. Massena lui en voulait deja pour s'etre empare de l'esprit de Dumerbion en 1794. Bonaparte tint a l'armee un langage energique. "Soldats, dit-il, vous etes mal nourris et presque nus. Le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre patience, votre courage vous honorent, mais ne vous procurent ni avantage ni gloire. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de courage?" L'armee accueillit ce langage avec plaisir: de jeunes generaux qui avaient tous leur fortune a faire, des soldats aventureux et pauvres, ne demandaient pas mieux que de voir les belles contrees qu'on leur annoncait. Bonaparte fit un arrangement avec un fournisseur, et procura a ses soldats une partie du pret qui etait arriere. Il distribua a chacun de ses generaux quatre louis en or, ce qui montre quel etait alors l'etat des fortunes. Il transporta

ensuite son quartier-general a Albenga, et fit marcher toutes les administrations le long du littoral, sous le feu des canonnières anglaises.

Le plan a suivre etait le meme qui s'etait offert l'annee precedente a la bataille de Loano. Penetrer par le col le plus bas de l'Apennin, separer les Piemontais des Autrichiens en appuyant fortement sur leur centre, telle fut l'idee fort simple que Bonaparte concut a la vue des lieux. Il commencait les operations de si bonne heure, qu'il avait l'espoir de surprendre les ennemis et de les jeter dans le desordre. Cependant il ne put les prevenir. Avant qu'il arrivat, on avait pousse le general Cervoni sur Voltri, tout pres de Genes, pour intimider le senat de cette ville et l'obliger a consentir aux demandes du directoire. Beaulieu, craignant le resultat de cette demarche, se hata d'entrer en action, et porta son armee sur Genes, partie sur un versant de l'Apennin, partie sur l'autre. Le plan de Bonaparte restait donc executable, a l'intention pres de surprendre les Autrichiens. Plusieurs routes conduisaient du revers de l'Apennin sur son versant maritime: d'abord celle qui aboutit par la Bocchetta a Genes, puis celle d'Acqui, et Dego, qui traverse l'Apennin au col de Montenotte, et debouche dans le bassin de Savone. Beaulieu laissa son aile droite a Dego, porta son centre sous d'Argenteau, au col de Montenotte, et se dirigea lui-meme avec sa gauche, par la Bocchetta et Genes, sur Voltri, le long de la mer. Ainsi sa position etait celle de Dewins a Loano. Une partie de l'armee autrichienne etait entre l'Apennin et la mer; le centre, sous d'Argenteau, etait sur le sommet meme de l'Apennin au col de Montenotte, et se liait avec les Piemontais camps a Ceva, de l'autre cote des monts.

Les deux armees s'ebroulant en meme temps, se rencontrerent en route le 22 germinal (11 avril). Le long de la mer, Beaulieu donna contre l'avant-garde de la division Laharpe, qui avait ete portee sur Voltri, pour inquieter Genes, et la repoussa. D'Argenteau, avec le centre, traversa le col de Montenotte, pour venir tomber a Savone sur le centre de l'armee francaise, pendant sa marche supposee vers Genes. Il ne trouva a Montenotte que le colonel Rampon, a la tete de douze cents hommes, et l'obligea a se replier dans l'ancienne redoute de Monteleghino, qui fermait la route de Montenotte. Le brave colonel, sentant l'importance de cette position, s'enferma dans la redoute, et resista avec opiniatrete a tous les efforts des Autrichiens. Trois fois il fut attaque par toute l'infanterie ennemie, trois fois il la repoussa. Au milieu du feu le plus meurtrier, il fit jurer a ses soldats de mourir dans la redoute, plutot que de l'abandonner. Les soldats le jurerent, et demeurerent toute la nuit sous les armes. Cet acte de courage sauva les plans du general Bonaparte, et peut-etre l'avenir de la campagne.

Bonaparte, en ce moment, etait a Savone. Il n'avait pas fait retrancher le col de Montenotte, parce qu'on ne se retranche pas quand on est decide a prendre l'offensive. Il apprit ce qui s'etait passe dans la journee a Monteleghino et a Voltri. Sur-le-champ il sentit que le moment etait venu de mettre son plan a execution, et il manoeuvra en consequence. Dans la nuit meme il replia sa droite, formee par la division Laharpe, en cet instant aux prises le long de la mer avec Beaulieu, et la porta par la route de Montenotte, au-devant de d'Argenteau. Il dirigea sur le meme point la division Augereau, pour soutenir la division Laharpe. Enfin, il fit marcher la division Massena par un chemin detourne, au-dela de l'Apennin, de maniere a la placer sur les derrieres meme du corps de d'Argenteau. Le 23 (12 avril) au matin,

toutes ses colonnes étaient en mouvement; place lui-même sur un tertre élevé, il voyait Laharpe et Augereau marchant sur d'Argenteau, et Massena qui, par un circuit, cheminait sur ses derrières. L'infanterie autrichienne résista avec bravoure; mais, enveloppée de tout côté par des forces supérieures, elle fut mise en déroute, et laissa deux mille prisonniers et plusieurs centaines de morts. Elle s'enfuit en désordre sur Deigo, où était le reste de l'armée.

Ainsi Bonaparte, auquel Beaulieu supposait l'intention de filer le long de la mer sur Gènes, s'était dérobé tout à coup, et, se portant sur la route qui traverse l'Apennin, avait enfoncé le centre ennemi, et avait débouché victorieusement au-delà des monts.

Ce n'était rien à ses yeux que d'avoir accablé le centre, si les Autrichiens n'étaient à jamais séparés des Piémontais. Il se porta le jour même (23) à Carcare, pour rendre sa position plus centrale entre les deux armées coalisées. Il était dans la vallée de la Bormida, qui coule en Italie. Plus bas, devant lui, et au fond de la vallée, se trouvaient les Autrichiens, qui s'étaient ralliés à Deigo, gardant la route d'Acqui en Lombardie. À sa gauche, il avait les gorges de Millesimo, qui joignent la vallée de la Bormida, et dans lesquelles se trouvaient les Piémontais, gardant la route de Ceva et du Piémont. Il fallait donc tout à la fois, qu'à sa gauche il forçât les gorges de Millesimo, pour être maître de la route du Piémont, et qu'en face il enlevât Deigo, pour s'ouvrir la route d'Acqui et de la Lombardie. Alors maître des deux routes, il séparait pour jamais les coalisés, et pouvait à volonté se jeter sur les uns ou sur les autres. Le lendemain 24 (13 avril), au matin, il porte son armée en avant; Augereau, vers la gauche, attaque Millesimo, et les divisions Massena et Laharpe s'avancent dans la vallée sur Deigo. L'impétueux Augereau aborde si vivement les gorges de Millesimo, qu'il y pénètre, s'y engage, et en atteint le fond, avant que le général Provera, qui était placé sur une hauteur, ait le temps de se replier. Celui-ci était posté dans les ruines du vieux château de Cossaria. Se voyant enveloppé, il veut s'y défendre; Augereau l'entoure et le somme de se rendre prisonnier. Provera parlemente, et veut transiger. Il était important de n'être pas arrêté par cet obstacle, et sur-le-champ on monte à l'assaut de la position. Les Piémontais font pleuvoir un déluge de pierres, roulent d'énormes rochers, et écrasent des lignes entières. Néanmoins, le brave Joubert soutient ses soldats, et gravit la hauteur à leur tête. Arrivé à une certaine distance, il tombe percé d'une balle. À cette vue les soldats se replient. On est forcé de camper le soir au pied de la hauteur; on se protège par quelques abatis, et on veille pendant toute la nuit, pour empêcher Provera de s'enfuir. De leur côté, les divisions chargées d'agir dans le fond de la vallée de la Bormida ont marché sur Deigo, et en ont enlevé les approches. Le lendemain doit être la journée décisive.

En effet, le 25 (14 avril), l'attaque redevient générale sur tous les points. À la gauche, Augereau, dans la gorge de Millesimo, repousse tous les efforts que fait Colli pour dégager Provera, le bat toute la journée, et réduit Provera au désespoir. Celui-ci finit par déposer les armes à la tête de quinze cents hommes. Laharpe et Massena, de leur côté, fondent sur Deigo, où l'armée autrichienne s'était renforcée, le 22 et le 23, des corps ramenés de Gènes. L'attaque est terrible; après plusieurs assauts, Deigo est enlevé; les Autrichiens perdent une partie de leur artillerie, et laissent quatre mille prisonniers, dont vingt-quatre officiers.

Pendant cette action, Bonaparte avait remarqué un jeune officier nommé

Lannes, qui chargeait avec une grande bravoure; il le fit colonel sur le champ de bataille.

On se battait depuis quatre jours, et on avait besoin de repos; les soldats se reposaient à peine des fatigues de la bataille, que le bruit des armes se fait de nouveau entendre. Six mille grenadiers ennemis entrent dans Dego, et nous enlèvent cette position qui avait coûté tant d'efforts. C'était un des corps autrichiens qui étaient restés engagés sur le versant maritime de l'Apennin, et qui repassaient les monts. Le désordre était si grand que ce corps avait donné sans s'en douter au milieu de l'armée française. Le brave Wukassovich, qui commandait ces six mille grenadiers, croyant devoir se sauver par un coup d'audace, avait enlevé Dego. Il faut donc recommencer la bataille, et renouveler les efforts de la veille. Bonaparte s'y porte au galop, rallie ses colonnes et les lance sur Dego. Elles sont arrêtées par les grenadiers autrichiens; mais elles reviennent à la charge, et, entraînées enfin par l'adjudant-général Lanusse, qui met son chapeau au bout de son épée, elles rentrent dans Dego, et recouvrent leur conquête en faisant quelques centaines de prisonniers.

Ainsi Bonaparte était maître de la vallée de la Bormida: les Autrichiens fuyaient vers Acqui sur la route de Milan; les Piémontais, après avoir perdu les gorges de Millesimo, se retiraient sur Ceva et Mondovi. Il était maître de toutes les routes; il avait neuf mille prisonniers, et jetait l'épouvante devant lui. Maniant habilement la masse de ses forces, et la portant tantôt à Montenotte, tantôt à Millesimo et à Dego, il avait écrasé partout l'ennemi, en se rendant supérieur à lui sur chaque point. C'était le moment de prendre une grande détermination. Le plan de Carnot lui enjoignait de négliger les Piémontais, pour courir sur les Autrichiens. Bonaparte faisait cas de l'armée piémontaise, et ne voulait pas la laisser sur ses derrières; il sentait d'ailleurs qu'il suffisait d'un nouveau coup de son épée pour la détruire; et il trouva plus prudent d'achever la ruine des Piémontais. Il ne s'engagea pas dans la vallée de la Bormida pour descendre vers le Po, à la suite des Autrichiens; il prit à gauche, s'enfonça dans les gorges de Millesimo, et suivit la route du Piémont. La division Laharpe resta seule au camp de San-Benedetto, dominant le cours du Belbo et de la Bormida, et observant les Autrichiens. Les soldats étaient accablés de fatigue; ils s'étaient battus le 22 et le 23 à Montenotte, le 24 et le 25 à Millesimo et Dego, avaient perdu et repris Dego le 26, s'étaient reposés seulement le 27, et marchaient encore le 28 sur Mondovi. Au milieu de ces marches rapides, on n'avait pas le temps de leur faire des distributions régulières; ils manquaient de tout, et ils se livrèrent à quelques pillages. Bonaparte indigné se vit contre les pillards avec une grande rigueur, et montra autant d'énergie à rétablir l'ordre qu'à poursuivre l'ennemi. Bonaparte avait acquis en quelques jours toute la confiance des soldats. Les généraux divisionnaires étaient subjugués. On écoutait avec attention, déjà avec admiration, le langage précis et figure du jeune capitaine. Sur les hauteurs de Monte-Zemoto, qu'il faut franchir pour arriver à Ceva, l'armée aperçut les belles plaines du Piémont et de l'Italie. Elle voyait couler le Tanaro, la Stura, le Po, et tous ces fleuves qui vont se rendre dans l'Adriatique; elle voyait dans le fond les grandes Alpes couvertes de neige; elle fut saisie en contemplant ces belles plaines de la terre promise [2]. Bonaparte était à la tête de ses soldats; il fut ému. "Annibal, s'écria-t-il, avait franchi les Alpes; nous, nous les avons tournées." Ce mot expliquait la campagne pour toutes les intelligences. Quelles destinées s'ouvraient alors devant nous!

[Footnote 2: Expression de Bonaparte.]

Colli ne defendit le camp retranche de Ceva que le temps necessaire pour ralentir un peu notre marche. Cet excellent officier avait su raffermir ses soldats, et soutenir leur courage. Il n'avait plus l'espoir de battre son redoutable ennemi; mais il voulait faire sa retraite pied a pied, et donner aux Autrichiens le temps de venir a son secours par une marche detournee, comme on lui en faisait la promesse. Il s'arreta derriere la Cursaglia, en avant de Mondovi. Serrurier, qui, au debut de la campagne, avait ete laisse a Garessio pour observer Colli, venait de rejoindre l'armee. Ainsi elle avait une division de plus. Colli etait couvert par la Cursaglia, riviere rapide et profonde, qui se jette dans le Tanaro. Sur la droite, Joubert essaya de la passer; mais il faillit se noyer sans y reussir. Sur le front, Serrurier voulut franchir le pont Saint-Michel. Il y reussit; mais Colli le laissant engager, fondit sur lui a l'improviste avec ses meilleures troupes, le refoula sur le pont, et l'obligea a repasser la riviere en desordre. La position de l'armee etait difficile. On avait sur les derrieres Beaulieu, qui se reorganisait; il importait de venir a bout de Colli au plus tot. Pourtant la position ne semblait pas pouvoir etre enlevee, si elle etait bien defendue. Bonaparte ordonna une nouvelle attaque pour le lendemain. Le 2 floreal (21 avril) on marchait sur la Cursaglia, lorsque l'on trouva les ponts abandonnes. Colli n'avait fait la resistance de la veille que pour ralentir la retraite. On le surprit en ligne a Mondovi. Serrurier decida la victoire par la prise de la redoute principale, celle de la Bicoque. Colli laissa trois mille morts ou prisonniers, et continua a se retirer. Bonaparte arriva a Cherasco, place mal defendue, mais importante par sa position au confluent de la Stura et du Tanaro, et facile a armer avec l'artillerie prise a l'ennemi. Dans cette position, Bonaparte etait a vingt lieues de Savone, son point de depart, a dix lieues de Turin, a quinze d'Alexandrie.

La confusion regnait dans la cour de Turin. Le roi, qui etait fort opiniatre, ne voulait pas ceder. Les ministres d'Angleterre et d'Autriche l'obsedaient de leurs remontrances, l'engageaient a s'enfermer dans Turin, a envoyer son armee au-dela du Po, et a imiter ainsi les grands exemples de ses aieux. Ils l'effrayaient de l'influence revolutionnaire que les Francais allaient exercer dans le Piemont; ils demandaient pour Beaulieu les trois places de Tortone, Alexandrie et Valence, afin qu'il put s'enfermer et se defendre dans le triangle qu'elles forment au bord du Po. C'etait la ce qui repugnait le plus au roi de Piemont. Donner ses trois premieres places a son ambitieux voisin de la Lombardie lui etait insupportable. Le cardinal Costa le decida a se jeter dans les bras des Francais. Il lui fit sentir l'impossibilite de resister a un vainqueur si rapide, le danger de l'irriter par une longue resistance, et de le pousser ainsi a revolutionner le Piemont; tout cela pour servir une ambition etrangere et meme ennemie, celle de l'Autriche. Le roi ceda, et fit faire des ouvertures par Colli a Bonaparte. Elles arriverent a Cherasco le 4 floreal (23 avril). Bonaparte n'avait pas de pouvoir pour signer la paix; mais il etait le maitre de signer un armistice, et il s'y decida. Il avait neglige le plan du directoire, pour achever de reduire les Piemontais; il n'avait pas eu cependant pour but de conquerir le Piemont, mais seulement d'assurer ses derrieres. Pour conquerir le Piemont, il fallait prendre Turin, et il n'avait ni le materiel necessaire, ni des forces suffisantes pour fournir un corps de blocus et se reserver une armee active. D'ailleurs la campagne se bornait des lors a un siege. En s'entendant avec le Piemont, avec des garanties necessaires, il pouvait fonder en surete sur les Autrichiens et les chasser de l'Italie. On

disait autour de lui qu'il fallait ne pas accorder de condition, qu'il fallait detroner un roi, le parent des Bourbons, et repandre dans le Piemont la revolution francaise. C'etait dans l'armee l'opinion de beaucoup de soldats, d'officiers et de generaux, et surtout d'Augereau, qui etait ne au faubourg Saint-Antoine, et qui en avait les opinions. Le jeune Bonaparte n'etait point de cet avis; il sentait la difficulte de revolutionner une monarchie, qui etait la seule militaire en Italie, et ou les anciennes moeurs s'etaient parfaitement conservees; il ne devait pas se creer des embarras sur sa route; il voulait marcher rapidement a la conquete de l'Italie, qui dependait de la destruction des Autrichiens et de leur expulsion au-dela des Alpes. Il ne voulait donc rien faire qui put compliquer sa situation et ralentir sa marche.

En consequence il consentit a un armistice; mais il ajouta en l'accordant, que, dans l'etat respectif des armees, un armistice lui serait funeste si on ne lui donnait des garanties certaines pour ses derrieres; en consequence, il demanda qu'on lui livrat les trois places de Coni, Tortone et Alexandrie, avec tous les magasins qu'elles renfermaient, lesquels serviraient a l'armee, sauf a compter ensuite avec la republique; que les routes du Piemont fussent ouvertes aux Francais, ce qui abregeait considerablement le chemin de la France aux bords du Po; qu'un service d'etape fut prepare sur ces routes pour les troupes qui les traverseraient; et que enfin l'armee sarde fut dispersee dans les places, de maniere que l'armee francaise n'eut rien a en craindre. Ces conditions furent acceptees, et l'armistice fut signe a Cherasco, le 9 floreal (28 avril), avec le colonel Lacoste et le comte Latour.

Il fut convenu que des plenipotentiaires partiraient sur-le-champ pour Paris, afin de traiter de la paix definitive. Les trois places demandees furent livrees, avec des magasins immenses. Des ce moment l'armee avait sa ligne d'operation couverte par les trois plus fortes places du Piemont; elle avait des routes sures, commodes, beaucoup plus courtes que celles qui passaient par la riviere de Genes, et des vivres en abondance; elle se renforcait d'une quantite de soldats qui, au bruit de la victoire, quittaient les hopitaux; elle possedait une artillerie nombreuse prise a Cherasco et dans les differentes places, et grand nombre de chevaux; elle etait enfin pourvue de tout, et les promesses du general etaient accomplies. Dans les premiers jours de son entree en Piemont, elle avait pille, parce qu'elle n'avait, dans ces marches rapides, recu aucune distribution. La faim apaisee, l'ordre fut retabli. Le comte de Saint-Marsan, ministre de Piemont, visita Bonaparte et sut lui plaire; le fils meme du roi voulut voir le jeune vainqueur, et lui prodigua des temoignages d'estime qui le toucherent. Bonaparte leur rendit adroitement les flatteries qu'il avait recues; il les rassura sur les intentions du directoire, et sur le danger des revolutions. Il etait sincere dans ses protestations, car il nourrissait deja une pensee qu'il laissa percer adroitement dans ses differens entretiens. Le Piemont avait manque a tous ses interets en s'alliant a l'Autriche: c'est a la France qu'il devait s'allier; c'est la France qui etait son amie naturelle, car la France, separee du Piemont par les Alpes, ne pouvait songer a s'en emparer; elle pouvait au contraire le defendre contre l'ambition de l'Autriche, et peut-etre meme lui procurer des agrandissemens. Bonaparte ne pouvait pas supposer que le directoire consentit a donner aucune partie de la Lombardie au Piemont; car elle n'etait pas conquise encore, et on voulait d'ailleurs la conquerir que pour en faire un equivalent des Pays-Bas; mais un vague espoir d'agrandissement pouvait disposer le Piemont a s'allier a la France, ce qui nous aurait valu un renfort de vingt mille hommes de troupes

excellentes. Il ne promit rien, mais il sut exciter par quelques mots la convoitise et les esperances du cabinet de Turin.

Bonaparte, qui joignait a un esprit positif une imagination forte et grande, et qui aimait a emouvoir, voulut annoncer ses succes d'une maniere imposante et nouvelle: il envoya son aide-de-camp Murat pour presenter solennellement au directoire vingt-et-un drapeaux pris sur l'ennemi. Ensuite il adressa a ses soldats la proclamation suivante:

"Soldats, vous avez remporte en quinze jours six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante-cinq pieces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piemont; vous avez fait quinze mille prisonniers^[3], tue ou blesse plus de dix mille hommes: vous vous etiez jusqu'ici battus pour des rochers steriles, illustres par votre courage, mais inutiles a la patrie; vous egalez aujourd'hui, par vos services, l'armee de Hollande et du Rhin. Denues de tout, vous avez supplée a tout. Vous avez gagne des batailles sans canons, passe des rivieres sans ponts, fait des marches forcees sans souliers, bivouaque sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges republicaines, les soldats de la liberte, etaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert: graces vous en soient rendues, soldats! La patrie reconnaissante vous devra sa prosperite; et si, vainqueurs de Toulon, vous presageates l'immortelle campagne de 1793, vos victoires actuelles en presagent une plus belle encore. Les deux armees qui naguere vous attaquaient avec audace, furent epouvantees devant vous; les hommes pervers qui riaient de votre misere, et se rejoyissaient dans leur pensee des triomphes de vos ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, soldats, vous n'avez rien fait puisqu'il vous reste a faire. Ni Turin, ni Milan ne sont a vous: les cendres des vainqueurs de Tarquin sont encore foulees par les assassins de Basseville! On dit qu'il en est parmi vous dont le courage mollit, qui prefereraient retourner sur les sommets de l'Apennin et des Alpes? Non, je ne puis le croire. Les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dego, de Mondovi, brulent de porter au loin la gloire du peuple francais."

[Footnote 3: Ce n'est guere que dix a onze mille.]

Quand ces nouvelles, ces drapeaux, ces proclamations, arriverent coup sur coup a Paris, la joie fut extreme. Le premier jour, c'etait une victoire qui ouvrait l'Apennin et donnait deux mille prisonniers; le second jour, c'etait une victoire plus decisive qui separait les Piemontais des Autrichiens, et donnait six mille prisonniers. Les jours suivans apportaient de nouveaux succes: la destruction de l'armee piemontaise a Mondovi, la soumission du Piemont a Cherasco, et la certitude d'une paix prochaine qui en presageait d'autres. La rapidite des succes, le nombre des prisonniers, depassaient tout ce qu'on avait encore vu. Le langage de ces proclamations rappelait l'antiquite, et etonnait les esprits. On se demandait de toutes parts quel etait ce jeune general dont le nom, connu de quelques appreciateurs, et inconnu de la France, eclatait pour la premiere fois. On ne le prononcait pas bien encore, et on se disait avec joie que la republique voyait s'elever tous les jours de nouveaux talens pour l'illustrer et la defendre. Les conseils deciderent par trois fois que l'armee d'Italie avait bien merite de la patrie, et decreterent une fete a la Victoire pour celebrer l'heureux debut de la campagne. L'aide-de-camp envoye par Bonaparte presenta les drapeaux au directoire. La ceremonie fut imposante. On recut ce jour-la plusieurs ambassadeurs etrangers, et le gouvernement parut entoure d'une consideration toute nouvelle.

Le Piémont soumis, le général Bonaparte n'avait plus qu'à marcher à la poursuite des Autrichiens et à courir à la conquête de l'Italie. La nouvelle des victoires des Français avait profondément agité tous les peuples de cette contrée. Il fallait que celui qui allait y entrer fut aussi profond politique que grand capitaine, pour s'y conduire avec prudence. On sait comment l'Italie se présente à qui débouche de l'Apennin. Les Alpes, les plus grandes montagnes de notre Europe, après avoir décrit un vaste demi-cercle au couchant, dans lequel elles renferment la Haute-Italie, retournent sur elles-mêmes, et s'enfoncent tout à coup en ligne oblique vers le midi, formant ainsi une longue péninsule baignée par l'Adriatique et la Méditerranée. Bonaparte, arrivant du couchant, et ayant franchi la chaîne au point où elle s'abaisse, et va, sous le nom d'Apennin, former la péninsule, avait en face le beau demi-cercle de la Haute-Italie, et à sa droite, cette péninsule étroite et profonde qui forme l'Italie inférieure. Une foule de petits états divisaient cette contrée qui soupira toujours après l'unité, sans laquelle il n'y a pas de grande existence nationale.

Bonaparte venait de traverser l'état de Gênes, qui est placé de ce côté-ci de l'Apennin, et le Piémont qui est au-delà. Gênes, antique république, constituée par Doria, avait seule conservé une véritable énergie entre tous les gouvernements italiens. Placée entre les deux armées belligérantes depuis quatre ans, elle avait su maintenir sa neutralité, et s'était ménagée ainsi tous les profits du commerce. Entre sa capitale et le littoral, elle comptait à peu près cent mille habitants; elle entretenait ordinairement trois à quatre mille hommes de troupes; elle pouvait au besoin armer tous les paysans de l'Apennin, et en former une milice excellente; elle était riche en revenus. Deux partis la divisaient: le parti contraire à la France avait eu l'avantage, et avait expulsé plusieurs familles. Le directoire dut demander le rappel de ces familles, et une indemnité pour l'attentat commis sur la frégate la Modeste.

En quittant Gênes, et en s'enfonçant à droite dans la péninsule, le long du revers méridional de l'Apennin, se présentait d'abord l'heureuse Toscane, placée sur les deux bords de l'Arno, sous le soleil le plus doux, et dans l'une des parties les mieux abritées de l'Italie. Une portion de cette contrée formait la petite république de Lucques, peuplée de cent quarante mille habitants; le reste formait le grand-duché de Toscane, gouverné récemment par l'archiduc Léopold, et maintenant par l'archiduc Ferdinand. Dans ce pays, le plus éclairé et le plus poli de l'Italie, la philosophie du dix-huitième siècle avait doucement germé. Léopold y avait accompli ses belles réformes législatives, et avait tenté avec succès les expériences les plus honorables pour l'humanité. L'évêque de Pistoie y avait même commencé une espèce de réforme religieuse, en y propageant les doctrines jansénistes. Quoique la révolution eût effrayé les esprits doux et timides de la Toscane, cependant c'était là que la France avait le plus d'appréciateurs et d'amis. L'archiduc, quoique Autrichien, avait été l'un des premiers princes de l'Europe à reconnaître notre république. Il avait un million de sujets, six mille hommes de troupes, et un revenu de quinze millions. Malheureusement la Toscane était de toutes les principautés italiennes la plus incapable de se défendre.

Après la Toscane venait l'état de l'Église. Les provinces soumises au pape, s'étendant sur les deux versants de l'Apennin, du côté de l'Adriatique et de la Méditerranée, étaient les plus mal administrées de l'Europe. Elles n'avaient que leur belle agriculture, ancienne tradition

des ages recules, qui est commune a toute l'Italie, et qui supplée aux richesses de l'industrie bannie depuis long-temps de son sein. Excepté dans les legations de Bologne et de Ferrare, ou regnait un mepris profond pour le gouvernement des pretres, et a Rome, antique depot du savoir et des arts, ou quelques seigneurs avaient partage la philosophie de tous les grands de l'Europe, les esprits etaient restes dans la plus honteuse barbarie. Un peuple superstitieux et sauvage, des moines paresseux et ignorans, formaient cette population de deux millions et demi de sujets. L'armee etait de quatre a cinq mille soldats, on sait de quelle qualite. Le pape, prince vaniteux, magnifique, jaloux de son autorite et de celle du Saint-Siege, avait une haine profonde pour la philosophie du dix-huitieme siecle; il croyait rendre a la chaire de saint Pierre une partie de son influence en deployant une grande pompe, et il faisait executer des travaux utiles aux arts. Comptant sur la majeste de sa personne, et le charme de ses paroles qui etait grand, il avait essaye jadis un voyage aupres de Joseph II, pour le ramener aux doctrines de l'Eglise, et pour conjurer la philosophie qui semblait s'emparer de l'esprit de ce prince. Ce voyage n'avait point ete heureux. Le pontife, plein d'horreur pour la revolution francaise, avait lance l'anatheme contre elle, et preche une croisade; il avait meme souffert a Rome l'assassinat de l'agent francais Basseville. Excites par les moines, ses sujets partageaient sa haine pour la France, et furent saisis de fureurs fanatiques en apprenant le succes de nos armes.

L'extremite de la peninsule et la Sicile composent le royaume de Naples, le plus puissant de l'Italie, le plus analogue par l'ignorance et la barbarie a l'etat de Rome, et plus mal gouverne encore, s'il est possible. La regnait un Bourbon, prince doux et imbecile, voue a une seule espece de soin, la peche. Elle absorbait tous ses momens, et pendant qu'il s'y livrait, le gouvernement de son royaume etait abandonne a sa femme, princesse autrichienne, soeur de la reine de France Marie-Antoinette. Cette princesse d'un esprit capricieux, de passions desordonnees, ayant un favori vendu aux Anglais, le ministre Acton, conduisait les affaires d'une maniere insensee. Les Anglais, dont la politique fut toujours de prendre pied sur le continent, en dominant les petits etats qui en bordent le littoral, avaient essaye de s'impatroniser a Naples comme en Portugal et en Hollande. Ils excitaient la haine de la reine contre la France, et lui soufflaient avec cette haine l'ambition de dominer l'Italie. La population du royaume de Naples etait de six millions d'habitans; l'armee de soixante mille hommes; mais bien differens de ces soldats dociles et braves du Piemont, les soldats napolitains, vrais lazzaroni, sans tenue, sans discipline, avaient la lachete ordinaire des armees privees d'organisation. Naples avait toujours promis de reunir trente mille hommes a l'armee de Dewins, et n'avait envoye que deux mille quatre cents hommes de cavalerie, bien montee et assez bonne.

Tels etaient les principaux etats situes dans la peninsule, a la droite de Bonaparte. En face de lui, dans le demi-cercle de la Haute-Italie, il trouvait d'abord, sur le penchant de l'Apennin, le duche de Parme, Plaisance et Guastalla, comprenant cinq cent mille habitans, entretenant trois mille hommes de troupes, fournissant quatre millions de revenu, et gouverne par un prince espagnol qui etait ancien eleve de Condillac, et qui, malgre une saine education, etait tombe sous le joug de moines et des pretres. Un peu plus a droite encore, toujours sur le penchant de l'Apennin, se trouvaient le duche de Modene, Reggio, la Mirandole, peuple de quatre cent mille habitans, ayant six mille hommes sous les armes, et place sous l'autorite du dernier descendant de l'illustre maison d'Est. Ce prince defiant avait concu une telle crainte de

l'esprit du siècle, qu'il était devenu prophète à force de peur, et avait prévu la révolution. On citait ses prédictions. Dans ses terreurs, il avait songé à se prémunir contre les coups du sort, et avait amassé d'immenses richesses en pressurant ses états. Avare et timide, il était méprisé de ses sujets, qui sont les plus éveillés, les plus malicieux de l'Italie, et les plus disposés à embrasser les idées nouvelles. Plus loin, au-delà du Po, venait la Lombardie, gouvernée pour l'Autriche par un archiduc. Cette belle et fertile plaine, placée entre les eaux des Alpes qui la fécondent, et celles de l'Adriatique qui lui apportent les richesses de l'Orient, couverte de blés, de riz, de pâturages, de troupeaux, et riche entre toutes les provinces du monde, était mécontente de ses maîtres étrangers. Elle était guelfe encore, malgré son long esclavage. Elle contenait douze cent mille habitants. Milan, la capitale, fut toujours l'une des villes les plus éclairées de l'Italie: moins favorisée sous le rapport des arts que Florence ou Rome, elle était plus voisine cependant des lumières du Nord, et elle renfermait grand nombre d'hommes qui souhaitaient la régénération civile et politique des peuples.

Enfin le dernier état de la Haute-Italie était l'antique république de Venise. Cette république, avec sa vieille aristocratie inscrite au Livre d'or, son inquisition d'état, son silence, sa politique défiante et cauteleuse, n'était plus pour ses sujets ni ses voisins une puissance redoutable. Avec ses provinces de terre-ferme situées au pied du Tyrol, et celles d'Illyrie, elle comptait à peu près trois millions de sujets. Elle pouvait lever jusqu'à cinquante mille Esclavons, bons soldats, parce qu'ils étaient bien disciplinés, bien entretenus et bien payés. Elle était riche d'une antique richesse; mais on sait que depuis deux siècles son commerce avait passé dans l'Océan et porté ses trésors chez les insulaires de l'Atlantique. Elle conservait à peine quelques vaisseaux; et les passages des lagunes étaient presque comblés. Cependant elle était puissante encore en revenus. Sa politique consistait à amuser ses peuples, à les assoupir par le plaisir et le repos, et à observer la plus grande neutralité à l'égard des puissances. Cependant les nobles de terre-ferme étaient jaloux du Livre d'or, et supportaient impatiemment le joug de la noblesse retranchée dans les lagunes. À Venise même, une bourgeoisie assez riche commençait à réfléchir. En 1793, la coalition avait forcé le sénat à se prononcer contre la France; il avait cédé, mais il revint à sa politique neutre, dès qu'on commença à traiter avec la république française. Comme on l'avait vu précédemment, il s'était pressé autant que la Prusse et la Toscane pour envoyer un ambassadeur à Paris. Maintenant encore, cedant aux instances du directoire, il venait de signifier au chef de la maison de Bourbon, alors Louis XVIII, de quitter Vérone. Ce prince partit, mais en déclarant qu'il exigeait la restitution d'une armure donnée par son aïeul Henri IV au sénat, et la suppression du nom de sa famille des pages du Livre d'or.

Telle était alors l'Italie. L'esprit général du siècle y avait pénétré, et enflammé beaucoup de têtes. Les habitants n'y souhaitaient pas tous une révolution, surtout ceux qui se souvenaient des épouvantables scènes qui avaient ensanglanté la nôtre; mais tous, quoique à des degrés différents, désiraient une réforme; et il n'y avait pas un cœur qui ne battît à l'idée de l'indépendance et de l'unité de la patrie italienne. Ce peuple d'agriculteurs, de bourgeois, d'artistes, de nobles, les prêtres exceptés qui ne connaissaient que l'Église pour patrie, s'enflammait à l'espoir de voir toutes les parties du pays réunies en une seule, sous un même gouvernement, républicain ou monarchique, mais italien. Certes, une population de vingt millions d'âmes, des côtes et

un sol admirables, de grands ports, de magnifiques villes, pouvaient composer un etat glorieux et puissant! Il ne manquait qu'une armee. Le Piemont seul, toujours engage dans les guerres du continent, avait des troupes braves et disciplinees. Sans doute la nature etait loin d'avoir refuse le courage naturel aux autres parties de l'Italie; mais le courage naturel n'est rien sans une forte organisation militaire. L'Italie n'avait pas un regiment qui put supporter la vue des baionnettes francaises ou autrichiennes.

A l'approche des Francais, les ennemis de la reforme politique furent frappes d'epouvante; ses partisans transportes de joie. La masse entiere etait dans l'anxiete; elle avait des pressentimens vagues, incertains; elle ne savait s'il fallait craindre ou esperer.

Bonaparte, en entrant en Italie, avait le projet et l'ordre d'en chasser les Autrichiens. Son gouvernement voulant, comme on l'a dit, se procurer la paix, ne songeait a conquerir la Lombardie que pour la rendre a l'Autriche, et forcer celle-ci a ceder les Pays-Bas. Bonaparte ne pouvait donc guere songer a affranchir l'Italie; d'ailleurs avec trente et quelques mille hommes pouvait-il afficher un but politique? Cependant les Autrichiens une fois rejetes au-dela des Alpes, et sa puissance bien assuree, il pouvait exercer une grande influence, et, suivant les evenemens, tenter de grandes choses. Si, par exemple, les Autrichiens battus partout, sur le Po, sur le Rhin et le Danube, etaient obliges de ceder meme la Lombardie; si les peuples vraiment enflammes pour la liberte se prononcaient pour elle a l'approche des armees francaises, alors de grandes destinees s'ouvraient pour l'Italie! Mais en attendant, Bonaparte devait n'afficher aucun but pour ne pas irriter tous les princes qu'il laissait sur ses derrieres. Son intention etait donc de ne montrer aucun projet revolutionnaire, mais de ne point contrarier non plus l'essor des imaginations, et d'attendre les effets de la presence des Francais sur le peuple italien.

C'est ainsi qu'il avait evite d'encourager les mecontents du Piemont, parce qu'il y voyait un pays difficile a revolutionner, un gouvernement fort, et une armee dont l'alliance pouvait etre utile.

L'armistice de Cherasco etait a peine signe qu'il se mit en route. Beaucoup de gens dans l'armee desapprouvaient une marche en avant. Quoi! disaient-ils, nous ne sommes que trente et quelques mille, nous n'avons revolutionne ni le Piemont ni Genes, nous laissons derriere nous ces gouvernemens, nos ennemis secrets, et nous allons essayer le passage d'un grand fleuve comme le Po! nous lancer a travers la Lombardie, et decider, peut-etre, par notre presence, la republique de Venise a jeter cinquante mille hommes dans la balance! Bonaparte avait l'ordre d'avancer, et il n'etait pas homme a rester en arriere d'un ordre audacieux; mais il l'executait parce qu'il l'approuvait, et il l'approuvait par des raisons profondes. Le Piemont et Genes nous embarrasseraient bien plus, disait-il, s'ils etaient en revolution: grace a l'armistice, nous avons une route assuree par trois places fortes; tous les gouvernemens de l'Italie seront soumis, si nous savons rejeter les Autrichiens au-dela des Alpes; Venise tremblera si nous sommes victorieux a ses cotes, le bruit de notre canon la decidera meme a s'allier a nous; il faut donc s'avancer non pas seulement au-dela du Po, mais de l'Adda, du Mincio, jusqu'a la belle ligne de l'Adige; la nous assiegerons Mantoue, et nous ferons trembler toute l'Italie sur nos derrieres. La tete du jeune general, enflammee par sa marche, concevait meme des projets plus gigantesques encore que ceux qu'il avouait a son armee. Il voulait, apres avoir aneanti Beaulieu, s'enfoncer dans le

Tyrol, repasser les Alpes une seconde fois, et se jeter dans la vallée du Danube, pour s'y réunir aux armées parties des bords du Rhin. Ce projet colossal et imprudent était un tribut qu'un esprit vaste et précis ne pouvait manquer de payer à la double présomption de la jeunesse et du succès. Il écrivit à son gouvernement pour être autorisé à l'exécuter.

Il était en campagne le 20 germinal (9 avril); la soumission du Piémont était terminée le 9 floreal (28 avril) par l'armistice de Cherasco; il y avait employé dix-huit jours. Il partit sur-le-champ afin de poursuivre Beaulieu. Il avait stipulé avec le Piémont qu'on lui livrerait Valence pour y passer le Po; mais cette condition était une feinte, car ce n'est pas à Valence qu'il voulait passer ce fleuve. Beaulieu, en apprenant l'armistice, avait songé à s'emparer, par surprise, des trois places de Tortone, Valence et Alexandrie. Il ne réussit à surprendre que Valence, dans laquelle il jeta les Napolitains; voyant ensuite Bonaparte s'avancer rapidement, il se hâta de repasser le Po, pour mettre ce fleuve entre lui et l'armée française. Il alla camper à Veggio, au confluent du Po et du Tesin, vers le sommet de l'angle formé par ces deux fleuves. Il y éleva quelques retranchemens pour consolider sa position, et s'opposer au passage de l'armée française.

Bonaparte, en quittant les états du roi de Piémont, et en entrant dans les états du duc de Parme, recut des envoyés de ce prince, qui venaient intercéder la clémence du vainqueur. Le duc de Parme était parent de l'Espagne; il fallait donc avoir à son égard des ménagemens qui, du reste, entraient dans les projets du général. Mais on pouvait exercer sur lui quelques-uns des droits de la guerre. Bonaparte recut ses envoyés au passage de la Trebbia; il affecta quelque courroux de ce que le duc de Parme n'avait pas saisi, pour faire sa paix, le moment où l'Espagne, sa parente, traitait avec la république française. Ensuite il accorda un armistice, en exigeant un tribut de deux millions en argent, dont la caisse de l'armée avait un grand besoin; seize cents chevaux nécessaires à l'artillerie et aux bagages, une grande quantité de blé et d'avoine; la faculté de traverser le duché, et l'établissement d'hospitiaux pour ses malades, aux frais du prince. Le général ne se borna pas là: il aimait et sentait les arts comme un Italien; il savait tout ce qu'ils ajoutent à la splendeur d'un empire, et l'effet moral qu'ils produisent sur l'imagination des hommes: il exigea vingt tableaux au choix des commissaires français, pour être transportés à Paris. Les envoyés du duc, trop heureux de désarmer, à ce prix, le courroux du général, consentirent à tout, et se hâtèrent d'exécuter les conditions de l'armistice. Cependant ils offraient un million pour sauver le tableau de saint Jérôme. Bonaparte dit à l'armée: "Ce million, nous l'aurions bientôt dépensé, et nous en trouverons bien d'autres à conquérir. Un chef-d'œuvre est éternel, il parera notre patrie." Le million fut refusé.

Bonaparte, après s'être donné les avantages de la conquête sans ses embarras, continua sa marche. La condition contenue dans l'armistice de Cherasco, relativement au passage du Po à Valence, la direction des principales colonnes françaises vers cette ville, tout faisait croire que Bonaparte allait tenter le passage du fleuve dans ses environs. Tandis que le gros de son armée était déjà réuni sur le point où Beaulieu s'attendait au passage, le 17 floreal (6 mai), il prit, avec un corps de trois mille cinq cents grenadiers, sa cavalerie et vingt-quatre pièces de canon, descend le long du Po, et arriva le 18 au matin à Plaisance, après une marche de seize lieues et de trente-six heures. La cavalerie avait saisi en route tous les bateaux qui se

trouvaient sur les bords du fleuve, et les avait amenes a Plaisance. Elle avait pris beaucoup de fourrages, et la pharmacie de l'armee autrichienne. Un bac transporte l'avant-garde commandee par le colonel Lannes. Cet officier, a peine arrive a l'autre bord, fond avec ses grenadiers sur quelques detachemens autrichiens, qui couraient sur la rive gauche du Po, et les disperse. Le reste des grenadiers franchit successivement le fleuve, et on commence a construire un pont pour le passage de l'armee, qui avait recu l'ordre de descendre a son tour sur Plaisance. Ainsi, par une feinte et une marche hardie, Bonaparte se trouvait au-dela du Po, et avec l'avantage d'avoir tourne le Tesin. Si, en effet, il eut passe plus haut, outre la difficulte de le faire en presence de Beaulieu, il aurait donne contre le Tesin, et aurait eu encore un passage a effectuer. Mais, a Plaisance, cet inconvenient n'existait plus, car le Tesin est deja reuni au Po.

Le 18 mai, la division Liptai, avertie la premiere, s'etait portee a Fombio, a une petite distance du Po, sur la route de Pizzighitone. Bonaparte, ne voulant pas la laisser s'etablir dans une position ou toute l'armee autrichienne allait se rallier, et ou il pouvait etre ensuite oblige de recevoir la bataille avec le Po a dos, se hate de combattre avec ce qu'il avait de forces sous la main. Il fond sur cette division qui s'etait retranchee, la deloge apres une action sanglante, et lui fait deux mille prisonniers. Le reste de la division, gagnant la route de Pizzighitone, va s'enfermer dans cette place.

Le soir du meme jour, Beaulieu, averti du passage du Po a Plaisance, arrivait au secours de la division Liptai. Il ignorait le desastre de cette division; il donna dans les avant-postes francais, fut accueilli chaudement et oblige de se replier en toute hate. Malheureusement le brave general Laharpe, si utile a l'armee par son intelligence et sa bravoure, fut tue par ses propres soldats, au milieu de l'obscurite de la nuit. Toute l'armee regretta ce brave Suisse, que la tyrannie de Berne avait conduit en France.

Le Po franchi, le Tesin tourne, Beaulieu battu et hors d'etat de tenir la campagne, la route de Milan etait ouverte. Il etait naturel a un vainqueur de vingt-six ans d'etre impatient d'y entrer. Mais avant tout, Bonaparte desirait achever de detruire Beaulieu. Pour cela, il ne voulait pas se contenter de le battre, il voulait encore le tourner, lui couper sa retraite, et l'obliger, s'il etait possible, a mettre bas les armes. Il fallait, pour arriver a ce but, le prevenir au passage des fleuves. Une multitude de fleuves descendent des Alpes, et traversent la Lombardie pour se rendre dans le Po ou dans l'Adriatique. Apres le Po et le Tesin, viennent l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige et quantite d'autres encore. Bonaparte avait maintenant devant lui l'Adda, qu'il n'avait pas pu tourner comme le Tesin, parce qu'il aurait fallu ne traverser le Po qu'a Cremona. On passe l'Adda a Pizzighitone; mais les debris de la division Liptai venaient de se jeter dans cette place. Bonaparte se hata de remonter l'Adda, pour arriver au pont de Lodi. Beaulieu y etait bien avant lui. On ne pouvait donc pas le prevenir au passage de ce fleuve. Mais Beaulieu n'avait a Lodi que douze mille hommes et quatre mille cavaliers. Deux autres divisions, sous Colli et Wukassovich, avaient fait un detour sur Milan, pour jeter garnison dans le chateau, et devaient revenir ensuite sur l'Adda pour le passer a Cassano, fort au-dessus de Lodi. En essayant donc de franchir l'Adda a Lodi, malgre la presence de Beaulieu, on pouvait arriver sur l'autre rive avant que les deux divisions, qui devaient passer a Cassano, eussent acheve leur mouvement. Alors, il y avait espoir de les couper.

Bonaparte se trouve devant Lodi le 20 floreal (9 mai). Cette ville est placee sur la rive meme par laquelle arrivait l'armee francaise. Bonaparte la fait attaquer a l'improviste, et y penetre malgre les Autrichiens. Ceux-ci, quittant alors la ville, se retirent par le pont, et vont se reunir sur l'autre rive au gros de leur armee. C'est sur ce pont qu'il fallait passer, en sortant de Lodi, pour franchir l'Adda. Douze mille hommes d'infanterie et quatre mille cavaliers etaient ranges sur le bord oppose; vingt pieces d'artillerie enfilaien le pont; une nuee de tirailleurs etaient places sur les rives. Il n'etait pas d'usage a la guerre de braver de pareilles difficultes: un pont defendu par seize mille hommes et vingt pieces d'artillerie etait un obstacle qu'on ne cherchait pas a surmonter. Toute l'armee francaise s'etait mise a l'abri du feu derriere les murs de Lodi, attendant ce qu'ordonnerait le general. Bonaparte sort de la ville, parcourt tous les bords du fleuve au milieu d'une grele de balles et de mitraille, et, apres avoir arrete son plan, rentre dans Lodi pour le faire executer. Il ordonne a sa cavalerie de remonter l'Adda pour aller essayer de le passer a gue au-dessus du pont; puis il fait former une colonne de six mille grenadiers; il parcourt leurs rangs, les encourage, et leur communique, par sa presence et par ses paroles, un courage extraordinaire. Alors il ordonne de deboucher par la porte qui donnait sur le pont, et de marcher au pas de course. Il avait calcule que, par la rapidite du mouvement, la colonne n'aurait pas le temps de souffrir beaucoup. Cette colonne redoutable serre ses rangs, et debouche en courant sur le pont. Un feu epouvantable est vomie sur elle; la tete entiere est renversee. Neanmoins elle avance: arrivee au milieu du pont, elle hesite, mais les generaux la soutiennent de la voix et de leur exemple. Elle se raffermie, marche en avant, arrive sur les pieces et tue les canonniers qui veulent les defendre. Dans cet instant, l'infanterie autrichienne s'approche a son tour pour soutenir son artillerie; mais apres ce qu'elle venait de faire, la terrible colonne ne craignait plus les baionnettes; elle fond sur les Autrichiens au moment ou notre cavalerie, qui avait trouve un gue, menacait leurs flancs; elle les renverse, les disperse, et leur fait deux mille prisonniers.

Ce coup d'audace extraordinaire avait frappe les Autrichiens d'etonnement; mais malheureusement il devenait inutile. Colli et Wukassovich etaient parvenus a gagner la chaussee de Brescia, et ne pouvaient plus etre coupes. Si le resultat etait manque, du moins la ligne de l'Adda se trouvait emportee, le courage des soldats etait au plus haut point d'exaltation, leur devouement pour leur general, au comble.

Dans leur gaiete ils imaginerent un usage singulier qui peint le caractere national. Les plus vieux soldats s'assemblerent un jour, et, trouvant leur general bien jeune, imaginerent de le faire passer par tous les grades: a Lodi, ils le nommerent caporal, et le saluerent, quand il parut au camp, du titre, si fameux depuis, de petit caporal. On les verra plus tard lui en conferer d'autres, a mesure qu'il les avait merites.

L'armee autrichienne etait assuree de sa retraite sur le Tyrol; il n'y avait plus aucune utilite a la suivre. Bonaparte songea alors a se rabattre sur la Lombardie, pour en prendre possession, et pour l'organiser. Les debris de la division Liptai s'etaient retranches a Pizzighitone, et pouvaient en faire une place forte. Il s'y porta pour les en chasser. Il se fit ensuite preceder par Massena a Milan; Augereau retrograda pour occuper Pavie. Il voulait imposer a cette grande ville, celebre par son universite, et lui faire voir l'une des plus belles

divisions de l'armee. Les divisions Serrurier et Laharpe furent laissees a Pizzighitone, Lodi, Cremona et Cassano, pour garder l'Adda.

Bonaparte songea enfin a se rendre a Milan. A l'approche de l'armee francaise, les partisans de l'Autriche, et tous ceux qu'epouvantait la renommee de nos soldats, qu'on disait aussi barbares que courageux, avaient fui, et couvraient les routes de Brescia et du Tyrol. L'archiduc etait parti, et on l'avait vu verser des larmes en quittant sa belle capitale. La plus grande partie des Milanais se livraient a l'esperance et attendaient notre armee dans les plus favorables dispositions. Quand ils eurent recu la premiere division commandee par Massena, et qu'ils virent ces soldats dont la renommee etait si effrayante, respecter les proprietes, menager les personnes, et manifester la bienveillance naturelle a leur caractere, ils furent pleins d'enthousiasme, et les comblèrent des meilleurs traitemens. Les patriotes accourus de toutes les parties d'Italie, attendaient ce jeune vainqueur dont les exploits etaient si rapides, et dont le nom italien leur etait si doux a prononcer. Sur-le-champ on envoya le comte de Melzi au devant de Bonaparte pour lui promettre obeissance. On forma une garde nationale, et on l'habilla aux trois couleurs, vert, rouge et blanc; le duc de Serbelloni fut charge de la commander. On eleva un arc de triomphe pour y recevoir le general francais. Le 26 floreal (15 mai), un mois apres l'ouverture de la campagne, Bonaparte fit son entree a Milan. Le peuple entier de cette capitale etait accouru a sa rencontre. La garde nationale etait sous les armes. La municipalite vint lui remettre les clefs de la ville. Les acclamations le suivirent pendant toute sa marche, jusqu'au palais Serbelloni, ou etait prepare son logement. Maintenant l'imagination des Italiens lui etait acquise comme celle des soldats, et il pouvait agir par la force morale, autant que par la force physique.

Son but n'etait pas de s'arreter a Milan plus qu'il n'avait fait a Cherasco, apres la soumission du Piemont. Il voulait y sejourner assez pour organiser provisoirement la province, pour en tirer les ressources necessaires a son armee, et pour regler toutes choses sur ses derrieres. Son projet ensuite etait toujours de courir a l'Adige et a Mantoue, et s'il etait possible, jusque dans le Tyrol et au-dela des Alpes.

Les Autrichiens avaient laisse deux mille hommes dans le chateau de Milan. Bonaparte le fit investir sur-le-champ. On convint avec le commandant du chateau qu'il ne tirerait pas sur la ville, car elle etait une propriete autrichienne qu'il n'avait pas interet a detruire. Les travaux du siege furent commences sur-le-champ.

Bonaparte, sans se trop engager avec les Milanais, et sans leur promettre une independance qu'il ne pouvait pas leur assurer, leur donna cependant assez d'esperances pour exciter leur patriotisme. Il leur tint un langage energique, et leur dit, que pour avoir la liberte, il fallait la meriter, en l'aidant a soustraire pour jamais l'Italie a l'Autriche. Il institua provisoirement une administration municipale. Il fit former des gardes nationales partout, afin de donner un commencement d'organisation militaire a la Lombardie. Il s'occupa ensuite des besoins de son armee, et fut oblige de frapper une contribution de 20 millions sur le Milanais. Cette mesure lui semblait facheuse, parce qu'elle devait retarder la marche de l'esprit public; mais elle ne fut cependant pas trop mal accueillie; d'ailleurs elle etait indispensable. Grace aux magasins trouves dans le Piemont, aux bles fournis par le duc de Parme, l'armee etait dans une grande abondance de vivres. Les soldats engraisaient, ils mangeaient du bon pain, de la bonne viande, et buvaient de l'excellent vin. Ils etaient contents, et commençaient a

observer une exacte discipline. Il ne restait plus qu'à les habiller. Couverts de leurs vieux habits des Alpes, ils étaient déguenillés, et n'étaient imposants que par leur renommée, leur tenue martiale, et leur belle discipline. Bonaparte trouva bientôt de nouvelles ressources. Le duc de Modène, dont les états longeaient le Po, au-dessous de ceux du duc de Parme, lui députa des envoyés pour obtenir les mêmes conditions que le duc de Parme. Ce vieux prince avare, voyant toutes ses prédictions réalisées, s'était sauvé à Venise, avec ses trésors, abandonnant le gouvernement de ses états à une régence. Ne voulant pas cependant les perdre, il demandait à traiter. Bonaparte ne pouvait accorder la paix, mais il pouvait accorder des armistices, qui équivalaient à une paix, et qui le rendaient maître de toutes les existences en Italie. Il exigea 10 millions, des subsistances de toute espèce, des chevaux, et des tableaux.

Avec ces ressources obtenues dans le pays, il établit, sur les bords du Po, de grands magasins, des hôpitaux fournis d'effets pour quinze mille malades, et remplit toutes les caisses de l'armée. Se jugeant même assez riche, il achemina sur Gènes quelques millions pour le directoire. Comme il savait en outre que l'armée du Rhin manquait de fonds, et que cette pénurie arrêtait son entrée en campagne, il fit envoyer par la Suisse un million à Moreau. C'était un acte de bon camarade, qui lui était honorable et utile; car il importait que Moreau entrât en campagne pour empêcher les Autrichiens de porter leurs principales forces en Italie.

A la vue de toutes ces choses, Bonaparte se confirmait davantage dans ses projets. Il n'était pas nécessaire, selon lui, de marcher contre les princes d'Italie; il ne fallait agir que contre les Autrichiens; tant qu'on résisterait à ceux-ci, et qu'on pourrait leur interdire le retour en Lombardie, tous les états italiens, tremblant sous l'ascendant de l'armée française, se soumettraient l'un après l'autre. Les ducs de Parme et de Modène s'étaient soumis. Rome, Naples, en feraient autant, si l'on restait maître des portes de l'Italie. Il fallait de même garder l'expectative à l'égard des peuples; et, sans renverser les gouvernements, attendre que les sujets se soulevassent eux-mêmes.

Mais, au milieu de ces pensées si justes, de ces travaux si vastes, une contrariété des plus fâcheuses vint l'arrêter. Le directoire était enchanté de ses services; mais Carnot, en lisant ses dépêches, écrites avec énergie et précision, et aussi avec une imagination extrême, fut épouvanté de ses plans gigantesques. Il trouvait avec raison, que vouloir traverser le Tyrol, et franchir les Alpes une seconde fois, était un projet trop extraordinaire, et même impossible; mais à son tour, pour corriger le projet du jeune capitaine, il en concevait un autre bien plus dangereux. La Lombardie conquise, il fallait se replier, suivant Carnot, dans la péninsule, aller punir le pape et les Bourbons de Naples, et chasser les Anglais de Livourne, où le duc de Toscane les laissait dominer. Pour cela Carnot ordonnait, au nom du directoire, de partager l'armée d'Italie en deux, d'en laisser une partie en Lombardie, sous les ordres de Kellermann, et de faire marcher l'autre sur Rome et sur Naples, sous les ordres de Bonaparte. Ce projet désastreux renouvelait la faute que les Français ont toujours faite, de s'enfoncer dans la péninsule avant d'être maîtres de la Haute-Italie. Ce n'est pas au pape, au roi de Naples, qu'il faut disputer l'Italie, c'est aux Autrichiens. Or, la ligne d'opération n'est pas alors sur le Tibre, mais sur l'Adige. L'impatience de posséder nous porta toujours à Rome, à Naples, et pendant que nous courions dans la péninsule, nous vîmes toujours la route se fermer sur nous. Il était naturel à des républicains de vouloir sevrer contre un pape et un Bourbon; mais ils

commettaient la faute des anciens rois de France.

Bonaparte, dans son projet de se jeter dans la vallée du Danube, n'avait vu que les Autrichiens; c'était en lui l'exagération de la vérité chez un esprit juste, mais jeune; il ne pouvait donc, après une pareille conviction, consentir à marcher dans la péninsule; d'ailleurs, sentant l'importance de l'unité de direction dans une conquête qui exigeait autant de génie politique que de génie militaire, il ne pouvait supporter l'idée de partager le commandement avec un vieux général, brave, mais médiocre, et plein d'amour-propre. C'était en lui l'égoïsme si légitime du génie, qui veut faire seul sa tâche, parce qu'il se sent seul capable de la remplir. Il se conduisit ici comme sur le champ de bataille; il hasarda son avenir, et offrit sa démission dans une lettre aussi respectueuse que hardie. Il sentait bien qu'on n'oserait pas l'accepter; mais il est certain qu'il aimait encore mieux se démettre qu'obéir, car il ne pouvait consentir à laisser perdre sa gloire et l'armée, en exécutant un mauvais plan.

Opposant la raison la plus lumineuse aux erreurs du directeur Carnot, il dit qu'il fallait toujours faire face aux Autrichiens, et s'occuper d'eux seuls; qu'une simple division, s'échelonnant en arrière sur le Po et sur Ancone, suffirait pour épouvanter la péninsule, et obliger Rome et Naples à demander quartier. Il se disposa sur-le-champ à partir de Milan, pour courir à l'Adige et faire le siège de Mantoue. Il se proposait d'attendre les nouveaux ordres du directoire, et la réponse à ses dépêches.

Il publia une nouvelle proclamation à ses soldats, qui devait frapper vivement leur imagination, et qui était faite aussi pour agir fortement sur celle du pape et du roi de Naples.

"Soldats, vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche. Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentimens naturels de paix et d'amitié pour la France. Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité. L'armée qui vous menaçait avec orgueil ne trouve plus de barrière qui la rassure contre votre courage; le Po, le Tesin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevarts tant vantés de l'Italie ont été insuffisants; vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin. Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie; vos représentans ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrées dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes, se rejouissent de vos succès, et se vantent avec orgueil de vous appartenir. Oui, soldats, vous avez beaucoup fait... mais ne vous reste-t-il donc plus rien à faire?... Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité vous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? Mais je vous vois déjà courir aux armes.... Eh bien! partons! Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en France, qui ont lâchement assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux à Toulon, tremblent! L'heure de la vengeance a sonné; mais que les peuples soient sans inquiétude; nous sommes amis de tous les peuples, et plus particulièrement des descendans de Brutus, des Scipion, et des grands hommes que nous avons pris pour modèles. Rétablir le Capitole, y placer avec honneur les statues des

heros qui le rendirent celebre; reveiller le peuple romain, engourdi par plusieurs siecles d'esclavage, tel sera le fruit de nos victoires. Elles feront epoque dans la posterite: vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe. Le peuple francais, libre, respecte du monde entier, donnera a l'Europe une paix glorieuse, qui l'indemnise des sacrifices de toute espece qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant: "Il etait de l'armee d'Italie_."

Il n'etait reste que huit jours a Milan; il en partit le 2 prairial (21 mai), pour se rendre a Lodi, et s'avancer vers l'Adige.

Tandis que Bonaparte poursuivait sa marche, un evenement inattendu le rappela tout a coup a Milan. Les nobles, les moines, les domestiques des familles fugitives, une foule de creatures du gouvernement autrichien, y preparaient une revolte contre l'armee francaise. Ils repandirent que Beaulieu, renforce, arrivait avec soixante mille hommes; que le prince de Conde debouchait par la Suisse, sur les derrieres des republicains, et qu'ils allaient etre perdus. Les pretres, usant de leur influence sur quelques paysans qui avaient souffert du passage de l'armee, les exciterent a prendre les armes. Bonaparte n'etant plus a Milan, on crut que le moment etait favorable pour operer la revolte, et faire soulever toute la Lombardie sur ses derrieres. La garnison du chateau de Milan donna le signal par une sortie. Aussitot le tocsin sonna dans toutes les campagnes environnantes; des paysans armes se transporterent a Milan pour s'en emparer. Mais la division que Bonaparte avait laissee pour bloquer le chateau, ramena vivement la garnison dans ses murs, et chassa les paysans qui se presentaient. Dans les environs de Pavie, les revoltes eurent plus de succes. Ils entrerent dans cette ville, et s'en emparerent malgre trois cents hommes que Bonaparte y avait laissees en garnison. Ces trois cents hommes, fatigues ou malades, se renfermerent dans un fort, pour n'etre pas massacres. Les insurges entourerent le fort, et le sommerent de se rendre. Un general francais, qui passait dans ce moment a Pavie, fut entoure; on l'obligea, le poignard sur la gorge, a signer un ordre pour engager la garnison a ouvrir ses portes. L'ordre fut signe et execute.

Cette revolte pouvait avoir des consequences desastreuses; elle pouvait provoquer une insurrection generale, et amener la perte de l'armee francaise. L'esprit public d'une nation est toujours plus avance dans les villes que dans les campagnes. Tandis que la population des villes d'Italie se declarait pour nous, les paysans, excites par les moines, et foules par le passage des armees, etaient fort mal disposes. Bonaparte se trouvait a Lodi, lorsqu'il apprit, le 4 prairial (23 mai), les evenemens de Milan et de Pavie; sur-le-champ il rebroussa chemin avec trois cents chevaux, un bataillon de grenadiers, et six pieces d'artillerie. L'ordre etait deja retabli dans Milan. Il continua sa route sur Pavie, en se faisant preceder par l'archeveque de Milan. Les insurges avaient pousse une avant-garde jusqu'au bourg de Binasco. Lannes la dispersa. Bonaparte, pensant qu'il fallait agir avec promptitude et vigueur, pour arreter le mal dans sa naissance, fit mettre le feu a ce bourg, afin d'effrayer Pavie par la vue des flammes. Arrive devant cette ville, il s'arreta. Elle renfermait trente mille habitans, elle etait entouree d'un vieux mur, et occupee par sept ou huit mille paysans revoltes. Ils avaient ferme les portes, et couronnaient les murailles. Prendre cette ville avec trois cents chevaux et un bataillon, n'etait pas chose aisee; et cependant il ne fallait pas perdre de temps, car l'armee etait deja sur l'Oglio, et avait besoin de la presence de son general. Dans la nuit, Bonaparte fit afficher aux

portes de Pavie une proclamation menaçante, dans laquelle il disait qu'une multitude égarée et sans moyens réels de résistance bravait une armée triomphante des rois, et voulait perdre le peuple italien; que, persistant dans son intention de ne pas faire la guerre aux peuples, il voulait bien pardonner à ce délire, et laisser une porte ouverte au repentir; mais que ceux qui ne poseraient pas les armes à l'instant seraient traités comme rebelles, et que leurs villages seraient brûlés. Les flammes de Binasco, ajoutait-il, devaient leur servir de leçon. Le matin, les paysans, qui dominaient dans la ville, refusaient de la rendre; Bonaparte fit balayer les murailles par de la mitraille et des obus, ensuite il fit approcher ses grenadiers, qui enfoncèrent les portes à coups de hache. Ils pénétrèrent dans la ville, et eurent un combat à soutenir dans les rues. Cependant on ne leur résista pas long-temps. Les paysans s'enfuirent, et livrèrent la malheureuse Pavie au courroux du vainqueur. Les soldats demandaient le pillage à grands cris. Bonaparte, pour donner un exemple sévère, leur accorda trois heures de pillage. Ils étaient à peine un millier d'hommes, et ils ne pouvaient pas causer de grands désastres dans une ville aussi considérable que Pavie. Ils fondirent sur les boutiques d'orfèvrerie, et s'emparèrent de beaucoup de bijoux. L'acte le plus condamnable fut le pillage du Mont-de-Piété; mais heureusement en Italie comme partout où il y a des grands, pauvres et vaniteux, les monts-de-piété étaient remplis d'objets appartenant aux plus hautes classes du pays. Les maisons de Spallanzani et de Volta furent préservées par les officiers, qui gardèrent eux-mêmes les demeures de ces illustres savants. Exemple doublement honorable et pour la France et pour l'Italie!

Bonaparte lança ensuite dans la campagne ses trois cents chevaux, et fit sabrer une grande quantité de révoltes. Cette prompte répression ramena la soumission partout, et imposa au parti qui en Italie était opposé à la liberté et à la France. Il est triste d'être réduit à employer des moyens pareils; mais Bonaparte le devait sous peine de sacrifier son armée et les destinées de l'Italie. Le parti des moines trembla; les malheurs de Pavie, racontés de bouche en bouche, furent exagérés; et l'armée française recouvra sa renommée formidable.

Cette expédition terminée, Bonaparte rebroussa chemin sur-le-champ pour rejoindre l'armée qui était sur l'Oglio, et qui allait passer sur le territoire vénitien.

À l'approche de l'armée française, la question, tant agitée à Venise, du parti à prendre entre l'Autriche et la France, fut discutée de nouveau par le sénat. Quelques vieux oligarques, qui avaient conservé de l'énergie, auraient voulu qu'on s'alliât sur-le-champ à l'Autriche, patronne naturelle de tous les vieux despotismes; mais on craignait pour l'avenir l'ambition autrichienne, et dans le moment les foudres françaises. D'ailleurs il fallait prendre les armes, résolution qui coûtait beaucoup à un gouvernement enervé. Quelques jeunes oligarques aussi énergiques, mais moins entêtés que les vieux, voulaient aussi une détermination courageuse; ils proposaient de faire un armement formidable, mais de garder la neutralité, et de menacer de cinquante mille hommes celle des deux puissances qui violerait le territoire vénitien. Cette résolution était forte, mais trop forte pour être adoptée. Quelques esprits sages, au contraire, proposaient un troisième parti, c'était l'alliance avec la France. Le sénateur Battaglia, esprit fin, pénétrant et modéré, présenta des raisonnements que la suite des temps a rendus pour ainsi dire prophétiques. Selon lui, la neutralité, même armée, était la plus mauvaise de toutes les déterminations. On ne pourrait pas se faire respecter, quelque force qu'on déployât; et

n'ayant attaché aucun des deux partis à sa cause, on serait tôt ou tard sacrifié par tous les deux. Il fallait donc se décider pour l'Autriche ou pour la France. L'Autriche était pour le moment expulsée de l'Italie; et même, en lui supposant les moyens d'y rentrer, elle ne le pourrait pas avant deux mois, temps pendant lequel la république pourrait être détruite par l'armée française; d'ailleurs, l'ambition de l'Autriche était toujours la plus redoutable pour Venise. Elle lui avait toujours envie ses provinces de l'Illyrie et de la Haute-Italie, et saisirait la première occasion de les lui enlever. La seule garantie contre cette ambition était la puissance de la France, qui n'avait rien à envier à Venise, et qui serait toujours intéressée à la défendre. La France, il est vrai, avait des principes qui repugnaient à la noblesse vénitienne; mais il était temps enfin de se résigner à quelques sacrifices indispensables à l'esprit du siècle, et de faire aux nobles de la terre-ferme les concessions qui pouvaient seules les rattacher à la république et au Livre d'or. Avec quelques modifications légères à l'ancienne constitution, on pouvait satisfaire l'ambition de toutes les classes de sujets vénitiens, et s'attacher la France; si de plus on prenait les armes pour celle-ci, on pouvait espérer, peut-être, en récompense des services qu'on lui aurait rendus, les dépouilles de l'Autriche en Lombardie. Dans tous les cas, répétait le sénateur Battaglia, la neutralité était le plus mauvais de tous les partis.

Cet avis, dont le temps a démontré la sagesse, blessait trop profondément l'orgueil et les haines de la vieille aristocratie vénitienne pour être adopté. Il faut dire aussi qu'on ne comptait point assez sur la durée de la puissance française en Italie, pour s'allier à elle. Il y avait un ancien axiome italien qui disait que l'Italie était le tombeau des Français, et on craignait de se trouver exposé ensuite, sans aucune défense, au courroux de l'Autriche.

À ces trois partis on préféra le plus commode, le plus conforme aux routines et à la mollesse de ce vieux gouvernement, la neutralité désarmée. On décida qu'il serait envoyé des députés au-devant de Bonaparte pour protester de la neutralité de la république, et réclamer le respect du territoire et aux sujets vénitiens. On avait une grande terreur des Français, mais on les savait faciles et sensibles aux bons traitements. Ordre fut donné à tous les agents du gouvernement de les traiter et de les recevoir à merveille, de s'emparer des officiers et des généraux afin de capter leur bienveillance.

Bonaparte, en arrivant sur le territoire de Venise, avait tout autant besoin de prudence que Venise elle-même. Cette puissance, quoique aux mains d'un gouvernement affaibli, était grande encore; il fallait ne pas l'indisposer au point de la forcer à s'armer; car alors la Haute-Italie n'aurait plus été tenable pour les Français; mais il fallait cependant, tout en observant la neutralité, obliger Venise à nous souffrir sur son territoire, à nous y laisser battre, à nous y nourrir même s'il était possible. Elle avait donné passage aux Autrichiens; c'était la raison dont il fallait se servir pour tout se permettre et tout exiger, en restant dans les limites de la neutralité.

Bonaparte en entrant à Brescia, publia une proclamation dans laquelle il disait, qu'en traversant le territoire vénitien afin de poursuivre l'armée impériale, qui avait eu la permission de le franchir, il respecterait le territoire et les habitants de la république de Venise, qu'il ferait observer la plus grande discipline à son armée, que tout ce qu'elle prendrait serait payé, et qu'il n'oublierait point les antiques liens qui unissaient les deux républiques. Il fut très-bien reçu par

le provediteur venitien de Brescia, et poursuivit sa marche. Il avait franchi l'Oglio, qui coule apres l'Adda; il arriva devant le Mincio, qui sort du lac de Garda, circule dans la plaine du Mantouan, puis forme, apres quelques lieues, un nouveau lac, au milieu duquel est place Mantoue, et va enfin se jeter dans le Po. Beaulieu, renforce de dix mille hommes, s'etait place sur la ligne du Mincio, pour la defendre[4]. Une avant-garde de quatre mille fantassins et de deux mille cavaliers etait rangee en avant du fleuve, au village de Borghetto. Le gros de l'armee etait place au-dela du Mincio, sur la position de Valeggio; la reserve etait un peu plus en arriere a Villa-Franca; des corps detaches gardaient le cours du Mincio, au-dessus et au-dessous de Valeggio. La ville venitienne de Peschiera est situee sur le Mincio, a sa sortie du lac de Garda. Beaulieu, qui voulait avoir cette place pour appuyer plus solidement la droite de sa ligne, trompa les Venitiens; et, sous pretexte d'obtenir passage pour cinquante hommes, surprit la ville, et y placa une forte garnison. Elle avait une enceinte bastionnee et quatre-vingts pieces de canon.

[Footnote 4: Voyez la carte a la fin du volume.]

Bonaparte, en avançant sur cette ligne, negligea tout a fait Mantoue, qui etait a sa droite, et qu'il n'etait pas temps de bloquer encore, et appuya sur sa gauche vers Peschiera. Son projet etait de passer le Mincio a Borghetto et Valeggio. Pour cela, il lui fallait tromper Beaulieu sur son intention. Il fit ici comme au passage du Po; il dirigea un corps sur Peschiera et un autre sur Lonato, de maniere a inquieter Beaulieu sur le Haut-Mincio, et a lui faire supposer qu'il voulait ou passer a Peschiera, ou tourner le lac de Garda. En meme temps, il dirigea son attaque la plus serieuse sur Borghetto. Ce village, place en avant du Mincio, etait, comme on vient de dire, garde par quatre mille fantassins et deux mille cavaliers. Le 9 prairial (28 mai) Bonaparte engagea l'action. Il avait toujours eu de la peine a faire battre sa cavalerie. Elle etait peu habituee a charger, parce qu'on n'en faisait pas autrefois un grand usage, et qu'elle etait d'ailleurs intimidee par la grande reputation de la cavalerie allemande. Bonaparte voulait a tout prix la faire battre, parce qu'il attachait une grande importance aux services qu'elle pouvait rendre. En avançant sur Borghetto, il distribua ses grenadiers et ses carabiniers a droite et a gauche de sa cavalerie, il placa l'artillerie par derriere, et apres l'avoir ainsi enfermee, il la poussa sur l'ennemi. Soutenue de tous cotes, et entrainee par le bouillant Murat, elle fit des prodiges, et mit en fuite les escadrons autrichiens. L'infanterie aborda ensuite le village de Borghetto, dont elle s'empara. Les Autrichiens, en se retirant par le pont qui conduit de Borghetto a Valeggio, voulurent le rompre. Ils parvinrent en effet a detruire une arche. Mais quelques grenadiers, conduits par le general Gardanne, entrerent dans les flots du Mincio, qui etait gueable en quelques endroits, et le franchirent en tenant leurs armes sur leurs tetes, et en bravant le feu des hauteurs opposees. Les Autrichiens crurent voir la colonne de Lodi, et se retirerent sans detruire le pont. L'arche rompue fut retablie, et l'armee put passer. Bonaparte se mit sur-le-champ a remonter le Mincio avec la division Augereau, afin de donner la chasse aux Autrichiens; mais ils refuserent le combat toute la journee. Il laissa la division Augereau continuer la poursuite, et il revint a Valeggio, ou se trouvait la division Massena, qui commençait a faire la soupe. Tout a coup la charge sonna, les hussards autrichiens fondirent au milieu du bourg; Bonaparte eut a peine le temps de se sauver. Il monta a cheval, et reconnut bientot que c'etait un des corps ennemis laisses a la garde du Bas-Mincio, qui remontait le fleuve pour joindre Beaulieu, dans sa

retraite vers les montagnes. La division Massena courut aux armes, et donna la chasse a cette division, qui parvint cependant a rejoindre Beaulieu.

Le Mincio etait donc franchi. Bonaparte avait decide une seconde fois la retraite des Imperiaux, qui se rejetaient definitivement dans le Tyrol. Il avait obtenu un avantage important, celui de faire battre sa cavalerie, qui maintenant ne craignait plus celle des Autrichiens. Il attachait a cela un grand prix. On se servait peu de la cavalerie avant lui, et il avait juge qu'on pouvait en tirer un grand parti, en l'employant a couvrir l'artillerie. Il avait calcule que l'artillerie legere et la cavalerie, employees a propos, pouvaient produire l'effet d'une masse d'infanterie dix fois plus forte. Il affectionnait deja beaucoup le jeune Murat, qui savait faire battre ses escadrons; merite qu'il regardait alors comme fort rare chez les officiers de cette arme. La surprise qui avait mis sa personne en danger lui inspira une autre idee: ce fut de former un corps d'hommes d'elite, qui, sous le nom de guides, devaient l'accompagner partout. Sa surete personnelle n'etait qu'un objet secondaire a ses yeux; il voyait l'avantage d'avoir toujours sous sa main un corps devoue et capable des actions les plus hardies. On le verra en effet decider de grandes choses, en lançant vingt-cinq de ces braves gens. Il en donna le commandement a un officier de cavalerie, intrepide et calme, fort connu depuis sous le nom de Bessieres.

Beaulieu avait evacue Peschiera, pour remonter dans le Tyrol. Un combat s'etait engage avec l'arriere-garde autrichienne, et l'armee francaise n'etait entree dans la ville qu'apres une action assez vive. Les Venitiens n'ayant pas pu la soustraire a Beaulieu, elle avait cesse d'etre neutre; et les Francais etaient autorises a s'y etablir. Bonaparte savait bien que les Venitiens avaient ete trompes par Beaulieu, mais il resolut de se servir de cet evenement pour obtenir d'eux tout ce qu'il desirait. Il voulait la ligne de l'Adige et particulierement l'importante ville de Verone qui commande le fleuve; il voulait surtout se faire nourrir.

Le provediteur Foscarelli, vieil oligarque venitien, tres-entete dans ses prejuges, et plein de haine contre la France, etait charge de se rendre au quartier-general de Bonaparte. On lui avait dit que le general etait extremement courrouce de ce qui etait arrive a Peschiera, et la renommee repandait que son courroux etait redoutable. Binasco, Pavie, faisaient foi de sa severite; deux armees detruites et l'Italie conquise, faisaient foi de sa puissance. Le provediteur vint a Peschiera, plein de terreur, et en partant il ecrivit a son gouvernement: *_Dieu veuille me recevoir en holocauste!_* Il avait pour mission speciale d'empecher les Francais d'entrer a Verone. Cette ville, qui avait donne asile au pretendant, etait dans la plus cruelle anxiete. Le jeune Bonaparte, qui avait des coleres violentes, et qui en avait aussi de feintes, n'oublia rien pour augmenter l'effroi du provediteur. Il s'emporta vivement contre le gouvernement venitien, qui pretendait etre neutre et ne savait pas faire respecter sa neutralite; qui, en laissant les Autrichiens s'emparer de Peschiera, avait expose l'armee francaise a perdre un grand nombre de braves devant cette place. Il dit que le sang de ses compagnons d'armes demandait vengeance, et qu'il la fallait eclatante. Le provediteur excusa beaucoup les autorites venitiennes, et parla ensuite de l'objet essentiel, qui etait Verone. Il pretendit qu'il avait ordre d'en interdire l'entree aux deux puissances belligerantes. Bonaparte lui repondit qu'il n'etait plus temps; que deja Massena s'y etait rendu; que peut-etre, en cet instant, il y avait mis le feu pour punir cette ville qui avait eu l'insolence de se regarder un

moment comme la capitale de l'empire français. Le provediteur supplia de nouveau; et Bonaparte, feignant de s'adoucir un peu, répondit qu'il pourrait tout au plus, si Massena n'y était pas déjà entre de vive force, donner un délai de vingt-quatre heures, après lequel il emploierait la bombe et le canon.

Le provediteur se retira consterné. Il retourna à Verone, où il annonça qu'il fallait recevoir les Français. À leur approche, les habitants les plus riches, croyant qu'on ne leur pardonnerait pas le séjour du prétendant dans leur ville, s'enfuirent en foule dans le Tyrol, emportant ce qu'ils avaient de plus précieux. Cependant les Veronais se rassurèrent bientôt en voyant les Français, et en se persuadant, de leurs propres yeux, que ces républicains n'étaient pas aussi barbares que le publiait la renommée.

Deux autres envoyés vénitiens arrivèrent à Verone pour voir Bonaparte. On avait fait choix des sénateurs Erizzo et Battaglia. Ce dernier était celui dont nous avons parlé, qui penchait pour l'alliance avec la France, et on espérait à Venise que ces deux nouveaux ambassadeurs réussiraient mieux que Foscarelli à calmer le général. Il les reçut en effet beaucoup mieux que Foscarelli; et, maintenant qu'il avait atteint l'objet de ses vœux, il feignit de s'apaiser, et de consentir à entendre raison. Ce qu'il voulait pour l'avenir, c'étaient des vivres, et même, s'il était possible, une alliance de Venise avec la France. Il fallait tour à tour imposer et séduire: il fit l'un et l'autre. "La première loi, dit-il, pour les hommes est de vivre. Je voudrais épargner à la république de Venise le soin de nous nourrir; mais puisque le destin de la guerre nous a obligés de venir jusqu'ici, nous sommes contraints de vivre ou nous nous trouvons. Que la république de Venise fournisse à mes soldats ce dont ils ont besoin; elle comptera ensuite avec la république française." Il fut convenu qu'un fournisseur juif procurerait à l'armée tout ce qui lui serait nécessaire, et que Venise paierait en secret ce fournisseur, pour qu'elle ne parût pas violer la neutralité en nourrissant les Français. Bonaparte aborda ensuite la question d'une alliance. "Je viens, dit-il, d'occuper l'Adige; je l'ai fait parce qu'il me faut une ligne, parce que celle-ci est la meilleure, et que votre gouvernement est incapable de la défendre. Qu'il arme cinquante mille hommes, qu'il les place sur l'Adige, et je lui rends ses places de Verone et de Porto-Legnago. Du reste, ajouta-t-il, vous devez nous voir ici avec plaisir. Ce que la France m'envoie faire dans ces contrées, est tout dans l'intérêt de Venise. Je viens chasser les Autrichiens au-delà des Alpes; peut-être constituer la Lombardie en état indépendant; peut-on rien faire de plus avantageux à votre république? Si elle voulait s'unir à nous, peut-être recevrait-elle un grand prix de ce service. Nous ne faisons la guerre à aucun gouvernement: nous sommes les amis de tous ceux qui nous aideront à renfermer la puissance autrichienne dans ses limites."

Les deux Vénitiens sortirent frappés du génie de ce jeune homme, qui, tour à tour menaçant ou caressant, impérieux ou souple, et parlant de tous les objets militaires et politiques avec autant de profondeur que l'éloquence, annonçait que l'homme d'état était aussi précoce en lui que le guerrier. Cet homme, dirent-ils en écrivant à Venise, aura un jour une grande influence sur sa patrie [5].

[Footnote 5: Cette prédiction est du 5 juin 1796.]

Bonaparte était maître enfin de la ligne de l'Adige, à laquelle il attachait tant d'importance. Il attribuait toutes les fautes comprises

dans les anciennes campagnes des Français en Italie, au mauvais choix de la ligne défensive. Les lignes sont nombreuses dans la Haute-Italie, car une multitude de fleuves la parcourent des Alpes à la mer. La plus grande et la plus célèbre, la ligne du Po, qui traverse toute la Lombardie, lui paraissait mauvaise comme trop étendue. Une armée, suivant lui, ne pouvait pas garder cinquante lieues de cours. Une feinte pouvait toujours ouvrir le passage d'un grand fleuve. Lui-même avait franchi le Po à quelques lieues de Beaulieu. Les autres fleuves, tels que le Tesin, l'Adda, l'Oglio, tombant dans le Po, se confondaient avec lui, et avaient les mêmes inconvénients. Le Mincio était guéable, et d'ailleurs tombait aussi dans le Po. L'Adige seul, sortant du Tyrol et allant se jeter dans la mer, couvrait toute l'Italie. Il était profond, n'avait qu'un cours très peu étendu des montagnes à la mer. Il était couvert par deux places, Verone et Porto-Legnago, très voisines l'une de l'autre, et qui, sans être fortes, pouvaient résister à une première attaque. Enfin il parcourait, à partir de Legnago, des marais impraticables, qui couvraient la partie inférieure de son cours. Les fleuves plus avancés dans la Haute-Italie, tels que la Brenta, la Piave, le Tagliamento, étaient guéables, et tournaient d'ailleurs par la grande route du Tyrol, qui débouchait sur leurs derrières, L'Adige, au contraire, avait l'avantage d'être placé au débouché de cette route, qui parcourt sa propre vallée.

Telles étaient les raisons qui décidèrent Bonaparte pour cette ligne, et une immortelle campagne a prouvé la justesse de son jugement. Cette ligne occupée, il fallait songer maintenant à commencer le siège de Mantoue. Cette place, située sur le Mincio, était en arrière de l'Adige, et se trouvait couverte par ce fleuve. On la regardait comme le boulevard de l'Italie. Assise au milieu d'un lac formé par les eaux du Mincio, elle communiquait avec la terre ferme par cinq digues. Malgré sa réputation, cette place avait des inconvénients qui en diminuaient la force réelle. Placée au milieu d'exhalaisons marseuses, elle était exposée aux fièvres; ensuite, les têtes de chaussées enlevées, l'assiette se trouvait rejetée dans la place, et pouvait être bloquée par un corps très inférieur à la garnison. Bonaparte comptait la prendre avant qu'une nouvelle armée put arriver au secours de l'Italie. Le 15 prairial (3 juin), il fit attaquer les têtes de chaussées, dont une était formée par le faubourg de Saint-George, et les enleva. Dès cet instant, Serrurier put bloquer, avec huit mille hommes, une garnison qui se composait de quatorze, dont dix mille étaient sous les armes, et quatre mille dans les hôpitaux. Bonaparte fit commencer les travaux du siège, et mettre toute la ligne de l'Adige en état de défense. Ainsi, dans moins de deux mois, il avait conquis l'Italie. Il s'agissait de la garder. Mais c'était là ce dont on doutait, et c'était l'épreuve sur laquelle on voulait juger le jeune général.

Le directoire venait de répondre aux observations faites par Bonaparte sur le projet de diviser l'armée et de marcher dans la péninsule. Les idées de Bonaparte étaient trop justes pour ne pas frapper l'esprit de Carnot, et ses services trop éclatants pour que sa démission fut acceptée. Le directoire se hâta de lui écrire pour approuver ses projets, pour lui confirmer le commandement de toutes les forces agissant en Italie, et l'assurer de toute la confiance du gouvernement. Si les magistrats de la république avaient eu le don de prophétie, ils auraient bien fait d'accepter la démission de ce jeune homme, quoiqu'il eût raison dans l'avis qu'il soutenait, quoique sa retraite fit perdre à la république l'Italie et un grand capitaine; mais dans le moment on ne voyait en lui que la jeunesse, le génie, la victoire, et on éprouvait l'intérêt, on avait les égards que toutes ces choses inspirent.

Le directoire n'imposait à Bonaparte qu'une seule condition, c'était de faire sentir à Rome et à Naples la puissance de la république. Tout ce qu'il y avait de patriotes sincères en France le désirait. Le pape, qui avait anathématisé la France, prêchait une croisade contre elle, et laissait assassiner dans sa capitale notre ambassadeur, méritait certes un chatiment. Bonaparte, libre d'agir maintenant comme il l'entendait, prétendait obtenir tous ces résultats sans quitter la ligne de l'Adige. Tandis qu'une partie de l'armée gardait cette ligne, qu'une autre assiégeait Mantoue et le château de Milan, il voulait, avec une simple division échelonnée en arrière sur le Po, faire trembler toute la péninsule, et amener le pontife et la reine de Naples à implorer la clémence républicaine. On annonçait l'approche d'une grande armée, détachée du Rhin pour venir disputer l'Italie à ses vainqueurs. Cette armée, qui devait traverser la Forêt-Noire, le Voralberg, le Tyrol, ne pouvait arriver avant un mois. Bonaparte avait donc le temps de tout terminer sur ses derrières, sans trop s'éloigner de l'Adige, et de manière à pouvoir, par une simple marche rétrograde, se retrouver en face de l'ennemi.

Il était temps en effet qu'il songeât au reste de l'Italie. La présence de l'armée française y développait les opinions avec une singulière rapidité. Les provinces vénitiennes ne pouvaient plus souffrir le joug aristocratique. La ville de Brescia manifestait un grand penchant à la révolte. Dans toute la Lombardie, et surtout à Milan, l'esprit public faisait des progrès rapides. Les ducs de Modène et Reggio, les légations de Bologne et Ferrare, ne voulaient plus ni de leur vieux duc, ni du pape. En revanche, le parti contraire devenait plus hostile. L'aristocratie génoise était fort indisposée, et méditait de mauvais projets sur nos derrières. Le ministre autrichien Gerola était l'instigateur secret de tous ces projets. L'état de Gênes était rempli de petits fiefs relevant de l'Empire. Les seigneurs génois revêtus de ces fiefs réunissaient les déserteurs, les bandits, les prisonniers

autrichiens qui avaient réussi à s'échapper, les soldats piémontais qu'on avait licenciés, et formaient des bandes de partisans connus sous le nom de Barbets. Ils infestaient l'Apennin par où l'armée française était entrée; ils arrêtaient les courriers, pillaient nos convois, massacraient les détachements français quand ils n'étaient pas assez nombreux pour se défendre, et repandaient l'inquiétude sur la route de France. En Toscane, les Anglais s'étaient rendus maîtres du port de Livourne, grâce à la protection du gouverneur, et le commerce français était traité en ennemi. Enfin Rome faisait des préparatifs hostiles; l'Angleterre lui promettait quelques mille hommes; et Naples, toujours agitée par les caprices d'une reine violente, annonçait un armement formidable. Le faible roi, quittant un instant le soin de la pêche, avait publiquement imploré l'assistance du ciel; il avait, dans une cérémonie solennelle, déposé ses ornements royaux, et les avait consacrés au pied des autels. Toute la population napolitaine avait applaudi et poussé d'affreuses vociférations; une multitude de misérables, incapables de manier un fusil et d'envisager une baïonnette française, demandaient des armes et voulaient marcher contre notre armée.

Quoique ces mouvements n'eussent rien de bien alarmant pour Bonaparte, tant qu'il pouvait disposer de six mille hommes, il devait se hâter de les réprimer avant l'arrivée de la nouvelle armée autrichienne, qui exigeait la présence de toutes nos forces sur l'Adige. Bonaparte commençait à recevoir de l'armée des Alpes quelques renforts, ce qui lui permettait d'employer quinze mille hommes au blocus de Mantoue et du

chateau de Milan, vingt mille a la garde de l'Adige, et de porter une division sur le Po pour executer ses projets sur le midi de l'Italie.

Il se rendit sur-le-champ a Milan pour faire ouvrir la tranchee autour du chateau, et hater sa reddition. Il ordonna a Augereau, qui etait sur le Mincio, tres pres du Po, de passer ce fleuve a Borgo-Forte, et de se diriger sur Bologne. Il enjoignit a Vaubois de s'acheminer de Tortone a Modene, avec quatre ou cinq mille hommes arrivant des Alpes. De cette maniere il pouvait diriger huit a neuf mille hommes dans les legations de Bologne et de Ferrare, et menacer de la toute la peninsule.

Il attendit pendant quelques jours la fin des inondations sur le Bas-Po, avant de mettre sa colonne en mouvement. Mais la cour de Naples, faible autant qu'elle etait violente, avait passe de la fureur a l'abattement. En apprenant nos dernieres victoires dans la Haute-Italie, elle avait fait partir le prince de Belmonte-Pignatelli pour se soumettre au vainqueur. Bonaparte renvoya pour la paix au directoire, mais crut devoir accorder un armistice. Il ne lui convenait pas de s'enfoncer jusqu'a Naples avec quelques mille hommes, et surtout dans l'attente de l'arrivee des Autrichiens. Il lui suffisait pour le moment de desarmer cette puissance, d'oter son appui a Rome, et de la brouiller avec la coalition. On ne pouvait pas, comme aux autres petits princes qu'on avait sous la main, lui imposer des contributions, mais elle s'engageait a ouvrir tous ses ports aux Francais, a retirer a l'Angleterre cinq vaisseaux et beaucoup de fregates qu'elle lui fournissait, enfin a priver l'armee autrichienne des deux mille quatre cents cavaliers qui servaient dans ses rangs. Ce corps de cavalerie devait rester sequestre sous la main de Bonaparte, qui etait maitre de le faire prisonnier a la premiere violation de l'armistice. Bonaparte savait tres bien que de pareilles conditions ne plairaient pas au gouvernement, mais dans le moment il lui importait d'avoir du repos sur ses derrieres, et il n'exigeait que ce qu'il croyait pouvoir obtenir. Le roi de Naples soumis, le pape ne pouvait pas resister; alors l'expedition sur la droite du Po se reduisait, comme il le voulait, a une expedition de quelques jours, et il revenait a l'Adige.

Il signa cet armistice, et partit ensuite pour passer le Po et se mettre a la tete des deux colonnes qu'il dirigeait sur l'Etat de l'Eglise, celle de Vaubois qui arrivait des Alpes pour le renfoncer, et celle d'Augereau qui retrogradait du Mincio sur le Po. Il attachait beaucoup d'importance a la situation de Genes, parce qu'elle etait placee sur l'une des deux routes qui conduisaient en France, et parce que son senat avait toujours montre de l'energie. Il sentait qu'il aurait fallu demander l'exclusion de vingt familles feudataires de l'Autriche et de Naples, pour y assurer la domination de la France; mais il n'avait pas d'ordres a cet egard, et d'ailleurs il craignait de revolutionner. Il se contenta donc d'ecrire une lettre au senat, dans laquelle il demandait que le gouverneur de Novi, qui avait protege les brigands, fut puni d'une maniere exemplaire, et que le ministre autrichien fut chasse de Genes; il voulait ensuite une explication categorique. "Pouvez-vous, disait il, ou ne pouvez-vous pas delivrer votre territoire des assassins qui l'infestent? Si vous ne pouvez pas prendre des mesures, j'en prendrai pour vous; je ferai bruler les villes et les villages ou se commettra un assassinat; je ferai bruler les maisons qui donneront asile aux assassins, et punir exemplairement les magistrats qui les souffriront. Il faut que le meurtre d'un Francais porte malheur aux communes entieres qui ne l'auraient pas empeche." Comme il connaissait les lenteurs diplomatiques, il envoya son aide-de-camp Murat, pour porter sa lettre, et la lire lui-meme au senat. "Il faut, ecrivait-il

au ministre Faypoult, un genre de communication qui electrise ces messieurs." Il fit partir en meme temps Lannes avec douze cents hommes, pour aller chatier les fiefs imperiaux. Le chateau d'Augustin Spinola, le principal instigateur de la revolte, fut brule. Les Barbets saisis les armes a la main furent impitoyablement fusilles. Le senat de Genes epouvante destitua le gouverneur de Novi, congedia le ministre Gerola, et promit de faire garder les routes par ses propres troupes. Il envoya a Paris M. Vincent Spinola, pour s'entendre avec le directoire sur tous les objets en litige, sur l'indemnite due pour la fregate _la Modeste_, sur l'expulsion des familles feudataires, et sur le rappel des familles exilees.

Bonaparte s'achemina ensuite sur Modene, ou il arriva le 1er messidor (19 juin), tandis qu'Augereau entrait a Bologne le meme jour.

L'enthousiasme des Modenois fut extreme. Ils vinrent a sa rencontre, et lui envoyerent une deputation pour le complimenter. Les principaux d'entre eux l'entourerent de sollicitations, et le supplierent de les affranchir du joug de leur duc, qui avait emporte leurs depouilles a Venise. Comme la regence laissee par le duc s'etait montree fidele aux conditions de l'armistice, et que Bonaparte n'avait aucune raison pour exercer les droits de conquete sur le duche, il ne pouvait satisfaire les Modenois; c'etait d'ailleurs une question que la politique conseillait d'ajourner. Il se contenta de donner des esperances, et conseilla le calme. Il partit pour Bologne. Le fort d'Urbino etait sur sa route, et c'etait la premiere place appartenant au pape. Il la fit sommer; le chateau se rendit. Il renfermait soixante pieces de canon de gros calibre, et quelques cents hommes. Bonaparte fit acheminer cette grosse artillerie sur Mantoue, pour y etre employee au siege. Il arriva a Bologne, ou l'avait precede la division Augereau. La joie des habitans fut des plus vives. Bologne est une ville de cinquante mille ames, magnifiquement batie, celebre par ses artistes, ses savans et son universite. L'amour pour la France et la haine pour le Saint-Siege y etaient extremes. Ici Bonaparte ne craignait pas de laisser eclater les sentimens de liberte, car il etait dans les possessions d'un ennemi declare, le pape, et il lui etait permis d'exercer le droit de conquete. Les deux legations de Ferrare et de Bologne l'entourerent de leurs deputes: il leur accorda une independance provisoire, en promettant de la faire reconnaitre a la paix.

Le Vatican etait dans l'alarme, et il envoya sur-le-champ un negociateur pour interceder en sa faveur. L'ambassadeur d'Espagne, d'Azara, connu par son esprit et par son gout pour la France, et ministre d'une puissance amie, fut choisi. Il avait deja negocie pour le duc de Parme. Il arriva a Bologne, et vint mettre la tiare aux pieds de la republique victorieuse. Fidele a son plan, Bonaparte, qui ne voulait rien abattre ni rien edifier encore, exigea d'abord que les legations de Bologne et de Ferrare restassent independantes, que la ville d'Ancone recut garnison francaise, que le pape donnat 21 millions, des bles, des bestiaux, et cent tableaux ou statues: ces conditions furent acceptees. Bonaparte s'entretint beaucoup avec le ministre d'Azara, et le laissa plein d'enthousiasme. Il ecrivit une lettre au celebre astronome Oriani, au nom de la republique, et demanda a le voir. Ce savant modeste fut interdit en presence du jeune vainqueur, et ne lui rendit hommage que par son embarras. Bonaparte ne negligait rien pour honorer l'Italie, pour reveiller son orgueil et son patriotisme. Ce n'etait point un conquerant barbare qui venait la ravager, c'etait un heros de la liberte venant ranimer le flambeau du genie dans l'antique patrie de la civilisation. Il laissa Monge, Bertholet et les freres Thouin, que le

directoire lui avait envoyés, pour choisir les objets destinés aux musées de Paris.

Le 8 messidor (26 juin), il passa l'Apennin avec la division Vaubois, et

entra en Toscane. Le duc, épouvanté, lui envoya son ministre Manfredini. Bonaparte le rassura sur ses intentions, qu'il laissa secrètes. Pendant ce temps, sa colonne se porta à marches forcées sur Livourne, où elle entra à l'improviste, et s'empara de la factorerie anglaise. Le gouverneur Spannochi fut saisi, enfermé dans une chaise de poste, et envoyé au grand-duc avec une lettre, dans laquelle on expliquait les motifs de cet acte d'hostilité commis chez une puissance amie. On disait au grand-duc que son gouverneur avait manqué à toutes les lois de la neutralité, en opprimant le commerce français, en donnant asile aux émigrés et à tous les ennemis de la république; et on ajoutait que, par respect pour son autorité, on lui laissait à lui-même le soin de punir un ministre infidèle. Cet acte de vigueur prouvait à tous les états neutres que le général français ferait la police chez eux, s'ils ne savaient l'y faire. On n'avait pas pu saisir tous les vaisseaux des Anglais, mais leur commerce fit de grandes pertes. Bonaparte laissa garnison à Livourne, et désigna des commissaires pour se faire livrer tout ce qui appartenait aux Anglais, aux Autrichiens et aux Russes. Il se rendit ensuite de sa personne à Florence, où le grand-duc lui fit une réception magnifique. Après y avoir séjourné quelques jours, il repassa le Po pour revenir à son quartier-général de Roverbella, près Mantoue. Ainsi, une vingtaine de jours, et une division échelonnée sur la droite du Po, lui avaient suffi pour imposer aux puissances de l'Italie, et pour s'assurer du calme pendant les nouvelles luttes qu'il avait encore à soutenir contre la puissance autrichienne.

Tandis que l'armée d'Italie remplissait avec tant de gloire la tâche qui lui était imposée dans le plan général de campagne, les armées d'Allemagne n'avaient pas pu encore se mettre en mouvement. La difficulté d'organiser leurs magasins et de se procurer les chevaux les avait jusqu'ici retenues dans l'inaction. De son côté, l'Autriche, qui aurait eu le plus grand intérêt à prendre brusquement l'initiative, avait mis une inconcevable lenteur à faire ses préparatifs, et ne s'était mise en mesure de commencer les hostilités que pour le milieu de prairial (commencement de juin). Ses armées étaient sur un pied formidable, et de beaucoup supérieures aux nôtres. Mais nos succès en Italie l'avaient obligée à détacher Wurmser avec trente mille hommes de ses meilleures troupes du Rhin, pour aller recueillir et reorganiser les débris de Beaulieu. Ainsi, outre ses conquêtes, l'armée d'Italie rendait l'important service de dégager les armées d'Allemagne. Le conseil aulique, qui avait résolu de prendre l'offensive, et de porter le théâtre de la guerre au sein de nos provinces, ne songea plus dès lors qu'à garder la défensive et à s'opposer à notre invasion. Il aurait même voulu laisser subsister l'armistice; mais il était dénoncé, et les hostilités devaient commencer le 12 prairial (31 mai).

Déjà nous avons donné une idée du théâtre de la guerre. Le Rhin et le Danube sortis, l'un des grandes Alpes, l'autre des Alpes de Souabe, après s'être rapprochés dans les environs du lac de Constance, se séparent pour aller, le premier vers le nord, le second vers l'orient de l'Europe. Deux vallées transversales et presque parallèles, celles du Mein et du Neckar, forment en quelque sorte deux débouchés, pour aller, à travers le massif des Alpes de Souabe, dans la vallée du Danube, ou pour venir de la vallée du Danube dans celle du Rhin.

Ce theatre de guerre, et le plan d'operations qu'il comporte, n'etaient point connus alors comme ils le sont aujourd'hui graces a de grands exemples. Carnot, qui dirigeait nos plans, s'etait fait une theorie d'apres la celebre campagne de 1794, qui lui avait valu tant de gloire en Europe. A cette epoque, le centre de l'ennemi, retranche dans la foret de Mormale, ne pouvant etre entame, on avait file sur ses ailes, et en les debordant, on l'avait oblige a la retraite. Cet exemple s'etait grave dans la memoire de Carnot. Doue d'un esprit novateur, mais systematique, il avait imagine une theorie d'apres cette campagne, et il etait persuade qu'il fallait toujours agir a la fois sur les deux ailes d'une armee, et chercher constamment a les deborder. Les militaires ont regarde cette idee comme un progres veritable et comme deja bien preferable au systeme des cordons, tendant a attaquer l'ennemi sur tous les points, mais elle s'etait changee dans l'esprit de Carnot en un systeme arrete et dangereux. Les circonstances qui s'offraient ici l'engageaient encore davantage a suivre ce systeme. L'armee de Sambre-et-Meuse et celle de Rhin-et-Moselle etaient placees toutes deux sur le Rhin, a deux points tres distans l'un de l'autre: deux vallees partaient de ces points pour deboucher sur le Danube. C'etaient la des motifs bien suffisans pour Carnot de former les Francais en deux colonnes, dont l'une remontant par le Mein, l'autre par le Necker, tendraient ainsi a deborder les ailes des armees imperiales, et a les obliger de retrograder sur le Danube. Il prescrivit donc aux generaux Jourdan et Moreau de partir, le premier de Dusseldorf, le second de Strasbourg, pour s'avancer isolement en Allemagne. Comme l'ont remarque un grand capitaine et un grand critique, et comme les faits l'ont prouve depuis, se former en deux corps, c'etait sur-le-champ donner a l'ennemi la faculte et l'idee de se concentrer, et d'accabler avec la masse entiere de ses forces l'un ou l'autre de ces deux corps. Clerfayt avait fait a peu pres cette manoeuvre dans la campagne precedente, en repoussant d'abord Jourdan sur le Bas-Rhin, et en venant ensuite se jeter sur les lignes de Mayence. Le general ennemi ne fut-il pas un homme superieur, on le forcait par la a suivre ce plan, et on lui suggerait la pensee que le genie aurait du lui inspirer.

L'invasion fut donc concertee sur ce plan vicieux. Les moyens d'execution etaient aussi mal concus que le plan lui-meme. La ligne qui separait les armees, remontait le Rhin de Dusseldorf jusqu'a Bingen, decrivait un arc de Bingen a Mannheim, par le pied des Vosges, et rejoignait le Rhin jusqu'a Bale. Carnot voulait que l'armee de Jourdan, debouchant par Dusseldorf et la tete du pont de Neuwied, se portat au nombre de quarante mille hommes sur la rive droite, pour y attirer l'ennemi; que le reste de cette armee, forte de vingt-cinq mille hommes, partant de Mayence sous les ordres de Marceau, remontat le Rhin, et, filant par les derrieres de Moreau, allat passer clandestinement le fleuve aux environs de Strasbourg. Les generaux Jourdan et Moreau se reunirent pour faire sentir au directoire les inconveniens de ce projet. Jourdan, reduit a quarante mille hommes sur le Bas-Rhin, pouvait etre accable et detruit, pendant que le reste de son armee perdrait un temps incalculable a remonter depuis Mayence jusqu'a Strasbourg. Il etait bien plus naturel de faire executer le passage vers Strasbourg, par l'extreme droite de Moreau. Cette maniere de proceder permettait tout autant de secret que l'autre, et ne faisait pas perdre un temps precieux aux armees. Cette modification fut admise. Jourdan, profitant des deux tetes de pont qu'il avait a Dusseldorf et a Neuwied, dut passer le premier pour attirer l'ennemi a lui, et detourner ainsi l'attention du Haut-Rhin, ou Moreau avait un passage de vive force a executer.

Le plan etant ainsi arrete, on se prepara a le mettre a execution. Les

armees des deux nations etaient a peu pres egales en forces. Depuis le depart de Wurmser, les Autrichiens avaient sur toute la ligne du Rhin cent cinquante et quelques mille hommes, cantonnees depuis Bale jusqu'aux environs de Dusseldorf. Les Francais en avaient autant, sans compter quarante mille hommes consacres a la garde de la Hollande, et entretenus a ses frais. Il y avait cependant une difference entre les deux armees. Les Autrichiens, dans ces cent cinquante mille hommes, comptaient a peu pres trente-huit mille chevaux, et cent quinze mille fantassins; les Francais avaient plus de cent trente mille fantassins, mais quinze ou dix-huit mille chevaux tout au plus. Cette superiorite en cavalerie donnait aux Autrichiens un grand avantage, surtout pour les retraites. Les Autrichiens avaient un autre avantage, celui d'obeir a un seul general. Depuis le depart de Wurmser, les deux armees imperiales avaient ete placees sous les ordres supremes du jeune archiduc Charles, qui s'etait deja distingue a Turcoing, et des talents duquel on augurait beaucoup. Les Francais avaient deux excellents generaux, mais agissant separement, a une grande distance l'un de l'autre, et sous la direction d'un cabinet place a deux cents lieues du theatre de la guerre.

L'armistice expirait le 11 prairial (30 mai). Les hostilites commencerent par une reconnaissance generale sur les avant-postes. L'armee de Jourdan s'etendait, comme on sait, des environs de Mayence jusqu'a Dusseldorf. Il avait a Dusseldorf une tete de pont pour deboucher sur la rive droite; il pouvait ensuite remonter entre la ligne de la neutralite prussienne et le Rhin, jusqu'aux bords de la Lahn, pour se porter de la Lahn sur le Mein. Les Autrichiens avaient quinze ou vingt mille hommes dissemines sous le prince de Wurtemberg, de Mayence a Dusseldorf. Jourdan fit deboucher Kleber par Dusseldorf avec vingt-cinq mille hommes. Ce general replia les Autrichiens, les battit le 16 prairial (4 juin) a Altenkirchen, et remonta la rive droite entre la ligne de neutralite et le Mein. Quand il fut parvenu a la hauteur de Neuwied, et qu'il eut couvert ce debouche, Jourdan, profitant du pont qu'il avait sur ce point, passa le fleuve avec une partie de ses troupes, et vint rejoindre Kleber sur la rive droite. Il se trouva ainsi avec quarante-cinq mille hommes a peu pres, sur la Lahn, le 17 (5 juin). Il avait laisse Marceau avec trente mille hommes devant Mayence. L'archiduc Charles, qui etait vers Mayence, en apprenant que les Francais recommencaient l'excursion de l'annee precedente, et debouchaient encore par Dusseldorf et Neuwied, se reporta avec une partie de ses forces sur la rive droite pour s'opposer a leur marche. Jourdan se proposait d'attaquer le corps du prince de Wurtemberg avant qu'il fut renforce; mais oblige de differer d'un jour, il perdit l'occasion, et fut attaque lui-meme a Wetzlar, le 19 (7 juin). Il bordait la Lahn, ayant sa droite au Rhin, et sa gauche a Wetzlar. L'archiduc, donnant avec la masse de ses forces sur Wetzlar, battit son extreme gauche, formee par la division Lefevre, et l'obligea a se replier. Jourdan, battu sur la gauche, etait oblige d'appuyer sur sa droite, qui touchait au Rhin, et se trouvait ainsi pousse vers ce fleuve. Afin de n'y etre pas jete, il devait attaquer l'archiduc. Pour cela, il fallait livrer bataille, le Rhin a dos. Il pouvait s'exposer ainsi, dans le cas d'une defaite, a regagner difficilement ses ponts de Neuwied et Dusseldorf, et peut-etre a essayer une deroute desastreuse. Une bataille etait donc dangereuse, et meme inutile, puisqu'il avait rempli son but en attirant l'ennemi a lui, et en amenant une derivation des forces autrichiennes du Haut sur le Bas-Rhin. Il pensa donc qu'il fallait se replier, et ordonna la retraite, qui se fit avec calme et fermete. Il repassa a Neuwied et prescrivit a Kleber de redescendre jusqu'a Dusseldorf, pour y revenir sur la rive gauche. Il lui avait recommande de marcher lentement, mais de n'engager aucune action

serieuse. Kleber, se sentant trop presse a Ukerath, et emporte par son instinct guerrier, fit volte-face un instant, et frappa sur l'ennemi un coup vigoureux, mais inutile; apres quoi il regagna son camp retranche de Dusseldorf. Jourdan, en avançant pour reculer encore, avait execute une tache ingrate, dans l'interet de l'armee du Rhin. Les gens mal instruits pouvaient en effet regarder cette manoeuvre comme une defaite; mais le devouement de ce brave general ne connaissait aucune consideration, et il attendit, pour reprendre l'offensive, que l'armee du Rhin eut profite de la diversion qu'il venait d'operer. Moreau, qui avait montre une prudence, une fermete, un sang-froid rares, dans les operations auxquelles il avait ete precedemment employe vers le Nord, disposait tout pour remplir dignement sa tache. Il avait resolu de passer le Rhin a Strasbourg. Cette grande place etait un excellent point de depart. Il pouvait y reunir une grande quantite de bateaux, et beaucoup de vivres et de troupes. Les iles boisees, qui coupent le cours du Rhin sur ce point, en favorisaient le passage. Le fort de Kehl, place sur la rive droite, etait facile a surprendre; une fois occupe, on pouvait le reparer, et s'en servir pour proteger le pont qui serait jete devant Strasbourg.

Tout etant dispose pour cet objet, et l'attention des ennemis etant dirigee sur le Bas-Rhin, Moreau ordonna, le 26 prairial (14 juin), une attaque generale sur le camp retranche de Manheim. Cette attaque avait pour but de fixer sur Manheim l'attention du general Latour, qui commandait les troupes du Haut-Rhin sous l'archiduc Charles, et de resserrer les Autrichiens dans leur ligne. Cette attaque, dirigee avec habilete et vigueur, reussit parfaitement. Immediatement apres, Moreau dirigea une partie de ses troupes sur Strasbourg; on repandit le bruit qu'elles allaient en Italie, pour en renforcer l'armee, et on leur fit preparer des vivres a travers la Franche-Comte, afin d'accréditer cette opinion. D'autres troupes partirent des environs de Huningue, pour descendre a Strasbourg; et, quant a celles-ci, on pretendit qu'elles allaient en garnison a Worms. Ces mouvemens furent concertes de maniere que toutes les troupes fussent arrivees au point designe le 5 messidor (23 juin). Ce jour-la, en effet, vingt-huit mille hommes se trouverent reunis, soit dans le polygone de Strasbourg, soit dans les environs, sous le commandement du general Desaix. Dix mille hommes devaient essayer de passer au-dessous de Strasbourg, dans les environs de Gabsheim; quinze mille hommes devaient passer de Strasbourg a Kehl. Le 5 au soir (23 juin), on ferma les portes de Strasbourg, pour que l'avis du passage ne put pas etre donne a l'ennemi. Dans la nuit les troupes s'acheminèrent en silence vers le fleuve. Les bateaux furent conduits dans le bras Mabile, et du bras Mabile dans le Rhin. La grande ile d'Ehrlen-Rhin presentait un intermediaire favorable au passage. Les bateaux y jeterent deux mille six cents hommes. Ces braves gens ne voulant pas donner l'eveil par l'explosion des armes a feu, fondirent a la baionnette sur les troupes repandues dans l'ile, les poursuivirent, et ne leur donnerent pas le temps de couper les petits ponts qui aboutissaient de cette ile sur la rive droite. Ils passerent ces ponts a leur suite; et quoique l'artillerie ni la cavalerie ne pussent les suivre, ils oserent deboucher seuls dans la grande plaine qui borde le fleuve, et s'approcherent de Kehl. Le contingent des Souabes etait campe a quelque distance de la, a Wilstett. Les detachemens qui en arrivaient, surtout en cavalerie, rendaient perilleuse la situation de l'infanterie francaise qui avait ose deboucher sur la rive droite. On n'hesita pas a renvoyer les bateaux qui l'avaient transportee, et a compromettre ainsi sa retraite, pour aller lui chercher du secours. D'autres troupes arriverent; on s'avanca sur Kehl, on aborda les retranchemens a la baionnette, et on les enleva. L'artillerie trouvee dans le fort fut

tournee aussitot sur les troupes ennemies arrivant de Wilstett, et elles furent repoussees. Alors un pont fut jete entre Strasbourg et Kehl, et acheve le lendemain 7 (25 juin). L'armee y passa toute entiere. Les dix mille hommes envoyes a Gombsheim n'avaient pu tenter le passage, a cause de la crue des eaux. Ils remonterent a Strasbourg, et franchirent le fleuve sur le pont qu'on venait d'y jeter.

Cette operation avait ete executee avec secret, precision et hardiesse. Cependant le disseminement des troupes autrichiennes depuis Bale jusqu'a Manheim, en diminuait beaucoup la difficulte et le merite. Le prince de Conde se trouvait avec trois mille huit cents hommes vers le Haut-Rhin, a Brissac; le contingent de Souabe, au nombre de sept mille cinq cents, etait a Wilstett, a la hauteur de Strasbourg; et huit mille hommes, a peu pres, sous Starrai, campaient depuis Strasbourg jusqu'a Manheim. Les forces ennemies etaient donc peu redoutables sur ce point; mais cet avantage lui-meme etait du au secret du passage, et le secret a la prudence avec laquelle il avait ete prepare.

Cette situation presentait l'occasion des plus beaux triomphes. Si Moreau avait agi avec la rapidite du vainqueur de Montenotte, il pouvait fondre sur les corps dissemines le long du fleuve, les detruire l'un apres l'autre, et venir meme accabler Latour, qui repassait de Manheim sur la rive droite, et qui, dans le moment, comptait tout au plus trente-six mille hommes. Il aurait pu mettre ainsi hors de combat toute l'armee du Haut-Rhin, avant que l'archiduc Charles put revenir des bords de la Lahn. L'histoire fait voir que la rapidite est toute puissante a la guerre, comme dans toutes les situations de la vie. Prevenant l'ennemi, elle detruit en detail; frappant coup sur coup, elle ne lui donne pas le temps de se remettre, le demoralise, lui ote la pensee et le courage. Mais cette rapidite, dont on vient de voir de si beaux exemples sur les Alpes et le Po, suppose plus que la simple activite; elle suppose un grand but, un grand esprit pour le concevoir, de grandes passions pour oser y pretendre. On ne fait rien de grand au monde sans les passions, sans l'ardeur et l'audace qu'elles communiquent a la pensee et au courage. Moreau, esprit lumineux et ferme, n'avait pas cette chaleur entrainante, qui, a la tribune, a la guerre, dans toutes les situations, enleve les hommes, et les conduit malgre eux a de vastes fins.

Moreau employa l'intervalle du 7 au 10 messidor (25, 28 juin) a reunir ses divisions sur la rive droite du Rhin. Celle de Saint-Cyr, qu'il avait laissee a Manheim, arrivait a marches forcees. En attendant cette division, il avait sous sa main cinquante-trois mille hommes, et il en voyait une vingtaine de mille dissemines autour de lui. Le 10 (28 juin), il fit attaquer dix mille Autrichiens retranches sur le Renchen, les battit, et leur fit huit cents prisonniers. Les debris de ce corps se replierent sur Latour, qui remontait la rive droite. Le 12 (30 juin), Saint-Cyr etant arrive, toute l'armee se trouva au-dela du fleuve. Elle presentait une masse de soixante-onze mille hommes, dont soixante-trois mille d'infanterie, six mille chevaux, etc. Moreau donna la droite a Ferino, le centre a Saint-Cyr, la gauche a Desaix. Il se trouvait au pied des Montagnes Noires.

Les Alpes de Souabe forment un massif qui rejette, comme on sait, le Danube a l'orient, le Rhin au nord: c'est a travers ce massif que serpentent le Necker et le Mein pour se jeter dans le Rhin. Ce sont des montagnes de mediocre hauteur, couvertes de bois, et traversees de defiles etroits. La vallee du Rhin est separee de celle du Necker par une chaine qu'on appelle les Montagnes Noires. Moreau, transporte sur la

rive droite, etait a leur pied. Il devait les franchir pour deboucher dans la vallee du Neckar. Le contingent des Souabes et le corps de Conde remontaient vers la Suisse pour garder les passages superieurs des Montagnes Noires. Latour, avec le corps principal, revenait de Manheim, pour garder les passages inferieurs par Rastadt, Ettlingen et Pforzheim. Moreau pouvait sans inconvenient negliger les detachemens qui se retiraient du cote de la Suisse, et se porter, avec la masse entiere de ses forces, sur Latour; il l'aurait infailliblement accable. Alors il aurait debouche en vainqueur dans la vallee du Neckar, avant l'archiduc Charles. Mais, en general prudent, il confia a Ferino le soin de suivre avec sa droite les corps detaches des Souabes et de Conde; il dirigea Saint-Cyr avec le centre, directement vers les montagnes, pour occuper certaines hauteurs, et il longea lui-meme leur pied pour descendre a Rastadt au-devant de Latour. Cette marche etait le double resultat de sa circonspection et du plan de Carnot. Il voulait se couvrir partout, et en meme temps etendre sa ligne vers la Suisse, pour etre pret a soutenir par les Alpes l'armee d'Italie. Moreau se mit en mouvement le 12 (30 juin). Il marchait entre le Rhin et les montagnes, dans un pays inegal, coupe de bois et creuse par des torrens. Il s'avancait avec circonspection, et n'arriva que le 15 a Rastadt (3 juillet). Il etait temps encore d'accabler Latour, qui n'avait pas ete rejoint par l'archiduc Charles. Ce prince, en apprenant le passage, arrivait a marches forcees avec vingt-cinq mille hommes de renfort. Il en laissait trente-six mille sur la Lahn, et vingt-sept mille devant Mayence, pour tenir tete a Jourdan, le tout sous les ordres du general Wartensleben. Il se hatait le plus qu'il pouvait; mais ses tetes de colonnes etaient encore fort eloignees. Latour, apres avoir laisse garnison dans Manheim, comptait au plus trente-six mille hommes. Il etait range sur la Murg, qui va se jeter dans le Rhin, ayant sa gauche a Gernsbach, dans les montagnes; son centre, a leur pied, vers Kuppenheim, un peu en avant de la Murg; sa droite dans la plaine, le long des bois de Niederbulh, qui s'etendent au bord du Rhin; sa reserve a Rastadt. Il etait imprudent a Latour de s'engager avant l'arrivee de l'archiduc. Mais sa position le rassurant, il voulait resister pour couvrir la grande route qui de Rastadt va deboucher sur le Neckar.

Moreau n'avait avec lui que sa gauche; son centre, sous Saint-Cyr, etait reste en arriere, pour s'emparer de quelques postes dans les Montagnes Noires. Cette circonstance compensait l'inegalite des forces. Le 17 (5 juillet), il attaqua Latour. Ses troupes se conduisirent avec une grande valeur, enleverent la position de Gernsbach, sur le haut de la Murg, et penetrerent a Kuppenheim, vers le centre de la position ennemie. Mais, dans la plaine, ses divisions eurent de la peine a deboucher sous le feu de l'artillerie, et en presence de la nombreuse cavalerie autrichienne. Neanmoins, on aborda Niederbulh et Rastadt, et on parvint a se rendre maitre de la Murg sur tous les points. On fit un millier de prisonniers.

Moreau s'arreta sur le champ de bataille, sans vouloir poursuivre l'ennemi. L'archiduc n'etait point arrive, et il aurait encore pu accabler Latour; mais il trouvait ses troupes fatiguees, il sentait la necessite d'amener Saint-Cyr a lui, pour agir avec une plus grande masse de forces, et il attendit jusqu'au 21 (9 juillet), avant de livrer une nouvelle attaque. Cet intervalle de quatre jours permit a l'archiduc d'arriver avec un renfort de vingt-cinq mille hommes, et a l'ennemi de combattre a chance egale.

La position respective des deux armees etait a peu pres la meme. Elles etaient toutes deux en ligne perpendiculaire au Rhin, une aile dans les montagnes, le centre au pied, la gauche dans la plaine boisee et

marecageuse qui longe le fleuve. Moreau, qui s'eclairait lentement, mais toujours a temps, parce qu'il conservait le calme necessaire pour rectifier ses fautes, avait senti, en combattant a Rastadt, l'importance de porter son effort principal dans les montagnes. En effet, celui qui en etait maitre, avait les debouches de la vallee du Necker, objet principal qu'on se disputait; il pouvait en outre deborder son adversaire, et le pousser dans le Rhin, Moreau avait une raison de plus de combattre dans les montagnes: c'etait sa superiorite en infanterie, et son inferiorite en cavalerie. L'archiduc sentait comme lui l'importance de s'y etabli, mais il avait, dans ses nombreux escadrons, une raison de tenir aussi la plaine. Il rectifia la position prise par Latour; il jeta les Saxons dans les montagnes pour deborder Moreau; il fit renforcer le plateau de Rothensol, ou s'appuyait sa gauche; il deploya son centre au pied des montagnes en avant de Malsch, et sa cavalerie dans la plaine. Il voulait attaquer le 22 (10 juillet): Moreau le prevint, et l'attaqua le 21 (9 juillet).

Le general Saint-Cyr, que Moreau avait ramene a lui, et qui formait la droite, attaqua le plateau de Rothensol. Il deploya la cette precision, cette habilete de manoeuvres, qui l'ont distingue pendant sa belle carriere. N'ayant pu deloger l'ennemi d'une position formidable, il l'entoura de tirailleurs, puis il fit essayer une charge, et feindre une fuite, pour engager les Autrichiens a quitter leur position, et a se jeter a la poursuite des Francais. Cette manoeuvre reussit: les Autrichiens, voyant les Francais s'avancer, puis s'enfuir en desordre, se jeterent apres eux. Le general Saint-Cyr, qui avait des troupes preparees, les lanca alors sur les Autrichiens, qui avaient quitte leur position, et se rendit maitre du plateau. Des ce moment, il s'avanca, intimida les Saxons destines a deborder notre droite, et les obligea a se replier. A Malsch, au centre, Desaix s'engagea vivement avec les Autrichiens, prit et perdit ce village, et finit la journee en se portant sur les dernieres hauteurs, qui longent le pied des montagnes. Dans la plaine, notre cavalerie ne s'etait point engagee, et Moreau l'avait tenue a la lisiere des bois.

La bataille etait donc indecise, excepte dans les montagnes. Mais c'etait le point important, car, en poursuivant son succes, Moreau pouvait etendre son aile droite autour de l'archiduc, lui enlever les debouches de la vallee du Necker, et le pousser dans le Rhin. Il est vrai qu'a son tour, l'archiduc, s'il perdait les montagnes, qui etaient sa base, pouvait faire perdre a Moreau le Rhin, qui etait la notre; il pouvait renouveler son effort dans la plaine, battre Desaix, et, s'avançant le long du Rhin, mettre Moreau en l'air. Dans ces occasions, c'est le moins hardi qui est compromis: c'est celui qui se croit coupe, qui l'est en effet. L'archiduc crut devoir se retirer pour ne pas compromettre, par un mouvement hasarde, la monarchie autrichienne, qui n'avait plus que son armee pour appui. On a blame cette resolution, qui entraînait la retraite des armees imperiales, et exposait l'Allemagne a une invasion. On peut admirer ces belles et sublimes hardiesses du genie, qui obtiennent de grands resultats au prix de grands perils; mais on ne saurait en faire une loi. La prudence est seule un devoir, dans une situation comme celle de l'archiduc, et on ne peut le blamer d'avoir battu en retraite pour devancer Moreau dans la vallee du Necker et pour proteger ainsi les etats hereditaires. Sur-le-champ, en effet, il forma la resolution d'abandonner l'Allemagne, qu'aucune ligne ne pouvait couvrir, et de se porter, en remontant le Mein et le Necker, a la grande ligne des etats hereditaires, celle du Danube. Ce fleuve, couvert par les deux places de Ulm et Ratisbonne, etait le plus sur rempart de l'Autriche. En y concentrant ses forces, l'archiduc etait la chez lui, a

cheval sur un grand fleuve, avec des forces egales a celles de l'ennemi, avec la faculte de manoeuvrer sur les deux rives, et d'accabler l'une des deux armees envahissantes. L'ennemi, au contraire, se trouvait fort loin de chez lui, a une distance immense de sa base, sans cette superiorite de forces qui compense le danger de l'eloignement, avec le desavantage d'un pays affreux a traverser pour envahir et pour s'en retourner, et enfin avec l'inconvenient d'etre divise en deux corps, et d'etre commande par deux generaux. Ainsi les Imperiaux gagnaient, en se rapprochant du Danube, tout ce que perdaient les Francais. Mais, pour s'assurer tous ces avantages, l'archiduc devait arriver sans defaite au Danube; et, des lors, il devait se retirer avec fermete, mais sans s'exposer a aucun engagement.

Apres avoir laisse garnison a Mayence, a Ehrenbreistein, a Cassel, a Manheim, il ordonna a Wartensleben de se retirer pied a pied par la vallee du Mein, et de gagner le Danube, en s'engageant tous les jours assez pour soutenir le moral de ses troupes, mais pas assez pour les compromettre dans une action generale. Lui-meme en fit autant avec son armee; il la porta de Pforzheim dans la vallee du Neckar, et ne s'y arreta que le temps necessaire pour reunir ses parcs et leur donner le temps de se retirer. Wartensleben se repliait avec trente mille fantassins et quinze mille chevaux; l'archiduc avec quarante mille hommes d'infanterie et dix-huit de cavalerie; ce qui faisait cent trois mille hommes en tout. Le reste etait dans les places, ou avait file par le Haut-Rhin en Suisse, devant le general Ferino, qui commandait la droite de Moreau.

Des que Moreau eut decide la retraite des Autrichiens, l'armee de Jourdan passa de nouveau le Rhin a Dusseldorf et Neuwied, en manoeuvrant comme elle l'avait toujours fait, et se porta sur la Lahn, pour deboucher ensuite dans la vallee du Mein. Les armees francaises s'avancerent donc en deux colonnes, le long du Mein et du Neckar, suivant les deux armees imperiales, qui faisaient une tres belle retraite. Les nombreux escadrons des Autrichiens, voltigeant a l'arriere-garde, imposaient par leur masse, couvraient leur infanterie de nos insultes, et rendaient inutiles tous nos efforts pour l'entamer. Moreau, qui n'avait point eu de place a masquer, en se detachant du Rhin, marchait avec soixante-onze mille hommes. Jourdan, ayant du bloquer Mayence, Cassel, Ehrenbreistein, et consacrer vingt-sept mille hommes a ces operations, ne marchait qu'avec quarante-six mille, et n'etait guere superieur a Wartensleben.

D'apres le plan vicieux de Carnot, il fallait toujours deborder les ailes de l'ennemi, c'est-a-dire, s'eloigner du but essentiel, la reunion des deux armees. Cette reunion aurait permis de porter sur le Danube une masse de cent quinze ou cent vingt mille hommes, masse ecrasante, enorme, qui aurait trompe tous les calculs de l'archiduc, dejoue tous ses efforts pour se concentrer, passe le Danube sous ses yeux, enleve Ulm, et, de cette base, eut menace Vienne et ebranle le trone imperial[6].

[Footnote 6: Il faut lire a cet egard les raisonnemens qu'a faits Napoleon, et qu'il a appuyes de si grands exemples.]

Conformement au plan de Carnot, Moreau devait appuyer sur le Haut-Rhin et le Haut-Danube, et Jourdan vers la Boheme. On donnait a Moreau une raison de plus d'appuyer sur ce point, c'etait la possibilite de communiquer avec l'armee d'Italie par le Tyrol, ce qui supposait l'execution du plan gigantesque de Bonaparte, justement desapprouve

par le directoire. Comme Moreau voulait en meme temps ne pas etre trop detache de Jourdan, et lui donner la main gauche tandis qu'il tendait la droite a l'armee d'Italie, on le vit sur les bords du Necker, occuper une ligne de cinquante lieues. Jourdan, de son cote, charge de deborder Wartensleben, etait force de s'eloigner de Moreau; et comme Wartensleben, general routinier, ne comprenant en rien la pensee de l'archiduc, au lieu de se rapprocher du Danube, se portait vers la Boheme pour la couvrir, Jourdan, pour le deborder, etait force de s'etendre toujours davantage. On voyait ainsi les armees ennemies faire, chacune de leur cote, le contraire de ce qu'elles auraient du. Il y avait cependant cette difference entre Wartensleben et Jourdan, que le premier manquait a un ordre excellent, et que le second etait oblige d'en suivre un mauvais. La faute de Wartensleben etait a lui, celle de Jourdan au directeur Carnot.

Moreau livra un combat a Canstadt pour le passage du Necker, et s'enfonca ensuite dans les defiles de l'Alb, chaine de montagnes qui separe le Necker du Danube, comme les Montagnes Noires le separent du Rhin. Il franchit ces defiles et deboucha dans la vallee du Danube, vers le milieu de thermidor (fin de juillet), apres un mois de marche. Jourdan, apres avoir passe des bords de la Lahn sur ceux du Mein, et avoir livre un combat a Friedberg, s'arreta devant la ville de Francfort, qu'il menaca de bombarder si on ne la lui livrait sur-le-champ. Les Autrichiens n'y consentirent qu'a la condition d'une suspension d'armes de deux jours. Cette suspension leur permettait de franchir le Mein, et de se donner une avance considerable; mais elle sauvait une ville interessante, et dont les ressources pouvaient etre utiles a l'armee: Jourdan y consentit. La place fut remise le 28 messidor (16 juillet). Jourdan frappa des contributions sur cette ville, mais y mit une grande moderation, et deplut meme a l'armee par les menagemens qu'il montra pour le pays ennemi. Le bruit de l'opulence au milieu de laquelle vivait l'armee d'Italie, avait excite les imaginations, et on voulait vivre de meme en Allemagne. Jourdan remonta ensuite le Mein, s'empara de Wurtzbourg le 7 thermidor (27 juillet), puis deboucha au-dela des montagnes de Souabe, sur les bords de la Naab, qui tombe dans le Danube. Il etait a peu pres sur la hauteur de Moreau, et a la meme epoque, c'est-a-dire vers le milieu de thermidor (commencement d'aout). La Souabe et la Saxe avaient accede a la neutralite, envoye des agens a Paris pour traiter de la paix, et consenti a des contributions. Les troupes saxonnes et souabes se retirerent, et affaiblirent ainsi l'armee autrichienne d'une douzaine de mille hommes, a la verite peu utiles et se battant sans zele.

Ainsi, vers le milieu de l'ete, nos armees, maitresses de l'Italie, qu'elles dominaient tout entiere, maitresses d'une moitie de l'Allemagne, qu'elles avaient envahie jusqu'au Danube, menaçaient l'Europe. Depuis deux mois la Vendee etait soumise. Des cent mille hommes repandus dans l'Ouest, on pouvait en detacher cinquante mille pour les porter ou l'on voudrait. Les promesses du gouvernement directorial ne pouvaient etre plus glorieusement accomplies.

CHAPITRE IV.

ETAT INTERIEUR DE LA FRANCE VERS LE MILIEU DE L'ANNEE 1796 (AN IV).
--EMBARRAS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT, CHUTE DES MANDATS ET DU PAPIER-MONNAIE.--ATTAQUE DU CAMP DE GRENELLE PAR LES JACOBINS.
--RENOUVELLEMENT DU PACTE DE FAMILLE AVEC L'ESPAGNE, ET PROJET DE

QUADRUPLE ALLIANCE.--PROJET D'UNE EXPEDITION EN IRLANDE.--NEGOCIATIONS EN ITALIE.--CONTINUATION DES HOSTILITES; ARRIVEE DE WURMSER SUR L'ADIGE; VICTOIRES DE LONATO ET DE CASTIGLIONE.--OPERATIONS SUR LE DANUBE; BATAILLE DE NERESHEIM; MARCHE DE L'ARCHIDUC CHARLES CONTRE JOURDAN.--MARCHE DE BONAPARTE SUR LA BRENTA; BATAILLES DE ROVEREDO, BASSANO ET SAINT-GEORGE; RETRAITE DE WURMSER DANS MANTOUE. RETOUR DE JOURDAN SUR LE MEIN; BATAILLE DE WURTZBOURG; RETRAITE DE MOREAU.

La France n'avait jamais paru plus grande au dehors que pendant cet ete de 1796; mais sa situation interieure etait loin de repondre a son eclat exterieur. Paris offrait un spectacle singulier: les patriotes, furieux depuis l'arrestation de Baboeuf, de Drouet et de leurs autres chefs, execraient le gouvernement, et ne souhaitaient plus les victoires de la republique, depuis qu'elles profitaient au directoire. Les ennemis declares de la revolution les niaient obstinement; les hommes fatigues d'elle n'avaient pas l'air d'y croire. Quelques nouveaux riches, qui devaient leurs tresors a l'agiotage ou aux fournitures, etalaient un luxe effrene, et montraient la plus grande indifference pour cette revolution qui avait fait leur fortune; Cet etat moral etait le resultat inevitable d'une fatigue generale dans la nation, de passions inveterees chez les partis, et de la cupidite excitee par une crise financiere. Mais il y avait encore beaucoup de Francais republicains et enthousiastes, dont les sentiments etaient conserves, dont nos victoires rejouissaient l'ame, qui, loin de les nier, en accueillait au contraire la nouvelle avec transport, et qui prononcaient avec affection et admiration les noms de Hoche, Jourdan, Moreau et Bonaparte. Ceux-la voulaient qu'on fit de nouveaux efforts, qu'on obligeat les malveillans et les indifferens a contribuer de tous leurs moyens a la gloire et a la grandeur de la republique.

Pour obscurcir l'eclat de nos conquetes, les partis s'attachaient a decrier les generaux. Ils s'etaient surtout acharnes contre le plus jeune et le plus brillant, contre Bonaparte, dont le nom, en deux mois, etait devenu si glorieux. Il avait fait au 13 vendemiaire une grande peur aux royalistes, et ils le traitaient peu favorablement dans leurs journaux. On savait qu'il avait deploye un caractere assez imperieux en Italie; on etait frappe de la maniere dont il en agissait avec les etats de cette contree, accordant ou refusant a son gre des armistices, qui decidaient de la paix ou de la guerre; on savait que, sans prendre l'intermediaire de la tresorerie, il avait envoye des fonds a l'armee du Rhin. On se plaisait donc a dire malicieusement qu'il etait indocile, et qu'il allait etre destitue. C'etait un grand general perdu pour la republique, et une gloire importune arreee tout a coup. Aussi les malveillans s'empresserent-ils de repandre les bruits les plus absurdes; ils allerent jusqu'a pretendre que Hoche, qui etait alors a Paris, allait partir pour arreter Bonaparte au milieu de son armee. Le gouvernement ecrivit a Bonaparte une lettre qui dementait tous ces bruits, et dans laquelle il lui renouvelait le temoignage de toute sa confiance. Il fit publier la lettre dans tous les journaux. Le brave Hoche, incapable d'aucune basse jalousie contre un rival qui, en deux mois, s'etait place au-dessus des premiers generaux de la republique, ecrivit de son cote pour dementir le role qu'on lui pretait. Il faut citer cette lettre si honorable pour ces deux jeunes heros; elle etait adreesee au ministre de la police, et fut rendue publique.

"Citoyen ministre, des hommes qui, caches ou ignores pendant les premieres annees de la fondation de la republique, n'y pensent aujourd'hui que pour chercher les moyens de la detruire, et n'en parlent que pour calomnier ses plus fermes appuis, repandent depuis quelques

jours les bruits les plus injurieux aux armées et à l'un des officiers-généraux qui les commandent. Ne leur est-il donc plus suffisant, pour parvenir à leur but, de correspondre ouvertement avec la horde conspiratrice résidant à Hambourg? Faut-il que, pour obtenir la protection des maîtres qu'ils veulent donner à la France, ils avilissent les chefs des armées? Pensent-ils que ceux-ci, aussi faibles qu'au temps passé, se laisseront injurier sans oser répondre, et accuser sans se défendre? Pourquoi Bonaparte se trouve-t-il donc l'objet des fureurs de ces messieurs? Est-ce parce qu'il a battu leurs amis et eux-mêmes en vendémiaire? Est-ce parce qu'il dissout les armées des rois, et qu'il fournit à la république les moyens de terminer glorieusement cette honorable guerre? Ah! brave jeune homme, quel est le militaire républicain qui ne brûle du désir de t'imiter? Courage, Bonaparte! conduis à Naples, à Vienne, nos armées victorieuses; réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois, en donnant à nos armes un lustre nouveau; et laisse-nous le soin de ta gloire!

"J'ai ri de pitié en voyant un homme, qui d'ailleurs a beaucoup d'esprit, annoncer des inquiétudes, qu'il n'a pas sur les pouvoirs accordés aux généraux français. Vous les connaissez à peu près tous, citoyen ministre. Quel est celui qui, en lui supposant même assez de pouvoir sur son armée pour la faire marcher sur le gouvernement, quel est celui, dis-je, qui jamais entreprendrait de la faire, sans être, sur-le-champ accablé par ses compagnons? À peine les généraux se connaissent-ils, à peine correspondent-ils ensemble! leur nombre doit rassurer, sur les desseins que l'on prête gratuitement à l'un d'eux. Ignore-t-on ce que peuvent sur les hommes, l'envie, l'ambition, la haine, je puis ajouter, je pense, l'amour de la patrie et l'honneur? Rassurez-vous donc, républicains modernes.

"Quelques journalistes ont poussé l'absurdité au point de me faire aller en Italie pour arrêter un homme que j'estime, et dont le gouvernement a le plus à se louer. On peut assurer qu'au temps où nous vivons, peu d'officiers généraux se chargeraient de remplir les fonctions de gendarmes, bien que beaucoup soient disposés à combattre les factions et les factieux.

"Depuis mon séjour à Paris, j'ai vu des hommes de toutes les opinions: j'ai pu en apprécier quelques-uns à leur juste valeur. Il en est qui pensent que le gouvernement ne peut marcher sans eux: ils crient pour avoir des places. D'autres, quoique personne ne s'occupe d'eux, croient qu'on a juré leur perte: ils crient pour se rendre intéressants. J'avais vu des émigrés, plus Français que royalistes, pleurer de joie au récit de nos victoires; j'ai vu des Parisiens les révoquer en doute. Il m'a semblé qu'un parti audacieux, mais sans moyens, voulait renverser le gouvernement actuel, pour y substituer l'anarchie; qu'un second, plus dangereux, plus adroit, et qui compte des amis partout, tendait au bouleversement de la république, pour rendre à la France la constitution boiteuse de 1791, et une guerre civile de trente années; qu'un troisième enfin, s'il sait mépriser les deux autres, et prendre sur eux l'empire que lui donnent les lois, les vaincra, parce qu'il est composé de républicains vrais, laborieux et probes, dont les moyens sont les talents et les vertus, parce qu'il compte au nombre de ses partisans tous les bons citoyens, et les armées, qui n'auront sans doute pas vaincu depuis cinq ans pour laisser asservir la patrie."

Ces deux lettres firent taire tous les bruits, et imposèrent silence aux malveillants.

Au milieu de sa gloire, le gouvernement faisait pitie par son indigence. Le nouveau papier-monnaie s'etait soutenu peu de temps, et sa chute privait le directoire d'une importante ressource. On se souvient que le 26 ventose (16 mars) 2 milliards 400 millions de mandats avaient ete crees, et hypothèques sur une valeur correspondante de biens. Une partie de ces mandats avait ete consacree a retirer les 24 milliards d'assignats restant en circulation, et le reste a pourvoir a de nouveaux besoins. C'etait en quelque sorte, comme nous l'avons dit, une reimpression de l'ancien papier, avec un nouveau titre et un nouveau chiffre. Les 24 milliards d'assignats etaient remplaces par 800 millions de mandats; et au lieu de creer encore 48 autres milliards d'assignats, on creait 1600 millions de mandats. La difference etait donc dans le titre et le chiffre. Elle etait aussi dans l'hypothèque; car les assignats, par l'effet des encheres, ne representaient pas une valeur determinee de biens; les mandats, au contraire, devant procurer les biens sur l'offre simple du prix de 1790, en representaient bien exactement la somme de 2 milliards 400 millions. Tout cela n'empêcha pas leur chute, qui fut le resultat de differentes causes. La France ne voulait plus de papier, et etait decidee a n'y plus croire. Or, quelque grandes que soient les garanties, quand on n'y veut plus regarder, elles sont comme si elles n'etaient pas. Ensuite le chiffre du papier, quoique reduit, ne l'etait pas assez. On convertissait 24 milliards d'assignats en 800 millions de mandats; on reduisait donc l'ancien papier au trentieme, et il aurait fallu le reduire au deux-centieme pour etre dans la verite; car 24 milliards valaient tout au plus 120 millions. Les reproduire dans la circulation pour 800 millions, en les convertissant en mandats, c'etait une erreur. Il est vrai qu'on leur affectait une pareille valeur de biens; mais une terre qui en 1790 valait 100 mille francs, ne se vendait aujourd'hui que 30 ou 25 mille francs; par consequent le papier portant ce nouveau titre et ce nouveau chiffre, eut-il meme represente exactement les biens, ne pouvait valoir comme eux que le tiers de l'argent. Or, vouloir le faire circuler au pair, c'etait encore soutenir un mensonge. Ainsi, quand meme il y aurait eu possibilite de rendre la confiance au papier, la supposition exageree de sa valeur devait toujours le faire tomber. Aussi, bien que sa circulation fut forcee partout, on ne l'accepta qu'un instant. Les mesures violentes qui avaient pu imposer en 1793, etaient impuissantes aujourd'hui. Personne ne traitait plus qu'en argent. Ce numeraire, qu'on avait cru enfoui ou exporte a l'etranger, remplissait la circulation. Celui qui etait cache se montrait, celui qui etait sorti de France y rentrait. Les provinces meridionales etaient remplies de piastres, qui venaient d'Espagne, appelees chez nous par le besoin. L'or et l'argent vont, comme toutes les marchandises, la ou la demande les attire; seulement leur prix est plus eleve, et se maintient jusqu'a ce que la quantite soit suffisante, et que le besoin soit satisfait. Il se commettait bien encore quelques friponneries, par les remboursements en mandats, parce que les lois donnant cours force de monnaie au papier, permettaient de l'employer a l'acquittement des engagements ecrits; mais on ne l'osait guere, et quant a toutes les stipulations, elles se faisaient en numeraire. Dans tous les marches on ne voyait que l'argent ou l'or; les salaires du peuple ne se payaient pas autrement. On aurait dit qu'il n'existait point de papier en France. Les mandats ne se trouvaient plus que dans les mains des speculateurs, qui les recevaient du gouvernement, et les revendaient aux acquereurs de biens nationaux.

De cette maniere, la crise financiere, quoique existant encore pour l'etat, avait presque cesse pour les particuliers. Le commerce et l'industrie, profitant d'un premier moment de repos, et de quelques communications rouvertes avec le continent, par l'effet de nos

victoires, commencaient a reprendre quelque activite.

Il ne faut point, comme les gouvernements ont la vanite de le dire, encourager la production pour qu'elle prospere; il faut seulement ne pas la contrarier. Elle profite du premier moment pour se developper avec une activite merveilleuse. Mais si les particuliers recouvraient un peu d'aisance, le gouvernement, c'est-a-dire, ses chefs, ses agens de toute espece, militaires, administrateurs ou magistrats, ses creanciers etaient reduits a une affreuse detresse. Les mandats qu'on leur donnait etaient inutiles dans leurs mains; ils n'en pouvaient faire qu'un seul usage, c'etait de les passer aux speculateurs sur le papier, qui prenaient 100 francs pour cinq ou six, et qui revendaient ensuite ces mandats aux acquereurs de biens nationaux. Aussi les rentiers mouraient de faim; les fonctionnaires donnaient leur demission; et, contre l'usage, au lieu de demander des emplois, on les resignait. Les armees d'Allemagne et d'Italie vivant chez l'ennemi, etaient a l'abri de la misere commune; mais les armees de l'interieur etaient dans une detresse affreuse. Hoche ne faisait vivre ses soldats que de denrees percues dans les provinces de l'Ouest, et il etait oblige d'y maintenir le regime militaire, pour avoir le droit de lever en nature les subsistances. Quant aux officiers et a lui-meme, ils n'avaient pas de quoi se vetir. Le service des etapes etabli dans la France, pour les troupes qui la parcouraient, avait manque souvent, parce que les fournisseurs ne voulaient plus rien avancer. Les detachemens partis des cotes de l'Ocean pour renforcer l'armee d'Italie, etaient arretes en route. On avait vu meme des hopitaux fermes, et les malheureux soldats qui les remplissaient, expulsés de l'asile que la republique devait a leurs infirmités, parce qu'on ne pouvait plus leur fournir ni remèdes ni aliments. La gendarmerie etait entierement desorganisee. N'etant ni vetue, ni equipee, elle ne faisait presque plus son service. Les gendarmes, voulant menager leurs chevaux qu'on ne remplacait pas, ne protegeaient plus les routes; les brigands, qui abondent a la suite des guerres civiles, les infestaient. Ils penetraient dans les campagnes, et souvent dans les villes, et y commettaient le vol et l'assassinat avec une audace inouie.

Tel etait donc l'etat interieur de la France. Le caractere particulier de cette nouvelle crise, c'etait la misere du gouvernement au milieu d'un retour d'aisance chez les particuliers. Le directoire ne vivait que des debris du papier, et de quelques millions que ses armees lui envoyaient de l'etranger. Le general Bonaparte lui avait deja envoye 30 millions, et cent beaux chevaux de voiture pour contribuer un peu a ses pompes.

Il s'agissait de detruire maintenant tout l'echafaudage du papier-monnaie. Il fallait pour cela que le cours n'en fut plus force, et que l'impot fut recu en valeur reelle. On declara donc, le 28 messidor (16 juillet), que tout le monde pourrait traiter comme il lui plairait, et stipuler en monnaie de son choix; que les mandats ne seraient plus recus qu'au cours reel, et que ce cours serait tous les jours constate et publie par la tresorerie. On osa enfin declarer que les impots seraient percus en numeraire ou en mandats au cours; on ne fit d'exception que pour la contribution fonciere. Depuis la creation des mandats on avait voulu la percevoir en papier, et non plus en nature. On sentit qu'il aurait mieux valu la percevoir toujours en nature, parce qu'au milieu des variations du papier, on aurait au moins recueilli des denrees. On decida donc, apres de longues discussions, et plusieurs projets successivement rejetes chez les anciens, que, dans les departemens frontieres ou voisins des armees, la perception pourrait

être exigée en nature; que dans les autres elle aurait lieu en mandats aux cours des grains. Ainsi, on évaluait le ble en 1790 à 10 fr. le quintal; on l'évaluait aujourd'hui à 80 fr. en mandats. Chaque dix francs de cotisation, représentant un quintal de ble, devait se payer aujourd'hui 80 fr. en mandats. Il eût été bien plus simple d'exiger le paiement en numéraire ou mandats au cours; mais on ne l'osa pas encore; on commençait donc à revenir à la réalité, mais en hésitant.

L'emprunt forcé n'était point encore recouvré. L'autorité n'avait plus l'énergie d'arbitraire qui aurait pu assurer la prompte exécution d'une pareille mesure. Il restait près de 300 millions à percevoir. On décida qu'en acquittement de l'emprunt et de l'impôt, les mandats seraient reçus au pair, et les assignats à cent capitaux pour un, mais pendant quinze jours seulement; et qu'après ce terme, le papier ne serait plus reçu qu'au cours. C'était une manière d'encourager les retardataires à s'acquitter.

La chute des mandats étant déclarée, il n'était plus possible de les recevoir en paiement intégral des biens nationaux qui leur étaient affectés; et la banqueroute qu'on leur avait promise comme aux assignats, devenait inévitable. On avait annoncé, en effet, que les mandats émis pour 2 milliards 400 millions, tombant fort au-dessous de cette valeur, et ne valant plus que 2 à 3 cents millions, l'état ne voudrait plus donner la valeur promise des biens, c'est-à-dire 2 milliards 400 millions. On avait soutenu le contraire dans l'espoir que les mandats se maintiendraient à une certaine valeur; mais 100 francs tombant à 5 ou 6 fr., l'état ne pouvait plus donner une terre de 100 francs, en 1790, et de 30 à 40 francs aujourd'hui, pour 5 ou 6 fr. C'était la espèce de banqueroute qu'avaient subie les assignats, et dont nous avons expliqué plus haut la nature. L'état faisait la ce que fait aujourd'hui une caisse d'amortissement qui rachète au cours de la place, et qui, dans le cas d'une baisse extraordinaire, rachèterait peut-être à 50 ce qui aurait été émis à 80 ou 90. En conséquence, il fut décidé le 8 thermidor (26 juillet) que le dernier quart des domaines nationaux soumissionnés depuis la loi du 26 ventose (celle qui créait les mandats), serait acquitté en mandats au cours, et en six paiements égaux. Comme il avait été soumissionné pour 800 millions de biens, ce quart était de 200 millions.

On touchait donc à la fin du papier-monnaie; On se demandera pourquoi on fit ce second essai des mandats, qui eurent si peu de durée et de succès. En général on juge trop les mesures de ce genre indépendamment des circonstances qui les ont commandées. La crainte de manquer de numéraire avait sans doute contribué à la création des mandats; et, si on n'avait pas eu d'autre raison, on aurait eu grand tort, car le numéraire ne peut pas manquer; mais on avait été poussé surtout par la nécessité impérieuse de vivre avec les biens et d'anticiper sur leur vente. Il fallait mettre leur prix en circulation avant de l'avoir retiré, et pour cela l'émettre en forme de papier. Sans doute la ressource n'avait pas été grande, puisque les mandats étaient si vite tombés, mais enfin on avait vécu encore quatre ou cinq mois. Et n'est-ce rien que cela? Il faut considérer les mandats comme un nouvel escompte de la valeur des biens nationaux, comme un expédient, en attendant que ces biens pussent être vendus. On va voir que de moments de détresse le gouvernement eût encore à traverser, avant de pouvoir en réaliser la vente en numéraire.

Le trésor ne manquait pas de ressources prochainement exigibles; mais il en était de ces ressources comme des biens nationaux: il fallait les

rendre actuelles. Il avait encore a recevoir 300 millions de l'emprunt force; 300 millions de la contribution fonciere de l'annee, c'est-a-dire toute la valeur de cette contribution; 25 millions de la contribution mobiliere; tout le fermage des biens nationaux, et l'arriere de ce fermage s'elevant en tout a 60 millions; differentes contributions militaires; le prix du mobilier des emigres; divers arrieres; enfin 80 millions de papier sur l'etranger. Toutes ces ressources, jointes aux 200 millions du dernier quart du prix des biens, s'elevaient a 1100 millions, somme enorme, mais difficile a realiser. Il ne lui fallait, pour achever son annee, c'est-a-dire pour aller jusqu'au 1er vendemiaire, que 400 millions; il etait sauve s'il pouvait les realiser immediatement sur les 1100. Pour l'annee suivante, il avait les contributions ordinaires qu'on esperait percevoir toutes en numeraire, et qui, s'elevant a 500 et quelques millions, couvraient ce qu'on appelait la depense ordinaire. Pour les depenses de la guerre, dans le cas d'une nouvelle campagne, il avait le reste des 1100 millions dont il ne devait absorber cette annee que 400 millions; il avait enfin les nouvelles soumissions des biens nationaux. Mais le difficile etait toujours la rentree de ces sommes. Le comptant ne se compose jamais que des produits de l'annee; or, il etait difficile de tout prendre a la fois par l'emprunt force, par la contribution fonciere et mobiliere, par la vente des biens. On se mit de nouveau a travailler a la perception des contributions, et on donna au directoire la faculte extraordinaire d'engager des biens belges pour cent millions de numeraire. Les rescissions, especes de bons royaux, ayant pour but d'escompter les rentrees de l'annee, avaient partage le sort de tout le papier. Ne pouvant pas faire usage de cette ressource, le ministre payait les fournisseurs en ordonnances de liquidation, qui devaient etre acquittees sur les premieres recettes.

Telles etaient les miseres de ce gouvernement si glorieux au dehors. Les partis n'avaient pas cesse de s'agiter interieurement. La soumission de la Vendee avait beaucoup reduit les esperances de la faction royaliste; mais les agens de Paris n'en etaient que plus convaincus du merite de leur ancien plan, qui consistait a ne pas employer la guerre civile, mais a corrompre les opinions, a s'emparer peu a peu des conseils et des autorites. Ils y travaillaient par leurs journaux. Quant aux patriotes, ils etaient arrives au plus haut point d'indignation. Ils avaient favorise l'evasion de Drouet, qui etait parvenu a s'echapper de prison, et ils meditaient de nouveaux complots, malgre la decouverte de celui de Baboeuf. Beaucoup d'anciens conventionnels et de thermidoriens, lies naguere au gouvernement qu'ils avaient forme eux-memes le lendemain du 13 vendemiaire, commencent a etre mecontents. Une loi ordonnait, comme on a vu, aux ex-conventionnels non reelus, et a tous les fonctionnaires destitues, de sortir de Paris. La police, par erreur, envoya des mandats d'amener a quatre conventionnels, membres du corps legislatif. Ces mandats furent denonces avec amertume aux cinq-cents. Tallien, qui, lors de la decouverte du complot de Baboeuf, avait hautement exprime son adhesion au systeme du gouvernement, s'eleva avec aigreur contre la police du directoire, et contre les defiances dont les patriotes etaient l'objet. Son adversaire habituel, Thibaudeau, lui repondit, et, apres une discussion assez vive et quelques recriminations, chacun se renferma dans son humeur. Le ministre Cochon, ses agens, ses mouchards, etaient surtout l'objet de la haine des patriotes, qui avaient ete les premiers atteints par sa surveillance. La marche du gouvernement etait du reste parfaitement tracee; et s'il etait tout a fait prononce contre les royalistes, il etait tout aussi separe des patriotes, c'est-a-dire de cette portion du parti revolutionnaire qui voulait revenir a une republique plus democratique, et qui trouvait le regime actuel trop doux

pour les aristocrates. Mais, sauf l'état des finances, cette situation du directoire, détaché de tous les partis, les contenant d'une main forte, et s'appuyant sur d'admirables armées, était assez rassurante et assez belle.

Les patriotes avaient déjà fait deux tentatives, et subi deux répressions, depuis l'installation du directoire. Ils avaient voulu recommencer le club des jacobins au Panthéon, et l'avaient vu fermer par le gouvernement. Ils avaient ensuite essayé un complot mystérieux sous la direction de Baboeuf; ils avaient été découverts par la police, et privés de leurs nouveaux chefs. Ils s'agitaient cependant encore, et songeaient à faire une dernière tentative. L'opposition, en attaquant encore une fois la loi du 3 brumaire, excita chez eux un redoublement de colère, et les poussa à un dernier éclat. Ils cherchaient à corrompre la légion de police. Cette légion avait été dissoute, et changée en un régiment qui était le 21^e de dragons. Ils voulaient tenter la fidélité de ce régiment, et ils espéraient, en l'entraînant, entraîner toute l'armée de l'intérieur, campée dans la plaine de Grenelle. Ils se proposaient en même temps d'exciter un mouvement, en tirant des coups de fusil dans Paris, en jetant des cocardes blanches dans les rues, en criant *«Vive le Roi!»* et en faisant croire ainsi que les royalistes s'armaient pour détruire la république. Ils auraient alors profité de ce prétexte, pour accourir en armes, s'emparer du gouvernement, et faire déclarer en leur faveur le camp de Grenelle.

Le 12 fructidor (29 août), ils exécutèrent une partie de leurs projets, tirèrent des pétards, et jetèrent quelques cocardes blanches dans les rues. Mais la police avertie avait pris de telles précautions, qu'ils furent réduits à l'impossibilité de faire aucun mouvement. Ils ne se découragèrent pas, et, quelques jours après, le 22 (9 septembre), ils décidèrent de consommer leur complot. Trente des principaux se réunirent au Gros-Caillou, et résolurent de former dans la nuit même un rassemblement dans le quartier de Vaugirard. Ce quartier, voisin du camp de Grenelle, était plein de jardins, et coupé de murailles; il présentait des lignes derrière lesquelles ils pourraient se réunir, et faire résistance, dans le cas où ils seraient attaqués. Le soir, en effet, ils se trouvèrent réunis au nombre de sept ou huit cents, armés de fusils, de pistolets, de sabres, de cannes à épée. C'était tout ce que le parti renfermait de plus déterminé. Il y avait parmi eux quelques officiers déstitués, qui se trouvaient à la tête du rassemblement avec leurs uniformes et leurs épaulettes. Il s'y trouvait aussi quelques ex-conventionnels en costume de représentants, et même, dit-on, Drouet, qui était resté caché dans Paris depuis son évasion. Un officier de la garde du directoire, à la tête de dix cavaliers, faisait patrouille dans Paris, lorsqu'il fut averti du rassemblement formé à Vaugirard. Il y accourut à la tête de ce faible détachement; mais à peine arrivé, il fut accueilli par une décharge de coups de fusil, et assailli par deux cents hommes armés, qui l'obligèrent à se retirer à toute bride. Il alla sur-le-champ faire mettre sous les armes la garde du directoire, et envoya un officier au camp de Grenelle pour y donner l'éveil. Les patriotes ne perdirent pas de temps, et, l'éveil donné, se rendirent en toute hâte à la plaine de Grenelle, au nombre de quelques cents. Ils se dirigèrent vers le quartier du vingt-et-unième de dragons, ci-devant légion de police, et essayèrent de le gagner, en disant qu'ils venaient fraterniser avec lui. Le chef d'escadron Malo, qui commandait ce régiment, sortit aussitôt de sa tente, se lança à cheval, moitié habillé, réunir autour de lui quelques officiers et les premiers dragons qu'il rencontra, et chargea à coups de sabre ceux qui lui proposaient de fraterniser. Cet exemple décida les soldats; ils coururent à leurs

chevaux, fondirent sur le rassemblement, et l'eurent bientôt dispersé. Ils tuèrent ou blessèrent un grand nombre d'individus, et en arrêtèrent cent trente-deux. Le bruit de ce combat éveilla tout le camp, qui se mit aussitôt sous les armes, et jeta l'alarme dans Paris. Mais on fut bientôt rassuré en apprenant le résultat et la folie de la tentative. Le directoire fit aussitôt enfermer les prisonniers, et demanda aux deux conseils l'autorisation de faire des visites domiciliaires pour saisir, dans certains quartiers, beaucoup de séditieux que leurs blessures avaient empêchés de quitter Paris. Ayant fait partie d'un rassemblement armé, ils étaient justiciables des tribunaux militaires, et furent livrés à une commission, qui commença à en faire fusiller un certain nombre. L'organisation de la haute-cour nationale n'était point encore achevée; on en pressa de nouveau l'installation, pour commencer le procès de Baboeuf.

Cette échauffourée fut prise pour ce qu'elle valait, c'est-à-dire pour une de ces imprudences qui caractérisent un parti expirant. Les ennemis seuls de la révolution affectèrent d'y attacher une grande importance, pour avoir une nouvelle occasion de crier à la terreur, et de répandre des alarmes. On fut peu épouvanté en général, et cette vaine attaque prouva mieux encore que tous les autres succès du directoire, que son établissement était définitif, et que les partis devaient renoncer à le détruire. Tels étaient les événements qui se passaient à l'intérieur.

Pendant qu'au dehors on allait livrer de nouveaux combats, d'importantes négociations se préparaient en Europe. La république française était en paix avec plusieurs puissances, mais n'avait d'alliance avec aucune. Les détracteurs qui avaient dit qu'elle ne serait jamais reconnue, disaient maintenant qu'elle serait à jamais sans alliés. Pour répondre à ces insinuations malveillantes, le directoire songea à renouveler le pacte de famille avec l'Espagne, et projetait une quadruple alliance entre la France, l'Espagne, Venise et la Porte. Par ce moyen, la quadruple alliance, composée de toutes les puissances du Midi, contre celles du Nord, dominerait la Méditerranée et l'Orient, donnerait des inquiétudes à la Russie, menacerait les derrières de l'Autriche, et susciterait une nouvelle ennemie maritime à l'Angleterre. De plus, elle procurerait de grands avantages à l'armée d'Italie, en lui assurant l'appui des escadres vénitiennes et trente mille Esclavons.

L'Espagne était parmi les puissances la plus facile à décider. Elle avait contre l'Angleterre des griefs qui dataient du commencement de la guerre. Les principaux étaient la conduite des Anglais à Toulon, et le secret gardé à l'amiral espagnol lors de l'expédition en Corse. Elle avait des griefs plus grands encore, depuis la paix avec la France; les Anglais avaient insulté ses vaisseaux, arrêté des munitions qui lui étaient destinées, violé son territoire, pris des postes menaçants pour elle en Amérique, violé les lois de douanes dans ses colonies, et cherché ouvertement à les soulever. Ces mécontentements joints aux offres brillantes du directoire, qui lui faisait espérer des possessions en Italie, et aux victoires qui permettaient de croire à l'accomplissement de ses offres, décidèrent enfin l'Espagne à signer, le 2 fructidor (19 août), un traité d'alliance offensive et défensive avec la France, sur les bases du pacte de famille. D'après ce traité, ces deux puissances se garantissaient mutuellement toutes leurs possessions en Europe et dans les Indes; elles se promettaient réciproquement un secours de dix-huit mille hommes d'infanterie, et de six mille chevaux, de quinze vaisseaux de haut bord, de quinze vaisseaux de 74 canons, de six frégates et quatre corvettes. Ce secours devait être fourni à la première réquisition de celle des deux puissances qui était en guerre.

Des instructions furent envoyées à nos ambassadeurs, pour faire sentir à la Porte et à Venise les avantages qu'il y aurait pour elles à concourir à une pareille alliance.

La république française n'était donc plus isolée, et elle avait suscité à l'Angleterre une nouvelle ennemie. Tout annonçait que la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre allait bientôt suivre le traité d'alliance avec la France.

Le directoire préparait en même temps à Pitt des embarras d'une autre nature. Hoche était à la tête de cent mille hommes, répandus sur les côtes de l'Océan. La Vendée et la Bretagne étant soumises, il brûlait d'employer ces forces d'une manière plus digne de lui, et d'ajouter de nouveaux exploits à ceux de Wissembourg et de Landau. Il suggéra au gouvernement un projet qu'il méditait depuis long-temps, celui d'une expédition en Irlande. Maintenant, disait-il, qu'on avait repoussé la guerre civile des côtes de France, il fallait reporter ce fleau sur les côtes de l'Angleterre, et lui rendre, en soulevant les catholiques d'Irlande, les maux qu'elle nous avait faits en soulevant les Poitevins et les Bretons. Le moment était favorable: les Irlandais étaient plus indisposés que jamais contre l'oppression du gouvernement anglais; le peuple des trois royaumes souffrait horriblement de la guerre, et une invasion, s'ajoutant aux autres maux qu'il endurait déjà, pouvait le porter au dernier degré d'exaspération. Les finances de Pitt étaient chancelantes; et l'entreprise dirigée par Hoche pouvait avoir les plus grandes conséquences. Le projet fut aussitôt accueilli. Le ministre de la marine Truguet, républicain excellent, et ministre capable, le seconda de toutes ses forces. Il rassembla une escadre dans le port de Brest, et fit pour l'armer convenablement tous les efforts que permettait l'état des finances. Hoche réunit tout ce qu'il avait de meilleures troupes dans son armée, et les rapprocha de Brest, pour les embarquer. On eut soin de répandre différents bruits, tantôt d'une expédition à Saint-Domingue, tantôt d'une descente à Lisbonne, pour chasser les Anglais du Portugal, de concert avec l'Espagne.

L'Angleterre, qui se doutait du but de ces préparatifs, était dans de sérieuses alarmes. Le traité d'alliance offensive et défensive entre l'Espagne et la France lui presageait de nouveaux dangers; et les défaites de l'Autriche lui faisaient craindre la perte de son puissant et dernier allié. Ses finances étaient surtout dans un grand état de détresse; la Banque avait resserré ses escomptes; les capitaux commençaient à manquer, et on avait arrêté l'emprunt ouvert pour l'empereur, afin de ne pas faire sortir de nouveaux fonds de Londres. Les ports d'Italie étaient fermés aux vaisseaux anglais; ceux d'Espagne allaient l'être; ceux de l'Océan l'étaient jusqu'au Texel. Ainsi le commerce de la Grande-Bretagne se trouvait singulièrement menacé. À toutes ces difficultés se joignaient celles d'une élection générale; car le parlement, touchant à sa septième année, était à réélire tout entier. Les élections se faisaient au milieu des cris de malédiction contre Pitt et contre la guerre.

L'empire avait abandonné presque en entier la cause de la coalition. Les États de Bavière et de Wurtemberg venaient de signer la paix définitive, en permettant aux armées belligérantes le passage sur leur territoire. L'Autriche était dans les alarmes, en voyant deux armées françaises sur le Danube, et une troisième sur l'Adige, qui semblait fermer l'Italie. Elle avait envoyé Wurmser, avec trente mille hommes, pour recueillir plusieurs réserves dans le Tyrol, rallier et réorganiser les débris

de l'armee de Beaulieu, et descendre en Lombardie avec soixante mille soldats. De ce cote, elle se croyait moins en danger, et etait rassuree; mais elle etait fort effrayee pour le Danube, et y portait toute son attention. Pour empecher les bruits alarmans, le conseil aulique avait defendu a Vienne de parler des evenemens politiques; il avait organise une levee de volontaires, et travaillait avec une activite remarquable a equiper et armer de nouvelles troupes. Catherine, qui promettait toujours et ne tenait jamais, rendit un seul service: elle garantit les Gallicies a l'Autriche, ce qui permit d'en retirer les troupes qui s'y trouvaient, pour les acheminer vers les Alpes et le Danube.

Ainsi, la France effrayait partout ses ennemis, et on attendait avec impatience ce qu'allait decider le sort des armes le long du Danube et de l'Adige. Sur la ligne immense qui s'etend de la Boheme a l'Adriatique, trois armees allaient se choquer contre trois autres, et decider du sort de l'Europe.

En Italie, on avait negocie en attendant la reprise des hostilites. On avait fait la paix avec le Piemont, et depuis deux mois un traite avait succede a l'armistice. Ce traite stipulait la cession definitive du duche de Savoie et du comte de Nice a la France; la destruction des forts de Suze et de la Brunette, places au debouche des Alpes; l'occupation, pendant la guerre, des places de Coni, Tortone et Alexandrie; le libre passage, pour les troupes francaises, dans les etats du Piemont, et la fourniture de ce qui etait necessaire a ces troupes pendant le trajet. Le directoire, a l'instigation de Bonaparte, aurait voulu de plus une alliance offensive et defensive avec le roi de Piemont, pour avoir dix ou quinze mille hommes de son armee. Mais ce prince, en retour, demandait la Lombardie, dont la France ne pouvait pas disposer encore, et dont elle songeait toujours a se servir comme equivalent des Pays-Bas. Cette concession etant refusee, le roi ne voulut pas consentir a une alliance.

Le directoire n'avait encore rien termine avec Genes; on disputait toujours sur le rappel des familles exilees, sur l'expulsion des familles feudataires de l'Autriche et de Naples, et sur l'indemnite pour la fregate la Modeste.

Avec la Toscane, les relations etaient amicales; cependant, les moyens qu'on avait employes a l'egard des negocians livournais, pour obtenir la declaration des marchandises appartenant aux ennemis de la France, semaient des germes de mecontentement. Naples et Rome avaient envoye des agens a Paris, conformement aux termes de l'armistice; mais la negociation de la paix souffrait de grands retards. Il etait evident que les puissances attendaient, pour conclure, la suite des evenemens de la guerre. Les peuples de Bologne et de Ferrare etaient toujours aussi exaltes pour la liberte, qu'ils avaient recue provisoirement. La regence de Modene et le duc de Parme etaient immobiles. La Lombardie attendait avec anxiete le resultat de la campagne. On avait fait de vives instances aupres du senat de Venise, dans le double but de le faire concourir au projet de quadruple alliance, et de procurer un utile auxiliaire a l'armee d'Italie. Outre les ouvertures directes, nos ambassadeurs a Constantinople et a Madrid en avaient fait d'indirectes, et avaient fortement insiste aupres des legations de Venise, pour leur demontrer les avantages du projet; mais toutes ces demarches avaient ete inutiles. Venise detestait les Francais, depuis qu'elle les voyait sur son territoire, et que leurs idees se repandaient dans les populations. Elle ne s'en tenait plus a la neutralite desarmee; elle armait au contraire avec activite. Elle avait donne ordre aux commandans des iles

d'envoyer dans les lagunes les vaisseaux et les troupes disponibles; elle faisait venir des regimens esclavons de l'Illyrie. Le provediteur de Bergame armait secretement les paysans superstitieux et braves du Bergamasque. Des fonds etaient recueillis par la double voie des contributions et des dons volontaires.

Bonaparte pensa que, dans le moment, il fallait dissimuler avec tout le monde, trainer les negociations en longueur, ne rien chercher a conclure, paraitre ignorer toutes les demarches hostiles, jusqu'a ce que de nouveaux combats eussent decide en Italie, ou notre etablissement ou notre expulsion. Il fallait ne plus agiter les questions qu'on avait a traiter avec Genes, et lui persuader qu'on etait content des satisfactions obtenues, afin de la retrouver amie en cas de retraite. Il fallait ne pas mecontenter le duc de Toscane par la conduite qu'on tenait a Livourne. Bonaparte ne croyait pas sans doute qu'il convint de laisser un frere de l'empereur dans ce duché, mais il ne voulait point l'alarmer encore. Les commissaires du directoire, Garreau et Sallicetti, ayant rendu un arrete pour faire partir les emigres francais des environs de Livourne, Bonaparte leur ecrivit une lettre, ou, sans egard pour leur qualite, il les reprimandait severement d'avoir enfreint leurs pouvoirs, et d'avoir mecontente le duc de Toscane en usurpant dans ses etats l'autorite souveraine. A l'egard de Venise, il voulait aussi garder le statu quo. Seulement il se plaignait tres hautement de quelques assassins commis sur les routes, et des preparatifs qu'il voyait faire autour de lui. Son but, en entretenant querelle ouverte, etait de continuer a se faire nourrir, et de se menager un motif de mettre la republique a l'amende de quelques millions, s'il triomphait des Autrichiens. "Si je suis vainqueur, ecrivait-il, il suffirai d'une simple estafette pour terminer toutes les difficultes qu'on me suscite."

Le chateau de Milan etait tombe en son pouvoir. La garnison s'etait rendue prisonniere; toute l'artillerie avait ete transportee devant Mantoue, ou il avait reuni un materiel considerable. Il aurait voulu achever le siege de cette place, avant que la nouvelle armee autrichienne arrivat pour la secourir; mais il avait peu d'espoir d'y reussir, il n'employait au blocus que le nombre de troupes indispensablement necessaire, a cause des fievres qui desolaient les environs. Cependant il serrait la place de tres pres, et il allait essayer une de ces surprises qui, suivant ses expressions, dependent d'une oie ou d'un chien; mais la baisse des eaux du lac empecha le passage des bateaux qui devaient porter des troupes deguisees. Des lors, il renonca pour le moment a se rendre maitre de Mantoue; d'ailleurs Wurmser arrivait, et il fallait courir au plus pressant.

L'armee, entree en Italie avec trente et quelques mille hommes environ, n'avait recu que de faibles renforts pour reparer ses pertes. Neuf mille hommes lui etaient arrives des Alpes. Les divisions tirees de l'armee de Hoche n'avaient point encore pu traverser la France. Grace a ce renfort de neuf mille hommes, et aux malades qui etaient sortis des depots de la Provence et du Var, l'armee avait repare les effets du feu, et s'etait meme renforcee. Elle comptait a peu pres quarante-cinq mille hommes, repandus sur l'Adige et autour de Mantoue, au moment ou Bonaparte revint de sa marche dans la Peninsule. Les maladies que gagnerent les soldats devant Mantoue la reduisirent a quarante ou quarante-deux mille hommes environ. C'etait la sa force au milieu de thermidor (fin de juillet). Bonaparte n'avait laisse que des depots a Milan, Tortone, Livourne. Il avait deja mis hors de combat deux armees, une de Piemontais et une d'Autrichiens; et maintenant il avait a en combattre une troisieme, plus formidable que les precedentes.

Wurmser arrivait a la tete de soixante mille hommes. Trente mille etaient tires du Rhin, et se composaient de troupes excellentes. Le reste etait forme des debris de Beaulieu, et de bataillons venus de l'interieur de l'Autriche. Plus de dix mille hommes etaient enfermes dans Mantoue, sans compter les malades. Ainsi l'armee entiere se composait de plus de soixante-dix mille hommes. Bonaparte en avait pres de dix mille autour de Mantoue, et n'en pouvait opposer qu'environ trente mille aux soixante qui allaient deboucher du Tyrol. Avec une pareille inegalite de forces, il fallait une grande bravoure dans les soldats, et un genie bien fecond dans le general, pour retablir la balance.

La ligne de l'Adige, a laquelle Bonaparte attachait tant de prix, allait devenir le theatre de la lutte. Nous avons deja donne les raisons pour lesquelles Bonaparte la preferait a toute autre. L'Adige n'avait pas la longueur du Po, ou des fleuves qui, se rendant dans le Po, confondent leur ligne avec la sienne; il descendait directement dans la mer, apres un cours de peu d'etendue; il n'etait pas gueable, et ne pouvait etre tourne par le Tyrol, comme la Brenta, la Piave, et les fleuves plus avances vers l'extremite de la Haute-Italie. Ce fleuve a ete le theatre de si magnifiques evenemens, qu'il faut en decrire le cours avec quelque soin[7].

[Footnote 7: Voyez la carte jointe a ce volume.]

Les eaux du Tyrol forment deux lignes, celle du Mincio et celle de l'Adige, presque paralleles, et s'appuyant l'une l'autre. Une partie de ces eaux forme dans les montagnes un lac vaste et allonge, qu'on appelle le lac de Garda; elles en sortent a Peschiera pour traverser la plaine du Mantouan, deviennent le Mincio, forment ensuite un nouveau lac autour de Mantoue, et vont se jeter enfin dans le Bas-Po. L'Adige, forme des eaux des hautes vallees du Tyrol, coule au-dela de la ligne precedente; il descend a travers les montagnes parallelement au lac de Garda, debouche dans la plaine aux environs de Verone, court alors parallelement au Mincio, se creuse un lit large et profond jusqu'a Legnago, et, a quelques lieues de cette ville, cesse d'etre encaisse, et peut se changer en inondations impraticables, qui interceptent tout l'espace compris entre Legnago et l'Adriatique. Trois routes s'offraient a l'ennemi: l'une, franchissant l'Adige a la hauteur de Roveredo, avant la naissance du lac de Garda, tournait autour de ce lac, et venait aboutir sur ses derrieres a Salo, Gavardo et Brescia. Deux autres routes partant de Roveredo, suivaient les deux rives de l'Adige, dans son cours le long du lac de Garda. L'une, longeant la rive droite, circulait entre ce fleuve et le lac, passait a travers des montagnes, et venait deboucher dans la plaine entre le Mincio et l'Adige. L'autre, suivant la rive gauche, debouchait dans la plaine vers Verone, et aboutissait ainsi sur le front de la ligne defensive. La premiere des trois, celle qui franchit l'Adige avant la naissance du lac de Garda, presentait davantage de tourner a la fois les deux lignes du Mincio et de l'Adige, et de conduire sur les derrieres de l'armee qui les gardait. Mais elle n'etait pas tres praticable; elle n'etait accessible qu'a l'artillerie de montagne, et des lors pouvait servir a une diversion, mais non a une operation principale. La seconde, descendant des montagnes entre le lac et l'Adige, passait le fleuve a Rivalta ou a Dolce, point ou il etait peu defendu; mais elle circulait dans les montagnes, a travers des positions faciles a defendre, telles que celles de la Corona et de Rivoli. La troisieme enfin, circulant au-dela du fleuve jusqu'au milieu de la plaine, debouchait exterieurement, et venait tomber vers la partie

la mieux defendue de son cours, de Verone a Legnago. Ainsi les trois routes presentaient des difficultes fort grandes. La premiere ne pouvait etre occupee que par un detachement; la seconde, passant entre le lac et le fleuve, rencontrait les positions de la Corona et de Rivoli; la troisieme venait donner contre l'Adige, qui, de Verone a Legnago, a un lit large et profond, et est defendu par deux places, a huit lieues l'une de l'autre.

Bonaparte avait place le general Sauret avec trois mille hommes a Salo, pour garder la route qui debouche sur les derrieres du lac de Garda. Massena, avec douze mille, interceptait la route qui passe entre le lac de Garda et l'Adige, et occupait les positions de la Corona et de Rivoli. Despinois, avec cinq mille, etait dans les environs de Verone; Augereau, avec huit mille, a Legnago; Kilmaine, avec deux mille chevaux et l'artillerie legere, etait en reserve dans une position centrale, a Castel-Novo. C'est la que Bonaparte avait place son quartier-general, pour etre a egale distance de Salo, Rivoli et Verone. Comme il tenait beaucoup a Verone, qui renfermait trois ponts sur l'Adige, et qu'il se defiait des intentions de Venise, il songea a en faire sortir les regimens esclavons. Il pretendit qu'ils etaient en hostilite avec les troupes francaises, et, sous pretexte de prevenir les rixes, il les fit sortir de la place. Le provediteur obeit, et il ne resta dans Verone que la garnison francaise.

Wurmser avait porte son quartier-general a Trente et Roveredo. Il detacha vingt mille hommes sous Quasdanovich, pour prendre la route qui tourne le lac de Garda et vient deboucher sur Salo. Il en prit quarante mille avec lui, et les distribua sur les deux routes qui longent l'Adige. Les uns devaient attaquer la Corona et Rivoli, les autres deboucher sur Verone. Il croyait envelopper ainsi l'armee francaise, qui, etant attaquée a la fois sur l'Adige, et par derriere le lac de Garda, se trouvait exposee a etre forcee sur son front, et a etre coupee de sa ligne de retraite.

La renommee avait devance l'arrivee de Wurmser. Dans toute l'Italie on attendait sa venue, et le parti ennemi de l'indépendance italienne se montrait plein de joie et de hardiesse. Les Venitiens laisserent eclater une satisfaction qu'ils ne pouvaient plus contenir. Les soldats esclavons couraient les places publiques, et, tendant la main aux passans, demandaient le prix du sang francais qu'ils allaient repandre. A Rome, les agens de la France furent insultes; le pape, enhardi par l'espoir d'une delivrance prochaine, fit retrograder les voitures portant le premier a-compte de la contribution qui lui etait imposee; il renvoya meme son legat a Ferrare et Bologne. Enfin, la cour de Naples, toujours aussi insensee, foulant aux pieds les conditions de l'armistice, fit marcher des troupes sur les frontieres des Etats romains. La plus cruelle anxiété regnait au contraire dans les villes devouees a la France et a la liberte. On attendait avec impatience les nouvelles de l'Adige. L'imagination italienne, qui grossit tout, avait exagere la disproportion des forces. On disait que Wurmser arrivait avec deux armees, l'une de soixante, et l'autre de quatre-vingt mille hommes. On se demandait comment ferait cette poignée de Francais pour resister a une si grande masse d'ennemis; on se repetait le fameux proverbe, que l'Italie etait le tombeau des Francais.

Le 11 thermidor an IV (29 juillet), les Autrichiens se trouverent en presence de nos postes et les surprirent tous. Le corps qui avait tourne le lac de Garda arriva sur Salo, d'ou il repoussa le general Sauret. Le general Gueux y resta seul avec quelques cents hommes, et s'enferma

dans un vieux bâtiment, d'ou il refusa de sortir, quoiqu'il n'eut ni pain ni eau, et a peine quelques munitions. Sur les deux routes qui longent l'Adige, les Autrichiens s'avancèrent avec le même avantage; ils forcerent l'importante position de la Corona, entre l'Adige et le lac de Garda; ils franchirent également la troisième route, et vinrent déboucher devant Verone. Bonaparte, a son quartier-général de Castel-Novo, recevait toutes ces nouvelles. Les courriers se succédaient sans relâche, et dans la journée du lendemain, 12 thermidor (30 juillet), il apprit que les Autrichiens s'étaient portés de Salo sur Brescia, et qu'ainsi sa retraite sur Milan était fermée, que la position de Rivoli était forcée comme celle de la Corona, et que les Autrichiens allaient passer l'Adige partout. Dans cette situation alarmante, ayant perdu sa ligne défensive et sa ligne de retraite, il était difficile qu'il ne fut pas ébranlé. C'était la première épreuve du malheur. Soit qu'il fut saisi par l'énormité du péril, soit que, prêt à prendre une détermination téméraire, il voulut partager la responsabilité avec ses généraux, il leur demanda leur avis pour la première fois, et assembla un conseil de guerre. Tous opinèrent pour la retraite. Sans point d'appui devant eux, ayant perdu l'une des deux routes de France, il n'en était aucun qui crut prudent de tenir. Augereau seul, dont ces journées furent les plus belles de sa vie, insista fortement pour tenter la fortune des armes. Il était jeune, ardent; il avait appris dans les faubourgs à bien parler le langage des camps, et il déclara qu'il avait de bons grenadiers qui ne se retireraient pas sans combattre. Peu capable de juger les ressources qu'offraient encore la situation des armées et la nature du terrain, il n'écoutait que son courage, et il échauffa de son ardeur guerrière le génie de Bonaparte. Celui-ci congédia ses généraux sans exprimer son avis, mais son plan était arrêté. Quoique la ligne de l'Adige fut forcée, et que celle du Mincio et du lac de Garda fut tournée, le terrain était si heureux, qu'il présentait encore des ressources à un homme de génie résolu.

Les Autrichiens, partagés en deux corps, descendaient le long des deux rives du lac de Garda: leur jonction s'opérait à la pointe du lac, et, arrivés là, ils avaient soixante mille hommes pour en accabler trente. Mais, en se concentrant à la pointe du lac, on empêchait leur jonction. En formant assez rapidement une masse principale, on pouvait accabler les vingt mille qui avaient tourné le lac, et revenir aussitôt après vers les quarante mille qui avaient filé entre le lac et l'Adige. Mais pour occuper la pointe du lac, il fallait y ramener toutes les troupes du Bas-Adige et du Bas-Mincio; il fallait retirer Augereau de Legnago, et Serrurier de Mantoue, car on ne pouvait plus tenir une ligne aussi étendue. C'était un grand sacrifice, car on assiégeait Mantoue depuis deux mois, on y avait transporté un grand matériel; la place allait se rendre, et en la laissant ravitailler, on perdait le fruit de longs travaux et une proie presque assurée. Bonaparte cependant n'hésita pas, et, entre deux buts importants, sut saisir le plus important et y sacrifier l'autre; résolution simple, et qui coûte non pas le grand capitaine, mais le grand homme. Ce n'est pas à la guerre seulement, c'est aussi en politique, et dans toutes les situations de la vie qu'on trouve deux buts, qu'on veut les tenir l'un et l'autre, et qu'on les manque tous les deux. Bonaparte eut cette force si grande et si rare du choix et du sacrifice. En voulant garder tout le cours du Mincio, depuis la pointe du lac de Garda jusqu'à Mantoue, il eût été percé; en se concentrant sur Mantoue pour la couvrir, il aurait eu soixante-dix mille hommes à combattre à la fois, dont soixante mille de front, et dix mille à dos. Il sacrifia Mantoue, et se concentra à la pointe du lac de Garda. Ordre fut donné sur-le-champ à Augereau de quitter Legnago, à Serrurier de quitter Mantoue, pour se concentrer vers Valeggio et Peschiera, sur

le Haut-Mincio. Dans la nuit du 13 thermidor (31 juillet), Serrurier brula ses affuts, encloua ses canons, enterra ses projectiles, et jeta ses poudres a l'eau, pour aller joindre l'armee active.

Bonaparte, sans perdre un seul instant, voulut marcher d'abord sur le corps ennemi le plus engage, et le plus dangereux par la position qu'il avait prise. C'etaient les vingt mille hommes de Quasdanovich, qui avaient debouche par Salo, Gavardo et Brescia, sur les derrieres du lac de Garda, et qui menacaient la communication avec Milan. Le jour meme ou Serrurier abandonnait Mantoue, le 13 (31 juillet), Bonaparte retrograda pour aller tomber sur Quasdanovich, et repassa le Mincio, a Peschiera, avec la plus grande partie de son armee. Augereau le repassa a Borghetto, a ce meme pont temoin d'une action glorieuse au moment de la premiere conquete. On laissa des arriere-gardes pour surveiller la marche de l'ennemi, qui avait passe l'Adige. Bonaparte ordonna au general Sauret d'aller degager le general Guyeux, qui etait enferme dans un vieux batiment avec dix-sept cents hommes, sans avoir ni pain ni eau, et qui se battait heroiquement depuis deux jours. Il resolut de marcher lui-meme sur Lonato, ou Quasdanovich venait deja de pousser une division, et il ordonna a Augereau de se porter sur Brescia, pour rouvrir la communication avec Milan. Sauret reussit en effet a degager le general Guyeux, repoussa les Autrichiens dans les montagnes, et leur fit quelques cents prisonniers. Bonaparte, avec la brigade d'Allemagne, n'eut pas le temps d'attaquer les Autrichiens a Lonato; il fut prevenu. Apres un combat des plus vifs, il repoussa l'ennemi, entra a Lonato, et fit six cents prisonniers: Augereau, pendant ce temps, marchait sur Brescia; il y entra le lendemain 14 (1er aout), sans coup ferir, delivra quelques prisonniers qu'on nous y avait faits, et forca les Autrichiens a rebrousser vers les montagnes. Quasdanovich, qui croyait arriver sur les derrieres de l'armee francaise et la surprendre, fut etonne de trouver partout des masses imposantes, et faisant front avec tant de vigueur. Il avait perdu peu de monde, tant a Salo qu'a Lonato; mais il crut devoir faire halte, et ne pas s'engager davantage avant de savoir ce que devenait Wurmser avec la principale masse autrichienne. Il s'arreta.

Bonaparte s'arreta aussi de son cote. Le temps etait precieux: sur ce point il ne fallait pas pousser un succes plus qu'il ne convenait. C'etait assez d'avoir impose a Quasdanovich; il fallait revenir maintenant pour faire face a Wurmser. Il retrograda avec les divisions Massena et Augereau. Le 15 (2 aout), il placa la division Massena a Pont-San-Marco, et la division Augereau a Monte-Chiaro. Les arriere-gardes qu'il avait laissees sur le Mincio devinrent ses avant-gardes. Il etait temps d'arriver; car les quarante mille hommes de Wurmser avaient franchi non-seulement l'Adige, mais le Mincio. La division Bayalitsch ayant masque Peschiera par un detachement, et passe le Mincio, s'avancait sur la route de Lonato. La division Liptai avait franchi le Mincio a Borghetto, et repousse de Castiglione le general Valette. Wurmser etait alle, avec deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, debloquer Mantoue. En voyant nos affuts en cendres, nos canons encloues, et les traces d'une extreme precipitation, il n'y vit point le calcul du genie, mais un effet de l'epouvante; il fut plein de joie, et entra en triomphe dans la place qu'il venait delivrer: c'etait le 15 thermidor (2 aout).

Bonaparte, revenu a Pont-San-Marco et a Monte-Chiaro, ne s'arreta pas un instant. Ses troupes n'avaient cesse de marcher: lui-meme avait toujours ete a cheval; il resolut de les faire battre des le lendemain matin. Il avait devant lui Bayalitsch a Lonato, Liptai a Castiglione, presentant a

eux un front de vingt-cinq mille hommes. Il fallait les attaquer avant que Wurmser revint de Mantoue. Sauret venait une seconde fois d'abandonner Salo; Bonaparte y envoya de nouveau Guyeux, pour reprendre la position et contenir toujours Quasdanovich. Apres ces precautions sur sa gauche et ses derrieres, il resolut de marcher devant lui a Lonato, avec Massena, et de jeter Augereau sur les hauteurs de Castiglione, abandonnees la veille par le general Valette. Il destitua ce general devant l'armee, pour faire a tous ses lieutenans un devoir de la fermete. Le lendemain 16 (3 aout), toute l'armee s'ebanla; Guyeux rentra a Salo, ce qui rendit encore plus impossible toute communication de Quasdanovich avec l'armee autrichienne. Bonaparte s'avanca sur Lonato, mais son avant-garde fut culbutee, quelques pieces furent prises, et le general Pigeon resta prisonnier. Bayalitsch, fier de ce succes, s'avanca avec confiance, et etendit ses ailes autour de la division francaise. Il avait deux buts en faisant cette manoeuvre, d'abord d'envelopper Bonaparte, et puis de s'etendre par sa droite, pour entrer en communication avec Quasdanovich, dont il entendait le canon a Salo. Bonaparte, ne s'effrayant point pour ses derrieres, se laisse envelopper avec un imperturbable sang-froid; il jette quelques tirailleurs sur ses ailes menacees, puis il saisit les dix-huitieme et trente-deuxieme demi-brigades d'infanterie, les range en colonne serree, les fait appuyer par un regiment de dragons, et fond, tete baissee, sur le centre de l'ennemi, qui s'etait affaibli pour s'etendre. Il renverse tout avec cette brave infanterie, et perce ainsi la ligne des Autrichiens. Ceux-ci, coupes en deux corps, perdent aussitot la tete; une partie de cette division Bayalitsch se replie en toute hate vers le Mincio; mais l'autre, qui s'etait etendue pour communiquer avec Quasdanovich, se trouve rejete vers Salo, ou Guyeux se trouvait dans le moment. Bonaparte la fait poursuivre sans relache, pour la mettre entre deux feux. Il lance Junot a sa poursuite avec un regiment de cavalerie. Junot se precipite au galop, tue six cavaliers de sa main, et tombe blesse de plusieurs coups de sabre. La division fugitive, prise entre le corps qui etait a Salo et celui qui la poursuivait de Lonato, s'eparpille, se met en deroute, et laisse a chaque pas des milliers de prisonniers. Pendant qu'on achevait la poursuite, Bonaparte se porte sur sa droite, a Castiglione, ou Augereau combattait depuis le matin avec une admirable bravoure. Il lui fallait enlever des hauteurs ou la division Liptai s'etait placee. Apres un combat opiniatre plusieurs fois recommence, il en etait enfin venu a bout, et Bonaparte, en arrivant, trouva l'ennemi qui se retirait de toutes parts. Telle fut la bataille dite de Lonato, livree le 16 thermidor (3 aout).

Les resultats en etaient considerables. On avait pris vingt pieces de canon, fait trois mille prisonniers a la division coupee et rejete sur Salo, et l'on poursuivait les restes epars dans les montagnes. On avait fait mille ou quinze cents prisonniers a Castiglione; on avait tue ou blesse trois mille hommes; donne l'epouvante a Quasdanovich, qui, trouvant l'armee francaise devant lui a Salo, et l'entendant au loin a Lonato, la croyait partout. On avait ainsi presque desorganise les divisions Bayalitsch et Liptai, qui se repliaient sur Wurmser. Ce general arrivait en ce moment avec quinze mille hommes, pour rallier a lui les deux divisions battues, et commencait a s'etendre dans les plaines de Castiglione. Bonaparte le vit, le lendemain matin 17 (4 aout), se mettre en ligne pour recevoir le combat. Il resolut de l'aborder de nouveau, et de lui livrer une derniere bataille, qui devait decider du sort de l'Italie. Mais pour cela il fallait reunir a Castiglione toutes les troupes disponibles. Il remit donc au lendemain 18 (5 aout) cette bataille decisive. Il repartit au galop pour Lonato, afin d'activer lui-meme le mouvement de ses troupes. Il avait en

quelques jours creve cinq chevaux. Il ne s'en fiait a personne de l'execution de ses ordres; il voulait tout voir, tout verifier de ses yeux, tout animer de sa presence. C'est ainsi qu'une grande ame se communique a une vaste masse, et la remplit de son feu. Il arriva a Lonato au milieu du jour. Deja ses ordres s'executaient; une partie des troupes etait en marche sur Castiglione; les autres se portaient vers Salo et Gavardo. Il restait tout au plus mille hommes a Lonato. A peine Bonaparte y est-il entre, qu'un parlementaire autrichien se presente, et vient le sommer de se rendre. Le general surpris ne comprend pas d'abord comment il est possible qu'il soit en presence des Autrichiens. Cependant il se l'explique bientot. La division coupee la veille a la bataille de Lonato, et rejetee sur Salo, avait ete prise en partie; mais un corps de quatre mille hommes a peu pres avait erre toute la nuit dans les montagnes, et voyant Lonato presque abandonne, cherchait a y rentrer pour s'ouvrir une issue sur le Mincio. Bonaparte n'avait qu'un millier d'hommes a lui opposer, et surtout n'avait pas le temps de livrer un combat. Sur-le-champ il fait monter a cheval tout ce qu'il avait d'officiers autour de lui. Il ordonne qu'on amene le parlementaire, et qu'on lui debande les yeux. Celui-ci est saisi d'etonnement en voyant ce nombreux etat-major. "Malheureux, lui dit Bonaparte, vous ne savez donc pas que vous etes en presence du general en chef, et qu'il est ici avec toute son armee! Allez dire a ceux qui vous envoient, que je leur donne cinq minutes pour se rendre, ou que je les ferai passer au fil de l'epee, pour les punir de l'outrage qu'ils osent me faire." Sur-le-champ il fait approcher son artillerie, menacant de faire feu sur les colonnes qui s'avancent. Le parlementaire va rapporter cette reponse, et les quatre mille hommes mettent bas les armes devant mille[8]. Bonaparte, sauve par cet acte de presence d'esprit, donna ses ordres pour la lutte qui allait se livrer. Il joignit de nouvelles troupes a celles qui etaient deja dirigees sur Salo. La division Despinois fut reunie a la division Sauret, et toutes deux profitant de l'ascendant de la victoire, durent attaquer Quasdanovich, et le rejeter definitivement dans les montagnes. Il ramena tout le reste a Castiglione. Il y revint dans la nuit, ne prit pas un instant de repos, et apres avoir change de cheval, courut sur le champ de bataille, afin de faire ses dispositions. Cette journee allait decider du destin de l'Italie.

[Footnote 8: Ce fait a ete revoque en doute par un historien, M. Botta, mais il est confirme par toutes les relations, et j'ai recu l'attestation de son authenticite, de l'ordonnateur en chef de l'armee active, M. Aubernon, qui a passe les quatre mille prisonniers en revue.]

C'etait dans la plaine de Castiglione qu'on allait combattre. Une suite de hauteurs, formees par les derniers bancs des Alpes, se prolongent de la Chiesa au Mincio, par Lonato, Castiglione, Solferino. Au pied de ces hauteurs s'etend la plaine qui allait servir de champ de bataille. Les deux armees y etaient en presence, perpendiculairement a la ligne des hauteurs, a laquelle toutes deux appuyaient une aile. Bonaparte y appuyait sa gauche, Wurmser sa droite. Bonaparte avait vingt-deux mille hommes au plus; Wurmser en comptait trente mille. Ce dernier avait encore un autre avantage; son aile qui etait dans la plaine, etait couverte par une redoute placee sur le mamelon de Medolano. Ainsi il etait appuye des deux cotes. Pour balancer les avantages du nombre et de la position, Bonaparte comptait sur l'ascendant de la victoire, et sur ses manoeuvres. Wurmser devait tendre a se prolonger par sa droite, qui s'appuyait a la ligne des hauteurs, pour s'ouvrir une communication vers Lonato et Salo. C'est ainsi qu'avait fait Bayalitsch l'avant-veille, et c'est ainsi que devait faire Wurmser, dont tous les voeux devaient avoir

pour but la reunion avec son grand detachement. Bonaparte resolut de favoriser ce mouvement dont il esperait tirer un grand parti. Il avait maintenant sous sa main la division Serrurier, qui, poursuivie par Wurmser depuis qu'elle avait quitte Mantoue, n'avait pu jusqu'ici entrer en ligne. Elle arrivait par Guidizzolo. Bonaparte lui ordonna de deboucher vers Cauriana, sur les derrieres de Wurmser. Il attendait son feu pour commencer le combat.

Des la pointe du jour, les deux armees entrerent en action. Wurmser, impatient d'attaquer, ebranla sa droite le long des hauteurs; Bonaparte, pour favoriser ce mouvement, replia sa gauche, qui etait formee par la division Massena; il maintint son centre immobile dans la plaine. Bientot il entendit le feu de Serrurier. Alors, tandis qu'il continuait a replier sa gauche, et que Wurmser continuait a prolonger sa droite, il fit attaquer la redoute de Medolano. Il dirigea d'abord vingt pieces d'artillerie legere sur cette redoute, et, apres l'avoir vivement canonnee, il detacha le general Verdier, avec trois bataillons de grenadiers, pour l'emporter. Ce brave general s'avanca, appuye par un regiment de cavalerie, et enleva la redoute. Le flanc gauche des Autrichiens fut alors decouvert, a l'instant meme ou Serrurier, arrive a Cauriana, repandait l'alarme sur leurs derrieres. Wurmser jeta aussitot une partie de sa seconde ligne a sa gauche, privee d'appui, et la placa en potence pour faire face aux Francais qui debouchaient de Medolano. Il porta le reste de sa seconde ligne en arriere, pour couvrir Cauriana, et continua ainsi a faire tete a l'ennemi. Mais Bonaparte, saisissant le moment avec sa promptitude accoutumee, cessa aussitot de refuser sa gauche et son centre; il donna a Massena et Augereau le signal qu'ils attendaient impatientement. Massena, avec la gauche, Augereau, avec le centre, fondent sur la ligne affaiblie des Autrichiens, et la chargent avec impetuosite. Attaquee si brusquement sur tout son front, menacee sur sa gauche et ses derrieres, elle commence a ceder le terrain. L'ardeur des Francais redouble. Wurmser, voyant son armee compromise, donne alors le signal de la retraite. On le poursuit en lui faisant des prisonniers. Pour le mettre dans une deroute complete, il fallait redoubler de celerite, et le pousser en desordre sur le Mincio. Mais, depuis six jours, les troupes marchaient et se battaient sans relache; elles ne pouvaient plus avancer, et coucherent sur le champ de bataille. Wurmser n'avait perdu que deux mille hommes ce jour-la, mais il n'en avait pas moins perdu l'Italie.

Le lendemain Augereau se porta au pont de Borghetto, et Massena devant Peschiera. Augereau engagea une canonnade qui fut suivie de la retraite des Autrichiens; et Massena livra un combat d'arriere-garde a la division qui avait masque Peschiera. Le Mincio fut abandonne par Wurmser; il reprit la route de Rivoli, entre l'Adige et le lac de Garda, pour rentrer dans le Tyrol. Massena le suivit a Rivoli, a la Corona, et reprit ses anciennes positions. Augereau se presenta devant Verone. Le provediteur venitien, pour donner aux Autrichiens le temps d'evacuer la ville et de sauver leurs bagages, demandait deux heures de temps avant d'ouvrir les portes; Bonaparte les fit enfoncer a coups de canon. Les Veronais, qui etaient devoues a la cause de l'Autriche, et qui avaient manifeste hautement leurs sentiments au moment de la retraite des Francais, craignaient le courroux du vainqueur; mais il fit observer a leur egard les plus grands menagemens.

Du cote de Salo et de la Chiesa, Quasdanovich faisait une retraite penible par derriere le lac de Garda. Il voulut s'arreter et defendre le defile dit la Rocca-d'Anfo; mais il fut battu, et perdit douze cents hommes. Bientot les Francais eurent repris toutes leurs anciennes

positions.

Cette campagne avait dure six jours; et dans ce court espace de temps, trente et quelques mille hommes en avaient mis soixante mille hors de combat. Wurmser avait perdu vingt mille hommes, dont sept a huit mille tues ou blesses, et douze ou treize mille prisonniers. Il etait rejete dans les montagnes, et reduit a l'impossibilite de tenir la campagne. Ainsi s'etait evanouie cette formidable expedition, devant une poignee de braves. Ces resultats extraordinaires et inouis dans l'histoire etaient dus a la promptitude et a la vigueur de resolution du jeune chef. Tandis que deux armees redoutables couvraient les deux rives du lac de Garda, et que tous les courages etaient ebranles, il avait su reduire toute la campagne a une seule question, la jonction de ces deux armees a la pointe du lac de Garda; il avait su faire un grand sacrifice, celui du blocus de Mantoue, pour se concentrer au point decisif; et, frappant alternativement des coups terribles sur chacune des masses ennemies, a Salo, a Lonato, a Castiglione, il les avait successivement desorganisees et rejetees dans les montagnes d'ou elles etaient sorties.

Les Autrichiens etaient saisis d'effroi; les Francais transportes d'admiration pour leur jeune chef. La confiance et le devouement en lui etaient au comble. Un bataillon pouvait en faire fuir trois. Les vieux soldats qui l'avaient nomme caporal a Lodi, le firent sergent a Castiglione. En Italie la sensation fut profonde. Milan, Bologne, Ferrare, les villes du duche de Modene, et tous les amis de la liberte, furent transportes de joie. La douleur se repandit dans les couvens et chez toutes les vieilles aristocraties. Les gouvernemens qui avaient fait des imprudences, Venise, Rome, Naples, etaient epouvantes.

Bonaparte, jugeant sainement sa position, ne crut pas la lutte terminee, quoiqu'il eut enleve a Wurmser vingt mille hommes. Le vieux marechal se retirait dans les Alpes avec quarante mille. Il allait les reposer, les rallier, les recruter, et il etait a presumer qu'il fondrait encore une fois sur l'Italie. Bonaparte avait perdu quelques mille hommes, prisonniers, tues ou blesses; il en avait beaucoup dans les hopitaux: il jugea qu'il fallait temporiser encore, avoir toujours les yeux sur le Tyrol, et les pieds sur l'Adige, et se contenter d'imposer aux puissances italiennes, en attendant qu'il eut le temps de les chatier. Il se contenta d'apprendre aux Venitiens qu'il etait instruit de leurs armemens, et continua a se faire nourrir a leurs frais, ajournant encore les negociations pour une alliance. Il avait appris l'arrivee a Ferrare d'un legat du pape, qui etait venu pour reprendre possession des legations; il le manda a son quartier-general. Ce legat, qui etait le cardinal Mattei, tomba a ses pieds en disant: *Peccavi*. Bonaparte le mit aux arrêts dans un seminaire. Il ecrivit a M. d'Azara, qui etait son intermediaire aupres des cours de Rome et de Naples; il se plaignit a lui de l'imbecillite et de la mauvaise foi du gouvernement papal, et lui annonca son intention de revenir bientot sur ses derrieres, si on l'y obligeait. Quant a la cour de Naples, il prit le langage le plus menacant. "Les Anglais, dit-il a M. d'Azara, ont persuade au roi de Naples qu'il etait quelque chose; moi, je lui prouverai qu'il n'est rien. S'il persiste, au mepris de l'armistice, a se mettre sur les rangs, je prends l'engagement, a la face de l'Europe, de marcher contre ses pretendus soixante-dix mille hommes avec six mille grenadiers, quatre mille chevaux, et cinquante pieces de canon."

Il ecrivit une lettre polie, mais ferme, au duc de Toscane, qui avait laisse occuper aux Anglais Porto-Ferrajo, et lui dit que la France

pourrait le punir de cette negligence en occupant ses etats, mais qu'elle voulait bien n'en rien faire, en consideration d'une ancienne amitie. Il changea la garnison de Livourne, afin d'imposer a la Toscane par un mouvement de troupes. Il se tut avec Genes. Il ecrivit une lettre vigoureuse au roi de Piemont, qui souffrait les Barbets dans ses etats, et fit partir une colonne de douze cents hommes avec une commission militaire ambulante, pour saisir et fusiller les Barbets trouves sur les routes. Le peuple de Milan avait montre les dispositions les plus amicales aux Francais. Il lui adressa une lettre delicate et noble, pour le remercier. Ses dernieres victoires lui donnant des esperances plus fondees de conserver l'Italie, il crut pouvoir s'engager davantage avec les Lombards; il leur accorda des armes, et leur permit de lever une legion a leur solde, dans laquelle s'enrolerent en foule les Italiens attaches a la liberte, et les Polonais errans en Europe depuis le dernier partage. Bonaparte temoigna sa satisfaction aux peuples de Bologne et de Ferrare. Ceux de Modene demandaient a etre affranchis de la regence etablie par leur duc; Bonaparte avait deja quelques motifs de rompre l'armistice, car la regence avait fait passer des vivres a la garnison de Mantoue. Il voulut attendre encore. Il demanda des secours au directoire pour reparer ses pertes, et se tint a l'entree des gorges du Tyrol, pret a fondre sur Wurmser, et a detruire les restes de son armee, des qu'il apprendrait que Moreau avait passe le Danube.

Pendant que ces grands evenemens se passaient en Italie, il s'en preparait d'autres sur le Danube. Moreau avait pousse l'archiduc pied a pied, et etait arrive dans le milieu de thermidor (premiers jours d'aout) sur le Danube. Jourdan se trouvait sur la Naab, qui tombe dans ce fleuve. La chaine de l'Alb, qui separe le Necker du Danube, se compose de montagnes de moyenne hauteur, terminees en plateaux, traversees par des defiles etroits comme des fissures de rochers. C'est par ces defiles que Moreau avait debouche sur le Danube, dans un pays inegal, coupe de ravins et couvert de bois. L'archiduc, qui nourrissait le dessein de se concentrer sur le Danube, et de reprendre force sur cette ligne puissante, forma tout a coup une resolution qui faillit compromettre ses sages projets. Il apprenait que Wartensleben, au lieu de se replier sur lui, le plus pres possible de Donawert, se repliait vers la Boheme, dans la sottise pensee de la couvrir; il craignait que, profitant de ce faux mouvement, qui decouvrait le Danube, l'armee de Sambre-et-Meuse ne voulut en tenter le passage. Il voulait donc le passer lui-meme, pour filer rapidement sur l'autre rive, et aller faire tete a Jourdan. Mais le fleuve etait encombre de ses magasins, et il lui fallait encore du temps pour les faire evacuer; il ne voulait pas d'ailleurs executer le passage sous les yeux de Moreau et trop pres de ses coups, et il songea a l'eloigner en lui livrant la bataille avec le Danube a dos: mauvaise pensee dont il s'est blame severement depuis, car elle l'exposait a etre jete dans le fleuve, ou du moins a ne pas y arriver entier, condition indispensable pour le succes de ses projets ulterieurs.

Le 24 thermidor (11 aout), il s'arreta devant les positions de Moreau, pour lui livrer une attaque generale. Moreau etait a Neresheim, tenant les positions de Dunstelingen et de Dischingen par sa droite et son centre, et celle de Nordlingen par sa gauche. L'archiduc, voulant d'abord l'ecarter du Danube, puis le couper, s'il etait possible, des montagnes par lesquelles il avait debouche, et enfin l'empêcher de communiquer avec Jourdan, l'attaqua, pour arriver a toutes ses fins, sur tous les points a la fois. Il parvint a tourner la droite de Moreau, en dispersant ses flanqueurs; il s'avanca jusqu'a Heidenheim, presque sur ses derrieres, et y jeta une telle alarme, que tous les parcs

retrograderent. Au centre, il tenta une attaque vigoureuse, mais qui ne fut pas assez decisive. A la gauche, vers Nordlingen, il fit des demonstrations menacantes. Moreau ne s'intimida ni des demonstrations faites a sa gauche, ni de l'excursion derriere sa droite; et, jugeant avec raison que le point essentiel etait au centre, fit le contraire de ce que font les generaux ordinaires, toujours alarmes lorsqu'on menace de les deborder; il affaiblit ses ailes au profit du centre. Sa prevision etait juste; car l'archiduc, redoublant d'efforts au centre vers Dunstelkingen, fut repousse avec perte. On coucha de part et d'autre sur le champ de bataille.

Le lendemain, Moreau se trouva fort embarrasse par le mouvement retrograde de ses parcs, qui le laissait sans munitions. Cependant il pensa qu'il fallait payer d'audace, et faire mine de vouloir attaquer. Mais l'archiduc, presse de repasser le Danube, n'avait nulle envie de recommencer le combat: il fit sa retraite avec beaucoup de fermete sur le fleuve, le repassa sans etre inquiete par Moreau, et en coupa les ponts jusqu'a Donawerth. La, il apprit ce qui s'etait passe entre les deux armees qui avaient opere par le Mein. Wartensleben ne s'etait pas jete en Boheme comme il le craignait, il etait reste sur la Naab, en presence de Jourdan. Le jeune prince autrichien forma une resolution tres belle, qui etait la consequence de sa longue retraite, et qui etait propre a decider la campagne. Son but, en se repliant sur le Danube, avait ete de s'y concentrer, pour etre en mesure d'agir sur l'une ou sur l'autre des deux armees francaises, avec une masse superieure de forces. La bataille de Neresheim aurait pu compromettre ce plan, si, au lieu d'etre incertaine, elle avait ete tout a fait malheureuse. Mais s'etant retire entier sur le Danube, il pouvait maintenant profiter de l'isolement des armees francaises, et tomber sur l'une des deux. En consequence, il resolut de laisser le general Latour avec trente-six mille hommes pour occuper Moreau, et de se porter de sa personne avec vingt-cinq mille vers Wartensleben, afin d'accabler Jourdan par cette reunion de forces. L'armee de Jourdan etait la plus faible des deux. A une aussi grande distance de sa base, elle ne comptait guere plus de quarante-cinq mille hommes. Il etait evident qu'elle ne pourrait pas resister, et qu'elle allait meme se trouver exposee a de grands desastres. Jourdan, etant battu et ramene sur le Rhin, Moreau, de son cote, ne pouvait rester en Baviere, et l'archiduc pouvait meme se porter sur le Necker et le prevenir sur sa ligne de retraite. Cette conception si juste a ete regardee comme la plus belle dont puissent s'honorer les generaux autrichiens pendant ces longues guerres; comme celles qui dans le moment signalaient le genie de Bonaparte en Italie, elle appartenait a un jeune homme.

L'archiduc partit d'Ingolstadt le 29 thermidor (16 aout), cinq jours apres la bataille de Neresheim. Jourdan, place sur la Naab, entre Naabourg et Schwandorff, ne s'attendait pas a l'orage qui se preparait sur sa tete. Il avait detache le general Bernadotte a Neumark, sur sa droite, de maniere a se mettre en communication avec Moreau; objet impossible a remplir, et pour lequel un corps detache etait inutilement compromis. Ce fut contre ce detachement que l'archiduc, arrivant du Danube, devait donner necessairement. Le general Bernadotte, attaque par des forces superieures, fit une resistance honorable, mais fut oblige de repasser rapidement les montagnes par lesquelles l'armee avait debouche de la vallee du Mein dans celle du Danube. Il se retira a Nuremberg. L'archiduc, apres avoir jete un corps a sa poursuite, se porta avec le reste de ses forces sur Jourdan. Celui-ci, prevenu de l'arrivee d'un renfort, averti du danger qu'avait couru Bernadotte, et de sa retraite sur Nuremberg, se disposa a repasser aussi les montagnes. Au moment ou

il se mettait en marche, il fut attaque a la fois par l'archiduc et par Wartensleben; il eut un combat difficile a soutenir a Amberg, et perdit sa route directe vers Nuremberg. Jete avec ses parcs, sa cavalerie et son infanterie, dans des routes de traverse, il courut de grands dangers, et fit, pendant huit jours, une retraite des plus difficiles et des plus honorables pour les troupes et pour lui. Il se retrouva sur le Mein, a Schweinfurt, le 12 fructidor (29 aout), se proposant de se diriger sur Wurtzbourg, pour y faire halte, y rallier ses corps, et tenter de nouveau le sort des armes.

Pendant que l'archiduc executait ce beau mouvement sur l'armee de Sambre-et-Meuse, il fournissait a Moreau l'occasion d'en executer un pareil, aussi beau et aussi decisif. L'ennemi ne tente jamais une hardiesse sans se decouvrir, et sans ouvrir de belles chances a son adversaire. Moreau, n'ayant plus que trente-huit mille hommes devant lui, pouvait facilement les accabler, en agissant avec un peu de vigueur. Il pouvait mieux (au jugement de Napoleon et de l'archiduc Charles), il pouvait tenter un mouvement dont les resultats auraient ete immenses. Il devait lui-meme suivre la marche de l'ennemi, se rabattre sur l'archiduc, comme ce prince se rabattait sur Jourdan, et arriver a l'improviste sur ses derrieres. L'archiduc, pris entre Jourdan et Moreau, eut couru des dangers incalculables. Mais, pour cela, il fallait executer un mouvement tres etendu, changer tout a coup sa ligne d'operation, se jeter du Necker sur le Mein; il fallait surtout manquer aux instructions du directoire, qui prescrivaient de s'appuyer au Tyrol, afin de deborder les flancs de l'ennemi et de communiquer avec l'armee d'Italie. Le jeune vainqueur de Castiglione n'aurait pas hesite a faire cette marche hardie, et a commettre une desobeissance, qui aurait decide la campagne d'une maniere victorieuse; mais Moreau etait incapable d'une pareille determination. Il resta plusieurs jours sur les bords du Danube, ignorant le depart de l'archiduc, et explorant lentement un terrain qui etait alors peu connu. Ayant appris enfin le mouvement qui venait de s'operer, il concut des inquietudes pour Jourdan; mais, n'osant prendre aucune determination vigoureuse, il se decida a franchir le Danube, et a s'avancer en Baviere, pour essayer par la de ramener l'archiduc a lui, tout en restant fidele au plan du directoire. Il etait cependant aise de juger que l'archiduc ne quitterait pas Jourdan avant de l'avoir mis hors de combat, et ne se laisserait pas detourner de l'execution d'un vaste plan, par une excursion en Baviere. Moreau n'en passa pas moins le Danube, a la suite de Latour, et s'approcha du Lech. Latour fit mine de disputer le passage du Lech; mais, trop etendu pour s'y soutenir, il fut oblige de l'abandonner, apres avoir essaye un combat malheureux a Friedberg. Moreau s'approcha ensuite de Munich; il se trouvait le 15 fructidor (1er septembre) a Dachau, Pfaffenhofen et Geisenfeld.

Ainsi la fortune commencait a nous etre moins favorable en Allemagne, par l'effet d'un plan vicieux qui, separant nos armees, les exposait a etre battues isolement. D'autres resultats se preparaient encore en Italie.

On a vu que Bonaparte, apres avoir rejete les Autrichiens dans le Tyrol, et repris ses anciennes positions sur l'Adige, meditait de nouveaux projets contre Wurmser, auquel il n'etait pas content d'avoir detruit vingt mille hommes, et dont il voulait ruiner entierement l'armee. Cette operation etait indispensable pour l'execution de tous ses desseins en Italie. Wurmser detruit, il pourrait faire une pointe jusqu'a Trieste, ruiner ce point si important pour l'Autriche, revenir ensuite sur l'Adige, faire la loi a Venise, a Rome et a Naples, dont la malveillance

était toujours aussi manifeste, et donner enfin le signal de la liberté en Italie, en constituant la Lombardie, les légations de Bologne et de Ferrare, peut-être même le duché de Modène, en république indépendante. Il résolut donc, pour accomplir tous ces projets, de monter dans le Tyrol, certain aujourd'hui d'être secondé par la présence de Moreau sur l'autre versant des Alpes.

Pendant que les troupes françaises employaient une vingtaine de jours à se reposer, Wurmser reorganisait et renforçait les siennes. De nouveaux détachements venus de l'Autriche, et les milices tyroliennes, lui permirent de porter son armée à près de cinquante mille hommes. Le conseil aulique lui envoya un autre chef d'état-major, le général du génie Laueer, avec de nouvelles instructions sur le plan à suivre pour enlever la ligne de l'Adige. Wurmser devait laisser dix-huit ou vingt mille hommes sous Davidovich, pour garder le Tyrol, et descendre avec le reste, par la vallée de la Brenta, dans les plaines du Vicentin et du Padouan. La Brenta prend naissance non loin de Trente, s'éloigne de l'Adige en forme de courbe, redevient parallèle à ce fleuve dans la plaine, et va finir dans l'Adriatique. Une chaussée, partant de Trente, conduit dans la vallée de la Brenta, et vient aboutir, par Bassano, dans les plaines du Vicentin et du Padouan. Wurmser devait parcourir cette vallée pour déboucher dans la plaine, et venir tenter le passage de l'Adige, entre Verone et Legnago. Ce plan n'était pas mieux conçu que le précédent, car il avait toujours l'inconvénient de diviser les forces en deux corps, et de mettre Bonaparte au milieu.

Wurmser entra en action, dans le même moment que Bonaparte. Celui-ci ignorant les projets de Wurmser, mais prévoyant avec une sagacité rare, que, pendant son excursion au fond du Tyrol, il serait possible que l'ennemi vint tâter la ligne de l'Adige, de Verone à Legnago, laissa le général Kilmaine à Verone avec une réserve de près de trois mille hommes, et avec tous les moyens de résister pendant deux jours au moins. Le général Sahuguet resta avec une division de huit mille hommes devant Mantoue. Bonaparte partit avec vingt-huit mille, et remonta par les trois routes du Tyrol, celle qui circule derrière le lac de Garda, et les deux qui longent l'Adige. Le 17 fructidor (3 septembre), la division Sauret, devenue division Vaubois, après avoir circulé par derrière le lac de Garda, et livré plusieurs combats, arriva à Torbole, la pointe supérieure du lac. Le même jour, les divisions Massena et Augereau, qui longeaient d'abord les deux rives de l'Adige, et qui s'étaient ensuite réunies sur la même rive par le pont de Golo, arrivèrent devant Seravalle. Elles livrèrent un combat d'avant-garde, et firent quelques prisonniers à l'ennemi.

Les Français avaient à remonter maintenant une vallée étroite et profonde: à leur gauche était l'Adige, à leur droite des montagnes élevées. Souvent le fleuve, serrant le pied des montagnes, ne laissait que la largeur de la chaussée, et formait ainsi d'affreux défilés à franchir. Il y en avait plus d'un de ce genre, pour pénétrer dans le Tyrol. Mais les Français, audacieux et agiles, étaient aussi propres à cette guerre qu'à celle qu'ils venaient de faire dans les vastes plaines du Mantouan. Davidovich avait placé deux divisions, l'une au camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige, pour faire tête à la division Vaubois qui remontait la chaussée de Salò à Roveredo, par derrière le lac de Garda: l'autre à San-Marco, sur la rive gauche, pour garder le défilé contre Massena et Augereau. Le 18 fructidor (4 septembre), on se trouva en présence. C'était la division Wukassowitch qui défendait le défilé de San-Marco. Bonaparte, saisissant sur-le-champ le genre de tactique convenable aux lieux, forma deux corps d'infanterie légère,

et les distribue a droite et a gauche, sur les hauteurs environnantes; puis, quand il a fatigue quelque temps les Autrichiens, il forme la dix-huitieme demi-brigade en colonne serree par bataillons, et ordonne au general Victor de percer avec elle le defile. Un combat violent s'engage; les Autrichiens resistent d'abord; mais Bonaparte decide l'action, en ordonnant au general Dubois de charger a la tete des hussards. Ce brave general fond sur l'infanterie autrichienne, la rompt, et tombe perce de trois balles. On l'emporte expirant. "Avant que je meure, dit-il a Bonaparte, faites-moi savoir si nous sommes vainqueurs." De toutes parts les Autrichiens fuient et se retirent a Roveredo, situe a une lieue de Marco; on les poursuit au pas de course. Roveredo est a une certaine distance de l'Adige; Bonaparte dirige Rampon, avec la trente-deuxieme, vers l'espace qui separe le fleuve de la ville; il porte Victor, avec la dix-huitieme, sur la ville meme. Celui-ci entre au pas de charge dans la grande rue de Roveredo, balaie les Autrichiens devant lui, et arrive a l'autre extremite de la ville, a l'instant ou Rampon en achevait le circuit exterieur. Pendant que l'armee principale emportait ainsi San-Marco et Roveredo, la division Vaubois arrivait a Roveredo par l'autre rive de l'Adige. La division autrichienne de Reuss lui avait dispute le camp de Mori, mais Vaubois venait de l'emporter a l'instant meme, et toutes les divisions se trouvaient reunies maintenant au milieu du jour a la hauteur de Roveredo, sur les deux rives du fleuve. Mais le plus difficile restait a faire.

Davidovich avait rallie ses deux divisions sur sa reserve, dans le defile de Calliano, defile redoutable et bien autrement dangereux que celui de Marco. Sur ce point, l'Adige, serrant les montagnes, ne laissait, entre son lit et leur pied, que la largeur de la chaussee. L'entree du defile etait fermee par le chateau de la Pietra, qui joignait la montagne au fleuve, et qui etait couronne d'artillerie.

Bonaparte, persistant dans sa tactique, distribue son infanterie legere a droite, sur les escarpemens de la montagne, et a gauche, sur les bords du fleuve. Ses soldats, nes sur les bords du Rhone, de la Seine ou de la Loire, egalent l'agilite et la hardiesse des chasseurs des Alpes. Les uns gravissent de rochers en rochers, atteignent le sommet de la montagne, et font un feu plongeant sur l'ennemi; les autres, non moins intrepides, se glissent le long du fleuve, appuient le pied partout ou ils peuvent se soutenir, et tournent le chateau de la Pietra. Le general Dammartin place avec bonheur une batterie d'artillerie legere qui fait le meilleur effet; le chateau est enleve. Alors l'infanterie le traverse, et fond en colonne serree sur l'armee autrichienne amassee dans le defile. Artillerie, cavalerie, infanterie, se confondent, et fuient dans un desordre epouvantable. Le jeune Lamarois, aide-de-camp du general en chef, veut prevenir la fuite des Autrichiens; il se precipite au galop a la tete de cinquante hussards, traverse dans toute sa longueur la masse autrichienne, et, tournant bride sur-le-champ, fait effort pour en arreter la tete. Il est renverse de cheval, mais il repand la terreur dans les rangs autrichiens, et donne le temps a la cavalerie, qui accourait, de recueillir plusieurs mille prisonniers. La finit cette suite de combats, qui valurent a l'armee francaise les defiles du Tyrol, la ville de Roveredo, toute l'artillerie autrichienne, quatre mille prisonniers, sans compter les morts et les blesses. Bonaparte appela cette journee bataille de Roveredo.

Le lendemain 19 fructidor (5 septembre), les Francais entrerent a Trente, capitale du Tyrol italien. L'eveque avait fui. Bonaparte, pour calmer les Tyroliens, qui etaient fort attaches a la maison d'Autriche, leur adressa une proclamation, dans laquelle il les invitait a poser

les armes, et a ne point commettre d'hostilites contre son armee, leur promettant qu'a ce prix leurs proprietes et leurs etablissements publics seraient respectes. Wurmser n'etait plus a Trente. Bonaparte l'avait surpris a l'instant ou il se mettait en marche pour executer son plan. En voyant les Francais s'engager dans le Tyrol pour communiquer peut-etre avec l'Allemagne, Wurmser n'en fut que plus dispose a descendre par la Brenta, pour emporter l'Adige pendant leur absence. Il esperait meme, par ce circuit rapide, qui allait l'amener a Verone, enfermer les Francais dans la haute vallee de l'Adige, et, tout a la fois, les envelopper et les couper de Mantoue. Il etait parti l'avant-veille et devait etre deja rendu a Bassano; Bonaparte forme sur-le-champ une resolution des plus hardies: il va laisser Vaubois a la garde du Tyrol, et se jeter a travers les gorges de la Brenta, a la suite de Wurmser. Il ne peut emmener avec lui que vingt mille hommes, et Wurmser en a trente; il peut etre enferme dans ces gorges epouvantables, si Wurmser lui tient tete; il peut aussi arriver trop tard pour tomber sur les derrieres de Wurmser, et celui-ci peut avoir eu le temps de forcer l'Adige: tout cela est possible. Mais ses vingt mille hommes en valent trente; mais si Wurmser veut lui tenir tete et l'enfermer dans les gorges, il lui passera sur le corps; mais s'il a vingt lieues a faire, il les fera en deux jours, et arrivera dans la plaine aussitot que Wurmser. Alors il le rejettera ou sur Trieste, ou sur l'Adige. S'il le rejette sur Trieste, il le poursuivra et ira bruler ce port sous ses yeux; s'il le rejette sur l'Adige, il l'enfermera entre son armee et ce fleuve, et enveloppera ainsi l'ennemi, qui croyait le prendre dans les gorges du Tyrol.

Ce jeune homme, dont la pensee et la volonte sont aussi promptes que la foudre, ordonne a Vaubois, le jour meme de son arrivee a Trente, de se porter sur le Lavis, pour enlever cette position a l'arriere-garde de Davidovich. Il fait executer cette operation sous ses yeux, indique a Vaubois la position qu'il doit garder avec ses dix mille hommes, et part ensuite avec les vingt autres, pour se jeter a travers les gorges de la Brenta.

Il part le 20 au matin (6 septembre); il couche le soir a Levico. Le lendemain 21 (7), il se remet en marche le matin, et arrive devant un nouveau defile, dit de Primolano, ou Wurmser avait place une division. Bonaparte emploie les memes manoeuvres, jette des tirailleurs sur les hauteurs et sur le bord de la Brenta, puis fait charger en colonne sur la route. On enleve le defile. Un petit fort se trouvait au dela, on l'entoure et on s'en rend maitre. Quelques soldats intrepides courant sur la route, y devancent les fugitifs, les arretent, et donnent a l'armee le temps d'arriver pour les prendre. On fait trois mille prisonniers. On arrive le soir a Cismone, apres avoir fait vingt lieues en deux jours. Bonaparte voudrait avancer encore, mais les soldats n'en peuvent plus; lui-meme est accable de fatigue. Il a devance son quartier-general, il n'a ni suite ni vivres; il partage le pain de munition d'un soldat, et se couche, en attendant avec impatience le lendemain.

Cette marche foudroyante et inattendue frappe Wurmser d'etonnement. Il ne conçoit pas que son ennemi se soit jete dans ces gorges, au risque d'y etre enferme; il se propose de profiter de la position de Bassano qui les ferme, et d'en barrer le passage avec toute son armee. S'il reussit a y tenir, Bonaparte est pris dans la courbe de la Brenta. Deja il avait envoye la division De Mezaros pour tater Verone, mais il la rappelle pour lutter ici avec toutes ses forces; cependant il n'est pas probable que l'ordre arrive a temps. La ville de Bassano est situee sur

la rive gauche de la Brenta. Elle communique avec la rive droite par un pont. Wurmser place les deux divisions Sebottendorff et Quasdanovich sur les deux rives de la Brenta, en avant de la ville. Il dispose six bataillons en avant garde dans les defiles qui precedent Bassano, et qui ferment la vallee.

Le 22 (8 septembre), au matin, Bonaparte part de Cismone, et s'avance sur Bassano; Massena marche sur la rive droite, Augereau sur la gauche. On emporte les defiles, et on debouche en presence de l'armee ennemie, rangee sur les deux rives de la Brenta. Les soldats de Wurmser, deconcertes par l'audace des Francais, ne resistent pas avec le courage qu'ils ont montre en tant d'occasions; ils s'ebrouent, se rompent, et entrent dans Bassano. Augereau se presente a l'entree de la ville. Massena, qui est sur la rive opposee, veut penetrer par le pont; il l'enleve en colonne serree, comme celui de Lodi, et entre en meme temps qu'Augereau. Wurmser, dont le quartier-general etait encore dans la ville, n'a que le temps de se sauver, en nous laissant quatre mille prisonniers et un materiel immense. Le plan de Bonaparte etait donc realise; il avait debouche dans la plaine aussitot que Wurmser, et il lui restait maintenant a l'envelopper, en l'acculant sur l'Adige.

Wurmser, dans le desordre d'une action si precipitee, se trouve separe des restes de la division Quasdanovich. Cette division se retire vers le Frioul, et lui, se voyant presse par les divisions Massena et Augereau, qui lui ferment la route du Frioul et le replient vers l'Adige, forme la resolution de passer l'Adige de vive force, et d'aller se jeter dans Mantoue. Il avait rallie a lui la division De Mezaros, qui venait de faire de vains efforts pour emporter Verone. Il ne comptait plus que quatorze mille hommes, dont huit d'infanterie et six de cavalerie excellente. Il longe l'Adige, et fait chercher partout un passage. Heureusement pour lui, le poste qui gardait Legnago avait ete transporte a Verone, et un detachement, qui devait venir occuper cette place, n'etait point encore arrive. Wurmser, profitant de ce hasard, s'empare de Legnago. Certain maintenant de pouvoir regagner Mantoue, il accorde quelque repos a ses troupes, qui etaient abimees de fatigue.

Bonaparte le suivait sans relache: il fut cruellement decu en apprenant la negligence qui sauvait Wurmser; cependant il ne desespera pas encore de le prevenir a Mantoue. Il porta la division Massena sur l'autre rive de l'Adige par le bac de Ronco, et la dirigea sur Sanguinetto, pour barrer le chemin de Mantoue, il dirigea Augereau vers Legnago meme. L'avant-garde de Massena, devancant sa division, entra dans Cerea le 25 (11 septembre), au moment ou Wurmser y arrivait de Legnago avec tout son corps d'armee. Cette avant-garde de cavalerie et d'infanterie legere, commandee par les generaux Murat et Pigeon, fit une resistance des plus heroiques, mais fut culbutee: Wurmser lui passa sur le corps, et continua sa marche. Bonaparte arrivait seul au galop au moment de cette action: il manqua etre pris, et se sauva en toute hate.

Wurmser passa a Sanguinetto; puis, apprenant que tous les ponts de la Molinella etaient rompus, excepte celui de Villimpenta, il descendit jusqu'a ce pont, y franchit la riviere, et marcha sur Mantoue. Le general Charton voulut lui resister avec trois cents hommes formes en carre; ces braves gens furent sabres ou pris. Wurmser arriva ainsi a Mantoue le 27 (13). Ces legers avantages etaient un adoucissement aux malheurs du vieux et brave marechal. Il se repandit dans les environs de Mantoue, et tint un moment la campagne, grace a sa nombreuse et belle cavalerie.

Bonaparte arrivait a perte d'haleine, furieux contre les officiers negligens qui lui avaient fait manquer une si belle proie. Augereau etait rentre dans Legnago, et avait fait prisonniere la garnison autrichienne, forte de seize cents hommes. Bonaparte ordonna a Augereau de se porter a Governolo, sur le Bas-Mincio. Il livra ensuite de petits combats a Wurmser, pour l'attirer hors de la place; et, dans la nuit du 28 au 29 (14-15 septembre), il prit une position en arriere, pour engager Wurmser a se montrer en plaine. Le vieux general, alleche par ses petits succes, se deploya en effet hors de Mantoue, entre la citadelle et le faubourg de Saint-George. Bonaparte l'attaqua le troisieme jour complementaire an IV (19 septembre). Augereau, venant de Governolo, formait la gauche; Massena, partant de Due-Castelli, formait le centre, et Sahuguet, avec le corps de blocus, formait la droite. Wurmser avait encore vingt-un mille hommes en ligne. Il fut enfonce partout, et rejete dans la place avec une perte de deux mille hommes. Quelques jours apres, il fut entierement renferme dans Mantoue. La nombreuse cavalerie qu'il avait ramenee ne lui servait a rien, et ne faisait qu'augmenter le nombre des bouches inutiles; il fit tuer et saler tous les chevaux. Il avait vingt et quelques mille hommes de garnison, dont plusieurs mille aux hopitaux.

Ainsi, quoique Bonaparte eut perdu en partie le fruit de sa marche audacieuse sur la Brenta, et qu'il n'eut pas fait mettre bas les armes au marechal, il avait entierement ruine et disperse son armee. Quelques mille hommes etaient rejetes dans le Tyrol sous Davidovich; quelques mille fuyaient en Frioul sous Quasdanovich. Wurmser, avec douze ou quatorze mille, s'etait enferme dans Mantoue. Treize ou quatorze mille etaient prisonniers, six ou sept mille tues ou blesses. Ainsi cette armee venait des perdre encore une vingtaine de mille hommes en dix jours, outre un materiel considerable. Bonaparte en avait perdu sept ou huit mille, dont quinze cents prisonniers, et le reste tue, blesse, ou malade. Ainsi, aux armees de Colli et de Beaulieu, detruites en entrant en Italie, il fallait ajouter celle de Wurmser, detruite en deux fois, d'abord dans les plaines de Castiglione, et ensuite sur les rives de la Brenta. Aux trophes de Montenotte, de Lodi, de Borghetto, de Lonato, de Castiglione, il fallait donc joindre ceux de Roveredo, de Bassano et de Saint-George. A quelle epoque de l'histoire avait-on vu de si grands resultats, tant d'ennemis tues, tant de prisonniers, de drapeaux, de canons enleves! Ces nouvelles repandirent de nouveau la joie dans la Lombardie, et la terreur dans le fond de la peninsule. La France fut transportee d'admiration pour le general de l'armee d'Italie.

Nos armes etaient moins heureuses sur les autres theatres de la guerre. Moreau s'etait avance sur le Lech, comme on l'a vu, dans l'espoir que ses progres en Baviere rameneraient l'archiduc et degageraient Jourdan. Cet espoir etait peu fonde, et l'archiduc aurait mal juge de l'importance de son mouvement, s'il se fut detourne de son execution pour revenir vers Moreau. Toute la campagne dependait de ce qui allait se passer sur le Mein. Jourdan battu, et ramene sur le Rhin, les progres de Moreau ne faisaient que le compromettre davantage, et l'exposer a perdre sa ligne de retraite. L'archiduc se contenta donc de renvoyer le general Nauendorff, avec deux regimens de cavalerie et quelques bataillons, pour renforcer Latour, et continua sa poursuite de l'armee de Sambre-et-Meuse.

Cette brave armee se retirait avec le plus vif regret, et en conservant tout le sentiment de ses forces. C'est elle qui avait fait les plus grandes et les plus belles choses, pendant les premieres annees de la revolution; c'est elle qui avait vaincu a Watignies, a Fleurus, aux

bords de l'Ourthe et de la Roer. Elle avait beaucoup d'estime pour son general, et une grande confiance en elle-meme. Cette retraite ne l'avait point decouragee, et elle etait persuadee qu'elle ne cedait qu'a des combinaisons superieures, et a la masse des forces ennemies. Elle desirait ardemment une occasion de se mesurer avec les Autrichiens et de retablir l'honneur de son drapeau. Jourdan le desirait aussi. Le directoire lui ecrivait qu'il fallait a tout prix se maintenir en Franconie, sur le Haut-Mein, pour prendre ses quartiers d'hiver en Allemagne, et surtout pour ne pas decouvrir Moreau, qui s'etait avance jusqu'aux portes de Munich. Moreau, de son cote, venait d'apprendre a Jourdan, a la date du 8 fructidor (25 aout), sa marche au-dela du Lech, les avantages qu'il y avait remportes, et le projet qu'il avait de s'avancer toujours davantage pour ramener l'archiduc. Toutes ces raisons deciderent Jourdan a tenter le sort des armes, quoiqu'il eut devant lui des forces tres superieures. Il aurait cru manquer a l'honneur s'il eut quitte la Franconie sans combattre, et s'il eut laisse son collegue en Baviere. Trompe d'ailleurs par le mouvement du general Nauendorff, Jourdan croyait que l'archiduc venait de partir pour regagner les bords du Danube. Il s'arreta donc a Wurtzbourg, place dont il jugeait la conservation importante, mais dont les Francais n'avaient conserve que la citadelle. Il y donna quelque repos a ses troupes, fit quelques changemens dans la distribution et le commandement de ses divisions, et annonca l'intention de combattre. L'armee montra la plus grande ardeur a enlever toutes les positions que Jourdan croyait utile d'occuper avant d'engager la bataille. Il avait sa droite appuyee a Wurtzbourg, et le reste de sa ligne sur une suite de positions qui s'etendent le long du Mein jusqu'a Schweinfurt. Le Mein le separait de l'ennemi. Une partie seulement de l'armee autrichienne avait franchi ce fleuve, ce qui le confirmait dans l'idee que l'archiduc avait rejoint le Danube. Il laissa a l'extremite de sa ligne la division Lefebvre, a Schweinfurt, pour assurer sa retraite sur la Saale et Fulde, dans le cas ou la bataille lui ferait perdre la route de Francfort. Il se privait ainsi d'une seconde ligne et d'un corps de reserve; mais il crut devoir ce sacrifice a la necessite d'assurer sa retraite. Il se decida a attaquer, le 17 fructidor (3 septembre), au matin.

Dans la nuit du 16 au 17, l'archiduc, averti du projet de son adversaire, fit rapidement passer le reste de son armee au-dela du Mein, et deploya aux yeux de Jourdan des forces tres superieures. La bataille s'engagea d'abord avec succes pour nous; mais notre cavalerie, assaillie dans les plaines qui s'etendent le long du Mein par une cavalerie formidable, fut rompue, se rallia, fut rompue de nouveau, et ne trouva d'abri que derriere les lignes et les feux bien nourris de notre infanterie. Jourdan, si sa reserve n'avait pas ete si eloignee de lui, aurait pu remporter la victoire; il envoya a Lefebvre des officiers qui ne purent percer a travers les nombreux escadrons ennemis. Il esperait cependant que Lefebvre, voyant que Schweinfurt n'etait pas menace, marcherait au lieu du peril; mais il attendit vainement, et replia son armee pour la dérober a la redoutable cavalerie de l'ennemi. La retraite se fit en bon ordre sur Arnstein. Jourdan, victime du mauvais plan du directoire, et de son devouement a son collegue, dut des lors se replier sur la Lahn. Il continua sa marche sans aucun relache, donna ordre a Marceau de se retirer de devant Mayence, et arriva derriere la Lahn le 24 fructidor (10 septembre). Son armee, dans cette marche penible jusqu'aux frontieres de la Boheme, n'avait guere perdu que cinq a six mille hommes. Elle fit une perte sensible par la mort du jeune Marceau, qui fut frappe d'une balle par un chasseur tyrolien, et qu'on ne put emporter du champ de bataille. L'archiduc Charles le fit entourer de soins; mais il expira bientot. Ce jeune heros, regrette des deux armees,

fut enseveli au bruit de leur double artillerie.

Pendant que ces choses se passaient sur le Mein, Moreau, toujours au-delà du Danube et du Lech, attendait impatiemment des nouvelles de Jourdan. Aucun des officiers détachés pour lui en donner n'était arrivé. Il tâtonnait sans oser prendre un parti. Dans l'intervalle, sa gauche, sous les ordres de Desaix, eut un combat des plus rudes à soutenir contre la cavalerie de Latour, qui, réunie à celle de Nauendorff, déboucha à l'improviste par Langenbruck. Desaix fit des dispositions si justes et si promptes, qu'il repoussa les nombreux escadrons ennemis, et les dispersa dans la plaine après leur avoir fait subir une perte considérable. Moreau, toujours dans l'incertitude, se décida enfin, après une vingtaine de jours, à tenter un mouvement pour aller à la découverte. Il résolut de s'approcher du Danube, pour étendre son aile gauche jusqu'à Nuremberg, et avoir des nouvelles de Jourdan, ou lui

apporter des secours. Le 24 fructidor (10 septembre), il fit repasser le Danube à sa gauche et à son centre, et laissa sa droite seule au-delà de ce fleuve, vers Zell. La gauche, sous Desaix, s'avança jusqu'à Aichstett. Dans cette situation singulière, il étendait sa gauche vers Jourdan, qui dans le moment était à soixante lieues de lui; il avait son centre sur le Danube, et sa droite au-delà, exposant l'un des corps à être détruits, si Latour avait su profiter de leur isolement. Tous les militaires ont reproché à Moreau ce mouvement, comme un de ces demi-moyens qui ont tous les dangers des grands moyens, sans en avoir les avantages. Moreau n'ayant pas, en effet, saisi l'occasion de se rabattre vivement sur l'archiduc, lorsque celui-ci se rabattait sur Jourdan, ne pouvait plus que se compromettre en se plaçant ainsi à cheval sur le Danube.

Enfin, après quatre jours d'attente dans cette position singulière, il en sentit le danger, se reporta au-delà du Danube, et songea à le remonter pour se rapprocher de sa base d'opération. Il apprit alors la retraite forcée de Jourdan sur la Lahn, et ne douta plus qu'après avoir ramené l'armée de Sambre-et-Meuse, l'archiduc ne volât sur le Neckar, pour fermer le retour à l'armée du Rhin. Il apprit aussi une tentative faite par la garnison de Manheim sur Kehl, pour détruire le pont par lequel l'armée française avait débouché en Allemagne. Dans cet état de choses, il n'hésita plus à se mettre en marche pour regagner la France. Sa position était périlleuse. Engagé au milieu de la Bavière, obligé de repasser les Montagnes-Noires pour revenir sur le Rhin, ayant en tête Latour avec quarante mille hommes, et exposé à trouver l'archiduc Charles avec trente mille sur ses derrières, il pouvait prévoir des dangers extrêmes. Mais s'il était dépourvu du vaste et ardent génie que son émule déployait en Italie, il avait une âme ferme et inaccessible à ce trouble dont les âmes vives sont quelquefois saisies. Il commandait une superbe armée, forte de soixante et quelques mille hommes, dont le moral n'avait été ébranlé par aucune défaite, et qui avait dans son chef une extrême confiance. Appréhendant une pareille ressource, il ne s'effraya pas de sa position, et résolut de reprendre tranquillement sa route. Pensant que l'archiduc, après avoir replié Jourdan, reviendrait probablement sur le Neckar, il craignit de trouver ce fleuve déjà occupé; il remonta donc la vallée du Danube, pour aller joindre directement celle du Rhin, par la route des villes forestières. Ces passages étant les plus éloignés du point où se trouvait actuellement l'archiduc, lui parurent les plus sûrs.

Il resta au-delà du Danube, et le remonta tranquillement, en appuyant une de ses ailes au fleuve. Ses parcs, ses bagages marchaient devant

lui, sans confusion, et tous les jours ses arriere-gardes repoussaient bravement les avant-gardes ennemies. Latour, au lieu de passer le Danube, et de tacher de prevenir Moreau a l'entree des defiles, se contentait de le suivre pas a pas, sans oser l'entamer. Arrive aupres du lac de Federsee, Moreau crut devoir s'arreter. Latour s'etait partage en trois corps: il en avait donne un a Nauendorff, et l'avait envoye a Tubingen, sur le Haut-Necker, par ou Moreau ne voulait pas passer; il etait lui-meme avec le second a Biberach; et le troisieme se trouvait fort loin, a Schussenried. Moreau, qui approchait du Val-d'Enfer, par ou il voulait se retirer, qui ne voulait pas etre trop presse au passage de ce defile, qui voyait devant lui Latour isole, et qui sentait ce qu'une victoire devait donner de fermete a ses troupes pour le reste de la retraite, s'arreta le 11 vendemiaire an V (2 octobre) aux environs du lac de Federsee, non loin de Biberach. Le pays etait montueux, boise, et coupe de vallees. Latour etait range sur differentes hauteurs, qu'on pouvait isoler et tourner, et qui, de plus, avaient a dos un ravin profond, celui de la Riss. Moreau l'attaqua sur tous les points, et, sachant penetrer avec art a travers ses positions, abordant les unes de front, tournant les autres, l'accula sur la Riss, le jeta dedans, et lui fit quatre mille prisonniers. Cette victoire importante, dite de Biberach, rejeta Latour fort loin, et raffermi singulierement le moral de l'armee francaise. Moreau reprit sa marche et s'approcha des defiles. Il avait deja depasse les routes qui traversent la vallee du Necker pour deboucher dans celle du Rhin; il lui restait celle qui, passant par Tuttlingen et Rottweil, vers les sources meme du Necker, suit la vallee de la Kintzig, et vient aboutir a Kehl; mais Nauendorff l'avait deja occupee. Les detachemens sortis de Manheim s'etaient joints a ce dernier, et l'archiduc s'en approchait. Moreau aima mieux remonter un peu plus haut, et passer par le Val-d'Enfer, qui, traversant la Foret-Noire, formait un coude plus long, mais aboutissait a Brissach, beaucoup plus loin de l'archiduc. En consequence, il placa Desaix et Ferino avec la gauche et la droite vers Tuttlingen et Rottweil, pour se couvrir du cote des debouches, ou se trouvaient les principales forces autrichiennes, et il envoya son centre, sous Saint-Cyr, pour forcer le Val-d'Enfer. En meme temps, il fit filer ses grands parcs sur Huningue, par la route des villes forestieres. Les Autrichiens l'avaient entoure d'une nuee de petits corps, comme s'ils avaient espere l'envelopper, et ne s'etaient mis nulle part en mesure de lui resister. Saint-Cyr trouva a peine un detachement au Val-d'Enfer, passa sans peine a Neustadt, et arriva a Fribourg. Les deux ailes le suivirent immediatement, et deboucherent a travers cet affreux defile, dans la vallee du Rhin, plutot avec l'attitude d'une armee victorieuse qu'avec celle d'une armee en retraite. Moreau etait rendu dans la vallee du Rhin le 21 vendemiaire (12 octobre). Au lieu de repasser le Rhin au pont de Brissach, et de remonter, en suivant la rive francaise, jusqu'a Strasbourg, il voulut remonter la rive droite jusqu'a Kehl, en presence de toute l'armee ennemie. Soit qu'il voulut faire un retour plus imposant, soit qu'il esperat se maintenir sur la rive droite, et couvrir Kehl en s'y portant directement, ces raisons ont paru insuffisantes pour hasarder une bataille. Il pouvait, en repassant le Rhin a Brissach, remonter librement a Strasbourg, et deboucher de nouveau par Kehl. Cette tete de pont pouvait resister assez longtemps pour lui donner le temps d'arriver. Vouloir marcher au contraire en face de l'armee ennemie, qui venait de se reunir tout entiere sous l'archiduc, et s'exposer ainsi a une bataille generale, avec le Rhin a dos, etait une imprudence inexcusable, maintenant qu'on n'avait plus le motif, ni de l'offensive a prendre, ni d'une retraite a proteger. Le 28 vendemiaire (19 octobre), les deux armees se trouverent en presence sur les bords de l'Elz, de Valdkirch a Emmendingen. Apres un combat sanglant et varie, Moreau

sentit l'impossibilité de percer jusqu'à Kehl, en suivant la rive droite, et résolut de passer sur le pont de Brissach. Ne croyant pas néanmoins pouvoir faire passer toute son armée sur ce pont, de peur d'encombrement, et voulant envoyer au plus tôt des forces à Kehl, il fit repasser Desaix avec la gauche par Brissach, et retourna vers Huningue avec le centre et la droite. Cette détermination a été jugée non moins imprudente que celle de combattre à Emmendingen; car Moreau, affaibli d'un tiers de son armée, pouvait être très compromis. Il comptait, il est vrai, sur une très belle position, celle de Schliengen, qui couvre le débouché d'Huningue, et sur laquelle il pouvait s'arrêter et combattre, pour rendre son passage plus tranquille et plus sûr. Il s'y replia en effet, s'y arrêta le 3 brumaire (24 octobre), et livra un combat opiniâtre et balance. Après avoir, par cette journée de combat, donné à ses bagages le temps de passer, il évacua la position pendant la nuit, repassa sur la rive gauche, et s'achemina vers Strasbourg.

Ainsi finit cette campagne célèbre, et cette retraite plus célèbre encore. Le résultat indique assez le vice du plan. Si, comme l'ont démontré Napoléon, l'archiduc Charles et le général Jomini, si au lieu de former deux armées, s'avancant en colonnes isolées, sous deux généraux différents, dans l'intention mesquine de déborder les flancs de l'ennemi, le directoire eut formé une seule armée de cent soixante mille hommes, dont un détachement de cinquante mille aurait assiégé Mayence, et dont cent dix mille, réunis en un seul corps, auraient envahi l'Allemagne par la vallée du Rhin, le Val-d'Enfer et la Haute-Bavière, les armées impériales auraient été réduites à se retirer toujours, sans pouvoir se concentrer avec avantage contre une masse trop supérieure. Le beau plan du jeune archiduc serait devenu impossible, et le drapeau républicain aurait été porté jusqu'à Vienne. Avec le plan donné, Jourdan était une victime forcée. Aussi sa campagne, toujours malheureuse, fut toute de dévouement, soit lorsqu'il franchit le Rhin la première fois, pour attirer à lui les forces de l'archiduc, soit lorsqu'il s'avança jusqu'en Bohême et qu'il combattit à Wurtzbourg. Moreau seul, avec sa belle armée, pouvait réparer en partie les vices du plan, soit en se hâtant d'écraser tout ce qui était devant lui, au moment où il déboucha par Kehl, soit en se rabattant sur l'archiduc Charles, lorsque celui-ci se porta sur Jourdan. Il n'osa ou ne sut rien faire de tout cela; mais s'il ne montra pas une étincelle de génie, si à une manœuvre décisive et victorieuse il préféra une retraite, du moins il déploya dans cette retraite un grand caractère et une rare fermeté. Sans doute elle n'était pas aussi difficile qu'on l'a dit, mais elle fut conduite néanmoins de la manière la plus imposante.

Le jeune archiduc dut au vice du plan français une belle pensée, qu'il exécuta avec prudence; mais, comme Moreau, il manqua de cette ardeur, de cette audace, qui pouvaient rendre la faute du gouvernement français mortelle pour ses armées. Conçoit-on ce qui serait arrivé, si d'un côté ou de l'autre s'était trouvé le génie impétueux qui venait de détruire trois armées au-delà des Alpes! Si les soixante-dix mille hommes de Moreau, à l'instant où ils débouchèrent de Kehl, si les Impériaux, à l'instant où ils quitterent le Danube pour se rabattre sur Jourdan, avaient été conduits avec l'impétuosité déployée en Italie, certainement la guerre eût été terminée sur-le-champ, d'une manière désastreuse pour l'une des deux puissances.

Cette campagne valut en Europe une grande réputation au jeune archiduc. En France, on sut un grand bien à Moreau d'avoir ramené saine et sauve l'armée compromise en Bavière. On avait eu sur cette armée des inquiétudes extrêmes, surtout depuis le moment où Jourdan s'étant

replie, ou le pont de Kehl ayant été menacé, ou une nuée de petits corps ayant intercepté les communications par la Souabe, on ignorait ce qu'elle était devenue et ce qu'elle allait devenir. Mais quand, après de vives inquiétudes, on la vit déboucher dans la vallée du Rhin, avec une si belle attitude, on fut enchanté du général qui l'avait si heureusement ramené. Sa retraite fut exaltée comme un chef-d'œuvre de l'art, et comparée sur-le-champ à celle des Dix mille. On n'osait rien mettre sans doute à côté des triomphes si brillants de l'armée d'Italie; mais comme il y a toujours une foule d'hommes que le génie supérieur, que la grande fortune offusquent, et que le mérite moins éclatant rassure davantage, ceux-là se rangeaient tous pour Moreau, vantaient sa prudence, son habileté consommée, et la préféraient au génie ardent du jeune Bonaparte. Des ce jour-là, Moreau eut pour lui tout ce qui préfère les facultés secondaires aux facultés supérieures; et, il faut l'avouer, dans une république on pardonne presque à ces ennemis du génie, quand on voit de quoi le génie peut se rendre coupable envers la liberté qui l'a enfanté, nourri, et porté au comble de la gloire.

CHAPITRE V.

SITUATION INTERIEURE ET EXTERIEURE DE LA FRANCE APRES LA RETRAITE DES ARMEES D'ALLEMAGNE AU COMMENCEMENT DE L'AN V.--COMBINAISONS DE PITT; OUVERTURE D'UNE NEGOCIATION AVEC LE DIRECTOIRE; ARRIVEE DE LORD MALMESBURY A PARIS.--PAIX AVEC NAPLES ET AVEC GENES; NEGOCIATIONS INFRACTUEUSES AVEC LE PAPE; DECHEANCE DU DUC DE MODENE; FONDATION DE LA REPUBLIQUE CISPADANE.--MISSION DE CLARKE A VIENNE.--NOUVEAUX EFFORTS DE L'AUTRICHE EN ITALIE; ARRIVEE D'ALVINZY; EXTREMES DANGERS DE L'ARMEE FRANCAISE; BATAILLE D'ARCOLE.

L'issue que venait d'avoir la campagne d'Allemagne était fâcheuse pour la république. Ses ennemis, qui s'obstinaient à nier ses victoires, ou à lui prédire de cruels retours de fortune, voyaient leurs pronostics réalisés, et ils en triomphaient ouvertement. Ces rapides conquêtes en Allemagne, disaient-ils, n'avaient donc aucune solidité. Le Danube et le génie d'un jeune prince y avaient bientôt mis un terme. Sans doute la téméraire armée d'Italie, qui semblait si fortement établie sur l'Adige, en serait arrachée à son tour, et rejetée sur les Alpes, comme les armées d'Allemagne sur le Rhin. Il est vrai, les conquêtes du général Bonaparte semblaient reposer sur une base un peu plus solide. Il ne s'était pas borné à pousser Colli et Beaulieu devant lui; il les avait détruits: il ne s'était pas borné à repousser la nouvelle armée de Wurmser; il l'avait d'abord désorganisée à Castiglione, et anéantie enfin sur la Brenta. Il y avait donc un peu plus d'espoir de rester en Italie que de rester en Allemagne; mais on se plaisait à répandre des bruits alarmants. Des forces nombreuses arrivaient, disait-on, de la Pologne et de la Turquie pour se porter vers les Alpes, les armées impériales du Rhin pourraient faire maintenant de nouveaux détachements, et, avec tout son génie, le général Bonaparte, ayant toujours de nouveaux ennemis à combattre, trouverait enfin le terme de ses succès, ne fut-ce que dans l'épuisement de son armée. Il était naturel que, dans l'état des choses, on format de pareilles conjectures, car les imaginations, après avoir exagéré les succès, devaient aussi exagérer les revers.

Les armées d'Allemagne s'étaient retirées sans de grandes pertes, et tenaient la ligne du Rhin. Il n'y avait en cela rien de trop malheureux; mais l'armée d'Italie se trouvait sans appui, et c'était un inconvénient

grave. De plus, nos deux principales armées, rentrées sur le territoire français, allaient être à la charge de nos finances, qui étaient toujours dans un état déplorable: et c'était là le plus grand mal. Les mandats, ayant cessé d'avoir cours force de monnaie, étaient tombés entièrement; d'ailleurs ils étaient dépensés, et il n'en restait presque plus à la disposition du gouvernement. Ils se trouvaient à Paris, dans les mains de quelques spéculateurs, qui les vendaient aux acquéreurs de biens nationaux. L'arrière des créances de l'état était toujours considérable, mais ne rentrait pas; les impôts, l'emprunt forcé, se percevaient lentement; les biens nationaux soumissionnés n'étaient payés qu'en partie; les paiements qui restaient à faire n'étaient pas encore exigibles d'après la loi; et les soumissions qui se faisaient encore n'étaient pas assez nombreuses pour alimenter le trésor. Du reste, on vivait de ces soumissions, ainsi que des denrées provenant de l'emprunt, et des promesses de paiement faites par les ministres. On venait de faire le budget pour l'an V, divisé en dépenses ordinaires et en dépenses extraordinaires. Les dépenses ordinaires montaient à 450 millions; les autres à 550. La contribution foncière, les douanes, le timbre et tous les produits annuels, devaient assurer la dépense ordinaire. Les 550 millions de l'extraordinaire étaient suffisamment couverts par l'arrière des impôts de l'an IV et de l'emprunt forcé, et par les paiements qui restaient à faire sur les biens vendus. On avait en outre la ressource des biens que la république possédait encore; mais il fallait réaliser tout cela, et c'était toujours la même difficulté. Les fournisseurs non payés refusaient de continuer leurs avances, et tous les services manquaient à la fois. Les fonctionnaires publics, les rentiers n'étaient pas payés, et mouraient de faim.

Ainsi l'isolement de l'armée d'Italie, et nos finances, pouvaient donner de grandes espérances à nos ennemis. Du projet de quadruple alliance, formé par le directoire, entre la France, l'Espagne, la Porte et Venise, il n'était résulté encore que l'alliance avec l'Espagne. Celle-ci, entraînée par nos offres et notre brillante fortune au milieu de l'été, s'était décidée, comme on l'a vu, à renouveler avec la république le pacte de famille, et elle venait de faire sa déclaration de guerre à la Grande-Bretagne. Venise, malgré les instances de l'Espagne et les invitations de la Porte, malgré les victoires de Bonaparte en Italie, avait refusé de s'unir à la république. On lui avait vainement représenté que la Russie en voulait à ses colonies de la Grèce, et l'Autriche à ses provinces d'Illyrie; que son union avec la France et la Porte, qui n'avaient rien à lui envier, la garantirait de ces deux ambitions ennemies; que les victoires répétées des Français sur l'Adige devaient la rassurer contre un retour des armées autrichiennes et contre la vengeance de l'empereur; que le concours de ses forces et de sa marine rendrait ce retour encore plus impossible; que la neutralité au contraire ne lui ferait aucun ami, la laisserait sans protecteur, et l'exposerait peut-être à servir de moyens d'accommodement entre les puissances belligérantes. Venise, pleine de haine contre les Français, faisant des armemens évidemment destinés contre eux, puisqu'elle consultait le ministère autrichien sur le choix d'un général, refusa pour la seconde fois l'alliance qu'on lui proposait. Elle voyait bien le danger de l'ambition autrichienne; mais le danger des principes français était le plus pressant, le plus grand à ses yeux, et elle répondit qu'elle persistait dans la neutralité désarmée, ce qui était faux, car elle armait de tous côtés. La Porte, ébranlée par le refus de Venise, par les suggestions de Vienne et de l'Angleterre, n'avait point accédé au projet d'alliance. Il ne restait donc que la France et l'Espagne, dont l'union pouvait contribuer à faire perdre la Méditerranée aux Anglais, mais pouvait aussi compromettre les colonies espagnoles. Pitt,

en effet, songeait à les faire insurger contre la métropole, et il avait déjà noué des intrigues dans le Mexique. Les négociations avec Gênes n'étaient point terminées; car il s'agissait de convenir avec elle à la fois d'une somme d'argent, de l'expulsion de quelques familles, et du rappel de quelques autres. Elles ne l'étaient pas davantage avec Naples, parce que le directoire aurait voulu une contribution, et que la reine de Naples, qui traitait avec désespoir, refusait d'y consentir. La paix avec Rome n'était pas faite, à cause d'un article exigé par le directoire; il voulait que le Saint-Siège révoquât tous les brefs rendus contre la France depuis le commencement de la révolution, ce qui blessait cruellement l'orgueil du vieux pontife. Il convoqua un concile de cardinaux, qui décidèrent que la révocation ne pouvait pas avoir lieu. Les négociations furent rompues. Elles recommencèrent à Florence; un congrès s'ouvrit. Les envoyés du pape ayant répété que les brefs rendus ne pouvaient pas être révoqués, les commissaires français ayant répondu de leur côté que la révocation était la condition *_sine qua non_*, on se sépara après quelques minutes. L'espoir d'un secours du roi de Naples et de l'Angleterre soutenait le pontife dans ses refus. Il venait d'envoyer le cardinal Albani à Vienne, pour implorer le secours de l'Autriche, et se concerter avec elle dans sa résistance.

Tels étaient les rapports de la France avec l'Europe. Ses ennemis, de leur côté, étaient fort épuisés. L'Autriche se sentait rassurée, il est vrai, par la retraite de nos armées qui avaient passé jusqu'au Danube; mais elle était fort inquiète pour l'Italie, et faisait de nouveaux préparatifs pour la recouvrer. L'Angleterre était réduite à une situation fort triste: son établissement en Corse était précaire, et elle se voyait exposée à perdre bientôt cette île. On voulait lui fermer tous les ports d'Italie, et il suffisait d'une nouvelle victoire du général Bonaparte pour décider son entière expulsion de cette contrée. La guerre avec l'Espagne allait lui interdire la Méditerranée, et menacer le Portugal. Tout le littoral de l'Océan lui était fermé jusqu'au Texel. L'expédition que Hoche préparait en Bretagne l'effrayait pour l'Irlande; ses finances étaient en péril, sa banque était ébranlée, et le peuple voulait la paix; l'opposition était devenue plus forte par les élections nouvelles. C'étaient là des raisons assez pressantes de songer à la paix, et de profiter des derniers revers de la France pour la lui faire accepter. Mais la famille royale et l'aristocratie avaient une grande répugnance à traiter avec la France, parce que c'était à leurs yeux traiter avec la révolution. Pitt, beaucoup moins attaché aux principes aristocratiques, et uniquement préoccupé des intérêts de la puissance anglaise, aurait bien voulu la paix, mais à une condition, indispensable pour lui et inadmissible pour la république, la restitution des Pays-Bas à l'Autriche. Pitt, comme nous l'avons déjà remarqué, était tout Anglais par l'orgueil, l'ambition et les préjugés. Le plus grand crime de la révolution était moins à ses yeux l'enfantement d'une république colossale, que la réunion des Pays-Bas à la France.

Les Pays-Bas étaient en effet une acquisition importante pour notre patrie. Cette acquisition lui procurait d'abord la possession des provinces les plus fertiles et les plus riches du continent, et surtout des provinces manufacturières; elle lui donnait l'embouchure des fleuves les plus importants au commerce du Nord, l'Escaut, la Meuse et le Rhin; une augmentation considérable de côtes, et par conséquent de marine; des ports d'une haute importance, celui d'Anvers surtout; enfin un prolongement de notre frontière maritime, dans la partie la plus dangereuse pour la frontière anglaise, vis-à-vis les rivages sans défense d'Essex, de Suffolk, de Norfolk, d'Yorkshire. Outre cette

acquisition positive, les Pays-Bas avaient pour nous un autre avantage: la Hollande tombait sous l'influence immediate de la France, des qu'elle n'en etait plus separee par des provinces autrichiennes. Alors la ligne francaise s'etendait, non pas seulement jusqu'a Anvers, mais jusqu'au Texel, et les rivages de l'Angleterre etaient enveloppes par une ceinture de rivages ennemis. Si a cela on ajoute un pacte de famille avec l'Espagne, alors puissante et bien organisee, on comprendra que Pitt eut des inquietudes pour la puissance maritime de l'Angleterre. Il est de principe, en effet, pour tout Anglais bien nourri de ses idees nationales, que l'Angleterre doit dominer a Naples, a Lisbonne, a Amsterdam, pour avoir pied sur le continent, et pour rompre la longue ligne des cotes qui lui pourraient etre opposees. Ce principe etait aussi enracine en 1796, que celui qui faisait considerer tout dommage cause a la France comme un bien fait a l'Angleterre. En consequence, Pitt, pour procurer un moment de repit a ses finances, aurait bien consenti a une paix passagere, mais a condition que les Pays-Bas seraient restitues a l'Autriche. Il songea donc a ouvrir une negociation sur cette base. Il ne pouvait guere esperer que la France admit une pareille condition, car les Pays-Bas etaient l'acquisition principale de la revolution, et la constitution ne permettait meme pas au directoire de traiter de leur alienation. Mais Pitt connaissait peu le continent; il croyait sincerement la France ruinee, et il etait de bonne foi quand il venait, tous les ans, annoncer l'epuisement et la chute de notre republique. Il pensait que si jamais la France avait ete disposee a la paix, c'etait dans le moment actuel, soit a cause de la chute des mandats, soit a cause de la retraite des armees d'Allemagne. Du reste, soit qu'il crut la condition admissible ou non, il avait une raison majeure d'ouvrir une negociation; c'etait la necessite de satisfaire l'opinion publique, qui demandait hautement la paix. Pour obtenir en effet la levee de soixante mille hommes de milice, et de quinze mille marins, il lui fallait prouver, par une demarche eclatante, qu'il avait fait son possible pour traiter. Il avait encore un autre motif non moins important; en prenant l'initiative, et en ouvrant a Paris une negociation solennelle, il avait l'avantage d'y ramener la discussion de tous les interets europeens, et d'empêcher l'ouverture d'une negociation particuliere avec l'Autriche. Cette derniere puissance en effet tenait beaucoup moins a recouvrer les Pays-Bas, que l'Angleterre ne tenait a les lui rendre. Les Pays-Bas etaient pour elle une province lointaine, qui etait detachee du centre de son empire, exposee a de continuelles invasions de la France, et profondement imbue des idees revolutionnaires; une province que plusieurs fois elle avait songe a echanger contre d'autres possessions en Allemagne ou en Italie, et qu'elle n'avait garde que parce que la Prusse s'etait toujours opposee a son agrandissement en Allemagne, et qu'il ne s'etait pas presente de combinaisons qui permissent son agrandissement en Italie. Pitt pensait qu'une negociation solennelle, ouverte a Paris pour le compte de tous les allies, empêcherait les combinaisons particulieres, et prevenirait tout arrangement relatif aux Pays-Bas. Il voulait enfin avoir un agent en France, qui put la juger de pres, et avoir des renseignemens certains sur l'expédition qui se preparait a Brest. Telles etaient les raisons qui, meme sans l'espoir d'obtenir la paix, decidaient Pitt a faire une demarche aupres du directoire. Il ne se borna pas, comme l'annee precedente, a une communication insignifiante de Wickam a Barthelemy; il fit demander des passe-ports pour un envoye revetu des pouvoirs de la Grande-Bretagne. Cette eclatante demarche du plus implacable ennemi de notre republique, avait quelque chose de glorieux pour elle. L'aristocratie anglaise etait ainsi reduite a demander la paix a la republique regicide. Les passe-ports furent aussitot accordes. Pitt fit choix de lord Malmesbury, autrefois sir Harris, et fils de l'auteur

d'Hermès. Ce personnage n'était pas connu pour ami des républiques; il avait contribué à l'oppression de la Hollande en 1787. Il arriva à Paris avec une nombreuse suite, le 2 brumaire (23 octobre 1796).

Le directoire se fit représenter par le ministre Delacroix. Les deux négociateurs se virent à l'hôtel des Affaires-Étrangères, le 3 brumaire an V (24 octobre 1796). Le ministre de France exhiba ses pouvoirs. Lord Malmesbury s'annonça comme envoyé de la Grande-Bretagne et de ses alliés, afin de traiter de la paix générale. Il exhiba ensuite ses pouvoirs, qui n'étaient signés que par l'Angleterre. Le ministre français lui demanda alors s'il avait mission des alliés de la Grande-Bretagne, pour traiter en leur nom. Lord Malmesbury répondit qu'aussitôt la négociation ouverte, et le principe sur lequel elle pouvait être basée admis, le roi de la Grande-Bretagne était assuré d'obtenir le concours et les pouvoirs de ses alliés. Le lord remit ensuite à Delacroix une note de sa cour, dans laquelle il annonçait le principe sur lequel devait être basée la négociation. Ce principe était celui des compensations de conquêtes entre les puissances. L'Angleterre avait fait, disait cette note, des conquêtes dans les colonies: la France en avait fait sur le continent aux alliés de l'Angleterre; il y avait donc matière à restitutions de part et d'autre. Mais il fallait convenir d'abord du principe des compensations, avant de s'expliquer sur les objets qui seraient compensés. On voit que le cabinet anglais évitait de s'expliquer positivement sur la restitution des Pays-Bas, et énonçait un principe général pour ne pas faire rompre la négociation dès son ouverture. Le ministre Delacroix répondit qu'il allait en référer au directoire.

Le directoire ne pouvait pas abandonner les Pays-Bas; ce n'était pas dans ses pouvoirs, et l'aurait-il pu, il ne le devait pas. La France avait envers ces provinces des engagements d'honneur, et ne pouvait pas les exposer aux vengeances de l'Autriche en les lui restituant. D'ailleurs, elle avait droit à des indemnités pour la guerre injuste qu'on lui faisait depuis si long-temps; elle avait droit à des compensations pour les agrandissements de l'Autriche, la Prusse et la Russie en Pologne, par les suites d'un attentat; elle devait enfin tendre toujours à se donner sa limite naturelle, et, par toutes ces raisons, elle devait ne jamais se départir des Pays-Bas, et maintenir les dispositions de la constitution. Le directoire, bien résolu à remplir son devoir à cet égard, pouvait rompre sur-le-champ une négociation dont le but évident était de nous proposer l'abandon des Pays-Bas et de prévenir un arrangement avec l'Autriche; mais il aurait ainsi donné lieu de dire qu'il ne voulait pas la paix, il aurait rempli l'une des principales intentions de Pitt, et lui aurait fourni d'excellentes raisons pour demander au peuple anglais de nouveaux sacrifices. Il répondit le lendemain même. La France, dit-il, avait déjà traité isolément avec la plupart des puissances de la coalition, sans qu'elles invoquassent le concours de tous les alliés; rendre la négociation générale, c'était la rendre interminable, c'était donner lieu de croire que la négociation actuelle n'était pas plus sincère que l'ouverture faite l'année précédente par l'intermédiaire du ministre Wickam. Du reste, le ministre anglais n'avait pas de pouvoir des alliés, au nom desquels il parlait. Enfin, le principe des compensations était énoncé d'une manière trop générale et trop vague, pour qu'on put l'admettre ou le rejeter. L'application de ce principe dépendait toujours de la nature des conquêtes, et de la force qui restait aux puissances belligérantes pour les conserver. Ainsi, ajoutait le directoire, le gouvernement français pourrait se dispenser de répondre; mais pour prouver son désir de la paix, il déclare qu'il sera prêt à

écouter toutes les propositions, dès que le lord Malmesbury sera muni des pouvoirs de toutes les puissances, au nom desquelles il prétend traiter.

Le directoire qui, dans cette négociation, n'avait rien à cacher, et qui pouvait agir avec la plus grande franchise, résolut de rendre la négociation publique, et de faire imprimer dans les journaux les notes du ministre anglais et les réponses du ministre français. Il fit imprimer en effet sur-le-champ le mémoire de lord Malmesbury, et la réponse qu'il y avait faite. Cette manière d'agir était de nature à déconcerter un peu la politique tortueuse du cabinet anglais; mais elle ne dérogeait nullement aux convenances, en dérogeant aux usages. Lord Malmesbury répondit qu'il allait en référer à son gouvernement. C'était un singulier plénipotentiaire que celui qui n'avait que des pouvoirs aussi insuffisants, et qui, à chaque difficulté, était obligé d'en référer à sa cour. Le directoire aurait pu voir là un leurre, et l'intention de trainer en longueur pour se donner l'air de négocier; il aurait pu surtout ne pas voir avec plaisir le séjour d'un étranger dont les intrigues pouvaient être dangereuses, et qui venait pour découvrir le secret de nos armements; il ne manifesta néanmoins aucun mécontentement; il permit à lord Malmesbury d'attendre les réponses de sa cour, et, en attendant, d'observer Paris, les partis, leur force et celle du gouvernement. Le directoire n'avait du reste qu'à y gagner.

Pendant ce temps notre situation devenait périlleuse en Italie, malgré les récents triomphes de Roveredo, de Bassano et de Saint-George. L'Autriche redoublait d'efforts pour recouvrer la Lombardie. Grâce aux garanties données par Catherine à l'empereur pour la conservation des Gallicies, les troupes qui étaient en Pologne avaient été transportées vers les Alpes. Grâce encore à l'espérance de conserver la paix avec la Porte, les frontières de la Turquie avaient été dégarnies, et toutes les réserves de la monarchie autrichienne dirigées vers l'Italie. Une population nombreuse et dévouée fournissait en outre de puissants moyens de recrutement. L'administration autrichienne déployait un zèle et une activité extraordinaires pour enrôler de nouveaux soldats, les encadrer dans les vieilles troupes, les armer et les équiper. Une belle armée se préparait ainsi dans le Frioul, avec les débris de Wurmser, avec les troupes venues de Pologne et de Turquie, avec les détachements du Rhin, et les recrues. Le maréchal Alvinzy était chargé d'en prendre le commandement. On espérait que cette troisième armée serait plus heureuse que les deux précédentes, et qu'elle finirait par arracher l'Italie à son jeune conquérant.

Dans cet intervalle, Bonaparte ne cessait de demander des secours, et de conseiller des négociations avec les puissances italiennes qui étaient sur ses derrières. Il pressait le directoire de traiter avec Naples, de renouer les négociations avec Rome, de conclure avec Gènes, et de négocier une alliance offensive et défensive avec le roi de Piémont, pour lui procurer des secours en Italie, si on ne pouvait pas lui en envoyer de France. Il voulait qu'on lui permit de proclamer l'indépendance de la Lombardie, et celle des états du duc de Modène, pour se faire des partisans et des auxiliaires fortement attachés à sa cause. Ses vues étaient justes, et la détresse de son armée légitimait ses vives instances. La rupture des négociations avec le pape avait fait retrograder une seconde fois la contribution imposée par l'armistice de Bologne. Il n'y avait eu qu'un paiement d'exécute. Les contributions frappées sur Parme, Modène, Milan, étaient épuisées, soit par les dépenses de l'armée, soit par les envois faits au gouvernement. Venise fournissait bien des vivres; mais le prêt était arriéré. Les valeurs

a prendre sur le commerce étranger à Livourne étaient encore en contestation. Au milieu des plus riches pays de la terre, l'armée commençait à éprouver des privations. Mais son plus grand malheur était le vide de ses rangs, éclaircis par le canon autrichien. Ce n'était pas sans de grandes pertes qu'elle avait détruit tant d'ennemis. On l'avait renforcée de neuf à dix mille hommes depuis l'ouverture de la campagne, ce qui avait porté à cinquante mille à peu près le nombre des Français entrés en Italie; mais elle en avait tout au plus trente et quelques mille dans le moment; le feu et les maladies l'avaient réduite à ce petit nombre. Une douzaine de bataillons de la Vendée venaient d'arriver, mais singulièrement diminués par les desertions; les autres détachements promis n'arrivaient pas. Le général Willot, qui commandait dans le Midi, et qui était chargé de diriger sur les Alpes plusieurs régiments, les retenait pour apaiser les troubles que sa maladie et son mauvais esprit provoquaient dans les provinces de son commandement. Kellermann ne pouvait guère dégarnir sa ligne, car il devait toujours être prêt à contenir Lyon et les environs, où les compagnies de Jésus commettaient des assassinats. Bonaparte demandait la quatre-vingt-troisième et la quarantième brigade, formant à peu près six mille hommes de bonnes troupes, et répondait de tout si elles arrivaient à temps.

Il se plaignait qu'on ne l'eût pas chargé de négocier avec Rome, parce qu'il aurait attendu, pour signifier l'ultimatum, le paiement de la contribution. "Tant que votre général, disait-il, ne sera pas le centre de tout en Italie, tout ira mal. Il serait facile de m'accuser d'ambition; mais je n'ai que trop d'honneur; je suis malade, je puis à peine me tenir à cheval, il ne me reste que du courage, ce qui est insuffisant pour le poste que j'occupe. On nous compte, ajoutait-il; le prestige de nos forces disparaît. Des troupes, ou l'Italie est perdue!"

Le directoire, sentant la nécessité de priver Rome de l'appui de Naples, et d'assurer les derrières de Bonaparte, conclut enfin son traité avec la cour des Deux-Siciles. Il se désista de toute demande particulière, et de son côté, cette cour, que nos dernières victoires sur la Brenta avaient intimidée, qui voyait l'Espagne faire cause commune avec la France, et qui craignait de voir les Anglais chassés de la Méditerranée, accéda au traité. La paix fut signée le 19 vendémiaire (10 octobre). Il fut convenu que le roi de Naples retirerait toute espèce de secours aux ennemis de la France, et qu'il fermerait ses ports aux vaisseaux armés des puissances belligérantes. Le directoire conclut ensuite son traité avec Gênes. Une circonstance particulière eut hâté la conclusion: Nelson enleva un vaisseau français à la vue des batteries génoises; cette violation de la neutralité compromit singulièrement la république de Gênes; le parti français qui était chez elle se montra plus hardi, le parti de la coalition plus timide; il fut arrêté qu'on s'allierait à la France. Les ports de Gênes furent fermés aux Anglais. Deux millions nous furent payés en indemnité pour la frégate *la Modeste*, et deux autres millions fournis en prêt. Les familles feudataires ne furent pas exilées, mais tous les partisans de la France expulsés du territoire et du sénat furent rappelés et réintégrés. Le Piémont fut de nouveau sollicité de conclure une alliance offensive et défensive. Le roi actuel venait de mourir; son jeune successeur Charles-Emmanuel montrait d'assez bonnes dispositions pour la France, mais il ne se contentait pas des avantages qu'elle lui offrait pour prix de son alliance. Le directoire lui offrait de garantir ses états, que rien ne lui garantissait dans cette conflagration générale, et au milieu de toutes les républiques qui se préparaient. Mais le nouveau roi, comme le précédent, voulait qu'on lui donnât la Lombardie, ce que le directoire ne pouvait pas promettre,

ayant a se menager des equivalens pour traiter avec l'Autriche. Le directoire permit ensuite a Bonaparte de renouer les negociations avec Rome, et lui donna ses pleins pouvoirs a cet egard.

Rome avait envoye le cardinal Albani a Vienne; elle avait compte sur Naples, et dans son emportement elle avait offense la legation espagnole. Naples lui manquant, l'Espagne lui manifestant son mecontentement, elle etait dans l'alarme, et le moment etait convenable pour renouer avec elle. Bonaparte voulait d'abord son argent; ensuite, quoiqu'il ne craignit pas sa puissance temporelle, il redoutait son influence morale sur les peuples. Les deux partis italiens, enfantes par la revolution francaise, et developpes par la presence de nos armees, s'exasperaient chaque jour davantage. Si Milan, Modene, Reggio, Bologne, Ferrare, etaient le siege du parti patriote, Rome etait celui du parti monacal et aristocrate. Elle pouvait exciter les fureurs fanatiques, et nous nuire beaucoup, dans un moment surtout ou la question n'etait pas resolue avec les armees autrichiennes. Bonaparte pensa qu'il fallait temporiser encore. Esprit libre et independant, il meprisait tous les fanatismes qui restreignent l'intelligence humaine; mais, homme d'execution, il redoutait les puissances qui echappent a la force, et il aimait mieux eluder que de lutter avec elles. D'ailleurs, quoique eleve en France, il etait ne au milieu de la superstition italienne; il ne partageait pas ce degout de la religion catholique, si profond et si commun chez nous a la suite du dix-huitieme siecle; et il n'avait pas, pour traiter avec le Saint-Siege, la meme repugnance qu'on avait a Paris. Il songea donc a gagner du temps, pour s'eviter une marche retrograde sur la peninsule, pour s'epargner des predications fanatiques, et, s'il etait possible, pour regagner les 16 millions ramenes a Rome. Il chargea le ministre Cacault de desavouer les exigences du directoire en matiere de foi, et de n'insister que sur les conditions purement materielles. Il choisit le cardinal Mattei, qu'il avait enferme dans un couvent, pour l'envoyer a Rome; il le delivra, et le chargea d'aller parler au pape. "La cour de Rome, lui ecrivit-il, veut la guerre, elle l'aura; mais avant, je dois a ma nation et a l'humanite de faire un dernier effort pour ramener le pape a la raison. Vous connaissez, monsieur le cardinal, les forces de l'armee que je commande: pour detruire la puissance temporelle du pape, il ne me faudrait que le vouloir. Allez a Rome, voyez le Saint-Pere, eclairez-le sur ses vrais interets; arrachez-le aux intrigans qui l'entourent, qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement francais permet que j'ecoute encore des paroles de paix. Tout peut s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des resultats terribles pour les vaincus. Evitez de grands malheurs au pape. Vous savez combien je desire finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi sans gloire comme sans peril."

Pendant qu'il employait ces moyens pour tromper, disait-il, le vieux renard, et se garantir des fureurs du fanatisme, il songeait a exciter l'esprit de liberte dans la Haute-Italie, afin d'opposer le patriotisme a la superstition. Toute la Haute-Italie etait fort exaltee: le Milanais, arrache a l'Autriche, les provinces de Modene et de Reggio, impatientes du joug que faisait peser sur elles leur vieux duc absent, les legations de Bologne et Ferrare, soustraites au pape, demandaient a grands cris leur independance, et leur organisation en republicues. Bonaparte ne pouvait pas declarer l'independance de la Lombardie, car la victoire n'avait pas encore assez positivement decide de son sort; mais il lui donnait toujours des esperances et des encouragemens. Quant aux provinces de Modene et de Reggio, elles touchaient immediatement les derrieres de son armee, et confinaient avec Mantoue. Il avait a se

plaindre de la regence, qui avait fait passer des vivres a la garnison; il avait recommande au directoire de ne pas donner la paix au duc de Modene, et de s'en tenir a l'armistice, afin de pouvoir le punir au besoin. Les circonstances devenant chaque jour plus difficiles; il se decida, sans en prevenir le directoire, a un coup de vigueur. Il etait constant que la regence venait recemment encore de se mettre en faute, et de manquer a l'armistice en fournissant des vivres a Wurmser, et en donnant asile a un de ses detachemens: sur-le-champ il declara l'armistice viole, et en vertu du droit de conquete, il chassa la regence, declara le duc de Modene dechu, et les provinces de Reggio et de Modene libres. L'enthousiasme des Reggiens et des Modenois fut extraordinaire. Bonaparte organisa un gouvernement municipal pour administrer provisoirement le pays, en attendant qu'il fut constitue. Bologne et Ferrare s'etaient deja constituees en republique, et commencent a lever des troupes. Bonaparte voulait reunir ces deux legations aux etats du duc de Modene, pour en faire une seule republique, qui, situee tout entiere en-deca du Po, s'appellerait Republique cispadane. Il pensait que si, a la paix, on etait oblige de rendre la Lombardie a l'Autriche, on pourrait eviter de rendre, au duc de Modene et au pape, le Modenois et les legations, qu'on pourrait eriger ainsi une republique, fille et amie de la republique francaise, qui serait au-dela des Alpes le foyer des principes francais, l'asile des patriotes compromis, et d'ou la liberte pourrait s'etendre un jour sur toute l'Italie. Il ne croyait pas que l'affranchissement de l'Italie put se faire d'un seul coup; il croyait le gouvernement francais trop epuise pour l'operer maintenant, et il pensait qu'il fallait au moins deposer les germes de la liberte dans cette premiere campagne. Pour cela il fallait reunir Bologne et Ferrare a Modene et Reggio. L'esprit de localite s'y opposait, mais il esperait vaincre cette opposition par son influence toute puissante. Il se rendit dans ces villes, y fut recu avec enthousiasme, et les decida a envoyer a Modene cent deputes de toutes les parties de leur territoire, pour y former une assemblee nationale, qui serait chargee de constituer la republique cispadane. Cette reunion eut lieu le 25 vendemiaire (16 octobre) a Modene. Elle se composait d'avocats, de proprietaires, de commercans. Conteneue par la presence de Bonaparte, dirigee par ses conseils, elle montra la plus grande sagesse. Elle vota la reunion en une seule republique des deux legations et du duche de Modene; elle abolit la feodalite, et decreta l'egalite civile; elle nomma un commissaire charge d'organiser une legion de quatre mille hommes, et arreta la formation d'une seconde assemblee, qui devait se reunir le 5 nivose (25 decembre), pour deliberer une constitution. Les Reggiens montrerent le plus grand devouement. Un detachement autrichien etant sorti de Mantoue, ils coururent aux armes, l'entourerent, le firent prisonnier, et l'amenèrent a Bonaparte. Deux Reggiens furent tues dans l'action, et furent les premiers martyrs de l'indépendance italienne.

La Lombardie etait jalouse et alarmee des faveurs accordees a la Cispadane, et crut y voir pour elle un sinistre presage. Elle se dit que puisque les Francais constituaient les legations et le duche sans la constituer elle-meme, ils avaient le projet de la rendre a l'Autriche. Bonaparte rassura de nouveau les Lombards, leur fit sentir les difficultes de sa position, et leur repeta qu'il fallait gagner l'indépendance en le secondant dans cette terrible lutte. Ils deciderent de porter a douze mille hommes les deux legions italienne et polonaise, dont ils avaient deja commence l'organisation.

Bonaparte s'etait menage ainsi autour de lui des gouvernements amis, qui allaient faire tous leurs efforts pour l'appuyer. Leurs troupes sans

doute ne pouvaient pas grand'chose; mais elles etaient capables de faire la police du pays conquis, et de cette maniere elles rendaient disponibles les detachemens qu'il y employait. Elles pouvaient, appuyees de quelques centaines de Francais, resister a une premiere tentative du pape, s'il avait la folie d'en faire une. Bonaparte s'efforca en meme temps de rassurer le duc de Parme, dont les etats confinaient a la nouvelle republique; son amitie pouvait etre utile, et sa parente avec l'Espagne commandait des menagemens. Il lui laissa entrevoir la possibilite de gagner quelques villes, au milieu de ces demembrements de territoires. Il usait ainsi de toutes les ressources de la politique, pour suppléer aux forces que son gouvernement ne pouvait pas lui fournir; et, en cela, il faisait son devoir envers la France et l'Italie, et le faisait avec toute l'habileté d'un vieux diplomate.

La Corse venait d'etre affranchie par ses soins. Il avait reuni les principaux refugies a Livourne, leur avait donne des armes et des officiers, et les avait jetes hardiment dans l'ile pour seconder la rebellion des habitans contre les Anglais. L'expedition reussit; sa patrie etait delivree du joug anglais, et la Mediterranee allait bientot l'etre. On pouvait esperer qu'a l'avenir les escadres espagnoles, reunies aux escadres francaises, fermentaient le detroit de Gibraltar aux flottes de l'Angleterre, et domineraient dans toute la Mediterranee.

Il avait donc employe le temps ecoule depuis les evenemens de la Brenta a ameliorer sa position en Italie; mais s'il avait un peu moins a craindre les princes de cette contree, le danger du cote de l'Autriche ne faisait que s'accroître, et ses forces pour y parer etaient toujours aussi insuffisantes. La quatre-vingt-troisieme demi-brigade et la quarantieme etaient toujours retenues dans le Midi. Il avait douze mille hommes dans le Tyrol sous Vaubois, ranges en avant de Trente sur le bord du Lavis; seize ou dix-sept mille a peu pres sous Massena et Augereau, sur la Brenta et l'Adige; huit ou neuf mille enfin devant Mantoue; ce qui portait son armee a trente-six ou trente-huit mille hommes environ. Davidovich, qui etait reste dans le Tyrol apres le desastre de Wurmser, avec quelques mille hommes, en avait maintenant dix-huit mille. Alvinzy s'avancait du Frioul sur la Piave avec environ quarante mille. Bonaparte etait donc fort compromis; car, pour resister a soixante mille hommes, il n'en avait que trente-six mille, fatigues par une triple campagne, et diminuees tous les jours par les fievres qu'ils gagnaient dans les rizieres de la Lombardie. Il l'écrivait avec chagrin au directoire, et lui disait qu'il allait perdre l'Italie.

Le directoire, voyant le peril de Bonaparte, et ne pouvant pas arriver assez tot a son secours, songea a suspendre sur-le-champ les hostilites par le moyen d'une negociation. Malmesbury etait a Paris, comme on vient de le voir. Il attendait la reponse de son gouvernement aux communications du directoire, qui avait exige qu'il eut des pouvoirs de toutes les puissances, et qu'il s'exprimat plus clairement sur le principe des compensations de conquetes. Le ministere anglais, apres dix-neuf jours, venait enfin de repondre le 24 brumaire (14 novembre) que les pretentions de la France etaient inusitees, qu'il etait permis a un allie de demander a traiter au nom de ses allies, avant d'avoir leur autorisation en forme; que l'Angleterre etait assuree de l'obtenir, mais qu' auparavants il fallait que la France s'expliquat nettement sur le principe des compensations, principe qui etait la seule base sur laquelle la negociation put s'ouvrir. Le cabinet anglais ajoutait que la reponse du directoire etait pleine d'insinuations peu decentes sur les intentions de sa majeste britannique, qu'il etait au-dessous d'elle d'y repondre, et qu'elle voulait ne pas s'y arreter, pour ne pas entraver

la negociation. Lejour meme, le directoire, qui voulait etre prompt et categorique, repondit a lord Malmesbury qu'il admettait le principe des compensations, mais qu'il eut a designer sur-le-champ les objets sur lesquels porterait ce principe.

Le directoire pouvait faire cette reponse sans se trop engager, puisqu'en refusant de ceder la Belgique et le Luxembourg, il avait a sa disposition la Lombardie et plusieurs autres petits territoires. Du reste, cette negociation etait evidemment illusoire; le directoire ne pouvait rien en attendre, et il resolut de dejouer les finesses de l'Angleterre, en envoyant directement un negociateur a Vienne, charge de conclure un arrangement particulier avec l'empereur. La premiere proposition que le negociateur devait faire etait celle d'un armistice en Allemagne et en Italie, qui durerait six mois au moins. Le Rhin et l'Adige separeraient les armees des deux puissances. Les sieges de Kehl et de Mantoue seraient suspendus. On ferait entrer chaque jour dans Mantoue les vivres necessaires pour remplacer la consommation journaliere, de maniere a replacer les deux partis dans leur etat actuel a la fin de l'armistice. La France gagnait ainsi la conservation de Kehl, et l'Autriche celle de Mantoue. Une negociation devait s'ouvrir immediatement pour traiter de la paix. Les conditions offertes par la France etaient les suivantes: l'Autriche cedait la Belgique et le Luxembourg a la France; la France restituait la Lombardie a l'Autriche, et le Palatinat a l'Empire; elle renoncait ainsi, sur ce dernier point, a la ligne du Rhin; elle consentait en outre, pour dedommager l'Autriche de la perte des Pays-Bas, a la secularisation de plusieurs eveches de l'Empire. L'empereur ne devait nullement se meler des affaires de la France avec le pape, et devait preter son entremise en Allemagne pour procurer des indemnites au stathouder. C'etait une condition indispensable pour assurer le repos de la Hollande, et pour satisfaire le roi de Prusse, dont la soeur etait epouse du stathouder. Ces conditions etaient fort moderees, et prouvaient le desir qu'avait le directoire de faire cesser les horreurs de la guerre, et ses inquietudes pour l'armee d'Italie.

Le directoire choisit pour porter ces propositions le general Clarke, qui etait employe dans les bureaux de la guerre aupres de Carnot. Ses instructions furent signees le 26 brumaire (16 novembre). Mais il fallait du temps pour qu'il se mit en route, qu'il arrivat, qu'il fut recu et ecoute; et, pendant ce temps, les evenemens se succedaient en Italie avec une singuliere rapidite.

Le 11 brumaire (1er novembre) le marechal Alvinzy ayant jete des ponts sur la Piave, s'etait avance sur la Brenta. Le plan des Autrichiens, cette fois, etait d'attaquer a la fois par les montagnes du Tyrol et par la plaine. Davidovich devait chasser Vaubois de ses positions, et descendre le long des deux rives de l'Adige jusqu'a Verone. Alvinzy, de son cote, devait passer la Piave et la Brenta, s'avancer sur l'Adige, entrer a Verone avec le gros de l'armee, et s'y reunir a Davidovich. Les deux armees autrichiennes devaient partir de ce point, pour marcher de concert au deblocus de Mantoue et a la delivrance de Wurmser.

Alvinzy, apres avoir passe la Piave, s'avanca sur la Brenta, ou Massena etait poste avec sa division; celui-ci ayant reconnu la force de l'ennemi, se replia. Bonaparte marcha a son appui avec la division Augereau. Il prescrivit en meme temps a Vaubois de contenir Davidovich dans la vallee du Haut-Adige, et de lui enlever, s'il le pouvait, sa position du Lavis. Il marcha lui-meme sur Alvinzy, resolu, malgre la disproportion des forces, de l'attaquer impetueusement, et de le rompre

des l'ouverture meme de cette nouvelle campagne. Il arriva le 16 brumaire au matin (6 novembre) a la vue de l'ennemi. Les Autrichiens avaient pris position en avant de la Brenta, depuis Carmignano jusqu'a Bassano; leurs reserves etaient restees en arriere, au-dela de la Brenta. Bonaparte porta sur eux toutes ses forces. Massena attaqua Liptai et Provera devant Carmignano; Augereau attaqua Quasdanovich devant Bassano. L'affaire fut chaude et sanglante; les troupes deployerent une grande bravoure. Liptai et Provera furent rejetes au-dela de la Brenta par Massena; Quasdanovich fut repousse sur Bassano par Augereau. Bonaparte aurait voulu entrer le jour meme dans Bassano, mais l'arrivee des reserves autrichiennes l'en empecha. Il fallut remettre l'attaque au lendemain. Malheureusement il apprit dans la nuit que Vaubois venait d'essuyer un revers sur le Haut-Adige. Ce general avait bravement attaque les positions de Davidovich, et avait obtenu un commencement de succes; mais une terreur panique s'etait emparee de ses troupes malgre leur bravoure eprouvee, et elles avaient fui en desordre. Il les avait enfin ralliees dans ce fameux defile de Calliano, ou l'armee avait deploye tant d'audace dans l'invasion du Tyrol; il esperait s'y maintenir, lorsque Davidovich, dirigeant un corps sur l'autre rive de l'Adige, avait deborde Calliano, et tourne la position. Vaubois annoncait qu'il se retirait pour n'etre pas coupe, et exprimait la crainte que Davidovich ne l'eut devance aux importantes positions de la Corona et de Rivoli, qui couvrent la route du Tyrol, entre l'Adige et le lac de Garda.

Bonaparte sentit des lors le danger de s'engager davantage contre Alvinzy, lorsque Vaubois, qui etait avec sa gauche dans le Tyrol, pouvait perdre la Corona, Rivoli, et meme Verone, et etre rejete dans la plaine. Bonaparte eut alors ete coupe de son aile principale, et place avec quinze ou seize mille hommes entre Davidovich et Alvinzy. En consequence il resolut de se replier sur-le-champ. Il ordonna a un officier de confiance de voler a Verone, d'y reunir tout ce qu'il pourrait trouver de troupes, de les porter a Rivoli et a la Corona, afin d'y prevenir Davidovich et de donner a Vaubois le temps de s'y retirer.

Le lendemain 17 brumaire (7 novembre), il rebroussa chemin, et traversa la ville de Vicence, qui fut etonnee de voir l'armee francaise se retirer apres le succes de la veille. Il se rendit a Verone, ou il laissa toute son armee. Il remonta seul a Rivoli et a la Corona, ou tres heureusement il trouva les troupes de Vaubois ralliees, et en mesure de tenir tete a une nouvelle attaque de Davidovich. Il voulut donner une lecon aux trente-neuvieme et quatre-vingt-cinquieme demi-brigades, qui avaient cede a une terreur panique. Il fit assembler toute la division, et, s'adressant a ces deux demi-brigades, il leur reprocha leur indiscipline et leur fuite. Il dit ensuite au chef d'etat-major: "Faites ecrire sur les drapeaux que la trente-neuvieme et la quatre-vingt-cinquieme ne font plus partie de l'armee d'Italie." Ces expressions causerent aux soldats de ces deux demi-brigades le plus violent chagrin; ils entourerent Bonaparte, lui dirent qu'ils s'etaient battus un contre trois, et lui demanderent a etre envoyes a son avant-garde, pour faire voir s'ils n'etaient plus de l'armee d'Italie. Bonaparte les dedommagea de sa severite par quelques paroles bienveillantes, qui les transporterent, et les laissa disposes a venger leur honneur par une bravoure desesperee.

Il ne restait plus a Vaubois que huit mille hommes, sur les douze mille qu'il avait avant cette echauffouree. Bonaparte les distribua le mieux qu'il put dans les positions de la Corona et de Rivoli, et, apres s'etre assure que Vaubois pourrait tenir la quelques jours, et couvrir notre

gauche et nos derrieres, il retourna a Verone pour operer contre Alvinzy. La chaussee qui conduit de la Brenta a Verone, en suivant le pied des montagnes, passe par Vicence, Montebello, Villa-Nova et Caldiero. Alvinzy, etonne de voir Bonaparte se replier le lendemain d'un succes, l'avait suivi de loin en loin, se doutant que les progres de Davidovich avaient pu seuls le ramener en arriere. Il esperait que son plan de jonction a Verone allait se realiser. Il s'arreta a trois lieues a peu pres de Verone, sur les hauteurs de Caldiero, qui en dominant la route. Ces hauteurs presentaient une excellente position pour tenir tete a l'armee qui sortait de Verone. Alvinzy s'y etablit, y placa des batteries, et n'oublia rien pour s'y rendre inexpugnable. Bonaparte en fit la reconnaissance, et resolut de les attaquer sur-le-champ; car la situation de Vaubois a Rivoli etait tres precarie, et ne lui laissait pas beaucoup de temps pour agir sur Alvinzy. Il marcha contre lui le 21 au soir (11 novembre), repoussa son avant-garde, et bivouaqua avec les divisions Massena et Augereau au pied de Caldiero. A la pointe du jour, il s'apercut qu'Alvinzy, fortement retranche, acceptait la bataille. La position etait abordable d'un cote, celui qui appuyait aux montagnes, et qui n'avait pas ete assez soigneusement defendu par Alvinzy. Bonaparte y dirigea Massena, et chargea Augereau d'attaquer le reste de la ligne. L'action fut vive. Mais la pluie tombait par torrens, ce qui donnait un grand avantage a l'ennemi, dont l'artillerie etait placee d'avance sur de bonnes positions, tandis que la notre, obligee de se mouvoir dans des chemins devenus impraticables, ne pouvait pas etre portee sur les points convenables, et manquait tout son effet. Neanmoins Massena parvint a gravir la hauteur negligee par Alvinzy. Mais tout a coup la pluie se changea en une grelasse froide, qu'un vent violent portait dans le visage de nos soldats. Au meme instant, Alvinzy fit marcher sa reserve sur la position que Massena lui avait enlevee, et reprit tous ses avantages. Bonaparte voulut en vain renouveler ses efforts, il ne put reussir. Les deux armees passerent la nuit en presence. La pluie ne cessa pas de tomber, et de mettre nos soldats dans l'etat le plus penible. Le lendemain 23 brumaire (13 novembre), Bonaparte rentra dans Verone.

La situation de l'armee devenait desesperante. Apres avoir inutilement pousse l'ennemi au-dela de la Brenta, et sacrifie sans fruit une foule de braves; apres avoir perdu a la gauche le Tyrol et quatre mille hommes, apres avoir livre une bataille malheureuse a Caldiero, pour eloigner Alvinzy de Verone, et s'etre encore affaibli sans succes, toute ressource semblait perdue. La gauche, qui n'etait plus que de huit mille hommes, pouvait a chaque instant etre culbutee de la Corona et de Rivoli, et alors Bonaparte se trouvait enveloppe a Verone. Les deux divisions Massena et Augereau, qui formaient l'armee active opposee a Alvinzy, etaient reduites, par deux batailles, a quatorze ou quinze mille hommes. Que pouvaient quatorze ou quinze mille soldats contre pres de quarante mille? L'artillerie, qui nous avait toujours servi a contre-balancer la superiorite de l'ennemi, ne pouvait plus se mouvoir au milieu des boues; il n'y avait donc aucun espoir de lutter avec quelque chance de succes. L'armee etait dans la consternation. Ces braves soldats, eprouves par tant de fatigues et de dangers, commencent a murmurer. Comme tous les soldats intelligents, ils etaient sujets a de l'humeur, parce qu'ils etaient capables de juger. "Apres avoir detruit, disaient-ils, deux armees dirigees contre nous, il nous a fallu detruire encore celles qui etaient opposees aux troupes du Rhin. A Beaulieu a succede Wurmser; a Wurmser succede Alvinzy: la lutte se renouvelle chaque jour. Nous ne pouvons pas faire la tache de tous. Ce n'est pas a nous a combattre Alvinzy, ce n'etait pas a nous a combattre Wurmser. Si chacun avait fait sa tache comme nous, la guerre serait

finie. Encore, ajoutaient-ils, si on nous donnait des secours proportionnés à nos périls! mais on nous abandonne au fond de l'Italie, on nous laisse seuls aux prises avec deux armées innombrables. Et quand, après avoir versé notre sang dans des milliers de combats, nous serons ramenés sur les Alpes, nous reviendrons sans honneur et sans gloire, comme des fugitifs qui n'auraient pas fait leur devoir." C'étaient là les discours des soldats dans leurs bivouacs. Bonaparte, qui partageait leur humeur et leur mécontentement, écrivait au directoire le même jour 24 brumaire (14 novembre): "Tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; l'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Millesimo, de Lodi, de Castiglione, de Bassano, sont morts pour leur patrie, ou sont à l'hôpital: il ne reste plus aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Lamare, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabrand, sont blessés. Nous sommes abandonnés au fond de l'Italie: ce qui me reste de braves voit la mort infaillible, au milieu de chances si continuelles, et avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intépide Massena, est près de sonner... Alors! alors que deviendront ces braves gens? Cette idée me rend résigné, je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement pour qui est l'objet de mes sollicitudes. Si j'avais reçu la quatre-vingt-troisième, forte de trois mille cinq cents hommes connus à l'armée, j'aurais répondu de tout! Peut-être sous peu de jours, ne sera-ce pas assez de quarante mille hommes!--Aujourd'hui, ajoutait Bonaparte, repos aux troupes; demain, selon les mouvements de l'ennemi, nous agirons."

Cependant, tandis qu'il adressait ces plaintes amères au gouvernement, il affectait la plus grande sécurité aux yeux de ses soldats; il leur faisait répéter, par ses officiers, qu'il fallait faire un effort, et que cet effort serait le dernier; qu'Alvinzy détruit, les moyens de l'Autriche seraient épuisés pour jamais, l'Italie conquise, la paix assurée, et la gloire de l'armée immortelle. Sa présence, ses paroles relevaient les courages. Les malades, dévorés par la fièvre, en apprenant que l'armée était en péril, sortaient en foule des hôpitaux, et accouraient prendre leur place dans les rangs. La plus vive et la plus profonde émotion était dans tous les cœurs. Les Autrichiens s'étaient approchés le jour même de Verone, et montraient les échelles qu'ils avaient préparées pour escalader les murs. Les Veronais laissaient éclater leur joie en croyant voir, sous quelques heures, Alvinzy réuni dans leur ville à Davidovich, et les Français détruits. Quelques-uns d'entre eux, compromis pour leur attachement à notre cause, se promenaient tristement en comptant le petit nombre de nos braves.

L'armée attendait avec anxiété les ordres du général, et espérait à chaque instant qu'il commanderait un mouvement. Cependant la journée du 24 s'était écoulée, et, contre l'usage, l'ordre du jour n'avait rien annoncé. Mais Bonaparte n'avait point perdu de temps; et, après avoir médité sur le champ de bataille, il venait de prendre une de ces résolutions que le désespoir inspire au génie. Vers la nuit, l'ordre est donné à toute l'armée de prendre les armes; le plus grand silence est recommandé; on se met en marche; mais au lieu de se porter en avant, on retrograde, on repasse l'Adige sur les ponts de Verone, et on sort de la ville par la porte qui conduit à Milan. L'armée croit qu'on bat en retraite, et qu'on renonce à garder l'Italie: la tristesse règne dans les rangs. Cependant à quelque distance de Verone, on fait un à-gauche; au lieu de continuer à s'éloigner de l'Adige, on se met à le longer, et à descendre son cours. On le suit pendant quatre lieues. Enfin, après quelques heures de marche, on arrive à Ronco, où un pont de bateaux

avait été jeté par les soins du général; on repasse le fleuve; et, à la pointe du jour, on se trouve de nouveau au-delà de l'Adige, qu'on croyait avoir abandonné pour toujours. Le plan du général était extraordinaire; il allait étonner les deux armées. L'Adige, en sortant de Verone, cesse un instant de couler perpendiculairement des montagnes à la mer, et il oblique vers le levant: dans ce mouvement oblique, il se rapproche de la route de Verone à la Brenta, sur laquelle était campé Alvinzy. Bonaparte, arrivé à Ronco, se trouvait donc ramené sur les flancs et presque sur les derrières des Autrichiens. Au moyen de ce pont, il se trouvait placé au milieu des vastes marais. Ces marais étaient traversés par deux chaussées, dont l'une à gauche, remontant l'Adige par Porcil et Gombione, allait rejoindre Verone; dont l'autre, à droite, passait sur une petite rivière, qu'on appelle l'Alpon, au village d'Arcole, et allait rejoindre la route de Verone vers Villa-Nova sur les derrières de Caldiero.

Bonaparte tenait donc à Ronco deux chaussées, qui toutes deux allaient rejoindre la grande route occupée par les Autrichiens, l'une entre Caldiero et Verone, l'autre entre Caldiero et Villa-Nova. Voici quel avait été son calcul: au milieu de ces marais, l'avantage du nombre était tout à fait annulé; on ne pouvait se déployer que sur les chaussées, et sur les chaussées le courage des têtes de colonnes devait décider de tout. Par la chaussée de gauche qui allait rejoindre la route entre Verone et Caldiero, il pouvait tomber sur les Autrichiens, s'ils tentaient d'escalader Verone. Par celle de droite, qui passe l'Alpon au pont d'Arcole, et aboutit à Villa-Nova, il débouchait sur les derrières d'Alvinzy, il pouvait enlever ses parcs et ses bagages, et intercepter sa retraite. Il était donc inattaquable à Ronco, et il étendait ses deux bras autour de l'ennemi. Il avait fait fermer les portes de Verone, et y avait laissé Kilmaine avec quinze cents hommes, pour résister à un premier assaut. Cette combinaison si audacieuse et si profonde frappa l'armée, qui sur-le-champ en devina l'intention, et en fut remplie d'espérance.

Bonaparte plaça Massena sur la digue de gauche pour remonter sur Gombione et Porcil, et prendre l'ennemi en queue, s'il marchait sur Verone. Il dirigea Augereau à droite pour déboucher sur Villa-Nova. On était à la pointe du jour. Massena se mit en observation sur la digue de gauche; Augereau, pour parcourir celle de droite, avait à franchir l'Alpon sur le pont d'Arcole. Quelques bataillons croates s'y trouvaient détachés pour surveiller le pays. Ils bordaient la rivière, et avaient leur canon braqué sur le pont. Ils accueillirent l'avant-garde d'Augereau par une vive fusillade, et la forcèrent à se replier. Augereau accourut et ramena ses troupes en avant; mais le feu du pont et de la rive opposée les arrêta de nouveau. Il fut obligé de céder devant cet obstacle, et de faire halte.

Pendant ce temps, Alvinzy, qui avait les yeux fixés sur Verone, et qui croyait que l'armée française s'y trouvait encore, était surpris d'entendre un feu très-vif au milieu des marais. Il ne supposait pas que le général Bonaparte put choisir un pareil terrain, et il croyait que c'était un corps détaché de troupes légères. Mais bientôt sa cavalerie revint l'informer que l'engagement est grave, et que des coups de fusil sont partis de tous les côtés. Sans être éclairci encore, il envoya deux divisions; l'une sous Provera suit la digue de gauche, l'autre sous Mitrouski suit la digue de droite, et s'avance sur Arcole. Massena, voyant approcher les Autrichiens, les laisse avancer sur cette digue étroite, et quand il les juge assez engagés, il fond sur eux au pas de course, les refoule, les rejette dans les marais, en tue, en noie un

grand nombre. La division Mitrouski arrive a Arcole, debouche par le pont et suit la digue comme celle de Provera. Augereau fond sur elle, l'enfonce, et en jette une partie dans les marais. Il la poursuit, et veut passer le pont apres elle; mais le pont etait encore mieux garde que le matin; une nombreuse artillerie en defendait l'approche, et tout le reste de la ligne autrichienne etait deploye sur la rive de l'Alpon, fusillant sur la digue, et la prenant en travers. Augereau saisit un drapeau et le porte sur le pont; ses soldats le suivent, mais un feu epouvantable les ramene en arriere. Les generaux Lannes, Verne, Bon, Verdier, sont gravement blesses. La colonne se replie, et les soldats descendent a cote de la digue, pour se mettre a couvert du feu.

Bonaparte voyait de Ronco s'ebrouer toute l'armee ennemie, qui, avertie enfin du danger, se hatait de quitter Caldiero pour n'etre pas prise par derriere a Villa-Nova. Il voyait avec douleur de grands resultats lui echapper. Il avait bien envoye Guyeux avec une brigade, pour essayer de passer l'Alpon au-dessous d'Arcole; mais il fallait plusieurs heures pour l'execution de cette tentative; et cependant il etait de la derniere importance de franchir Arcole sur-le-champ, afin d'arriver a temps sur les derrieres d'Alvinzy, et d'obtenir un triomphe complet: le sort de l'Italie en dependait. Il n'hesite pas, il s'elance au galop, arrive pres du pont, se jette a bas de cheval, s'approche des soldats qui s'etaient tapis sur le bord de la digue, leur demande s'ils sont encore les vainqueurs de Lodi, les ranime par ses paroles, et, saisissant un drapeau, leur crie: "Suivez votre general!" A sa voix un certain nombre de soldats remontent sur la chaussee, et le suivent; malheureusement le mouvement ne peut pas se communiquer a toute la colonne dont le reste demeure derriere la digue. Bonaparte s'avance, le drapeau a la main, au milieu d'une grele de balles et de mitraille. Tous ses generaux l'entourent. Lannes, blesse deja de deux coups de feu dans la journee, est atteint d'un troisieme. Le jeune Muiron, aide-de-camp du general, veut le couvrir de son corps, et tombe mort a ses pieds. Cependant la colonne est pres de franchir le pont, lorsqu'une derniere decharge l'arrete, et la rejette en arriere. La queue abandonne la tete. Alors les soldats restes aupres du general le saisissent, l'emportent au milieu du feu et de la fume, et veulent le faire remonter a cheval. Une colonne autrichienne, qui debouche sur eux, les pousse en desordre dans le marais. Bonaparte y tombe, et y enfonce jusqu'au milieu du corps. Aussitot les soldats s'apercoivent de son danger: En avant! s'ecrirent-ils, pour sauver le general. Ils courent a la suite de Beliard et Vignolles, pour le delivrer. On l'arrache du milieu de la fange, on le remet a cheval, et il revient a Ronco.

Dans ce moment, Guyeux etait parvenu a passer au-dessous d'Arcole, et a enlever le village par l'autre rive. Mais il etait trop tard. Alvinzy avait deja fait filer ses parcs et ses bagages; il etait deploye dans la plaine, et en mesure de prevenir les desseins de Bonaparte. Tant d'heroisme et de genie etaient donc devenus inutiles. Bonaparte aurait bien pu s'eviter l'obstacle d'Arcole, en jetant un pont sur l'Adige un peu au-dessous de Ronco, c'est-a-dire a Albaredo, point ou l'Alpon est reuni a l'Adige. Mais alors il debouchait en plaine, ce qu'il importait d'eviter; et il n'etait pas en mesure de voler par la digue gauche au secours de Verone[9]. Il avait donc eu raison de faire ce qu'il avait fait; et, quoique le succes ne fut pas complet, d'importants resultats etaient obtenus. Alvinzy avait quitte sa redoutable position de Caldiero; il etait redescendu dans la plaine; il ne menacait plus Verone; il avait perdu beaucoup de monde dans les marais. Les deux digues etaient devenues le seul champ de bataille intermediaire entre les deux armees, ce qui assurait l'avantage a la bravoure et l'enlevait

au nombre. Enfin les soldats français, animés par la lutte, avaient recouvré toute leur confiance.

[Footnote 9: Je rapporte ici une critique souvent adressée à Bonaparte sur cette célèbre bataille, et la réponse qu'il y a faite lui-même dans ses Mémoires.]

Bonaparte, qui avait à songer à tous les périls à la fois, devait s'occuper de sa gauche, laissée à la Corona et à Rivoli. Comme à chaque instant elle pouvait être culbutée, il voulait être en mesure de voler à son secours. Il pensa donc qu'il fallait se replier de Gombione et d'Arcole, repasser l'Adige à Ronco, et bivouaquer en deca du fleuve, pour être à portée de secourir Vaubois, si, dans la nuit, on apprenait sa défaite. Telle fut cette première journée du 25 brumaire (15 novembre).

La nuit se passa sans mauvaise nouvelle. On sut que Vaubois tenait encore à Rivoli. Les exploits de Castiglione couvraient Bonaparte de ce côté. Davidovich, qui commandait un corps dans l'affaire de Castiglione, avait reçu une telle impression de cet événement, qu'il n'osait avancer avant d'avoir des nouvelles certaines d'Alvinzy. Ainsi le prestige du génie de Bonaparte était là où il n'était pas lui-même. La journée du 26 (16 novembre) commence; on se rencontre sur les deux digues. Les Français chargent à la baïonnette, enfoncent les Autrichiens, en jettent un grand nombre dans les marais, et font beaucoup de prisonniers. Ils prennent des drapeaux et du canon. Bonaparte fait tirailler encore sur la rive de l'Alpon, mais ne tente aucun effort décisif pour le passer. La nuit arrivée, il replie encore ses colonnes, les ramène de dessus les digues, et les rallie sur l'autre rive de l'Adige, content d'avoir épuisé l'ennemi toute la journée, en attendant des nouvelles plus certaines de Vaubois. La seconde nuit se passe encore de même: les nouvelles de Vaubois sont rassurantes. On peut consacrer une troisième journée à lutter définitivement contre Alvinzy. Enfin le soleil se lève pour la troisième fois sur cet épouvantable théâtre de carnage. C'était le 27 (17 novembre 1796). Bonaparte calcule que l'ennemi, en morts, blessés, noyés ou prisonniers, doit avoir perdu près d'un tiers de son armée. Il le juge harassé, découragé, et il voit ses soldats pleins d'enthousiasme; il se décide alors à quitter ces digues, et à porter le champ de bataille dans la plaine, au-delà de l'Alpon. Comme les jours précédents, les Français, débouchant de Ronco, rencontrent les Autrichiens sur les digues. Masséna occupe toujours la digue gauche; sur celle de droite, c'est le général Robert qui est chargé d'attaquer, tandis qu'Augereau va passer l'Alpon près de son embouchure dans l'Adige. Masséna éprouve d'abord une vive résistance, mais il met son chapeau à la pointe de son épée, et marche ainsi à la tête des soldats. Comme les jours précédents, beaucoup d'ennemis sont tués, noyés ou pris. Sur la digue de droite, le général Robert s'avance d'abord avec succès; mais il est tué, sa colonne est repoussée presque jusque sur le pont de Ronco.

Bonaparte, qui voit le danger, place la trente-deuxième dans un bois de saules qui longe la digue. Tandis que la colonne ennemie, victorieuse de Robert, s'avance, la trente-deuxième sort tout à coup de son embuscade, la prend en flanc, et la jette dans un désordre épouvantable. C'étaient trois mille Croates; le plus grand nombre sont tués ou prisonniers. Les digues ainsi balayées, Bonaparte se décide à franchir l'Alpon: Augereau l'avait passé à l'extrême droite. Bonaparte ramène Masséna de la digue gauche sur la digue droite, le dirige sur Arcole, qui était évacuée, et porte ainsi toute son armée en plaine devant celle d'Alvinzy. Bonaparte,

avant d'ordonner la charge, veut semer l'épouvante au moyen d'un stratagème. Un marais, plein de roseaux, couvrait l'aile gauche de l'ennemi: il ordonne au chef de bataillon Hercule de prendre avec lui vingt-cinq de ses guides, de filer à travers les roseaux, et de charger à l'improviste avec un grand bruit de trompettes. Ces vingt-cinq braves s'apprentent à exécuter l'ordre, Bonaparte donne alors le signal à Massena et à Augereau. Ceux-ci chargent vigoureusement la ligne autrichienne, qui résiste; mais tout à coup on entend un grand bruit de trompettes; les Autrichiens, croyant être chargés par toute une division de cavalerie, cèdent le terrain. Au même instant, la garnison de Legnago, que Bonaparte avait fait sortir pour circuler sur leurs derrières, se montre au loin, et ajoute à leurs inquiétudes. Alors ils se retirent; et, après soixante-douze heures de cet épouvantable combat, découragés, accablés de fatigue, ils cèdent la victoire à l'héroïsme de quelques mille braves, et au génie d'un grand capitaine.

Les deux armées, épuisées de leurs efforts, passeront la nuit dans la plaine. Dès le lendemain matin, Bonaparte fit recommencer la poursuite sur Vicence. Arrivé à la hauteur de la chaussée qui mène de la Brenta à Verone, en passant par Villa-Nova, il laissa à la cavalerie seule le soin de poursuivre l'ennemi, et songea à rentrer à Verone par la route de Villa-Nova et de Caldiero, afin de venir au secours de Vaubois. Bonaparte apprit en route que Vaubois avait été obligé d'abandonner la Corona et Rivoli, et de se replier à Castel-Novo. Il redoubla de célérité, et arriva le soir même à Verone, en passant sur le champ de bataille qu'avait occupé Alvinzy. Il entra dans la ville, par la porte opposée à celle par laquelle il en était sorti. Quand les Veronais virent cette poignée d'hommes, qui étaient sortis en fugitifs par la porte de Milan, rentrer en vainqueurs par la porte de Venise, ils furent saisis de surprise. Amis et ennemis ne purent contenir leur admiration pour le général et les soldats qui venaient de changer si glorieusement le destin de la guerre. Dès ce moment, il n'entra plus dans les craintes ni dans les espérances de personne, qu'on put chasser les Français de l'Italie. Bonaparte fit marcher sur-le-champ Massena à Castel-Novo, et Augereau sur Dolce, par la rive gauche de l'Adige. Davidovich, attaqué de toutes parts, fut promptement ramené dans le Tyrol, avec perte de beaucoup de prisonniers. Bonaparte se contenta de faire reoccuper les positions de la Corona et de Rivoli, sans vouloir remonter jusqu'à Trente et rentrer en possession du Tyrol. L'armée française était singulièrement affaiblie par cette dernière lutte. L'armée autrichienne avait perdu cinq mille prisonniers, huit ou dix mille morts et blessés, et se trouvait encore forte de plus de quarante mille hommes, compris le corps de Davidovich. Elle se retirait dans le Tyrol et sur la Brenta pour s'y reposer, elle était loin d'avoir souffert comme les armées de Wurmser et de Beaulieu. Les Français, épuisés, n'avaient pu que la repousser sans la détruire. Il fallait donc renoncer à la poursuivre, tant que les renforts promis ne seraient pas arrivés. Bonaparte se contenta d'occuper l'Adige de Dolce à la mer.

Cette nouvelle victoire causa en Italie et en France une joie extrême. On admirait de toutes parts ce génie opiniâtre qui, avec quatorze ou quinze mille hommes, devant quarante mille, n'avait pas songé à se retirer; ce génie inventif et profond, qui avait su découvrir dans les digues de Ronco un champ de bataille tout nouveau qui annulait le nombre, et donnait dans les flancs de l'ennemi. On célébrait surtout l'héroïsme déployé au pont d'Arcole, et partout on représentait le jeune général, un drapeau à la main, au milieu du feu et de la fumée. Les deux conseils, en déclarant, suivant l'usage, que l'armée d'Italie avait encore bien mérité de la patrie, décidèrent de plus que les drapeaux

pris par les generaux Bonaparte et Augereau sur le pont d'Arcole, leur seraient donnees pour etre conservees dans leurs familles: belle et noble recompense, digne d'un age heroique, et bien plus glorieuse que le diademe decerne plus tard par la faiblesse au genie tout puissant!

CHAPITRE VI.

CLARKE AU QUARTIER-GENERAL DE L'ARMEE D'ITALIE.--RUPTURE DES NEGOCIATIONS AVEC LE CABINET ANGLAIS. DEPART DE MALMESBURY.--EXPEDITION D'IRLANDE.--TRAVAUX ADMINISTRATIFS DU DIRECTOIRE DANS L'HIVER DE L'AN V. ETAT DES FINANCES. RECETTES ET DEPENSES.--CAPITULATION DE KEHL.--DERNIERES TENTATIVES DE L'AUTRICHE SUR L'ITALIE. VICTOIRES DE RIVOLI ET DE LA FAVORITE. PRISE DE MANTOUE.--FIN DE LA MEMORABLE CAMPAGNE DE 1796.

Le general Clarke venait d'arriver au quartier-general de l'armee d'Italie, d'ou il devait partir pour se rendre a Vienne. Sa mission avait perdu son objet essentiel, car la bataille d'Arcole rendait l'armistice inutile. Bonaparte, que le general Clarke avait ordre de consulter, desapprouvait tout a fait l'armistice et ses conditions. Les raisons qu'il donnait etaient excellentes. L'armistice ne pouvait plus avoir qu'un objet, celui de sauver le fort de Kehl sur le Rhin, que l'archiduc Charles assiegeait avec une grande vigueur; et pour cet objet tres accessoire, il sacrifiait Mantoue. Kehl n'offrait qu'une tete de pont qui n'etait point indispensable pour deboucher en Allemagne. La prise de Mantoue au contraire entraînait la conquete definitive de l'Italie, et permettait d'exiger en retour Mayence et toute la ligne du Rhin. L'armistice compromettait evidemment cette conquete; car Mantoue, remplie de malades, et reduite a la demi-ration, ne pouvait pas differer plus d'un mois d'ouvrir ses portes. Les vivres qu'on y ferait entrer rendraient a la garnison la sante et les forces. La quantite n'en pourrait pas etre exactement fixee, et Wurmser, en faisant des economies, se menagerait des approvisionnements pour recommencer sa resistance, en cas d'une reprise d'hostilites. La suite de batailles livrees pour couvrir le blocus de Mantoue deviendraient donc inutiles, et il faudrait recommencer sur nouveaux frais. Ce n'etait pas tout. Le pape ne pouvait manquer d'etre compris dans l'armistice par l'Autriche, et alors on perdait le moyen de le punir, et de lui arracher vingt ou trente millions, dont on avait besoin pour l'armee, et qui serviraient a faire une nouvelle campagne. Bonaparte enfin, percant dans l'avenir, conseillait, au lieu de suspendre les hostilites, de les continuer au contraire avec vigueur, mais de porter la guerre sur son veritable theatre, et d'envoyer en Italie un renfort de trente mille hommes. Il promettait a ce prix de marcher sur Vienne, et d'avoir en deux mois la paix, la ligne du Rhin, et une republique en Italie. Sans doute, cette combinaison placait dans ses mains toutes les operations militaires et politiques de la guerre; mais, qu'elle fut interessee ou non, elle etait juste et profonde, et l'avenir en prouva la sagesse.

Cependant, par obeissance pour le directoire, on ecrivit aux generaux autrichiens sur le Rhin et l'Adige, pour leur proposer l'armistice, et pour obtenir a Clarke des passeports. L'archiduc Charles repondit a Moreau qu'il ne pouvait entendre aucune proposition d'armistice, que ses pouvoirs ne le lui permettaient pas, et qu'il fallait en referer au conseil aulique. Alvinzy repondit de meme, et fit partir un courrier pour Vienne. Le ministere autrichien, secretement devoue a l'Angleterre, etait peu dispose a ecouter les propositions de la France. Le cabinet de

Londres lui avait fait part de la mission de lord Malmesbury; il s'était efforcé de lui persuader que l'empereur obtiendrait bien plus d'avantages en prenant part à la négociation ouverte à Paris, qu'en faisant des conquêtes séparées, puisque les conquêtes anglaises dans les deux Indes étaient sacrifiées pour lui procurer la restitution des Pays-Bas. Outre les insinuations de l'Angleterre, le cabinet de Vienne avait d'autres raisons de repousser les propositions du directoire. Il se flattait de s'emparer du fort de Kehl sous très peu de temps; les Français, contenus le long du Rhin, ne pourraient plus alors le franchir; on pourrait donc sans danger en retirer de nouveaux détachements, pour les porter sur l'Adige. Ces détachements, joints à de nouvelles levées qui se faisaient dans toute l'Autriche avec une merveilleuse activité, permettraient encore un effort sur l'Italie; et peut-être cette terrible armée, qui avait tant anéanti de bataillons autrichiens, finirait par succomber sous des efforts réitérés.

La constance allemande ne se démentait donc pas ici, et, malgré tant de revers, elle ne renonçait pas encore à la belle Italie. En conséquence, il fut résolu de refuser l'entrée de Vienne à Clarke. On craignait d'ailleurs un observateur au milieu de la capitale de l'empire, et on ne voulait pas de négociation directe. Quant à l'armistice, on aurait consenti à l'admettre sur l'Adige, mais non sur le Rhin. On répondit à Clarke que, s'il voulait se rendre à Vicence, il y trouverait le baron de Vincent, et qu'il pourrait y conférer avec lui. La réunion eut lieu en effet à Vicence. Le ministre autrichien prétendit que l'empereur ne pouvait recevoir un envoyé de la république, parce que c'était la reconnaître; et, quant à l'armistice, il déclara qu'on ne pouvait l'admettre qu'en Italie. Cette proposition était ridicule, et on ne conçoit pas que le ministère autrichien put la faire, car elle sauvait Mantoue sans sauver Kehl, et il fallait supposer les Français bien sots pour l'accepter. Cependant le ministère autrichien, qui voulait au besoin se ménager le moyen d'une négociation séparée, fit déclarer par son envoyé que si le commissaire français avait des propositions à faire relativement à la paix, il n'avait qu'à se rendre à Turin, et les communiquer à l'ambassadeur autrichien auprès du Piémont. Ainsi, grâce aux suggestions de l'Angleterre et aux folles espérances de la cour de Vienne, ce dangereux projet d'armistice fut écarté. Clarke s'en alla à Turin, pour profiter au besoin de l'intermédiaire qui lui était offert auprès de la cour de Sardaigne. Il avait encore une autre mission: c'était celle d'observer le général Bonaparte. Le génie de ce jeune homme avait paru si extraordinaire, son caractère si absolu, si énergique, que sans aucun motif précis, on lui supposa de l'ambition. Il avait voulu conduire la guerre à son gré, et avait offert sa démission quand on lui traça un plan qui n'était pas le sien; il avait agi souverainement en Italie, accordant aux princes la paix ou la guerre, sous prétexte des armistices; il s'était plaint avec hauteur de ce que les négociations avec le pape n'avaient pas été conduites par lui seul, et il avait exigé qu'on lui en remit le soin; il traitait fort durement les commissaires Gareau et Salicetti, quand ils se permettaient des mesures qui lui déplaisaient, et il les avait obligés de quitter le quartier-général; il s'était permis d'envoyer des fonds aux différentes armées sans se faire autoriser par le gouvernement, et sans l'intermédiaire indispensable de la trésorerie. Tous ces faits annonçaient un homme qui aimait à faire seul ce qu'il croyait être seul capable de bien faire. Ce n'était encore que l'impatience du génie, qui n'aime pas à être contrarié dans ses œuvres; mais c'est par cette impatience que commence à se manifester une volonté despotique. En le voyant soulever la Haute-Italie contre ses anciens maîtres, et créer ou détruire des états, on disait qu'il voulait se faire duc de Milan. On

pressentait son ambition, et il en pressentait lui-même le reproche. Il se plaignait d'être accusé, puis se justifiait lui-même, sans qu'un seul mot du directoire lui en eût fourni l'occasion.

Clarke avait donc, outre la mission de négociateur, celle de l'observer. Bonaparte en fut averti, et agissant ici avec la hauteur et l'adresse qui lui étaient ordinaires, il lui laissa voir qu'il connaissait l'objet de sa mission, le subjuga bientôt par son ascendant et sa grâce, aussi puissante, dit-on, que son génie, et en fit un homme dévoué. Clarke avait de l'esprit, trop de vanité pour être un espion adroit et souple. Il resta en Italie, tantôt à Turin, tantôt au quartier-général, et bientôt il appartint plus à Bonaparte qu'au directoire.

À Paris, le cabinet anglais faisait, autant qu'il le pouvait, traîner en longueur la négociation; mais le cabinet français par des réponses promptes et claires, obligea enfin lord Malmesbury à s'expliquer. Ce ministre, comme on l'a vu, avait posé d'abord le principe d'une négociation générale, et de la compensation des conquêtes; de son côté, le directoire avait exigé des pouvoirs de tous les alliés, et une explication plus claire du principe des compensations. Le ministre anglais avait mis dix-neuf jours à répondre; il avait répondu enfin que les pouvoirs étaient demandés, mais qu'avant de les obtenir, il fallait que le gouvernement français admit positivement le principe des compensations. Le directoire avait alors demandé qu'on lui énoncât sur-le-champ les objets sur lesquels porteraient les compensations. Tel est le point où la négociation en était restée. Lord Malmesbury écrivit de nouveau à Londres, et après douze jours, répondit, le 6 frimaire (26 novembre), que sa cour n'avait rien à ajouter à ce qu'elle avait dit, et qu'elle ne pouvait pas s'expliquer davantage, tant que le gouvernement français n'admettrait pas formellement le principe proposé. C'était là une subtilité; car, en demandant l'énonciation des objets qui seraient compensés, la France admettait évidemment le principe des compensations. Écrire à Londres, et employer encore douze jours pour cette subtilité, c'était se jouer du directoire. Il répondit, comme il faisait toujours, le lendemain même, et par une note de quatre lignes il dit que sa précédente note impliquait nécessairement l'admission du principe des compensations, mais que du reste il l'admettait formellement, et demandait sur-le-champ la désignation des objets sur lesquels ce principe devait porter. Le directoire s'informait en outre si à chaque question lord Malmesbury serait obligé d'écrire à Londres. Lord Malmesbury répondit vaguement qu'il serait obligé d'écrire toutes les fois que la question exigerait des instructions nouvelles. Il écrivit encore, et resta vingt jours avant de répondre. Il était évident cette fois qu'il fallait sortir du vague où l'on s'était enfoncé, et aborder enfin la redoutable question des Pays-Bas. S'expliquer sur cet objet, c'était rompre la négociation, et on conçoit que le cabinet anglais mit les plus longs délais possibles à la rompre. Enfin, le 28 frimaire (18 décembre), lord Malmesbury eut une entrevue avec le ministre Delacroix, et lui remit une note dans laquelle les prétentions du cabinet anglais étaient exposées. Il voulait que la France restituât aux puissances du continent tout ce qu'elle avait conquis; qu'elle rendît à l'Autriche la Belgique et le Luxembourg, à l'Empire les états allemands de la rive gauche; qu'elle évacuât toute l'Italie, et la replaçât dans le *statu quo ante bellum*; qu'elle restituât à la Hollande certaines portions de territoire, telles que la Flandre maritime, par exemple, afin de la rendre indépendante; et enfin, que des changemens fussent faits à sa constitution actuelle. Le cabinet anglais ne promettait de rendre les colonies de la Hollande que dans le cas du rétablissement du stathouderat; encore ne les rendrait-il jamais toutes: il devait en

garder quelques-unes comme indemnité de guerre; le Cap était du nombre. Pour tous ces sacrifices, il offrait de rendre deux ou trois îles que la guerre nous avait fait perdre dans les Antilles, la Martinique, Sainte-Lucie, Tobago, et à condition encore que Saint-Domingue ne nous resterait pas en entier. Ainsi la France, après une guerre inique, où elle avait eu toute justice de son côté, où elle avait dépensé des sommes énormes, et dont elle était sortie victorieuse, la France n'aurait pas gagné une seule province, tandis que les puissances du Nord venaient de se partager un royaume, et que l'Angleterre venait de faire dans l'Inde des acquisitions immenses! La France, qui occupait encore la ligne du Rhin, et qui était maîtresse de l'Italie, aurait évacué le Rhin et l'Italie sur la simple sommation de l'Angleterre! De pareilles conditions étaient absurdes et inadmissibles; la seule proposition en était offensante, et elles ne devaient pas être écoutées. Le ministre Delacroix les écouta cependant avec une politesse qui frappa le ministre anglais, et qui lui fit même espérer qu'on pourrait poursuivre la négociation.

Delacroix donna une raison qui était mauvaise, c'est que les Pays-Bas étaient déclarés territoire national par la constitution; et le ministre anglais lui répondit par une raison qui ne valait pas mieux, c'est que le traité d'Utrecht les attribuait à l'Autriche. La constitution pouvait être obligatoire pour la nation française, mais elle ne concernait ni n'obligeait les nations étrangères. Le traité d'Utrecht était, comme tous les traités du monde, un arrangement de la force, que la force pouvait changer. La seule raison que le ministre français devait donner, c'est que la réunion des Pays-Bas à la France était juste, fondée sur toutes les convenances naturelles et politiques, et légitimée par la victoire. Après une longue discussion sur tous les points accessoires de la négociation, les deux ministres se séparèrent. Le ministre Delacroix vint en référer au directoire, qui, s'irritant à bon droit, résolut de répondre au ministre anglais comme il le méritait. La note du ministre anglais n'était pas signée, elle était seulement contenue dans une lettre signée. Le directoire exigea, le jour même, qu'elle fut revêtue des formes nécessaires, et lui demanda son ultimatum sous vingt-quatre heures. Lord Malmesbury, embarrassé, répondit que la note était suffisamment authentique, puisqu'elle était contenue dans une lettre signée, et que quant à un ultimatum, il était contre tous les usages de l'exiger aussi brusquement. Le lendemain, 29 frimaire (19 décembre), le directoire lui fit déclarer qu'il n'écouterait jamais aucune proposition contraire aux lois et aux traités qui liaient la République; il fit ajouter que lord Malmesbury ayant besoin de recourir à chaque instant à son gouvernement, et remplissant un rôle purement passif dans la négociation, sa présence à Paris était inutile; qu'en conséquence il avait ordre de se retirer, lui et toute sa suite, sous quarante-huit heures; que d'ailleurs des courriers suffiraient pour négocier, si le gouvernement anglais adoptait les bases posées par la République française.

Ainsi finit cette négociation, dans laquelle le directoire, loin de manquer aux formes, comme on l'a dit, donna un véritable exemple de franchise dans ses rapports avec les puissances ennemies. Il n'y eut point ici d'usage violé. Les communications des puissances portent, comme toutes les relations entre les hommes, le caractère du temps, de la situation, des individus qui gouvernent. Un gouvernement fort et victorieux parle autrement qu'un gouvernement faible et vaincu; et il convenait à une République, appuyée sur la justice et la victoire, de rendre son langage prompt, net, et public.

Pendant cet intervalle, le grand projet de Hoche sur l'Irlande s'effectuait. C'était la ce que redoutait l'Angleterre, et ce qui pouvait, en effet, la mettre dans un grand peril. Malgré les bruits adroitement semés d'une expedition en Portugal ou en Amerique, l'Angleterre avait bien compris l'objet des preparatifs qui se faisaient a Brest. Pitt avait fait lever les milices, armer les cotes, et donner l'ordre de tout evacuer dans l'interieur, si les Francais débarquaient.

L'Irlande, a laquelle on destinait l'expedition, etait dans une situation propre a inspirer de graves inquietudes. Les partisans de la reforme parlementaire et les catholiques presentaient dans cette ile une masse suffisante pour operer un soulèvement. Ils auraient volontiers adopte un gouvernement republicain, sous la garantie de la France, et ils avaient envoye des agens secrets a Paris pour s'entendre avec le directoire. Ainsi tout presageait qu'une expedition pourrait causer de cruels embarras a l'Angleterre, et la reduire a accepter une toute autre paix que celle qu'elle venait d'offrir. Hoche, qui avait consume les deux plus belles annees de sa vie dans la Vendee, et qui voyait les grands theatres de la guerre occupes par Bonaparte, Moreau et Jourdan, brillait de s'en ouvrir un en Irlande. L'Angleterre etait un aussi noble adversaire que l'Autriche, et il n'y avait pas moins d'honneur a la combattre et a la vaincre. Une republique nouvelle s'elevait en Italie, et allait y devenir le foyer de la liberte. Hoche croyait beau et possible d'en elever une pareille en Irlande, a cote de l'aristocratie anglaise. Il s'etait lie beaucoup avec l'amiral Truguet, ministre de la marine, et ministre a grandes vues. Ils s'etaient promis tous deux de donner une haute importance a la marine, et de faire de grandes choses; car alors toutes les tetes etaient en travail, toutes meditaient des prodiges pour la gloire et la felicite de leur patrie. L'alliance offensive et defensive conclue avec l'Espagne a Saint-Ildefonse, offrait de grandes ressources, et permettait de vastes projets. En reunissant la flotte de Toulon aux flottes de l'Espagne, en les concentrant dans la Manche avec celle que la France avait dans l'Ocean, on pouvait rassembler des forces formidables, et tenter de delivrer les mers par une bataille decisive; on pouvait du moins jeter un incendie en Irlande, et aller interrompre les succes de l'Angleterre dans l'Inde. L'amiral Truguet, qui sentait l'importance de porter de rapides secours dans l'Inde, voulait que l'escadre de Brest, sans attendre la reunion des flottes francaise et espagnole dans la Manche, mit a la voile sur-le-champ, jetat l'armee de Hoche en Irlande, gardat quelques mille hommes a bord, fit voile ensuite pour l'Ile-de-France, allat y prendre les bataillons de noirs qu'on y organisait, et transportat ces secours dans l'Inde pour soutenir Tippto-Saib. Cette grande expedition avait l'inconvenient de ne porter en Irlande qu'une partie de l'armee d'expedition, et de la laisser exposee a de grandes chances, en attendant la reunion tres eventuelle de l'escadre de l'amiral Villeneuve qui devait partir de Toulon, de l'escadre espagnole qui etait dispersee dans les ports d'Espagne, et de l'escadre de Richery qui revenait d'Amerique. Cette expedition ne fut pas executee. On attendit l'arrivee d'Amerique de Richery, et on fit, malgre l'etat des finances, des efforts extraordinaires pour achever l'armement de l'escadre de Brest. Elle se trouva en frimaire (decembre) en etat de mettre a la voile. Elle se composait de quinze vaisseaux de haut bord, de vingt fregates, de six gabares, et cinquante batimens de transport. Elle pouvait porter vingt-deux mille hommes. Hoche ne pouvant s'entendre avec l'amiral Villaret-Joyeuse, on rempaca ce dernier par Morard-de-Galles. L'expedition dut débarquer dans la baie de Bantry. On assigna a chaque capitaine de vaisseau, dans un ordre cache, la direction qu'il devait suivre, et le mouillage qu'il devait choisir en cas d'accident.

L'expédition mit à la voile le 26 frimaire (16 décembre). Hoche et Morard-de-Galles étaient montés sur une frégate. L'escadre française, grâce à une brume épaisse, échappa aux croisières anglaises, et traversa la mer sans être aperçue. Mais, dans la nuit du 26 au 27, une tempête affreuse la dispersa. Un vaisseau fut englouti. Cependant le contre-amiral Bouvet manœuvra pour rallier l'escadre, et après deux jours, parvint à la réunir tout entière, à l'exception d'un vaisseau et de trois frégates. Malheureusement la frégate qui portait Hoche et Morard-de-Galles était du nombre de ces dernières. L'escadre cingla vers le cap Clear, et manœuvra la plusieurs jours pour attendre les deux chefs. Enfin, le 4 nivose (24 décembre), elle entra dans la baie de Bantry. Un conseil de guerre décida le débarquement; mais il devint impossible par l'effet du mauvais temps; l'escadre fut de nouveau éloignée des côtes d'Irlande. Le contre-amiral Bouvet, effrayé par tant d'obstacles, craignant de manquer de vivres, et séparé de ses chefs, crut devoir regagner les côtes de France. Hoche et Morard-de-Galles arrivèrent enfin dans la baie de Bantry, et apprirent le retour de l'escadre française. Ils revinrent à travers des périls inouïs. Battus par la mer, poursuivis par les Anglais, ils ne furent rendus aux rivages de France que par une espèce de miracle. Le vaisseau *les Droits de l'homme*, capitaine La Crosse, se trouva séparé de l'escadre, et fit des prodiges: attaqué par deux vaisseaux anglais, il en détruisit un, échappa à l'autre; mais, tout inutile, privé de mats et de voiles, il succomba à la violence de la mer. Une partie de l'équipage fut engloutie, l'autre fut sauvée à grand-peine.

Ainsi finit cette expédition, qui jeta une grande alarme en Angleterre, et qui révéla son point vulnérable. Le directoire ne renonça pas à revenir plus tard à ce projet, et tourna dans le moment toutes ses idées du côté du continent, pour se hâter de faire déposer les armes à l'Autriche. Les troupes de l'expédition avaient peu souffert; elles furent débarquées. On laissa sur les côtes les forces nécessaires pour faire la police du pays, et on achemina vers le Rhin la majeure partie de l'armée qui avait porté le titre d'armée de l'Océan. Les deux Vendées et la Bretagne étaient, du reste, tout à fait soumises, par les soins et la présence continuelle de Hoche. On préparait à ce général un grand commandement, pour le récompenser de ses ingrats et pénibles travaux. La démission de Jourdan, que la mauvaise issue de la campagne avait dégoûté, et qu'on avait provisoirement remplacé par Beurnonville, permettait d'offrir à Hoche un dédommagement qui, depuis long-temps, était dû à son patriotisme et à ses talents.

L'hiver, déjà fort avancé (on était en nivose,--janvier 1797), n'avait point interrompu cette campagne mémorable. Sur le Rhin, l'archiduc Charles assiégeait Kehl et la tête de pont d'Huningue; sur l'Adige, Alvinzy préparait un nouvel et dernier effort contre Bonaparte. L'intérieur de la république était assez calme: les partis avaient les yeux fixés sur les différents théâtres de la guerre. La considération et la force du gouvernement augmentaient ou diminuaient selon les chances de la campagne. La dernière victoire d'Arcole avait répandu un grand éclat et réparé le mauvais effet produit par la retraite des armées du Rhin. Mais cependant cet effort d'une bravoure désespérée ne rassurait pas entièrement sur la possession de l'Italie. On savait qu'Alvinzy se renforçait, et que le pape faisait des armemens; les malveillants disaient que l'armée d'Italie était épuisée; que son général, accablé par les travaux d'une campagne sans exemple, et consumé par une maladie extraordinaire, ne pouvait plus tenir à cheval. Mantoue n'était pas encore prise, et on pouvait concevoir des inquiétudes pour le mois de

nivose (janvier).

Les journaux des deux partis, profitant sans mesure de la liberté de la presse, continuaient à se déchaîner. Ceux de la contre-révolution, voyant approcher le printemps, époque des élections, tâchaient de remuer l'opinion, et de la disposer en leur faveur. Depuis les désastres des royalistes de la Vendée, il devenait clair que leur dernière ressource était de se servir de la liberté elle-même pour la détruire, et d'envahir la république en s'emparant des élections. Le directoire, en voyant leur déchaînement, était saisi de ces mouvements d'impatience dont le pouvoir même le plus éclairé ne peut pas toujours se défendre. Quoique fort habituée à la liberté, elle s'effrayait du langage qu'elle prenait dans certains journaux; elle ne comprenait pas encore assez qu'il faut laisser tout dire, que le mensonge n'est jamais à redouter, quelque publicité qu'il acquière, qu'il s'use par sa violence, et qu'un gouvernement périt par la vérité seule, et surtout par la vérité comprimée. Il demanda aux deux conseils des lois sur les abus de la presse. On se récria; on prétendit que, les élections approchant, il voulait en gêner la liberté; on lui refusa les lois qu'il demandait. On accorda seulement deux dispositions: l'une, relative à la répression de la calomnie privée; l'autre, aux crieurs de journaux, qui, dans les rues, au lieu de les annoncer par leur titre, les annonçaient par des phrases détachées, et souvent fort inconvenantes. Ainsi on vendait un pamphlet, en criant dans les rues: *«Rendez-nous nos myriagrammes, et f...-nous le camp, si vous ne pouvez faire le bonheur du peuple.»* Il fut décidé, pour éviter ce scandale, qu'on ne pourrait plus crier les journaux et les écrits que par un simple titre. Le directoire aurait voulu l'établissement d'un journal officiel du gouvernement. Les cinq-cents y consentirent; les anciens s'y opposèrent. La loi du 3 brumaire, mise une seconde fois en discussion en vendémiaire, et devenue le prétexte de la ridicule attaque des patriotes sur le camp de Grenelle, avait été maintenue après une discussion solennelle. Elle était en quelque sorte le poste autour duquel ne cessaient de se rencontrer les deux partis. C'était surtout la disposition qui excluait les parents des émigrés des fonctions publiques, que le côté droit voulait détruire, et que les républicains voulaient conserver. Après une troisième attaque, il fut décidé que cette disposition serait maintenue. On ne fit qu'un seul changement à cette loi. Elle excluait de l'amnistie générale, accordée aux délits révolutionnaires, les délits qui se rattachaient au 13 vendémiaire; cet événement était déjà trop loin pour ne pas amnistier les individus qui avaient pu y prendre part, et qui, d'ailleurs, étaient tous impunis de fait: l'amnistie fut donc appliquée aux délits de vendémiaire, comme à tous les autres faits purement révolutionnaires.

Ainsi le directoire, et tous ceux qui voulaient la république directoriale, conservaient la majorité dans les conseils, malgré les cris de quelques patriotes follement emportés, et de quelques intrigants vendus à la contre-révolution.

L'état des finances avait l'effet ordinaire de la misère dans les familles, il troublait l'union domestique du directoire avec le corps législatif. Le directoire se plaignait de ne pas voir ses mesures toujours accueillies par les conseils; il leur adressa un message alarmant, et il le publia, comme pour faire retomber sur eux les malheurs publics, s'ils ne s'empressaient d'adopter ses propositions. Ce message du 25 frimaire (15 décembre) était conçu en ces termes: *«Toutes les parties du service sont en souffrance. Le solde des troupes est arriéré; les défenseurs de la patrie sont livrés aux horreurs de la*

nudite, leur courage est enervé par le sentiment douloureux de leurs besoins; le dégoût, qui en est la suite, entraîne la désertion. Les hôpitaux manquent de fournitures, de feu, de médicaments. Les établissements de bienfaisance, en proie au même dénuelement, repoussent l'indigent et l'infirme dont ils étaient la seule ressource. Les créanciers de l'état, les entrepreneurs qui, chaque jour, contribuent à fournir aux besoins des armées, n'arrachent que de faibles parcelles des sommes qui leur sont dues; leur détresse écarte des hommes qui pourraient faire les mêmes services avec plus d'exactitude, ou à de moindres bénéfices. Les routes sont bouleversées, les communications interrompues. Les fonctionnaires publics sont sans salaires; d'un bout à l'autre de la république, on voit les juges, les administrateurs, réduits à l'horrible alternative, ou de traîner dans la misère leur existence et celle de leur famille, ou de se déshonorer en se vendant à l'intrigue. Partout la malveillance s'agite; dans bien des lieux l'assassinat s'organise, et la police sans activité, sans force, parce qu'elle est dénuée de moyens pécuniaires, ne peut arrêter ce désordre."

Les conseils furent irrités de la publication de ce message, qui semblait faire retomber sur eux les malheurs de l'état, et censurèrent vivement l'indiscrétion du directoire. Cependant ils se mirent à examiner sur-le-champ ses propositions. Le numéraire abondait partout, excepté dans les coffres de l'état. L'impôt, actuellement percevable en numéraire ou en papier au cours, ne rentrait que lentement. Les biens nationaux soumissionnés étaient payés en partie; les paiements restant à faire n'étaient pas échus. On vivait d'expédients, on donnait aux fournisseurs des ordonnances de ministres, des bordereaux de liquidation, espèces de valeurs d'attente, qui n'étaient recues que pour une valeur inférieure, et qui faisaient monter considérablement le prix des marchés. C'était donc toujours la même situation que nous avons déjà exposée si souvent.

De grandes améliorations furent apportées aux finances pour l'an V. On divisa le budget en deux parties, comme on a déjà vu: la dépense ordinaire de 450 millions, et la dépense extraordinaire de 550. La contribution foncière, portée à 250 millions, la contribution somptuaire et personnelle à 50, les douanes, le timbre, l'enregistrement à 150, durent fournir les 450 millions de la dépense ordinaire. L'extraordinaire dut être couvert par l'arrière de l'impôt et par le produit des biens nationaux. L'impôt était désormais entièrement exigible en numéraire. Il restait encore quelques mandats et quelques assignats, qui furent annulés sur-le-champ, et recus au cours pour le paiement de l'arrière. De cette manière on fit cesser totalement les désordres du papier-monnaie. L'emprunt forcé fut définitivement fermé. Il avait produit à peine 400 millions valeur effective. Les impositions arriérées durent être entièrement acquittées avant le 15 frimaire de l'année actuelle (5 décembre). Les garnisaires furent instituées pour hâter la perception. On ordonna la confection des rôles, pour percevoir sur-le-champ le quart des impôts de l'an V. Restait à savoir comment on userait de la valeur des biens nationaux, n'ayant plus le papier-monnaie pour la mettre d'avance en circulation. On avait encore à toucher le dernier sixième sur les biens soumissionnés. On décida que, pour devancer ce dernier paiement, on exigerait des acquéreurs des obligations payables en numéraire, échéant à l'époque même à laquelle la loi les obligeait de s'acquitter, et entraînant, en cas de protêt, l'expropriation du bien vendu. Cette mesure pouvait faire rentrer quatre-vingts et quelques millions d'obligations, dont les fournisseurs annonçaient qu'ils se paieraient volontiers. On n'avait plus de confiance dans l'état, mais on en avait dans les particuliers; et les 80

millions de ce papier personnel avaient une valeur que n'aurait pas eue un papier emis et garanti par la republique. On decida que les biens vendus a l'avenir se paieraient comme il suit: un dixieme comptant en numeraire; cinq dixiemes comptant, en ordonnances des ministres, ou en bordereaux de liquidation delivres aux fournisseurs; quatre dixiemes enfin, en quatre obligations, payables une par an.

Ainsi, n'ayant plus de credit public, on se servait du credit prive; ne pouvant plus emettre du papier-monnaie hypothecque sur les biens, on exigeait des acquereurs de ces biens une espece de papier qui, portant leur signature, avait une valeur individuelle; enfin on permettait aux fournisseurs de se payer de leurs services sur les biens eux-memes.

Ces dispositions faisaient donc esperer un peu d'ordre et quelques rentrees. Pour suffire aux besoins pressans du ministere de la guerre, on lui adjugea sur-le-champ, pour les mois de nivose, pluviouse, ventose et germinal, mois consacres, aux preparatifs de la nouvelle campagne, la somme de 120 millions, dont 33 millions devaient etre pris sur l'ordinaire, et 87 sur l'extraordinaire. L'enregistrement, les postes, les douanes, les patentes, la contribution fonciere allaient fournir ces 33 millions: les 87 de l'extraordinaire devaient se composer du produit des bois, de l'arriere des contributions militaires, et des obligations des acquereurs de biens nationaux. Ces valeurs etaient assurees, et allaient rentrer sur-le-champ. On paya tous les fonctionnaires publics en numeraire. On decida de payer les rentiers de la meme maniere; mais ne pouvant encore leur donner de l'argent, on leur donna des billets au porteur, recevables en paiement des biens nationaux, comme les ordonnances des ministres et les bordereaux de liquidation delivres aux fournisseurs.

Tels furent les travaux administratifs du directoire pendant l'hiver de l'an V (1796 a 1797), et les moyens qu'il se prepara pour suffire a la campagne suivante. La campagne actuelle n'etait pas terminee, et tout annoncait que malgre dix mois de combats acharnes, malgre les glaces et les neiges, on allait voir encore de nouvelles batailles. L'archiduc Charles s'opiniatrait a enlever les tetes de pont de Kehl et d'Huningue, comme si, en les enlevant, il eut a jamais interdit aux Francais le retour sur la rive droite. Le directoire avait une excellente raison de l'y occuper, c'etait de l'empecher de se porter en Italie. Il passa pres de trois mois devant le fort de Kehl. De part et d'autre, les troupes s'illustrerent par un courage heroique, et les generaux divisionnaires deployerent un grand talent d'execution. Desaix surtout s'immortalisa par sa bravoure, son sang-froid, et ses savantes dispositions autour de ce fort miserablement retranche. La conduite des deux generaux en chef fut loin d'etre aussi approuvee que celle de leurs lieutenans. On reprocha a Moreau de n'avoir pas su profiter de la force de son armee, et de n'avoir pas debouche sur la rive droite pour tomber sur l'armee de siege. On blama l'archiduc d'avoir depense tant d'efforts contre une tete de pont. Moreau rendit Kehl le 20 nivose an V (9 janvier 1797); c'etait une legere perte. Notre longue resistance prouvait la solidite de la ligne du Rhin. Les troupes avaient peu souffert; Moreau avait employe le temps a perfectionner leur organisation; son armee presentait un aspect superbe. Celle de Sambre-et-Meuse, passee sous les ordres de Beurnonville, n'avait pas ete employee utilement pendant ces derniers mois, mais elle s'etait re posee, et renforcee de detachemens nombreux venus de la Vendee; elle avait recu un chef illustre, Hoche, qui etait enfin appele a une guerre digne de ses talents. Ainsi, quoiqu'il ne possedat pas encore Mayence, et qu'il fut prive de Kehl, le directoire pouvait se regarder comme puissant sur le Rhin. Les Autrichiens, de leur

cote, étaient fiers d'avoir pris Kehl, et ils dirigeaient maintenant tous leurs efforts sur la tête de pont d'Huningue. Mais tous les vœux de l'empereur et de ses ministres se portaient sur l'Italie. Les travaux de l'administration pour renforcer l'armée d'Alvinzy, et pour essayer une dernière lutte, étaient extraordinaires. On avait fait partir les troupes en poste. Toute la garnison de Vienne avait été acheminée sur le Tyrol. Les habitants de la capitale, pleins de dévouement pour la maison impériale, avaient fourni quatre mille volontaires, qui furent enrégimentés, sous le nom de volontaires de Vienne. L'impératrice leur donna des drapeaux brodés de ses mains. On avait fait une nouvelle levée en Hongrie, et on avait tiré du Rhin quelques mille hommes des meilleures troupes de l'empire. Grâce à cette activité, digne des plus grands éloges, l'armée d'Alvinzy se trouva renforcée d'une vingtaine de mille hommes, et portée à plus de soixante mille. Elle était reposée et reorganisée; et quoique renfermant quelques recrues, elle se composait en majeure partie de troupes aguerries. Le bataillon des volontaires de Vienne était formé de jeunes gens, étrangers, il est vrai, à la guerre, mais appartenant à de bonnes familles, animés de sentiments élevés, très dévoués à la maison impériale, et prêts à déployer la plus grande bravoure.

Les ministres autrichiens s'étaient entendus avec le pape, et l'avaient engagé à résister aux menaces de Bonaparte. Ils lui avaient envoyé Colli et quelques officiers pour commander son armée, en lui recommandant de la porter le plus près possible de Bologne et de Mantoue. Ils avaient annoncé à Wurmser un prochain secours, avec ordre de ne pas se rendre, et s'il était réduit à l'extrémité, de sortir de Mantoue avec tout ce qu'il aurait de troupes, et surtout d'officiers, de se jeter à travers le Bolognais et le Ferrarais dans les états romains, pour se réunir à l'armée papale, qu'il organiserait et porterait sur les derrières de Bonaparte. Ce plan, fort bien conçu, pouvait réussir avec un général aussi brave que Wurmser. Ce vieux maréchal tenait toujours dans Mantoue avec une grande fermeté, quoique sa garnison n'eût plus à manger que de la viande de cheval salée et de la poulenta.

Bonaparte s'attendait à cette dernière lutte, qui allait décider pour jamais du sort de l'Italie, et il s'y préparait. Comme le répandaient à Paris les malveillants qui souhaitaient l'humiliation de nos armes, il était malade d'une gale mal traitée, et prise devant Toulon en chargeant un canon de ses propres mains. Cette maladie, mal connue, jointe aux fatigues inouïes de cette campagne, l'avait singulièrement affaibli. Il pouvait à peine se tenir à cheval; ses joues étaient caves et livides; sa personne paraissait chétive; ses yeux seuls, toujours aussi vifs et aussi percants, annonçaient que le feu de son âme n'était pas éteint. Ses proportions physiques formaient même avec son génie et sa renommée un contraste singulier et piquant pour des soldats à la fois gais et enthousiastes. Malgré le délabrement de ses forces, ses passions extraordinaires le soutenaient, et lui communiquaient une activité qui se portait sur tous les objets à la fois. Il avait commencé ce qu'il appelait la guerre aux voleurs. Les intrigants de toute espèce étaient accourus en Italie, pour s'introduire dans l'administration des armées, et y profiter de la richesse de cette belle contrée. Tandis que la simplicité et l'indigence régnaient dans les armées du Rhin, le luxe s'était introduit dans celle d'Italie; il y était aussi grand que la gloire. Les soldats, bien vêtus, bien nourris, bien accueillis par les belles Italiennes, y vivaient dans les plaisirs et l'abondance. Les officiers, les généraux participaient à l'opulence générale, et commençaient leur fortune. Quant aux fournisseurs, ils déployaient un faste scandaleux, et ils achetaient avec le prix de leurs exactions les

faveurs des plus belles actrices de l'Italie. Bonaparte, qui avait en lui toutes les passions, mais qui, dans le moment, était livré à une seule, la gloire, vivait d'une manière simple et sévère, ne cherchait de délasserment qu'auprès de sa femme, qu'il aimait avec tendresse, et qu'il avait fait venir à son quartier-général. Indigné des désordres de l'administration, il portait un regard sévère sur les moindres détails, vérifiait lui-même la gestion des compagnies, faisait poursuivre les administrateurs infidèles, et les dénonçait impitoyablement. Il leur reprochait surtout de manquer de courage, et d'abandonner l'armée les jours de péril. Il recommandait au directoire de choisir des hommes d'une énergie éprouvée; il voulait l'institution d'un syndicat, qui jugerait comme un jury, sur sa simple conviction, punir des délits qui n'étaient jamais prouvables matériellement. Il pardonnait volontiers à ses soldats et à ses généraux des jouissances qui n'étaient pas pour eux les délices de Capoue; mais il avait une haine implacable pour tous ceux qui s'enrichissaient aux dépens de l'armée, sans la servir de leurs exploits ou de leurs soins.

Il avait apporté la même attention et la même activité dans ses relations avec les puissances italiennes. Dissimulant toujours avec Venise, dont il voyait les armements dans les lagunes et les montagnes du Bergamasque, il différa toute explication jusqu'après la reddition de Mantoue. Provisoirement il fit occuper par ses troupes le château de Bergame, qui avait garnison vénitienne, et donna pour raison qu'il ne le croyait pas assez bien gardé pour résister à un coup de main des Autrichiens. Il se mit ainsi à l'abri d'une perfidie, et imposa aux nombreux ennemis qu'il avait dans Bergame. Dans la Lombardie et la Cispadane, il continua à favoriser l'esprit de liberté, reprimant le parti autrichien et papal, et modérant le parti démocratique, qui, dans tous les pays, a besoin d'être contenu. Il se maintint en amitié avec le roi de Piémont et le duc de Parme. Il se transporta de sa personne à Bologne, pour terminer une négociation avec le duc de Toscane, et imposer à la cour de Rome. Le duc de Toscane était incommode par la présence des Français à Livourne; de vives discussions s'élevaient avec le commerce livournais sur les marchandises appartenant aux négociants ennemis de la France. Ces contestations produisaient beaucoup d'animosité; d'ailleurs les marchandises, qu'on arrachait avec peine, étaient ensuite mal vendues, et par une compagnie qui venait de voler cinq à six millions à l'armée. Bonaparte aima mieux transiger avec le grand-duc. Il fut convenu que, moyennant deux millions, il évacuerait Livourne. Il y trouva de plus l'avantage de rendre disponible la garnison de cette ville. Son projet était de prendre les deux légions formées par la Cispadane, de les réunir à la garnison de Livourne, d'y ajouter trois mille hommes de ses troupes, et d'acheminer cette petite armée vers la Romagne, et la Marche d'Ancone. Il voulait s'emparer encore de deux provinces de l'état romain, y mettre la main sur les propriétés du pape, y arrêter les impôts, se payer par ce moyen de la contribution qui n'avait pas été acquittée, prendre des otages choisis dans le parti ennemi de la France, et établir ainsi une barrière entre les états de l'Église et Mantoue. Par là, il rendait impossible le projet de jonction entre Wurmsér et l'armée papale; il pouvait imposer au pape, et l'obliger enfin à se soumettre aux conditions de la république. Dans son humeur contre le Saint-Siège, il ne songeait même plus à lui pardonner, et voulait faire une division toute nouvelle de l'Italie. On aurait rendu la Lombardie à l'Autriche; on aurait composé une république puissante, en ajoutant au Modénois, au Boulonnais et au Ferrarais, la Romagne, la Marche d'Ancone, le duché de Parme, et on aurait donné Rome au duc de Parme, ce qui aurait fait grand plaisir à l'Espagne, et aurait compromis la plus catholique de toutes les

puissances. Dejà il avait commence a executer son projet; il s'etait porte a Bologne avec trois mille hommes de troupes, et de la il menacait le Saint-Siege, qui avait deja forme un noyau d'armee. Mais le pape, certain maintenant d'une nouvelle expedition autrichienne, esperant communiquer par le Bas-Po avec Wurmser, bravait les menaces du general francais, et temoignait meme le desir de le voir s'avancer encore davantage dans ses provinces. Le saint-pere, disait-on au Vatican, quittera Rome, s'il le faut, pour se refugier a l'extremite de ses etats. Plus Bonaparte s'avancera, et s'eloignera de l'Adige, plus il se mettra en danger, et plus les chances deviendront favorables a la cause sainte. Bonaparte, qui etait tout aussi prevoyant que le Vatican, n'avait garde de marcher sur Rome; il ne voulait que menacer, et il avait toujours l'oeil sur l'Adige, s'attendant a chaque instant a une nouvelle attaque. Le 19 nivose (8 janvier 1797), en effet, il apprit qu'un engagement avait eu lieu sur tous ses avant-postes; il repassa le Po sur-le-champ avec deux mille hommes, et courut de sa personne a Verone.

Son armee avait recu depuis Arcole les renforts qu'elle aurait du recevoir avant cette bataille. Ses malades etaient sortis des hopitaux avec l'hiver; il avait environ quarante-cinq mille hommes presens sous les armes. Leur distribution etait toujours la meme. Dix mille hommes a peu pres bloquaient Mantoue sous Serrurier; trente mille etaient en observation sur l'Adige. Augereau gardait Legnago, Massena Verone; Joubert, qui avait succede a Vaubois, gardait Rivoli et la Corona. Rey, avec une division de reserve, etait a Dezenzano, au bord du lac de Garda. Les quatre a cinq mille hommes restans etaient, soit dans les chateaux de Bergame et de Milan, soit dans la Cispadane. Les Autrichiens s'avancaient avec soixante et quelques mille hommes, et en avaient vingt dans Mantoue, dont douze mille au moins sous les armes. Ainsi, dans cette lutte, comme dans les precedentes, la proportion de l'ennemi etait du double. Les Autrichiens avaient cette fois un nouveau projet. Ils avaient essaye de toutes les routes pour attaquer la double ligne du Mincio et de l'Adige. Lors de Castiglione, ils etaient descendus le long des deux rives du lac de Garda, par les deux vallees de la Chiesa et de l'Adige. Plus tard, ils avaient debouche par la vallee de l'Adige et par celle de la Brenta, attaquant par Rivoli et Verone. Maintenant ils avaient modifie leur plan conformement a leurs projets avec le pape. L'attaque principale devait se faire par le Haut-Adige, avec quarante-cinq mille hommes sous les ordres d'Alvinzy. Une attaque accessoire, et independante de la premiere, devait se faire avec vingt mille hommes a peu pres, sous les ordres de Provera, par le Bas-Adige, dans le but de communiquer avec Mantoue, avec la Romagne, avec l'armee du pape.

L'attaque d'Alvinzy etait la principale; elle etait assez forte pour faire esperer un succes sur ce point, et elle devait etre poussee sans aucune consideration de ce qui arriverait a Provera. Nous avons decrit ailleurs les trois routes qui sortent des montagnes du Tyrol. Celle qui tournait derriere le lac de Garda avait ete negligee depuis l'affaire de Castiglione; on suivait maintenant les deux autres. L'une circulant entre l'Adige et le lac de Garda, passait a travers les montagnes qui separent le lac du fleuve, et y rencontrait la position de Rivoli; l'autre longeait exterieurement le fleuve, et allait deboucher dans la plaine de Verone, en dehors de la ligne francaise. Alvinzy choisit celle qui passait entre le fleuve et le lac, et qui penetrait dans la ligne francaise. C'est donc sur Rivoli que devaient se diriger ses coups. Voici quelle est cette position a jamais celebre. La chaine du Monte-Baldo separe le lac de Garda et l'Adige. La grande route circule

entre l'Adige et le pied des montagnes, dans l'étendue de quelques lieues. A Incanale, l'Adige vient baigner le pied même des montagnes, et ne laisse plus de place pour longer sa rive. La route alors abandonne les bords du fleuve, s'élève par une espèce d'escalier tournant dans les flancs de la montagne, et débouche sur un vaste plateau, qui est celui de Rivoli. Il domine l'Adige d'un côté, et de l'autre il est entouré par l'amphithéâtre du Monte-Baldo. L'armée qui est en position sur ce plateau menace le chemin tournant par lequel on y monte, et balaie au loin de son feu les deux rives de l'Adige. Ce plateau est difficile à emporter de front, puisqu'il faut gravir un escalier étroit pour y arriver. Aussi ne cherche-t-on pas à l'attaquer par cette seule voie. Avant de parvenir à Incanale, d'autres routes conduisent sur le Monte-Baldo, et, gravissant ses croupes escarpées, viennent aboutir au plateau de Rivoli. Elles ne sont praticables ni à la cavalerie ni à l'artillerie, mais elles donnent un facile accès aux troupes à pied, et peuvent servir à porter des forces considérables d'infanterie sur les flancs et les derrières du corps qui défend le plateau. Le plan d'Alvinzy était d'attaquer la position par toutes les issues à la fois.

Le 23 nivose (12 janvier), il attaqua Joubert, qui tenait toutes les positions avancées, et le resserra sur Rivoli. Le même jour Provera poussait deux avant-gardes, l'une sur Verone, l'autre sur Legnago, par Caldiero et Bevilacqua. Massena, qui était à Verone, en sortit, culbuta l'avant-garde qui s'était présentée à lui, et fit neuf cents prisonniers. Bonaparte y arrivait de Bologne dans le moment même. Il fit replier toute la division dans Verone pour la tenir prête à marcher. Dans la nuit, il apprit que Joubert était attaqué et forcé à Rivoli, qu'Augereau avait vu, devant Legnago, des forces considérables. Il ne pouvait pas juger encore le point sur lequel l'ennemi dirigeait sa principale masse. Il tint toujours la division Massena prête à marcher, et ordonna à la division Rey, qui était à Dezenzano, et qui n'avait vu déboucher aucun ennemi par derrière le lac de Garda, de se porter à Castel-Novo, point le plus central entre le Haut et le Bas-Adige. Le lendemain 24 (13 janvier), les courriers se succédèrent avec rapidité. Bonaparte apprit que Joubert, attaqué par des forces immenses, allait être enveloppé, et qu'il devait à l'opiniâtreté et au bonheur de sa résistance, de conserver encore le plateau de Rivoli. Augereau lui mandait du Bas-Adige, qu'on se fusillait le long des deux rives, sans qu'il se passât aucun événement important. Bonaparte n'avait guère devant lui à Verone que deux mille Autrichiens. Dès cet instant, il devina le projet de l'ennemi, et vit bien que l'attaque principale se dirigeait sur Rivoli. Il pensait qu'Augereau suffisait pour défendre le Bas-Adige; il le renforça d'un corps de cavalerie, détaché de la division Massena. Il ordonna à Serrurier, qui bloquait Mantoue, de porter sa réserve à Villa-Franca, pour qu'elle fut placée intermédiairement à tous les points. Il laissa à Verone un régiment d'infanterie et un de cavalerie; et il partit, dans la nuit du 24 au 25 (13 à 14 janvier), avec les dix-huitième, trente-deuxième, soixante-quinzième demi-brigades de la division Massena, et deux escadrons de cavalerie. Il manda à Rey de ne pas s'arrêter à Castel-Novo, et de monter tout de suite sur Rivoli. Il devança ses divisions, et arriva de sa personne à Rivoli à deux heures du matin. Le temps, qui était pluvieux les jours précédents, s'était éclairci. Le ciel était pur, le clair de lune éclatant, le froid vif. En arrivant, Bonaparte vit l'horizon embrasé des feux de l'ennemi. Il lui supposa quarante-cinq mille hommes; Joubert en avait dix mille au plus: il était temps qu'un secours arrivât. L'ennemi s'était partagé en plusieurs corps. Le principal, composé d'une grosse colonne de grenadiers, de toute la cavalerie, de toute l'artillerie, des bagages, suivait sous

Quasdanovich la grande route, entre le fleuve et le Monte-Baldo, et devait déboucher par l'escalier d'Incanale. Trois autres corps, sous les ordres d'Ocskay, de Koblos et de Liptai, composés d'infanterie seulement, avaient gravi les croupes des montagnes, et devaient arriver sur le champ de bataille en descendant les degrés de l'amphithéâtre que le Monte-Baldo forme autour du plateau de Rivoli. Un quatrième corps, sous les ordres de Lusignan, circulant sur le côté du plateau, devait venir se placer sur les derrières de l'armée française, pour la couper de la route de Verone. Alvinzy avait enfin détaché un sixième corps, qui, par sa position, était tout à fait en dehors de l'opération. Il marchait de l'autre côté de l'Adige, et suivait la route qui, par Roveredo, Dolce et Verone, longe le fleuve extérieurement. Ce corps, commandé par Wukassovich, pouvait tout au plus envoyer quelques boulets sur le champ de bataille, en tirant d'une rive à l'autre. Bonaparte sentit sur-le-champ qu'il fallait garder le plateau à tout prix. Il avait en face l'infanterie autrichienne, descendant l'amphithéâtre, sans une seule pièce de canon; il avait à sa droite les grenadiers, l'artillerie, la cavalerie, longeant la route du fleuve, et venant déboucher par l'escalier d'Incanale sur son flanc droit. À sa gauche, Lusignan tournait Rivoli. Les boulets de Wukassovich, lancés de l'autre rive de l'Adige, arrivaient sur sa tête. Place sur le plateau, il empêchait la jonction des différentes armes, il foudroyait l'infanterie privée de ses canons; il refoulait la cavalerie et l'artillerie, engagées dans un chemin étroit et tournant. Peu lui importait alors que Lusignan fit effort pour le tourner, et que Wukassovich lui lançât quelques boulets.

Son plan arrêté avec sa promptitude accoutumée, il commença l'opération avant le jour. Joubert avait été obligé de se resserrer pour n'occuper qu'une étendue proportionnée à ses forces; et il était à craindre que l'infanterie, descendant les degrés du Monte-Baldo, ne vint faire sa jonction avec la tête de la colonne gravissant par Incanale. Bonaparte, bien avant le jour, donna l'éveil aux troupes de Joubert, qui, après quarante-huit heures de combat, prenaient un peu de repos. Il fit attaquer les postes avancés de l'infanterie autrichienne, les repoussa, et s'étendit plus largement sur le plateau.

L'action devint extrêmement vive. L'infanterie autrichienne, sans canons, plia devant la nôtre, qui était armée de sa formidable artillerie, et recula en demi-cercle vers l'amphithéâtre du Monte-Baldo. Mais un événement fâcheux arriva dans l'instant à notre gauche. Le corps de Liptai, qui tenait l'extrémité du demi-cercle ennemi, donna sur la gauche de Joubert, composée des quatre-vingt-neuvième et vingt-cinquième demi-brigades, les surprit, les rompit, et les obligea à se retirer en désordre. La quatorzième, venant immédiatement après ces deux demi-brigades, se forma en crochet pour couvrir le reste de la ligne, et résista avec un admirable courage. Les Autrichiens se réunirent contre elle, et sont près de l'accabler. Ils veulent surtout lui enlever ses canons, dont les chevaux ont été tués. Déjà ils arrivent sur les pièces, lorsqu'un officier s'écrie: "Grenadiers de la quatorzième, laisserez-vous enlever vos pièces?" Sur-le-champ cinquante hommes s'élançant à la suite du brave officier, repoussent les Autrichiens, s'attellent aux pièces, et les ramènent.

Bonaparte, voyant le danger, laisse Berthier sur le point menacé, et part au galop pour Rivoli, afin d'aller chercher du secours. Les premières troupes de Masséna arrivaient à peine, après avoir marché toute la nuit. Bonaparte se saisit de la trente-deuxième, devenue fameuse par ses exploits durant la campagne, et la porta à la gauche,

pour rallier les deux demi-brigades qui avaient plié. L'intrepide Massena s'avance à sa tête, rallie derrière lui les troupes rompues, et renverse tout ce qui se présente à sa rencontre. Il repousse les Autrichiens, et vient se placer à côté de la quatorzième, qui n'avait cessé de faire des prodiges de valeur. Le combat se trouve ainsi rétabli sur ce point, et l'armée occupe le demi-cercle du plateau. Mais l'échec momentané de la gauche avait obligé Joubert à se replier avec la droite; il cédait du terrain, et déjà l'infanterie autrichienne se rapprochait une seconde fois du point que Bonaparte avait mis tant d'intérêt à lui faire abandonner; elle allait joindre le débouché par lequel le chemin tournant d'Incanale aboutissait sur le plateau. Dans ce même instant, la colonne composée d'artillerie et de cavalerie, et précédée de plusieurs bataillons de grenadiers, gravissait le chemin tournant, et, avec des efforts incroyables de bravoure, en repoussait la trente-neuvième. Wukassovich, de l'autre rive de l'Adige, lançait une grêle de boulets pour protéger cette espèce d'escalade. Déjà les grenadiers avaient gravi le sommet du défilé, et la cavalerie débouchait à leur suite sur le plateau. Ce n'était pas tout: la colonne de Lusignan, dont on avait vu au loin les feux, et qu'on avait aperçue à la gauche tournant la position des Français, venait se mettre sur leurs derrières, intercepter la route de Verone, et barrer le chemin à Rey, qui arrivait de Castel-Novo avec la division de réserve. Déjà les soldats de Lusignan, se voyant sur les derrières de l'armée française, battaient des mains, et la croyaient prise. Ainsi sur ce plateau, serré de front par un demi-cercle d'infanterie, tourne à gauche par une forte colonne, escalade à droite par le gros de l'armée autrichienne, et laboure par les boulets qui portaient de la rive opposée de l'Adige sur ce plateau, Bonaparte était isolé avec les seules divisions Joubert et Massena, au milieu d'une nuée d'ennemis. Il était avec seize mille hommes enveloppé par quarante au moins.

Dans ce moment si redoutable, il n'est pas ébranlé. Il conserve toute la chaleur et toute la promptitude de l'inspiration. En voyant les Autrichiens de Lusignan, il dit: *«Ceux-là sont à nous»*, et il les laisse s'engager sans s'inquiéter de leur mouvement. Les soldats, devant leur général, partagent sa confiance, et se disent aussi: *«Ils sont à nous»*.

Dans cet instant, Bonaparte ne s'occupe que de ce qui se passe devant lui. Sa gauche est couverte par l'héroïsme de la quatorzième et de la trente-deuxième; sa droite est menacée à la fois par l'infanterie qui a repris l'offensive, et par la colonne qui escalade le plateau. Il ordonne sur-le-champ des mouvements décisifs. Une batterie d'artillerie légère, deux escadrons, sous deux braves officiers, Leclerc et Lasalle, sont dirigés sur le débouché envahi. Joubert, qui, avec l'extrême droite, avait ce débouché à dos, fait volte-face avec un corps d'infanterie légère. Tous chargent à la fois. L'artillerie mitraille d'abord tout ce qui a débouché; la cavalerie et l'infanterie légère chargent ensuite avec vigueur. Joubert a son cheval tué; il se relève plus terrible, et s'élance sur l'ennemi un fusil à la main. Tout ce qui a débouché, grenadiers, cavalerie, artillerie, tout est précipité péle-mêle dans l'escalier tournant d'Incanale. Un désordre horrible s'y répand; quelques pièces, plongeant dans le défilé, y augmentent l'épouvante et la confusion. À chaque pas on tue, on fait des prisonniers. Après avoir délivré le plateau des assaillants qui l'avaient escaladé, Bonaparte reporte ses coups sur l'infanterie, qui était rangée en demi-cercle devant lui, et jette sur elle Joubert avec l'infanterie légère, Lasalle avec deux cents hussards. À cette nouvelle attaque, l'épouvante se répand dans cette infanterie, privée maintenant de tout espoir de jonction; elle fuit en désordre. Alors toute notre ligne

demi-circulaire s'ébranle de la droite à la gauche, jette les Autrichiens contre l'amphithéâtre du Monte-Baldo, et les poursuit à outrance dans les montagnes. Bonaparte se reporte ensuite sur ses derrières, et vient réaliser sa prédiction sur le corps de Lusignan. Ce corps, en voyant les désastres de l'armée autrichienne, s'aperçoit bientôt de son sort. Bonaparte, après l'avoir mitrillé, ordonne à la dix-huitième et à la soixante-quinzième demi-brigade de le charger. Ces braves demi-brigades s'ébranlent en entonnant le *Chant du départ*, et poussent Lusignan sur la route de Verone, par laquelle arrivait Rey avec la division de réserve. Le corps autrichien résiste d'abord, puis se retire, et vient donner contre la tête de la division Rey. Épouvanté à cette vue, il invoque la clémence du vainqueur, et met bas les armes, au nombre de quatre mille soldats. On en avait pris déjà deux mille dans le défilé de l'Adige.

Il était cinq heures, et on peut dire que l'armée autrichienne était anéantie. Lusignan était pris; l'infanterie, qui était venue par les montagnes, fuyait à travers des rochers affreux; la colonne principale était engouffrée sur le bord du fleuve; le corps accessoire de Wukassowitch assistait inutilement à ce désastre, séparé par l'Adige du champ de bataille. Cette admirable victoire n'étourdit point la pensée de Bonaparte; il songe au Bas-Adige qu'il a laissé menacé; il juge que Joubert, avec sa brave division, et Rey avec la division de réserve, suffiront pour porter les derniers coups à l'ennemi, et pour lui enlever des milliers de prisonniers. Il rallie la division Masséna, qui s'était battue le jour précédent à Verone, qui avait ensuite marché toute la nuit, s'était battue tout le jour du 25 (14), et il part avec elle pour marcher encore toute la nuit qui va suivre, et voler à de nouveaux combats. Ces braves soldats, le visage joyeux, et comptant sur de nouvelles victoires, semblent ne pas sentir les fatigues. Ils volent plutôt qu'ils ne marchent pour aller couvrir Mantoue, dont quatorze lieues les séparent.

Bonaparte apprend en route ce qui s'est passé sur le Bas-Adige. Provera, se dérochant à Augereau, a jeté un pont à Anghiari, un peu au-dessus de Legnago: il a laissé Hoenzöln au-delà de l'Adige, et a marché sur Mantoue avec neuf ou dix mille hommes. Augereau, averti trop tard, s'est jeté cependant à sa suite, l'a pris en queue, et lui a fait deux mille prisonniers. Mais avec sept à huit mille soldats, Provera marche sur Mantoue pour se joindre à la garnison. Bonaparte apprend ces détails à Castel-Novo. Il craint que la garnison avertie ne sorte pour donner la main au corps qui arrive, et ne prenne le corps de blocus entre deux feux. Il a marché toute la nuit du 25 au 26 (14-15) avec la division Masséna; il la fait marcher encore tout le jour du 26 (15), pour qu'elle arrive le soir devant Mantoue. Il y dirige en outre les réserves qu'il avait laissées intermédiairement à Villa-Franca, et y vole de sa personne pour y faire ses dispositions.

Ce jour même du 26 (15), Provera était arrivé devant Mantoue. Il se présente au faubourg de Saint-George, dans lequel était placé Miollis avec tout au plus quinze cents hommes. Provera le somme de se rendre. Le brave Miollis lui répond à coups de canon. Provera repousse sa porte du côté de la citadelle, espérant une sortie de Wurmser; mais il trouve Serrurier devant lui. Il s'arrête au palais de la Favorite, entre Saint-George et la citadelle, et lance une barque à travers le lac, pour faire dire à Wurmser de déboucher de la place le lendemain matin. Bonaparte arrive dans la soirée, dispose Augereau sur les derrières de Provera, Victor et Masséna sur ses flancs, de manière à le séparer de la citadelle par laquelle Wurmser doit essayer de déboucher. Il oppose

Serrurier a Wurmser. Le lendemain 27 nivose (16 janvier) a la pointe du jour, la bataille s'engage. Wurmser debouche de la place, et attaque Serrurier avec furie; celui-ci lui resiste avec une bravoure egale, et le contient le long des lignes de circonvallation. Victor, a la tete de la cinquante-septieme, qui dans ce jour recut le nom de la Terrible, s'elance sur Provera, et renverse tout ce qui se presente devant lui. Apres un combat opiniatre, Wurmser est rejete dans Mantoue. Provera, traque comme un cerf, enveloppe par Victor, Massena, Augereau, inquiete par une sortie de Miollis, met bas les armes avec six mille hommes. Les jeunes volontaires de Vienne en font partie. Apres une defense honorable, ils rendent leurs armes, et le drapeau brode par les mains de l'imperatrice.

Tel fut le dernier acte de cette immortelle operation, jugee par les militaires une des plus belles et des plus extraordinaires dont l'histoire fasse mention. On apprit que Joubert, poursuivant Alvinzy, lui avait enleve encore sept mille prisonniers. On en avait pris six le jour meme de la bataille de Rivoli, ce qui faisait treize; Augereau en avait fait deux mille; Provera en livrait six mille; on en avait recueilli mille devant Verone, et encore quelques centaines ailleurs, ce qui portait le nombre, en trois jours, a vingt-deux ou vingt-trois mille. La division Massena avait marche et combattu sans relache, depuis quatre journees, marchant la nuit, combattant le jour. Aussi Bonaparte ecrivait-il avec orgueil que ses soldats avaient surpasse la rapidite tant vantee des legions de Cesar. On comprend pourquoi il attacha plus tard au nom de Massena celui de Rivoli. L'action du 25 (14 janvier) s'appela bataille de Rivoli, celle du 27 (16), devant Mantoue, s'appela de la Favorite.

Ainsi, en trois jours encore, Bonaparte avait pris ou tue une moitie de l'armee ennemie, et l'avait comme frappee d'un coup de foudre. L'Autriche avait fait son dernier effort, et maintenant l'Italie etait a nous. Wurmser, rejete dans Mantoue, etait sans espoir; il avait mange tous ses chevaux, et les maladies se joignaient a la famine pour detruire sa garnison. Une plus longue resistance eut ete inutile et contraire a l'humanite. Le vieux marechal avait fait preuve d'un noble courage et d'une rare opiniatrete, il pouvait songer a se rendre. Il envoya un de ses officiers a Serrurier pour parlementer; c'etait Klenau. Serrurier en refera au general en chef, qui se rendit a la conference. Bonaparte, enveloppe dans son manteau, et ne se faisant pas connaitre, ecouta les pourparlers entre Klenau et Serrurier. L'officier autrichien dissertait longuement sur les ressources qui restaient a son general, et assurait qu'il avait encore pour trois mois de vivres. Bonaparte, toujours enveloppe, s'approche de la table aupres de laquelle avait lieu cette conference, saisit le papier sur lequel etaient ecrites les propositions de Wurmser, et se met a tracer quelques lignes sur les marges, sans mot dire, et au grand etonnement de Klenau, qui ne comprenait pas l'action de l'inconnu. Puis, se levant et se decouvrant, Bonaparte s'approche de Klenau: "Tenez, lui dit-il, voila les conditions que j'accorde a votre marechal. S'il avait seulement pour quinze jours de vivres, et qu'il parlat de se rendre, il ne meriterait aucune capitulation honorable. Puisqu'il vous envoie, c'est qu'il est reduit a l'extremite. Je respecte son age, sa bravoure et ses malheurs. Portez-lui les conditions que je lui accorde; qu'il sorte de la place demain, dans un mois ou dans six, il n'aura des conditions ni meilleures, ni pires. Il peut rester tant qu'il conviendra a son honneur."

A ce langage, a ce ton, Klenau reconnut l'illustre capitaine, et courut

porter a Wurmser les conditions qu'il lui avait faites. Le vieux marechal fut plein de reconnaissance, en voyant la generosite dont usait envers lui son jeune adversaire. Il lui accordait la permission de sortir librement de la place avec tout son etat-major; il lui accordait meme deux cents cavaliers, cinq cents hommes a son choix, et six pieces de canon, pour que sa sortie fut moins humiliante. La garnison dut etre conduite a Trieste, pour y etre echangee contre des prisonniers francais. Wurmser se hata d'accepter ces conditions; et pour temoigner sa gratitude au general francais, il l'instruisit d'un projet d'empoisonnement trame contre lui dans les Etats du pape. Il dut sortir de Mantoue le 14 pluvirose (2 fevrier). Sa consolation, en quittant Mantoue, etait de remettre son epee au vainqueur lui-meme; mais il ne trouva que le brave Serrurier, devant lequel il fut oblige de defiler avec tout son etat-major; Bonaparte etait deja parti pour la Romagne, pour aller chatier le pape et punir le Vatican. Sa vanite, aussi profonde que son genie, avait calcule autrement que les vanites vulgaires; il aimait mieux etre absent que present sur le lieu du triomphe.

Mantoue rendue, l'Italie etait definitivement conquise, et cette campagne terminee.

Quand on en considere l'ensemble, l'imagination est saisie par la multitude des batailles, la fecondite des conceptions et l'immensite des resultats. Entre en Italie avec trente et quelques mille hommes, Bonaparte separe d'abord les Piemontais des Autrichiens a Montenotte et Millesimo, acheve de detruire les premiers a Mondovi, puis court apres les seconds, passe devant eux le Po a Plaisance, l'Adda a Lodi, s'empare de la Lombardie, s'y arrete un instant, se remet bientot en marche, trouve les Autrichiens renforces sur le Mincio, et acheve de les detruire a la bataille de Borghetto. La, il saisit d'un coup d'oeil le plan de ses operations futures: c'est sur l'Adige qu'il doit s'etablir, pour faire front aux Autrichiens; quant aux princes qui sont sur ses derrieres, il se contentera de les contenir par des negociations et des menaces. On lui envoie une seconde armee sous Wurmser; il ne peut la battre qu'en se concentrant rapidement, et en frappant alternativement chacune de ses masses isolees en homme resolu, il sacrifie le blocus de Mantoue, ecrase Wurmser a Lonato, Castiglione, et le rejette dans le Tyrol. Wurmser est renforce de nouveau, comme l'avait ete Beaulieu; Bonaparte le previent dans le Tyrol, remonte l'Adige, culbute tout devant lui a Roveredo, se jette a travers la vallee de la Brenta, coupe Wurmser qui croyait le couper lui-meme, le terrasse a Bassano, et l'enferme dans Mantoue. C'est la seconde armee autrichienne detruite apres avoir ete renforcee.

Bonaparte, toujours negociant, menacant des bords de l'Adige, attend la troisieme armee. Elle est formidable, elle arrive avant qu'il ait recu des renforts, il est force de ceder devant elle; il est reduit au desesper, il va succomber, lorsqu'il trouve, au milieu d'un marais impraticable, deux lignes debouchant dans les flancs de l'ennemi, et s'y jette avec une incroyable audace. Il est vainqueur encore a Arcole. Mais l'ennemi est arrete, et n'est pas detruit; il revient une derniere fois, et plus puissant que les premieres. D'une part, il descend des montagnes; de l'autre, il longe le Bas-Adige. Bonaparte decouvre le seul point ou les colonnes autrichiennes, circulant dans un pays montagneux, peuvent se reunir, s'elance sur le celebre plateau de Rivoli, et, de ce plateau, foudroie la principale armee d'Alvinzy; puis, reprenant son vol vers le Bas-Adige, enveloppe tout entiere la colonne qui l'avait franchi. Sa derniere operation est la plus belle, car ici, le bonheur

est uni au genie. Ainsi, en dix mois, outre l'armee piemontaise, trois armees formidables, trois fois renforcees, avaient ete detruites par une armee qui, forte de trente et quelques mille hommes a l'entree de la campagne n'en avait guere recu que vingt pour reparer ses pertes. Ainsi, cinquante-cinq mille Francais avaient battu plus de deux cent mille Autrichiens, en avaient pris plus de quatre-vingt mille, tue ou blesse plus de vingt mille; ils avaient livre douze batailles rangees, plus de soixante combats, passe plusieurs fleuves, en bravant les flots et les feux ennemis. Quand la guerre est une routine purement mecanique, consistant a pousser et a tuer l'ennemi qu'on a devant soi, elle est peu digne de l'histoire; mais quand une de ces rencontres se presente, ou l'on voit une masse d'hommes mue par une seule et vaste pensee, qui se developpe au milieu des eclats de la foudre avec autant de nettete que celle d'un Newton ou d'un Descartes dans le silence du cabinet, alors le spectacle est digne du philosophe, autant que de l'homme d'etat et du militaire: et, si cette identification de la multitude avec un seul individu, qui produit la force a son plus haut degre, sert a proteger, a defendre une noble cause, celle de la liberte, alors la scene devient aussi morale qu'elle est grande.

Bonaparte courait maintenant a de nouveaux projets; il se dirigeait vers Rome, pour terminer les tracasseries de cette cour de pretres, et pour revenir, non plus sur l'Adige, mais sur Vienne. Il avait, par ses succes, ramene la guerre sur son veritable theatre, celui de l'Italie, d'ou l'on pouvait fondre sur les etats hereditaires de l'empereur. Le gouvernement, eclaire par ses exploits, lui envoyait des renforts, avec lesquels il pouvait aller a Vienne dicter une paix glorieuse, au nom de la republique francaise. La fin de la campagne avait releve toutes les esperances que son commencement avait fait naitre.

Les triomphes de Rivoli mirent le comble a la joie des patriotes. On parlait de tous cotes de ces vingt-deux mille prisonniers, et on citait le temoignage des autorites de Milan, qui les avaient passes en revue, et qui en avaient certifie le nombre, pour repondre a tous les doutes de la malveillance. La reddition de Mantoue vint mettre le comble a la satisfaction. Des cet instant, on crut la conquete de l'Italie definitive. Le courrier qui portait ces nouvelles arriva le soir a Paris. On assembla sur-le-champ la garnison, et on les publia a la lueur des torches, au son des fanfares, au milieu des cris de joie de tous les Francais attaches a leur pays. Jours a jamais celebres et a jamais regrettables pour nous! A quelle epoque notre patrie fut-elle plus belle et plus grande? Les orages de la revolution paraissaient calmes; les murmures des partis retentissaient comme les derniers bruits de la tempete. On regardait ces restes d'agitation comme la vie d'un etat libre. Le commerce et les finances sortaient d'une crise epouvantable; le sol entier, restitue a des mains industrielles, allait etre feconde. Un gouvernement compose de bourgeois, nos egaux, regissait la republique avec moderation; les meilleurs etaient appeles a leur succeder. Toutes les voies etaient libres. La France, au comble de la puissance, etait maitresse de tout le sol qui s'etend du Rhin aux Pyrenees, de la mer aux Alpes. La Hollande, l'Espagne, allaient unir leurs vaisseaux aux siens, et attaquer de concert le despotisme maritime. Elle etait resplendissante d'une gloire immortelle. D'admirables armees faisaient flotter ses trois couleurs a la face des rois qui avaient voulu l'aneantir. Vingt heros, divers de caractere et de talent, pareils seulement par l'age et le courage, conduisaient ses soldats a la victoire. Hoche, Kleber, Desaix, Moreau, Joubert, Massena, Bonaparte, et une foule d'autres encore s'avancaient ensemble. On pesait leurs merites divers; mais aucun oeil encore, si perçant qu'il put etre, ne voyait

dans cette generation de heros les malheureux ou les coupables; aucun oeil ne voyait celui qui allait expirer a la fleur de l'age, atteint d'un mal inconnu, celui qui mourrait sous le poignard musulman, ou sous le feu ennemi, celui qui opprimerait la liberte, purs, heureux, pleins d'avenir! Ce ne fut la qu'un moment; mais il n'y a que des momens dans la vie des peuples, comme dans celle des individus. Nous allons retrouver l'opulence avec le repos; quant a la liberte et a la gloire, nous les avons!... "Il faut, a dit un ancien, que la patrie soit non seulement heureuse, mais suffisamment glorieuse." Ce voeu etait accompli. Francais, qui avons vu depuis notre liberte etouffee, notre patrie envahie, nos heros fusilles ou infideles a leur gloire, n'oublions jamais ces jours immortels de liberte, de grandeur et d'esperance!

FIN DU TOME HUITIEME.

TABLE DES CHAPITRES CONTENUS DANS LE TOME HUITIEME.

CHAPITRE I.

Nomination des cinq directeurs.--Installation du corps legislatif et du directoire.--Position difficile du nouveau gouvernement. Detresse des finances; discredit du papier-monnaie.--Premiers travaux du directoire.--Perte des lignes de Mayence.--Reprise des hostilites en Bretagne et en Vendee. Approche d'une nouvelle escadre anglaise sur les cotes de l'Ouest.--Plan de finances propose par le directoire; nouvel emprunt force.--Condamnation de quelques agens royalistes.--La fille de Louis XVI est rendue aux Autrichiens en echange des representans livres par Dumouriez.--Situation des partis a la fin de 1795.--Armistice conclu sur le Rhin.--Operations de l'armee d'Italie. Bataille de Loano.--Expedition de l'Ile-Dieu. Depart de l'escadre anglaise. Derniers efforts de Charette; mesures du general Hoche pour operer la pacification de la Vendee--Resultats de la campagne de 1795.

CHAPITRE II.

Continuation des travaux administratifs du directoire.--Les partis se prononcent dans le sein du corps legislatif.--Institution d'une fete anniversaire du 21 janvier.--Retour de l'ex-ministre de la guerre Beurnonville et des representans Quinette, Camus, Bancal, Lamarque et Drouet, livres a l'ennemi par Dumouriez.--Mecontentement des jacobins. Journal de Baboeuf.--Institution du ministere de la police.--Nouvelles moeurs.--Embarras financiers; creation des mandats.--Conspiration de Baboeuf.--Situation militaire. Plans du directoire.--Pacification de la Vendee; mort de Stofflet et de Charette.

CHAPITRE III.

Campagne de 1796. Conquete du Piemont et de la Lombardie par le general Bonaparte. Batailles de Montenotte, Millesimo. Passage du pont de Lodi.--Etablissement et politique des Francais en Italie.--Operations militaires dans le Nord.--Passage du Rhin par les generaux Jourdan et

Moreau. Batailles de Rastadt et d'Ettlingen.--L'armee d'Italie prend ses positions sur l'Adige et sur le Danube.

CHAPITRE IV.

Etat interieur de la France vers le milieu de l'annee 1796 (an IV).--Embarras financiers du gouvernement. Chute des mandats et du papier-monnaie.--Attaque du camp de Grenelle par les jacobins--Renouvellement du pacte de famille avec l'Espagne, et projet de quadruple alliance.--Projet d'une expedition en Irlande.--Negociations en Italie.--Continuation des hostilites; arrivee de Wurmser sur l'Adige; victoires de Lonato et de Castiglione.--Operations sur le Danube; bataille de Neresheim; marche de l'archiduc Charles contre Jourdan.--Marche de Bonaparte sur la Brenta; batailles de Roveredo, Bassano et Saint-George; retraite de Wurmser dans Mantoue.--Retour de Jourdan sur le Mein; bataille de Wurtzbourg; retraite de Moreau.

CHAPITRE V.

Situation interieure et exterieure de la France apres la retraite des armees d'Allemagne au commencement de l'an V.--Combinaisons de Pitt; ouverture d'une negociation avec le directoire; arrivee de lord Malmesbury a Paris.--Paix avec Naples et avec Genes; negociations infructueuses avec le pape; decheance du duc de Modene; fondation de la republique cispadane.--Mission de Clarke a Vienne.--Nouveaux efforts de l'Autriche en Italie; arrivee d'Alvinzy; extremes dangers de l'armee francaise; bataille d'Arcole.

CHAPITRE VI.

Clarke au quartier-general de l'armee d'Italie.--Rupture des negociations avec le cabinet anglais. Depart de Malmesbury.--Expedition d'Irlande.--Travaux administratifs du directoire dans l'hiver de l'an v. Etat des finances. Recettes et depenses.--Capitulation de Kehl.--Derniere tentative de l'Autriche sur l'Italie. Victoires de Rivoli et de la Favorite; prise de Mantoue. Fin de la memorable campagne de 1796.

End of the Project Gutenberg EBook of Histoire de la Revolution francaise, VIII., by Adolphe Thiers

*** END OF THIS PROJECT GUTENBERG EBOOK HISTOIRE DE LA REVOLUTION ***

***** This file should be named 12295.txt or 12295.zip *****

This and all associated files of various formats will be found in:
<http://www.gutenberg.net/1/2/2/9/12295/>

Produced by Carlo Traverso, Tonya Allen, and the Online Distributed Proofreading Team. This file was produced from images generously

made available by the Bibliotheque nationale de France (BnF/Gallica)
at <http://gallica.bnf.fr>.

Updated editions will replace the previous one--the old editions
will be renamed.

Creating the works from public domain print editions means that no
one owns a United States copyright in these works, so the Foundation
(and you!) can copy and distribute it in the United States without
permission and without paying copyright royalties. Special rules,
set forth in the General Terms of Use part of this license, apply to
copying and distributing Project Gutenberg-tm electronic works to
protect the PROJECT GUTENBERG-tm concept and trademark. Project
Gutenberg is a registered trademark, and may not be used if you
charge for the eBooks, unless you receive specific permission. If you
do not charge anything for copies of this eBook, complying with the
rules is very easy. You may use this eBook for nearly any purpose
such as creation of derivative works, reports, performances and
research. They may be modified and printed and given away--you may do
practically ANYTHING with public domain eBooks. Redistribution is
subject to the trademark license, especially commercial
redistribution.

*** START: FULL LICENSE ***

THE FULL PROJECT GUTENBERG LICENSE
PLEASE READ THIS BEFORE YOU DISTRIBUTE OR USE THIS WORK

To protect the Project Gutenberg-tm mission of promoting the free
distribution of electronic works, by using or distributing this work
(or any other work associated in any way with the phrase "Project
Gutenberg"), you agree to comply with all the terms of the Full Project
Gutenberg-tm License (available with this file or online at
<http://gutenberg.net/license>).

Section 1. General Terms of Use and Redistributing Project Gutenberg-tm
electronic works

1.A. By reading or using any part of this Project Gutenberg-tm
electronic work, you indicate that you have read, understand, agree to
and accept all the terms of this license and intellectual property
(trademark/copyright) agreement. If you do not agree to abide by all
the terms of this agreement, you must cease using and return or destroy
all copies of Project Gutenberg-tm electronic works in your possession.
If you paid a fee for obtaining a copy of or access to a Project
Gutenberg-tm electronic work and you do not agree to be bound by the
terms of this agreement, you may obtain a refund from the person or
entity to whom you paid the fee as set forth in paragraph 1.E.8.

1.B. "Project Gutenberg" is a registered trademark. It may only be
used on or associated in any way with an electronic work by people who
agree to be bound by the terms of this agreement. There are a few
things that you can do with most Project Gutenberg-tm electronic works
even without complying with the full terms of this agreement. See
paragraph 1.C below. There are a lot of things you can do with Project

Gutenberg-tm electronic works if you follow the terms of this agreement and help preserve free future access to Project Gutenberg-tm electronic works. See paragraph 1.E below.

1.C. The Project Gutenberg Literary Archive Foundation ("the Foundation" or PGLAF), owns a compilation copyright in the collection of Project Gutenberg-tm electronic works. Nearly all the individual works in the collection are in the public domain in the United States. If an individual work is in the public domain in the United States and you are located in the United States, we do not claim a right to prevent you from copying, distributing, performing, displaying or creating derivative works based on the work as long as all references to Project Gutenberg are removed. Of course, we hope that you will support the Project Gutenberg-tm mission of promoting free access to electronic works by freely sharing Project Gutenberg-tm works in compliance with the terms of this agreement for keeping the Project Gutenberg-tm name associated with the work. You can easily comply with the terms of this agreement by keeping this work in the same format with its attached full Project Gutenberg-tm License when you share it without charge with others.

1.D. The copyright laws of the place where you are located also govern what you can do with this work. Copyright laws in most countries are in a constant state of change. If you are outside the United States, check the laws of your country in addition to the terms of this agreement before downloading, copying, displaying, performing, distributing or creating derivative works based on this work or any other Project Gutenberg-tm work. The Foundation makes no representations concerning the copyright status of any work in any country outside the United States.

1.E. Unless you have removed all references to Project Gutenberg:

1.E.1. The following sentence, with active links to, or other immediate access to, the full Project Gutenberg-tm License must appear prominently whenever any copy of a Project Gutenberg-tm work (any work on which the phrase "Project Gutenberg" appears, or with which the phrase "Project Gutenberg" is associated) is accessed, displayed, performed, viewed, copied or distributed:

This eBook is for the use of anyone anywhere at no cost and with almost no restrictions whatsoever. You may copy it, give it away or re-use it under the terms of the Project Gutenberg License included with this eBook or online at www.gutenberg.net

1.E.2. If an individual Project Gutenberg-tm electronic work is derived from the public domain (does not contain a notice indicating that it is posted with permission of the copyright holder), the work can be copied and distributed to anyone in the United States without paying any fees or charges. If you are redistributing or providing access to a work with the phrase "Project Gutenberg" associated with or appearing on the work, you must comply either with the requirements of paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 or obtain permission for the use of the work and the Project Gutenberg-tm trademark as set forth in paragraphs 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.3. If an individual Project Gutenberg-tm electronic work is posted with the permission of the copyright holder, your use and distribution must comply with both paragraphs 1.E.1 through 1.E.7 and any additional terms imposed by the copyright holder. Additional terms will be linked

to the Project Gutenberg-tm License for all works posted with the permission of the copyright holder found at the beginning of this work.

1.E.4. Do not unlink or detach or remove the full Project Gutenberg-tm License terms from this work, or any files containing a part of this work or any other work associated with Project Gutenberg-tm.

1.E.5. Do not copy, display, perform, distribute or redistribute this electronic work, or any part of this electronic work, without prominently displaying the sentence set forth in paragraph 1.E.1 with active links or immediate access to the full terms of the Project Gutenberg-tm License.

1.E.6. You may convert to and distribute this work in any binary, compressed, marked up, nonproprietary or proprietary form, including any word processing or hypertext form. However, if you provide access to or distribute copies of a Project Gutenberg-tm work in a format other than "Plain Vanilla ASCII" or other format used in the official version posted on the official Project Gutenberg-tm web site (www.gutenberg.net), you must, at no additional cost, fee or expense to the user, provide a copy, a means of exporting a copy, or a means of obtaining a copy upon request, of the work in its original "Plain Vanilla ASCII" or other form. Any alternate format must include the full Project Gutenberg-tm License as specified in paragraph 1.E.1.

1.E.7. Do not charge a fee for access to, viewing, displaying, performing, copying or distributing any Project Gutenberg-tm works unless you comply with paragraph 1.E.8 or 1.E.9.

1.E.8. You may charge a reasonable fee for copies of or providing access to or distributing Project Gutenberg-tm electronic works provided that

- You pay a royalty fee of 20% of the gross profits you derive from the use of Project Gutenberg-tm works calculated using the method you already use to calculate your applicable taxes. The fee is owed to the owner of the Project Gutenberg-tm trademark, but he has agreed to donate royalties under this paragraph to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation. Royalty payments must be paid within 60 days following each date on which you prepare (or are legally required to prepare) your periodic tax returns. Royalty payments should be clearly marked as such and sent to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation at the address specified in Section 4, "Information about donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation."
- You provide a full refund of any money paid by a user who notifies you in writing (or by e-mail) within 30 days of receipt that s/he does not agree to the terms of the full Project Gutenberg-tm License. You must require such a user to return or destroy all copies of the works possessed in a physical medium and discontinue all use of and all access to other copies of Project Gutenberg-tm works.
- You provide, in accordance with paragraph 1.F.3, a full refund of any money paid for a work or a replacement copy, if a defect in the electronic work is discovered and reported to you within 90 days of receipt of the work.

- You comply with all other terms of this agreement for free distribution of Project Gutenberg-tm works.

1.E.9. If you wish to charge a fee or distribute a Project Gutenberg-tm electronic work or group of works on different terms than are set forth in this agreement, you must obtain permission in writing from both the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and Michael Hart, the owner of the Project Gutenberg-tm trademark. Contact the Foundation as set forth in Section 3 below.

1.F.

1.F.1. Project Gutenberg volunteers and employees expend considerable effort to identify, do copyright research on, transcribe and proofread public domain works in creating the Project Gutenberg-tm collection. Despite these efforts, Project Gutenberg-tm electronic works, and the medium on which they may be stored, may contain "Defects," such as, but not limited to, incomplete, inaccurate or corrupt data, transcription errors, a copyright or other intellectual property infringement, a defective or damaged disk or other medium, a computer virus, or computer codes that damage or cannot be read by your equipment.

1.F.2. LIMITED WARRANTY, DISCLAIMER OF DAMAGES - Except for the "Right of Replacement or Refund" described in paragraph 1.F.3, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, the owner of the Project Gutenberg-tm trademark, and any other party distributing a Project Gutenberg-tm electronic work under this agreement, disclaim all liability to you for damages, costs and expenses, including legal fees. YOU AGREE THAT YOU HAVE NO REMEDIES FOR NEGLIGENCE, STRICT LIABILITY, BREACH OF WARRANTY OR BREACH OF CONTRACT EXCEPT THOSE PROVIDED IN PARAGRAPH F3. YOU AGREE THAT THE FOUNDATION, THE TRADEMARK OWNER, AND ANY DISTRIBUTOR UNDER THIS AGREEMENT WILL NOT BE LIABLE TO YOU FOR ACTUAL, DIRECT, INDIRECT, CONSEQUENTIAL, PUNITIVE OR INCIDENTAL DAMAGES EVEN IF YOU GIVE NOTICE OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGE.

1.F.3. LIMITED RIGHT OF REPLACEMENT OR REFUND - If you discover a defect in this electronic work within 90 days of receiving it, you can receive a refund of the money (if any) you paid for it by sending a written explanation to the person you received the work from. If you received the work on a physical medium, you must return the medium with your written explanation. The person or entity that provided you with the defective work may elect to provide a replacement copy in lieu of a refund. If you received the work electronically, the person or entity providing it to you may choose to give you a second opportunity to receive the work electronically in lieu of a refund. If the second copy is also defective, you may demand a refund in writing without further opportunities to fix the problem.

1.F.4. Except for the limited right of replacement or refund set forth in paragraph 1.F.3, this work is provided to you 'AS-IS' WITH NO OTHER WARRANTIES OF ANY KIND, EXPRESS OR IMPLIED, INCLUDING BUT NOT LIMITED TO WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR ANY PURPOSE.

1.F.5. Some states do not allow disclaimers of certain implied warranties or the exclusion or limitation of certain types of damages. If any disclaimer or limitation set forth in this agreement violates the law of the state applicable to this agreement, the agreement shall be

interpreted to make the maximum disclaimer or limitation permitted by the applicable state law. The invalidity or unenforceability of any provision of this agreement shall not void the remaining provisions.

1.F.6. INDEMNITY - You agree to indemnify and hold the Foundation, the trademark owner, any agent or employee of the Foundation, anyone providing copies of Project Gutenberg-tm electronic works in accordance with this agreement, and any volunteers associated with the production, promotion and distribution of Project Gutenberg-tm electronic works, harmless from all liability, costs and expenses, including legal fees, that arise directly or indirectly from any of the following which you do or cause to occur: (a) distribution of this or any Project Gutenberg-tm work, (b) alteration, modification, or additions or deletions to any Project Gutenberg-tm work, and (c) any Defect you cause.

Section 2. Information about the Mission of Project Gutenberg-tm

Project Gutenberg-tm is synonymous with the free distribution of electronic works in formats readable by the widest variety of computers including obsolete, old, middle-aged and new computers. It exists because of the efforts of hundreds of volunteers and donations from people in all walks of life.

Volunteers and financial support to provide volunteers with the assistance they need, is critical to reaching Project Gutenberg-tm's goals and ensuring that the Project Gutenberg-tm collection will remain freely available for generations to come. In 2001, the Project Gutenberg Literary Archive Foundation was created to provide a secure and permanent future for Project Gutenberg-tm and future generations. To learn more about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation and how your efforts and donations can help, see Sections 3 and 4 and the Foundation web page at <http://www.pglaf.org>.

Section 3. Information about the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

The Project Gutenberg Literary Archive Foundation is a non profit 501(c)(3) educational corporation organized under the laws of the state of Mississippi and granted tax exempt status by the Internal Revenue Service. The Foundation's EIN or federal tax identification number is 64-6221541. Its 501(c)(3) letter is posted at <http://pglaf.org/fundraising>. Contributions to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation are tax deductible to the full extent permitted by U.S. federal laws and your state's laws.

The Foundation's principal office is located at 4557 Melan Dr. S. Fairbanks, AK, 99712., but its volunteers and employees are scattered throughout numerous locations. Its business office is located at 809 North 1500 West, Salt Lake City, UT 84116, (801) 596-1887, email business@pglaf.org. Email contact links and up to date contact information can be found at the Foundation's web site and official page at <http://pglaf.org>

For additional contact information:

Dr. Gregory B. Newby
Chief Executive and Director
gbnewby@pglaf.org

Section 4. Information about Donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation

Project Gutenberg-tm depends upon and cannot survive without wide spread public support and donations to carry out its mission of increasing the number of public domain and licensed works that can be freely distributed in machine readable form accessible by the widest array of equipment including outdated equipment. Many small donations (\$1 to \$5,000) are particularly important to maintaining tax exempt status with the IRS.

The Foundation is committed to complying with the laws regulating charities and charitable donations in all 50 states of the United States. Compliance requirements are not uniform and it takes a considerable effort, much paperwork and many fees to meet and keep up with these requirements. We do not solicit donations in locations where we have not received written confirmation of compliance. To SEND DONATIONS or determine the status of compliance for any particular state visit <http://pglaf.org>

While we cannot and do not solicit contributions from states where we have not met the solicitation requirements, we know of no prohibition against accepting unsolicited donations from donors in such states who approach us with offers to donate.

International donations are gratefully accepted, but we cannot make any statements concerning tax treatment of donations received from outside the United States. U.S. laws alone swamp our small staff.

Please check the Project Gutenberg Web pages for current donation methods and addresses. Donations are accepted in a number of other ways including including checks, online payments and credit card donations. To donate, please visit: <http://pglaf.org/donate>

Section 5. General Information About Project Gutenberg-tm electronic works.

Professor Michael S. Hart is the originator of the Project Gutenberg-tm concept of a library of electronic works that could be freely shared with anyone. For thirty years, he produced and distributed Project Gutenberg-tm eBooks with only a loose network of volunteer support.

Project Gutenberg-tm eBooks are often created from several printed editions, all of which are confirmed as Public Domain in the U.S. unless a copyright notice is included. Thus, we do not necessarily keep eBooks in compliance with any particular paper edition.

Each eBook is in a subdirectory of the same number as the eBook's eBook number, often in several formats including plain vanilla ASCII, compressed (zipped), HTML and others.

Corrected EDITIONS of our eBooks replace the old file and take over the old filename and etext number. The replaced older file is renamed. VERSIONS based on separate sources are treated as new eBooks receiving new filenames and etext numbers.

Most people start at our Web site which has the main PG search facility:

<http://www.gutenberg.net>

This Web site includes information about Project Gutenberg-tm, including how to make donations to the Project Gutenberg Literary Archive Foundation, how to help produce our new eBooks, and how to subscribe to our email newsletter to hear about new eBooks.

EBooks posted prior to November 2003, with eBook numbers BELOW #10000, are filed in directories based on their release date. If you want to download any of these eBooks directly, rather than using the regular search system you may utilize the following addresses and just download by the etext year.

<http://www.gutenberg.net/etext06>

(Or /etext 05, 04, 03, 02, 01, 00, 99,
98, 97, 96, 95, 94, 93, 92, 91 or 90)

EBooks posted since November 2003, with etext numbers OVER #10000, are filed in a different way. The year of a release date is no longer part of the directory path. The path is based on the etext number (which is identical to the filename). The path to the file is made up of single digits corresponding to all but the last digit in the filename. For example an eBook of filename 10234 would be found at:

<http://www.gutenberg.net/1/0/2/3/10234>

or filename 24689 would be found at:

<http://www.gutenberg.net/2/4/6/8/24689>

An alternative method of locating eBooks:

<http://www.gutenberg.net/GUTINDEX.ALL>

Livros Grátis

(<http://www.livrosgratis.com.br>)

Milhares de Livros para Download:

[Baixar livros de Administração](#)

[Baixar livros de Agronomia](#)

[Baixar livros de Arquitetura](#)

[Baixar livros de Artes](#)

[Baixar livros de Astronomia](#)

[Baixar livros de Biologia Geral](#)

[Baixar livros de Ciência da Computação](#)

[Baixar livros de Ciência da Informação](#)

[Baixar livros de Ciência Política](#)

[Baixar livros de Ciências da Saúde](#)

[Baixar livros de Comunicação](#)

[Baixar livros do Conselho Nacional de Educação - CNE](#)

[Baixar livros de Defesa civil](#)

[Baixar livros de Direito](#)

[Baixar livros de Direitos humanos](#)

[Baixar livros de Economia](#)

[Baixar livros de Economia Doméstica](#)

[Baixar livros de Educação](#)

[Baixar livros de Educação - Trânsito](#)

[Baixar livros de Educação Física](#)

[Baixar livros de Engenharia Aeroespacial](#)

[Baixar livros de Farmácia](#)

[Baixar livros de Filosofia](#)

[Baixar livros de Física](#)

[Baixar livros de Geociências](#)

[Baixar livros de Geografia](#)

[Baixar livros de História](#)

[Baixar livros de Línguas](#)

[Baixar livros de Literatura](#)
[Baixar livros de Literatura de Cordel](#)
[Baixar livros de Literatura Infantil](#)
[Baixar livros de Matemática](#)
[Baixar livros de Medicina](#)
[Baixar livros de Medicina Veterinária](#)
[Baixar livros de Meio Ambiente](#)
[Baixar livros de Meteorologia](#)
[Baixar Monografias e TCC](#)
[Baixar livros Multidisciplinar](#)
[Baixar livros de Música](#)
[Baixar livros de Psicologia](#)
[Baixar livros de Química](#)
[Baixar livros de Saúde Coletiva](#)
[Baixar livros de Serviço Social](#)
[Baixar livros de Sociologia](#)
[Baixar livros de Teologia](#)
[Baixar livros de Trabalho](#)
[Baixar livros de Turismo](#)